

Rémunération des salariés

État et évolution comparés

2020

Pour tout renseignement concernant l'ISQ et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Ce document est disponible seulement en version électronique

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2020
ISBN 978-2-550-88091-2 (PDF)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 1999

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.

www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Novembre 2020

Avant-propos

L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a, en raison de la mission qui lui est conférée par la loi, le devoir d'informer le public de l'état et de l'évolution de la rémunération globale des salariés syndiqués de l'administration publique québécoise. Dans le présent rapport, ces derniers sont comparés avec les autres salariés travaillant dans des entreprises de 200 employés et plus au Québec.

Les résultats sont tirés de l'édition 2020 de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG). Cette enquête est menée chaque année, et les résultats qui en découlent doivent être publiés au plus tard le 30 novembre en vertu de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec. Cette année, la tenue de l'ERG a été affectée par les mesures de confinement mises en place en raison de la pandémie de COVID-19, qui ont eu des répercussions tant du côté des entreprises participant à l'enquête que du côté de l'ISQ, qui a notamment dû adapter sa façon de procéder pour la collecte d'information afin de respecter la date fixée par la Loi.

Ces changements ne remettent nullement en doute la fiabilité et la pertinence des résultats obtenus. Ainsi, comme les années passées, ce rapport continue de constituer un cadre de référence pouvant aider les parties patronale et syndicales de l'administration à se positionner selon leurs priorités respectives. Par ailleurs, cette publication fournit au public en général et aux acteurs du milieu du travail des données objectives et stratégiques pour alimenter leurs discussions.

L'édition 2020 du rapport présente tous les résultats détaillés de la comparaison par emploi repère ainsi que l'évolution des écarts de rémunération globale de 2011 à 2020. Le rapport s'accompagne aussi de *Faits saillants*, qui sont pratiques pour ceux et celles qui veulent avoir un aperçu des principaux résultats.

La prochaine année sera marquée par la production d'analyses connexes au présent rapport, telles qu'une étude de sensibilité concernant la relativité salariale sur les écarts de rémunération et un bulletin sur la rémunération des ouvriers dans l'administration québécoise. Ces travaux devraient permettre de bien mettre en contexte les résultats et de faciliter la compréhension des conditions de rémunération.

Par ailleurs, l'ISQ réalisera des analyses sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur le marché du travail québécois. Un bulletin portant sur les répercussions de la pandémie sur la rémunération et les conditions de travail des autres salariés québécois travaillant dans des entreprises de 200 employés et plus sera diffusé prochainement.

L'ISQ remercie toutes les personnes qui ont contribué aux diverses étapes ayant mené à la réalisation de ce rapport, notamment les répondants à l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*, source des données de la comparaison, et réitère son engagement, toujours primordial, à protéger la confidentialité des renseignements recueillis.

Le directeur général,



Daniel Florea

Produire une information statistique pertinente, fiable, objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est l'engagement « qualité » de l'Institut de la statistique du Québec.

La coordination de ce rapport a été assurée par :	Pharet Pheng, avec la collaboration de Nadège Jean
Direction des statistiques du travail et de la rémunération :	Patrice Gauthier, directeur
Ont apporté leur précieuse collaboration :	Rhéana Adebo, David Chapados, Marie-Josée Dufour, Anca Maria Florea, Mélanie Grenier, Nadège Jean, Pharet Pheng et Vladimir Racila, pour la validation et l'analyse des résultats de la comparaison. Mario Haché et Chantal Caouette, pour les développements méthodologiques et les traitements statistiques des résultats de la comparaison. Pascal Michel et Dominique Sam-Pan, pour les traitements informatiques. Ann Doucet et tous les membres de l'équipe « enquêtes – rémunération », pour la collecte et la validation des données sur la rémunération globale. France Lozeau, pour la mise en page et la Direction de la diffusion et des communications pour la révision linguistique.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2020). *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*, [En ligne], Québec, L'Institut, 154 p. <https://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/remuneration-salaries-2020.pdf>

L'Institut remercie les maisons de prévisions et d'experts-conseils qui ont collaboré à la réalisation de ce rapport, soit la Banque Nationale, la Banque de Montréal Groupe financier, la Banque Royale du Canada, la Banque Laurentienne, le Mouvement des caisses Desjardins du Québec, Conference Board du Canada, Normandin Beaudry, Willis Towers Watson et Saucier conseil.

Pour tout renseignement concernant le contenu de ce rapport, s'adresser à :	Direction des statistiques du travail et de la rémunération : Institut de la statistique du Québec 1200, avenue McGill College, bureau 1020 Montréal (Québec) H3B 4J8 Téléphone : 514 876-4384 Télécopieur : 514 876-1767 Site Web : www.stat.gouv.qc.ca
--	---

Signes conventionnels :

Ce rapport utilise les symboles suivants :

- ... N'ayant pas lieu de figurer
- .. Donnée non disponible
- x Donnée confidentielle
- k En milliers
- n Nombre

Avertissements :

En raison de l'arrondissement des données et des critères de confidentialité, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Dans tout le texte, les mots *salariés*, *employés*, *professionnels*, *techniciens*, etc., font indifféremment référence au masculin et au féminin

Table des matières

Principaux résultats	9
Introduction	15
La méthodologie	17
Les orientations et les approches méthodologiques.....	18
Le traitement et l'analyse des données.....	31
Les particularités de l'administration québécoise	33
Les événements susceptibles d'affecter la comparaison.....	33
L'environnement économique et le marché du travail	36
Les tendances salariales	36
Banque de données	41

Liste des tableaux

La méthodologie

I	Marché du travail au Québec et grands secteurs comparés	18
II	Éléments et composantes de la rémunération globale.....	22
III	Panier des emplois repères par catégories d'employés.....	28
IV	Population de référence pour la comparaison.....	29
V	Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise, selon les catégories d'emplois	30
VI	Modes de collecte pour chacun des groupes de rotation, ERG 2014 à 2020.....	32
VII	Nombre de conventions en vigueur, de conventions nouvellement signées et de salariés couverts, Québec, 2019 et 2020	39

Liste des figures

La méthodologie

I	Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon la syndicalisation et le secteur d'activité, 2020.....	26
II	Proportion d'employés occupant un emploi apparié à un emploi repère et dont la convention collective est échue, par secteur, 2020	36

Banque de données

A Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2020

- A-1 Autres salariés québécois
- A-2 Secteur privé
- A-3 Secteur « autre public »
- A-4 Administration municipale
- A-5 Secteur « entreprises publiques »
- A-6 Secteur universitaire
- A-7 Administration fédérale
- A-8 Autres salariés québécois syndiqués
- A-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- A-10 Secteur privé syndiqué
- A-11 Secteur privé non syndiqué

B Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2020

- B-1 Autres salariés québécois
- B-2 Secteur privé
- B-3 Secteur « autre public »
- B-4 Administration municipale
- B-5 Secteur « entreprises publiques »
- B-6 Secteur universitaire
- B-7 Administration fédérale
- B-8 Autres salariés québécois syndiqués
- B-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- B-10 Secteur privé syndiqué
- B-11 Secteur privé non syndiqué

C Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2020

- C-1 Autres salariés québécois
- C-2 Secteur privé
- C-3 Secteur « autre public »
- C-4 Administration municipale
- C-5 Secteur « entreprises publiques »
- C-6 Secteur universitaire
- C-7 Administration fédérale
- C-8 Autres salariés québécois syndiqués
- C-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- C-10 Secteur privé syndiqué
- C-11 Secteur privé non syndiqué

D Distribution de l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2020

- D-1 Selon le nombre d'emplois repères
- D-2 Selon le pourcentage de l'effectif

E Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2020

- E-1 Autres salariés québécois
- E-2 Secteur privé
- E-3 Secteur « autre public »
- E-4 Administration municipale
- E-5 Secteur « entreprises publiques »
- E-6 Secteur universitaire
- E-7 Administration fédérale
- E-8 Autres salariés québécois syndiqués
- E-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- E-10 Secteur privé syndiqué
- E-11 Secteur privé non syndiqué

F Heures hebdomadaires moyennes de travail par catégorie d'emplois, administration québécoise et secteurs de comparaison, en 2020

G-1 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2020 et 2011

G-2 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2020 et 2011

H Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2020

I Évolution de la distribution des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2020

J Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2020

K Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2020

Principaux résultats

Le salaire et la rémunération globale

L'ensemble des autres salariés québécois

En 2020, les employés de l'administration québécoise affichent, dans l'ensemble, un retard salarial de 16,5 % par rapport aux autres salariés québécois. Plus précisément, un retard est observé pour 62 emplois repères sur 74, ce qui représente 83 % de l'effectif. De plus, toutes les catégories d'emplois de l'administration québécoise accusent un retard salarial, à l'exception de celle des employés de service, qui affichent une situation de parité. Les écarts varient de - 15,0 % chez les professionnels à - 34,0 % chez les ouvriers.

La rémunération globale des salariés de l'administration québécoise est, dans l'ensemble, inférieure de 9,2 % à celle des autres salariés québécois. Cette situation de retard est observée pour 45 des 74 emplois repères, regroupant 67 % de l'effectif, et pour quatre des cinq catégories d'emplois étudiées. Dans la catégorie des employés de service, la rémunération globale des salariés de l'administration québécoise est à parité avec celle des autres salariés québécois.

Le retard plus faible observé sur le plan de la rémunération globale que sur celui du salaire s'explique par un nombre d'heures de présence au travail moindre dans l'administration québécoise, et ce, dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau.

Le secteur privé

Les employés de l'administration québécoise ont, dans l'ensemble, un retard salarial de 13,3 % par rapport à ceux du secteur privé. Plus précisément, un retard est noté pour 51 des 72 emplois repères, regroupant 78 % de l'effectif. En outre, quatre catégories d'emplois accusent un retard salarial dans l'administration québécoise. Les écarts se situent entre - 12,2 % et - 36,0 %. Quant aux employés de service, ils affichent une situation de parité.

Dans l'ensemble, l'administration québécoise et le secteur privé sont à parité en ce qui concerne la rémunération globale. La parité est observée pour 24 des 72 emplois repères, comptant pour 29 % de l'effectif, alors que 22 emplois affichent une avance (45 % de l'effectif) et 26, un retard (26 % de l'effectif). La situation de parité s'explique par le fait que l'avance notée pour 22 emplois est contrebalancée par le retard constaté pour 26 emplois. Toutes les catégories d'emplois de l'administration québécoise affichent une situation de parité quant à la rémunération globale, à l'exception de celle des ouvriers, qui présente un retard de 29,3 %.

La situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan de la rémunération globale que sur celui du salaire, en raison des débours plus élevés pour les avantages sociaux et du nombre d'heures de présence au travail moindre dans ce secteur, et ce, dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des techniciens et des employés de bureau.

Le secteur « autre public »

L'administration québécoise affiche, dans l'ensemble, un retard salarial de 23,5 % par rapport au secteur « autre public ». Sur le plan de la rémunération globale, elle montre aussi un retard, qui est encore plus important (28,3 %). Sur le plan du salaire et de la rémunération globale, la situation de retard est observée pour 72 des 73 emplois repères comparés, qui regroupent la quasi-totalité de l'effectif. Les écarts salariaux vont de - 18,7 % chez les employés de service à - 33,5 % chez les ouvriers, alors que les écarts concernant la rémunération globale varient de - 21,2 % chez les professionnels à - 46,3 % chez les ouvriers.

Le retard plus prononcé sur le plan de la rémunération globale que sur celui du salaire s'explique par des coûts moins importants des avantages sociaux dans l'administration québécoise, dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, à l'exception de celle des employés de service. À cela s'ajoute un nombre d'heures de travail plus grand dans l'ensemble des emplois et dans les catégories des employés de bureau et des ouvriers de l'administration québécoise.

L'administration municipale

Par rapport à l'administration municipale, l'administration québécoise accuse, dans l'ensemble, des retards respectifs de 27,9 % et de 39,4 % au chapitre des salaires et de la rémunération globale. Sur le plan du salaire, la situation de retard est notée pour 63 des 64 emplois repères, ce qui représente la quasi-totalité de l'effectif. En ce qui concerne la rémunération globale, tous les emplois repères affichent un retard. En outre, des retards sont observés dans toutes les catégories d'emplois. Les écarts salariaux se situent entre - 19,5 % et - 32,7 %, alors que les écarts touchant la rémunération globale vont de - 26,2 % à - 53,6 %.

Le retard plus important enregistré pour la rémunération globale que pour le salaire résulte du nombre d'heures de présence au travail plus élevé dans l'administration québécoise, dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, à l'exception de celle des professionnels. À cela s'ajoutent des débours inférieurs pour les avantages sociaux dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, sauf celle des employés de service.

Le secteur « entreprises publiques »

L'administration québécoise accuse, dans l'ensemble, un retard salarial de 22,3 % par rapport au secteur « entreprises publiques ». Un retard est constaté dans toutes les catégories d'emplois et dans 61 des 64 emplois repères, représentant 95 % de l'effectif. Les écarts vont de - 11,9 % chez les employés de service à - 40,9 % chez les ouvriers.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est, dans l'ensemble, en retard de 25,8 % par rapport au secteur « entreprises publiques ». Au total, ce sont 58 des 64 emplois repères, regroupant 96 % de l'effectif, qui affichent un retard. Les écarts vont de - 17,8 % à - 47,5 % dans les cinq catégories d'emplois de l'administration québécoise.

Le retard plus important enregistré pour la rémunération globale que pour le salaire résulte du nombre d'heures de présence au travail plus élevé dans l'administration québécoise, et ce, dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, sauf celles des professionnels et des techniciens. À cela s'ajoutent des débours inférieurs pour les avantages sociaux dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, sauf celle des employés de service.

Le secteur universitaire

Les employés de l'administration québécoise accusent, dans l'ensemble, un retard salarial de 15,6 % par rapport aux salariés du secteur universitaire. Plus précisément, un retard s'observe pour 57 des 63 emplois repères, regroupant 91 % de l'effectif. En outre, toutes les catégories d'emplois affichent des retards dans l'administration québécoise, les écarts allant de - 8,2 % chez les employés de service à - 21,7 % chez les employés de bureau.

En ce qui a trait à la rémunération globale, les employés de l'administration québécoise ont, dans l'ensemble, un retard de 20,4 % comparativement aux salariés du secteur universitaire. Au total, 60 des 63 emplois repères, comptant pour 97 % de l'effectif, présentent une situation de retard. De plus, des retards sont constatés dans les cinq catégories d'emplois, les écarts se situant entre - 14,7 % et - 28,8 %.

L'affaiblissement de la situation de l'administration québécoise du salaire à la rémunération globale est attribuable au nombre d'heures de présence au travail plus élevé dans ce secteur, et ce, dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois. À cela s'ajoutent des débours moins importants pour les avantages sociaux dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des professionnels et des ouvriers.

L'administration fédérale

L'administration québécoise affiche, dans l'ensemble, un retard par rapport à l'administration fédérale, tant sur le plan du salaire (- 23,0 %) que sur celui de la rémunération globale (- 22,5 %). Cette situation s'observe pour toutes les catégories d'emplois et tous les emplois repères comparés. Les écarts vont de - 18,1 % chez les employés de service à - 34,7 % chez les ouvriers en ce qui concerne les salaires, et ils se situent respectivement entre - 19,0 % et - 35,5 % pour ce qui est de la rémunération globale.

Le retard moins marqué de la rémunération globale par rapport à celui du salaire est attribuable au nombre d'heures de présence au travail moindre dans l'administration québécoise dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des techniciens et des employés de bureau, et ce, malgré des coûts moins importants des avantages sociaux dans ce secteur dans l'ensemble des emplois repères et dans ces deux mêmes catégories d'emplois.

Les autres salariés québécois syndiqués

Les employés de l'administration québécoise présentent, dans l'ensemble, un retard salarial de 22,3 % par rapport aux autres salariés québécois syndiqués. Plus précisément, une situation de retard est notée pour 65 des 73 emplois repères, représentant 87 % de l'effectif. De plus, toutes les catégories d'emplois affichent un retard salarial. Les écarts vont de - 10,6 % chez les employés de service à - 37,4 % chez les ouvriers.

En ce qui concerne la rémunération globale, les employés de l'administration québécoise montrent un retard de 23,7 % par rapport aux autres salariés québécois syndiqués. En fait, un retard est observé pour 62 des 73 emplois repères, qui représentent 84 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois présentent un retard (se situant entre 19,8 % et 39,7 %), sauf celle des employés de service, qui affiche une situation de parité.

Le retard plus prononcé sur le plan de la rémunération globale que sur celui du salaire est attribuable aux coûts moins importants des avantages sociaux dans l'administration québécoise dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des professionnels et des employés de bureau, et ce, malgré des heures de présence au travail moindres dans ce secteur dans l'ensemble des emplois repères et dans la catégorie des professionnels.

Les autres salariés québécois non syndiqués

Le salaire des employés de l'administration québécoise est, dans l'ensemble, inférieur de 9,6 % à celui des autres salariés québécois non syndiqués. Cette situation de retard s'observe plus précisément pour 40 des 71 emplois repères, représentant 70 % de l'effectif. En outre, un retard salarial est constaté dans quatre des cinq catégories d'emplois, les écarts allant de - 12,3 % à - 14,1 %. Les employés de service affichent, pour leur part, une avance de 10,9 %.

Quant à la rémunération globale des employés de l'administration québécoise, elle est, dans l'ensemble, supérieure de 4,1 % à celle des autres salariés québécois non syndiqués. Une avance est notée pour 30 des 71 emplois repères, regroupant 58 % de l'effectif. De plus, quatre des cinq catégories d'emplois affichent une situation de parité dans les deux secteurs. Les employés de service, quant à eux, montrent une avance de 22,9 %.

La situation de l'administration québécoise est meilleure en termes de rémunération globale qu'en termes de salaire, car le nombre d'heures de présence au travail est moins élevé dans ce secteur dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois. La meilleure posture de l'administration québécoise quant à la rémunération globale s'explique aussi par des coûts plus importants des avantages sociaux dans ce secteur dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, sauf celle des professionnels.

Le secteur privé syndiqué

Les employés de l'administration québécoise accusent, dans l'ensemble, un retard salarial de 20,5 % par rapport aux employés du secteur privé syndiqué. Un retard s'observe pour 47 des 63 emplois repères, regroupant 76 % de l'effectif. En outre, toutes les catégories d'emplois accusent un retard salarial dans l'administration québécoise, les écarts se situant entre - 10,0 % et - 42,6 %.

Sur le plan de la rémunération globale, les employés de l'administration québécoise affichent un retard de 16,8 % par rapport aux salariés syndiqués du secteur privé, et ce, dans 40 des 63 emplois repères, regroupant 60 % de l'effectif. De plus, quatre des cinq catégories d'emplois présentent un retard, les écarts allant de - 12,8 % à - 37,4 %. Les employés de service, pour leur part, affichent une situation de parité dans les deux secteurs.

Le retard plus faible sur le plan de rémunération globale que sur celui du salaire s'explique par un nombre d'heures de présence au travail moindre dans l'administration québécoise, et ce, dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans la catégorie des techniciens.

Le secteur privé non syndiqué

Le salaire des employés de l'administration québécoise est, dans l'ensemble, inférieur de 9,0 % à celui des employés du secteur privé non syndiqué. Un retard est constaté pour 38 des 70 emplois repères, comptant pour 69 % de l'effectif. En outre, un retard salarial est noté dans quatre des cinq catégories d'emplois, les écarts se situant entre - 11,7 % et - 13,2 %. Quant au salaire des employés de service, celui dans l'administration québécoise est supérieur de 10,9 % à celui dans le secteur privé non syndiqué.

Pour ce qui est de la rémunération globale, l'administration québécoise possède, dans l'ensemble, une avance de 5,2 % par rapport au secteur privé non syndiqué. Plus précisément, une avance est observée pour 32 des 70 emplois repères, regroupant 60 % de l'effectif. De plus, trois des cinq catégories d'emplois affichent une avance; les écarts se situent entre 4,2 % et 22,9 %. Les professionnels et les ouvriers, pour leur part, affichent une situation de parité dans les deux secteurs.

La situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan de la rémunération globale que sur celui du salaire car, dans ce secteur, les coûts des avantages sociaux sont plus importants et le nombre d'heures de présence au travail est moindre, et ce, dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories d'emplois, sauf celle des professionnels. Pour les professionnels, seul le nombre d'heures de présence au travail moins élevé dans l'administration québécoise explique que la situation soit meilleure.

Les échelles salariales

Les maximums normaux des échelles salariales des professionnels, des techniciens et des employés de bureau de l'administration québécoise sont moins élevés que ceux des échelles salariales de l'ensemble des autres salariés québécois. Un retard est également observé sur le plan salarial dans ces trois mêmes catégories d'emplois. Chez les professionnels, le retard du maximum normal est moins important que celui du salaire, la position des employés de l'administration québécoise dans leur échelle salariale étant moins avancée que celle de l'ensemble des autres salariés québécois. Chez les techniciens, le retard du maximum normal est comparable à celui du salaire. Enfin, chez les employés de bureau, c'est plutôt sur le plan du salaire que la situation de l'administration québécoise est meilleure.

En comparaison avec les autres secteurs étudiés, les maximums normaux dans l'administration québécoise sont inférieurs, tant pour les professionnels et les techniciens que pour les employés de bureau. Chez les professionnels, dans tous les secteurs comparés, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du maximum normal que sur celui du salaire, ce qui révèle une position moins avancée dans l'échelle salariale pour les professionnels de l'administration québécoise que pour leurs homologues.

Chez les techniciens, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du maximum normal que sur celui du salaire dans la plupart des secteurs. Chez les employés de bureau, le retard du maximum normal dans l'administration québécoise est comparable à celui du salaire dans quatre secteurs.

Dans le secteur privé, environ 71 % des professionnels, 47 % des techniciens et 47 % des employés de bureau qui sont rémunérés selon une échelle salariale bénéficient d'un maximum au mérite. Dans le secteur privé non syndiqué, les proportions atteignent respectivement 74 %, 55 % et 53 %. Dans l'administration québécoise, les échelles salariales ne comportent pas de maximums au mérite.

Les avantages sociaux et les heures chômées payées

Les débours relatifs à l'ensemble des avantages sociaux et des heures chômées payées dans l'administration québécoise (42,3 % du salaire) sont plus élevés que ceux observés chez l'ensemble des autres salariés québécois et dans le secteur privé ainsi que chez les non-syndiqués (ensemble des autres salariés québécois et secteur privé). Ils sont, par contre, inférieurs à ceux notés chez les autres salariés québécois syndiqués et dans le regroupement « autre public » et ses composantes (administrations municipale et fédérale au Québec, universités et « entreprises publiques »). Les coûts représentent entre 45,3 % et 51,5 % du salaire. Enfin, les débours totaux dans l'administration québécoise sont semblables à ceux notés pour les syndiqués du secteur privé.

Lorsque seuls les avantages sociaux sont pris en compte, les débours sont plus élevés pour les employés de l'administration québécoise (26,3 %) que pour l'ensemble des autres salariés québécois, les employés du secteur privé ainsi que les non-syndiqués (ensemble des autres salariés québécois et secteur privé). Ils sont moins élevés que ceux observés dans tous les autres secteurs comparés, à l'exception de celui des salariés syndiqués du secteur privé. Les coûts à ce chapitre représentent de 27,7 % à 34,6 % du salaire. Cette situation s'explique par le fait que les débours pour les régimes de retraite dans l'administration québécoise sont inférieurs à ceux dans ces secteurs.

Pour les heures chômées payées, l'administration québécoise débourse 16,0 % du salaire, soit un montant supérieur à celui dépensé dans les secteurs suivants : autres salariés québécois, autres salariés québécois non syndiqués et secteur privé (syndiqué ou non). Par contre, les coûts sont moindres à ce titre dans l'administration québécoise que chez les autres salariés québécois syndiqués et que dans le regroupement « autre public » et ses composantes.

Les heures de travail

La semaine normale de travail des salariés de l'administration québécoise est de près de 36 heures (35,8 heures). Elle est donc d'environ une heure et demie de moins que celle des autres salariés québécois. Elle est plus courte que celle des syndiqués, des non-syndiqués, des employés du secteur privé (syndiqué ou non), des employés du secteur « autre public » et des employés de l'administration fédérale. Elle est, en revanche, plus longue que celle dans l'administration municipale, le secteur universitaire et les « entreprises publiques ».

Le nombre d'heures hebdomadaires de présence au travail s'établit à 30,1 heures dans l'administration québécoise. Il y est plus élevé que dans le regroupement « autre public » et trois de ses composantes (le secteur universitaire, l'administration municipale et le secteur « entreprises publiques »), mais moins élevé que dans tous les autres secteurs comparés. Les différences les plus marquées sont par rapport aux non-syndiqués : - 3,3 heures (autres salariés québécois) et - 3,5 heures (secteur privé).

L'évolution de la comparaison

Entre 2011 et 2020, la situation des salariés de l'administration québécoise quant au salaire, dans l'ensemble des emplois repères, s'est affaiblie par rapport à la situation des salariés de tous les autres secteurs. Sur le plan de la rémunération globale, la situation de l'administration québécoise est demeurée stable par rapport à celle des employés du secteur privé et des non-syndiqués (ensemble des autres salariés québécois et secteur privé). Elle s'est affaiblie par rapport à celle des employés de tous les autres secteurs comparés, à l'exception de celle des « entreprises publiques », où une amélioration a été notée.

Les tendances salariales

Cette section présente des résultats relatifs à la rémunération des employés qui ne se basent pas uniquement sur les emplois retenus pour la comparaison de l'administration québécoise avec les autres secteurs. Les données ont été obtenues à partir des conventions collectives déposées au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec et à partir d'enquêtes de planification salariale (portant sur les salariés non syndiqués).

Les conventions collectives de l'administration québécoise étant venues à échéance le 31 mars 2020, l'analyse des tendances salariales porte sur les salariés québécois syndiqués autres que ceux de l'administration québécoise.

Croissance salariale moyenne pour les salariés syndiqués en 2020

Croissance salariale nominale et réelle

Note : En raison de la pandémie de COVID-19, qui a pu occasionner un retard ou un report du processus de négociation ou même empêcher certaines organisations de déposer leurs conventions collectives dans la banque de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec au deuxième trimestre de 2020, le taux de représentativité est inférieur à 60 % pour plusieurs secteurs.

La croissance moyenne des échelles salariales des autres salariés québécois syndiqués indique un gain de pouvoir d'achat¹ de 1,0 % en 2020.

Une croissance réelle positive est observée dans tous les secteurs analysés. Les gains de pouvoir d'achat vont de 0,3 % dans les entreprises publiques québécoises et dans le secteur fédéral à 1,1 % dans le secteur privé.

En 2020, 94,2 % des autres salariés québécois syndiqués reçoivent une augmentation salariale supérieure ou égale à la croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC).

La croissance de l'IPC pour les six premiers mois de 2020 est de 1,1 %.

1. Le gain de pouvoir d'achat résulte de la différence entre la croissance salariale nominale et l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC).

Croissance salariale selon les ententes signées en 2019 et 2020

Les plus récentes ententes signées donnent une indication de l'évolution salariale à venir. L'analyse de 2020 porte sur les salariés québécois syndiqués autres que ceux de l'administration québécoise. Dans l'ensemble, les ententes octroient en 2020 un taux de croissance salariale comparable à celui noté en 2019 (respectivement 2,6 % et 2,5 %). Le taux reste stable entre 2019 et 2020 dans les secteurs municipal (2,2 % en 2020 et 2,1 % en 2019) et privé (2,7 % chaque année).

Toutefois, entre 2019 et 2020, une diminution du taux de croissance salariale est observée dans les entreprises publiques québécoises (2,0 % contre 1,2 %). Aucune entente n'a été signée ou déposée dans le secteur universitaire en 2020. Dans ce secteur, le taux était de 2,3 % en 2019.

Selon les ententes de 2020, 90,9 % des autres salariés québécois syndiqués reçoivent une augmentation annuelle moyenne égale ou supérieure à 1,5 %. La proportion est semblable à celle notée en 2019 (93,4 %).

Perspectives salariales pour 2020 et 2021 : employés syndiqués et non syndiqués

Selon les perspectives salariales établies par l'ISQ, l'augmentation moyenne des échelles salariales pour l'ensemble des salariés québécois (syndiqués et non syndiqués) serait de 1,7 % en 2020 et de 1,8 % en 2021.

En 2020, les salariés québécois syndiqués connaîtraient un taux de croissance de 2,1 %. En raison d'un faible taux de représentativité, il n'est pas possible d'établir des perspectives salariales pour l'ensemble des syndiqués en 2021.

Le taux de croissance dans le secteur universitaire serait plus élevé en 2020 qu'en 2021 (1,6 % contre 1,4 %). La situation inverse serait observée dans les entreprises publiques québécoises (1,4 % contre 2,0 %) et chez les non-syndiqués (1,4 % contre 1,6 %). Dans les secteurs municipal et fédéral, la croissance prévue pour 2020 serait semblable à celle attendue pour 2021.

Dans le secteur privé, les salariés connaîtraient en 2021 la même croissance que celle prévue pour 2020 (2,2 %).

L'augmentation moyenne des échelles salariales des non-syndiqués serait inférieure à celle des échelles salariales des syndiqués en 2020 (1,4 % contre 2,1 %).

Introduction

L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) présente l'édition 2020 du rapport *Rémunération des salariés – État et évolution comparés*. Dans ce document, la rémunération globale des employés de l'administration québécoise est comparée avec celle des autres salariés québécois. Les résultats sont présentés pour l'ensemble des autres salariés québécois, pour le secteur privé ainsi que pour les autres secteurs du marché du travail, soit l'ensemble du secteur « autre public » et ses composantes : les administrations fédérale et municipale, les universités et les entreprises publiques des trois ordres de gouvernement. De plus, des résultats tenant compte de la syndicalisation sont fournis pour l'ensemble des autres salariés québécois et le secteur privé.

Cette édition contient une présentation sommaire des résultats de même qu'une section faisant état des principales orientations et approches méthodologiques utilisées ainsi que des sources et du traitement des données de la rémunération globale. Des résultats détaillés sont également disponibles; ils sont exposés dans les tableaux qui composent les annexes.

Les annexes A à F incluent les résultats de la comparaison de 2020 selon les différents secteurs : les échelles salariales (annexe A), les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées (annexe B) et la comparaison de la rémunération globale selon ses composantes (annexes C à F). Les tableaux sur les échelles salariales et la rémunération globale comportent les résultats détaillés par emploi repère en plus des résultats pour l'ensemble des emplois repères et pour les catégories d'emplois.

L'annexe G présente les résultats relatifs à l'évolution des écarts salariaux et des écarts de rémunération globale selon le secteur et la catégorie d'emplois. Quant aux annexes H à K, elles fournissent des données concernant la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales pour les années récentes. Ces résultats permettent de mettre en contexte les résultats de la comparaison 2020.

La méthodologie

La présente partie du document explique, de façon générale, les orientations méthodologiques adoptées par l'ISQ dans le cadre de sa comparaison de la rémunération globale et souligne les limites et les contraintes auxquelles il a dû faire face. Des renseignements détaillés sur le traitement des données de la comparaison sont également présentés. De plus, les événements récents susceptibles d'affecter la comparaison sont exposés.

Les orientations et les approches méthodologiques

Le marché de référence

L'ISQ est mandaté pour comparer la rémunération des salariés de l'administration québécoise régis par une convention collective avec la rémunération des autres salariés québécois.

Les employés de l'administration québécoise désignent les salariés de la fonction publique, du réseau de l'éducation (centres de services scolaires et cégeps) ainsi que du

réseau de la santé et des services sociaux, alors que les « autres salariés québécois » correspondent aux salariés des organisations de 200 employés et plus de la quasi-totalité des secteurs d'activité économique. Sont exclus les secteurs de l'agriculture et des services qui y sont reliés, de l'exploitation forestière et des services forestiers, de la pêche et du piégeage ainsi que de la construction.

Les salariés des secteurs comparés peuvent être syndiqués ou non. Ils travaillent dans le secteur privé ou dans le secteur « autre public ». Ce dernier comprend les diverses administrations et entreprises à caractère public non incluses dans l'administration québécoise, telles que l'administration municipale (villes de 25 000 habitants et plus), les entreprises publiques des trois ordres gouvernementaux (fédérales au Québec, provinciales et locales), les universités et l'administration fédérale au Québec.

Le tableau I illustre la segmentation du marché du travail québécois utilisée par l'ISQ aux fins de sa comparaison¹.

Tableau I

Marché du travail au Québec et grands secteurs comparés

Administration québécoise	Autres salariés québécois ¹	
Fonction publique <ul style="list-style-type: none"> • Ministères • Organismes gouvernementaux³ • Fonds spéciaux Éducation <ul style="list-style-type: none"> • Centres de services scolaires • Cégeps Santé et services sociaux <ul style="list-style-type: none"> • Centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) • Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) • Centres hospitaliers • Centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) • Centres de réadaptation • Centres locaux de services communautaires (CLSC) • Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse 	Secteur privé² <ul style="list-style-type: none"> • Mines • Manufacturier • Transport et entreposage • Communications • Commerce de gros et de détail • Finance, assurance et immobilier • Services aux entreprises • Hébergement et restauration • Autres services 	Secteur « autre public » Entreprises publiques <ul style="list-style-type: none"> • Fédérales au Québec • Provinciales (organismes gouvernementaux listés à l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic) • Locales Administration fédérale au Québec Universités Administration municipale <ul style="list-style-type: none"> • 25 000 habitants et plus

1. La rémunération des autres salariés québécois et celle des employés du secteur privé sont également comparées selon le statut de syndicalisation.
2. Sont exclus : l'agriculture et les services relatifs à l'agriculture, l'exploitation forestière et les services forestiers, la pêche et le piégeage ainsi que la construction.
3. Ils ne comprennent pas les organismes gouvernementaux à caractère industriel et commercial.

1. Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (RLRQ, chapitre I-13.011).

La source de données

Les données utilisées pour la comparaison proviennent de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG) réalisée par l'ISQ. Ce dernier utilise uniquement cette source de données pour la comparaison des salaires et de la rémunération globale, selon la méthode des débours.

La population, l'échantillon et le processus de collecte

Dans l'ERG², la population visée est constituée de l'ensemble des entreprises comptant au moins 200 employés dans les différents secteurs du marché du travail. Aucune donnée sur les organisations de moindre taille n'est recueillie. L'administration municipale regroupe, pour sa part, les municipalités de 25 000 habitants et plus. L'ISQ utilise la Base de données du Registre des entreprises (BDRE) de Statistique Canada afin de construire la base de sondage de l'enquête. En ce qui concerne les municipalités, l'information pertinente est tirée du tableau *Population totale, municipalités de 15 000 habitants et plus*, du site Web de l'ISQ.

La sélection de l'échantillon, de type aléatoire, est effectuée à l'intérieur de groupes formés d'entreprises d'une même famille de secteurs d'activité économique et de taille similaire (appelés *strates*). En accordant un poids à chaque entreprise tirée dans une strate en fonction de sa probabilité de sélection, l'ISQ s'assure de la représentativité des résultats. L'enquête prévoit également une étape de profilage, qui consiste à caractériser l'entreprise en fonction de sa structure organisationnelle et de ses diverses politiques de rémunération. Le profilage permet de découper l'entreprise en unités de collecte pour lesquelles il est pertinent de recueillir des données sur la rémunération. Dans les entreprises plus complexes (trois unités de collecte et plus), la charge de collecte est diminuée par l'échantillonnage d'unités de collecte.

Le plan d'échantillonnage prévoit un renouvellement des entreprises. Pour ce faire, la population visée est divisée en trois blocs de façon aléatoire. La composition des blocs est semblable en ce qui concerne la répartition des entreprises en termes de taille et de secteur

d'activité. À partir du moment où une entreprise est sélectionnée pour l'enquête pour une première fois, sa participation est requise pour trois³ ans. Dans le cas des strates recensées, les entreprises recommencent un nouveau cycle de trois ans lorsque le précédent est terminé. Dans le cas des autres strates, la sélection de l'entreprise dans l'échantillon après le cycle de trois ans dépend de la fraction de sondage. Moins la fraction de sondage est élevée, plus le renouvellement de l'échantillon sera important.

Cette année, l'ERG a été menée dans des circonstances particulières. Dès le mois de mars, des mesures sanitaires et de confinement ont été mises en place en raison de la pandémie de COVID-19. Dans ce contexte, et pour répondre à ses engagements légaux liés à la diffusion du présent rapport, il a été nécessaire pour l'ISQ de revoir sa manière de procéder pour réaliser l'ERG 2020 et l'ERG 2021. Entre autres, la décision de modifier la collecte amorcée en 2019 pour l'ERG 2020 a été prise.

Normalement, l'ISQ aurait dû renouveler un tiers de l'échantillon pour l'ERG 2020. L'organisation a plutôt décidé de mettre à jour toutes les données sur la rémunération obtenues auprès des entreprises présentes dans l'échantillon de l'ERG 2019. En effet, l'ISQ a effectué une collecte allégée dans le cadre de laquelle il a recueilli des données sur les taux moyens d'augmentation des échelles salariales et des salaires en vigueur au 1^{er} avril 2020 pour chacun des groupes d'employés présents dans les entreprises. Les données reflètent la situation à cette date de référence sans égard aux changements temporaires ou permanents qui ont pu être apportés en raison du contexte de la pandémie de COVID-19.

En ce qui concerne l'administration québécoise, qui constitue le secteur par rapport auquel les comparaisons sont faites dans ce rapport, l'ISQ a procédé à une collecte standard des données. Ainsi, l'analyse usuelle de la structure organisationnelle, des politiques de rémunération globale et de la rémunération offerte à chacun des employés a été effectuée.

2. Le bulletin *Coup d'œil sur l'ERG, édition 2019* présente l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*.

3. Lors de la première année du cycle de participation à l'enquête, la collecte s'effectue de façon complète (ou « standard »). C'est ce type de collecte qui est détaillé dans les paragraphes qui suivent. Lors de la deuxième année et de la troisième année, seules les données sur les taux d'augmentation salariale moyens sont recueillies.

Selon le plan d'échantillonnage de l'enquête, les résultats reposent sur les données recueillies auprès de trois groupes de rotation. En ce qui concerne l'ERG 2020, les résultats reposent sur les données recueillies auprès des mêmes groupes de rotation qu'en 2019 : L, M et N. Un premier échantillon (groupe de rotation L) a été tiré à l'automne 2016 (pour l'ERG 2017), un deuxième (groupe de rotation M), à l'automne 2017 (pour l'ERG 2018), et un troisième (groupe de rotation N), à l'automne 2018 (pour l'ERG 2019). Ces trois groupes forment l'échantillon total de l'ERG 2020.

Puisque l'échantillon utilisé cette année est le même que celui ayant servi à la réalisation de l'ERG 2019, le cycle de participation des entreprises, qui s'étend normalement sur trois ans, est prolongé d'un an. Plus précisément, les entreprises nouvellement sélectionnées lors de l'ERG 2017 ont terminé leur cycle en 2020, et celles choisies pour la première fois lors de l'ERG 2018 ou 2019 termineront respectivement le leur en 2021 et en 2022. De plus, les entreprises pour qui 2020 devait être leur première année de participation à l'enquête termineront leur cycle en 2023. Le cycle de participation sera de nouveau de trois ans pour les entreprises qui seront nouvellement sélectionnées lors de l'ERG 2022.

La collecte de données est basée sur la transmission, par le répondant, d'un fichier complet comportant, pour chacun des employés de l'entreprise, les données sur l'emploi et la rémunération ainsi que les caractéristiques personnelles (sexe, date d'embauche et statut de syndicalisation). L'analyse des emplois est réalisée à partir de ce fichier. La première étape consiste à attribuer à tous les emplois un code selon la Classification nationale des professions (CNP), système de classement des emplois reconnu à l'échelle canadienne, ce qui permet une analyse complète et une compréhension élargie de la classification des emplois dans chaque entreprise. De plus, la codification permet de sélectionner un certain nombre d'unités-emplois susceptibles d'être appariées aux emplois repères de l'enquête. Lorsque l'on trouve plus de 100 emplois potentiellement appariables au sein d'une même unité de collecte, un échantillon est tiré.

Le plan de sondage de l'enquête comporte donc trois degrés : entreprise, unité de collecte et emploi. Le poids final associé aux données recueillies pour une unité-emploi est le produit des poids de ces trois éléments. Un ajustement est effectué afin de tenir compte de la non-réponse.

Par ailleurs, les données portant sur les éléments de rémunération autres que le salaire et les heures de travail sont recueillies à partir de fiches de collecte. Ainsi, pour chacun des avantages sociaux, l'ISQ collige les données sur les politiques et les caractéristiques ainsi que sur les taux d'utilisation, ce qui permet de calculer les débours.

Le processus d'appariement des emplois

Sur la base des emplois sélectionnés parmi toutes les unités-emploi potentiellement appariables, un processus d'appariement des emplois est effectué. Celui-ci consiste à cerner, à partir de la description des tâches du guide des emplois repères, les éléments communs des emplois qui peuvent être appariés dans le marché selon la description des tâches qui en est faite. L'appariement s'effectue en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs. Ces critères reposent sur le sommaire ou la description générale de l'emploi, les conditions de pratique, la nature et la complexité des tâches, les niveaux de responsabilité et de surveillance exercée et reçue, le niveau de scolarité requis et l'expérience exigée. Le processus d'appariement des emplois est essentiel avant d'effectuer toute comparaison salariale pertinente.

Chaque corps d'emplois comporte un ou plusieurs niveaux de complexité ou de responsabilité. La combinaison du corps d'emplois et du niveau correspond à un emploi repère. Par exemple, le corps d'emplois « Professionnel en communication » présente trois niveaux de complexité, soit ceux d'entrée et d'apprentissage (niveau 1), de fonctionnement autonome (niveau 2) et de complexité supérieure (niveau 3). Il y a donc trois emplois repères correspondant à ce corps d'emplois.

Le cadre conceptuel de la rémunération globale

Le concept de la rémunération globale qui guide les travaux de l'ISQ comprend l'ensemble des conditions contractuelles ou statutaires donnant normalement lieu à un engagement financier de l'employeur au bénéfice des employés en contrepartie de l'exécution d'un travail pour une période donnée et dans des conditions déterminées⁴.

Cette définition de la rémunération globale est transposée dans une équation qui précise les éléments couverts et se présente comme suit.

$$\begin{array}{l}
 \text{Rémunération} \\
 \text{globale par} \\
 \text{heure travaillée} \\
 = \\
 \frac{\text{Rémunération} \\
 \text{directe} + \text{Rémunération} \\
 \text{indirecte}}{\text{Heures normales} - \text{Heures chômées} \\
 \text{payées}} \\
 = \\
 \frac{\text{Rémunération} \\
 \text{annuelle}}{\text{Heures de pré-} \\
 \text{sence au travail}}
 \end{array}$$

La rémunération directe comprend, selon le cadre conceptuel élaboré, l'ensemble des sommes versées directement à l'employé, soit principalement le salaire, mais aussi les primes de niveau de complexité supérieure, les indemnités de vie chère, les bonis, les commissions et les divers remboursements reçus⁵.

La rémunération indirecte comporte les sommes versées généralement à des tiers au nom de l'employé pour qu'il bénéficie de certains avantages, comme une prime d'assurance vie, ou pour qu'une exigence légale soit satisfaite, par exemple la contribution au régime d'assurance maladie du Québec. La rémunération annuelle équivaut à la somme de la rémunération directe et de la rémunération indirecte. Les heures normales correspondent à la durée habituelle de travail. Les heures chômées payées couvrent les périodes d'absence rémunérées, soit les congés annuels, les jours fériés et les congés mobiles, les congés de maladie et les autres congés payés. Les heures de présence au travail sont ainsi déterminées en déduisant les heures chômées payées du nombre d'heures annuelles normales⁶.

Certains éléments couverts par le concept de la rémunération globale de l'ISQ ne font pas l'objet de la présente comparaison. La liste des éléments compris dans la définition, dont ceux qui sont traités par la méthode des débours, est présentée au tableau II. Il est à noter que les avantages sociaux comprennent les éléments de la rémunération indirecte et le remboursement de congés de maladie non utilisés.

Les mesures de la rémunération globale

Une fois la rémunération globale bien cernée à l'aide d'une définition et d'une équation, plusieurs méthodes peuvent être retenues pour la mesurer. L'ISQ a, dans le passé, utilisé deux méthodes différentes permettant de quantifier la rémunération globale, soit celle des débours de l'employeur et celle des coûts simulés. Chacune présente une facette distincte de la rémunération globale. De plus, l'objectif, l'horizon couvert et l'approche diffèrent d'une méthode à l'autre. Dans le présent rapport, l'ISQ a seulement recours à la méthode des débours.

La méthode des débours permet de mesurer les coûts engagés par les employeurs aux fins de rémunération pour une année financière donnée. Cette méthode comporte toutefois certaines limites. Ainsi, chez deux employeurs offrant à leurs employés des régimes d'assurance vie identiques, la prime à verser peut varier sensiblement en raison, par exemple, de l'âge des employés. La mesure de la rémunération par la méthode des débours donnerait des résultats différents selon l'âge des employés de chaque employeur. Pourtant, à âge égal, ou sur l'étendue d'une carrière, l'avantage est le même. Plusieurs variables autres que les caractéristiques des régimes peuvent en effet avoir une influence sur les frais engagés, notamment les variables démographiques (l'âge, le sexe, l'ancienneté de la main-d'œuvre, etc.) et les variables économiques (taux d'inflation et d'intérêt, rendement de la caisse de retraite, etc.). Seule la méthode des coûts simulés permet, sous certaines conditions, de limiter l'influence de ces facteurs et d'ainsi refléter de façon plus précise les caractéristiques des régimes. L'ISQ a d'ailleurs utilisé cette méthode dans le cadre de divers mandats.

4. Voir INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION (1988), *Cadre conceptuel de la définition de la rémunération globale*, Montréal, 11 p.
 5. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillies dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été effectuée afin de mesurer l'incidence de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus d'informations, voir INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2001), *Rémunération des salariés. Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, Montréal, L'Institut, 21 p. (Collection le travail et la rémunération).
 6. L'analyse des heures de travail tient compte des heures normales, des heures chômées payées et des heures de présence au travail.

Tableau II
Éléments et composantes de la rémunération globale

	Éléments visés par la comparaison (débours)	Éléments non visés par la comparaison
Rémunération directe	<ul style="list-style-type: none"> • Salaire¹ • Remboursement de congés de maladie non utilisés 	<ul style="list-style-type: none"> • Bonis, commissions et montants forfaitaires² • Primes² • Rémunération pour les heures supplémentaires • Sécurité d'emploi³
Rémunération indirecte	<ul style="list-style-type: none"> • Régime de retraite • Assurance salaire • Assurance invalidité • Assurance vie • Assurance maladie • Assurance soins optiques • Assurance soins dentaires • Compensation pour congés parentaux (congé de maternité, de paternité, d'adoption, parental) • Régimes étatiques (RRQ, RAMQ, SST, AE, AP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Autres assurances • Services et gratifications • Sécurité d'emploi³
Heures rémunérées	<ul style="list-style-type: none"> • Heures normales de travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Heures supplémentaires • Horaire d'été
Heures chômées payées (durée)	<ul style="list-style-type: none"> • Congés annuels • Jours fériés et congés mobiles • Congés parentaux • Congés de maladie utilisés • Congés sociaux (deuil, mariage, activités syndicales, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Congés de perfectionnement • Périodes de repos et de repas payées

1. Le salaire comprend la somme versée à l'employé, y compris celle correspondant aux heures chômées payées.
2. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillies dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été effectuée afin de mesurer l'incidence de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus d'informations, voir INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2001), *Rémunération des salariés. Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, Montréal, L'Institut, 21 p. (Collection le travail et la rémunération). Des données sur la rémunération variable sont recueillies depuis l'ERG 2007.
3. La sécurité d'emploi peut être vue comme faisant partie de la rémunération directe ou de la rémunération indirecte, selon les dispositions prises en compte. Des renseignements supplémentaires sur la sécurité d'emploi sont fournis dans INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION (1994), *La sécurité d'emploi : mythes et réalités*, Montréal, 202 p.

Les salaires et les échelles salariales⁷

La comparaison salariale s'effectue à partir des salaires annuels. Les salaires utilisés incluent les indemnités de vie chère, lorsqu'elles sont intégrées aux échelles salariales, de même que les primes de niveau de complexité supérieure. La comparaison des salaires s'effectue à partir de la moyenne des taux de salaire versés pour un emploi, une catégorie d'emplois ou un secteur. Les débours pour les salaires constituent un facteur important dans les décisions de rémunération d'un employeur, mais d'autres éléments méritent d'être étudiés. En effet, les résultats de la comparaison des salaires versés dépendent de variables liées à la personne, telles que l'ancienneté,

l'expérience ou le rendement, qui déterminent la position du titulaire d'un emploi dans l'échelle salariale.

Afin de nuancer les résultats de la comparaison des salaires, l'ISQ ajoute de l'information sur les échelles salariales des secteurs comparés⁸. Les échelles expriment une partie importante de la politique salariale de l'employeur. Elles représentent le niveau de rémunération offert pour un emploi. Pour des moyennes salariales différentes, la politique salariale pourrait être similaire puisque les débours peuvent varier en raison de diverses caractéristiques. L'analyse des échelles salariales jette donc un éclairage additionnel sur les résultats de la comparaison des salaires.

7. Les termes *salaire*, *maximum normal*, *maximum au mérite*, etc., font toujours respectivement référence au salaire moyen déboursé, au maximum normal moyen, au maximum au mérite moyen, etc. Afin d'alléger le texte du rapport, l'ISQ s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif *moyen*.
8. De l'information supplémentaire sur la comparaison des échelles salariales est fournie dans INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION (1994), *L'analyse des échelles salariales : document d'orientation*, Montréal, 49 p.

Il existe différents types d'échelles salariales : celles avec un minimum et un maximum normal, celles avec un minimum, un maximum normal et un maximum au mérite et, enfin, celles avec un minimum et un maximum au mérite. Le maximum normal est un paramètre important. Ce taux de salaire, accessible à l'employé dont le rendement est satisfaisant, représente le taux de comparaison du marché. Le maximum au mérite, pour sa part, ne peut être atteint que par les employés qui ont un rendement supérieur. L'ISQ privilégie la comparaison des maximums normaux. Les minimums sont inclus dans l'annexe A de la banque de données.

La comparaison entre les écarts observés pour les salaires et ceux relatifs aux échelles salariales doit tenir compte de certaines réalités. Pour une même entreprise, l'analyse des échelles porte sur un groupe d'employés qui peut différer de celui sur lequel s'effectue l'analyse des salaires moyens. En effet, les données salariales incluent les employés qui ne sont pas assujettis à une échelle. Une bonne partie des professionnels, des techniciens et des employés de bureau sont rémunérés selon une échelle salariale. Les employés de service et les ouvriers sont généralement rémunérés selon un taux fixe. Les proportions d'employés assujettis à une échelle salariale varient également selon les secteurs et les emplois.

La collecte des données sur les maximums normaux peut poser certaines difficultés. Par exemple, dans certains cas, le mode de rémunération apparemment privilégié pour un emploi est une échelle salariale, mais parce qu'il est difficile de déterminer le maximum normal représentatif d'une politique salariale officielle, l'emploi apparié ne sera pas pris en compte dans les données sur les employés rémunérés selon une échelle salariale.

Au sein d'une entreprise, les emplois appariés à un même corps d'emplois sont mis en relation entre eux selon qu'il s'agit d'une progression de carrière ou d'un régime de postes. Dans le premier cas, l'employé progresse d'un emploi à un autre sans changement de poste. Il s'agit d'une progression plus ou moins automatique, basée sur l'acquisition de compétences, l'ancienneté ou le mérite. Dans le

second cas, la progression de l'employé implique la disponibilité d'un poste et, conséquemment, un concours visant à le pourvoir. Les deux formes de progression peuvent être présentes dans une même entreprise. En effet, la progression dans les premiers niveaux d'un corps d'emplois est souvent de type « avancement de carrière », alors que l'accession aux niveaux supérieurs s'effectue selon un régime de postes. L'ISQ calcule, pour chaque emploi repère, un minimum et un maximum reflétant adéquatement la progression des employés dans leur structure salariale.

Le salaire d'un employé est fonction de son échelle salariale et de ses caractéristiques individuelles. Celles-ci déterminent sa position dans son échelle, qui s'évalue de la façon suivante.

$$\text{Position dans l'échelle} = \frac{\text{Salaire} - \text{Minimum}}{\text{Maximum normal} - \text{Minimum}} \times 100$$

La comparaison des positions dans l'échelle salariale et celle des maximums normaux permettent, dans certains cas, d'expliquer les résultats de la comparaison des salaires.

Par exemple, des débours pour les salaires⁹ plus importants dans un secteur que dans un autre pourraient être attribuables principalement à un maximum normal plus élevé, à une position moyenne plus avancée dans les échelles salariales ou encore à l'effet conjugué de ces deux facteurs.

Fréquemment utilisés dans la gestion des salaires, les ratios comparatifs sont également présentés dans l'annexe A de la banque de données. Ces ratios correspondent au salaire divisé par le maximum normal.

Le calcul de l'écart¹⁰ de rémunération entre deux secteurs

L'ISQ présente la différence de rémunération entre, d'une part, l'administration québécoise et, d'autre part, les autres salariés québécois ou l'un des segments du marché du travail, au moyen d'un écart de pourcentage. L'ISQ exprime la formule de calcul de cet écart de la façon suivante.

9. Divers facteurs peuvent rendre plus difficile la détermination d'un lien entre la position dans l'échelle, le maximum normal et le salaire. Ces facteurs peuvent être la proportion importante d'employés non rémunérés selon une échelle salariale dans le marché ou la grande différence entre l'étendue de l'échelle salariale de l'administration québécoise et l'étendue de celle du marché.
10. Le terme *écart* fait presque toujours référence à l'écart estimé, c'est-à-dire celui calculé à partir des données de l'échantillon. Afin d'alléger le texte du rapport, l'ISQ s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif *estimé*. Les écarts calculés entre l'administration québécoise et l'administration fédérale ne représentent pas des estimations puisque les données sont recensées dans ces deux secteurs.

$$\text{Écart (\%)} = \frac{\text{Rémunération adm. québ.} - \text{Rémunération marché}}{\text{Rémunération adm. québ.}} \times 100$$

La rémunération de l'administration québécoise est au dénominateur, car cette dernière constitue le secteur de base, soit le secteur par rapport auquel les comparaisons sont effectuées. Pour les catégories d'emplois et l'ensemble des emplois repères, la rémunération moyenne de chacun des secteurs est calculée en pondérant la rémunération de chaque emploi repère d'une catégorie donnée par l'effectif de l'administration québécoise¹¹. L'utilisation d'une même pondération permet ainsi de comparer, dans chaque regroupement d'emplois repères, la rémunération moyenne des employés de l'administration québécoise avec celle obtenue lorsque les taux moyens de rémunération du secteur concerné sont appliqués à la structure de l'effectif de l'administration québécoise¹². L'écart de rémunération est obtenu en soustrayant la moyenne pondérée de la rémunération du secteur comparé de la moyenne pondérée de la rémunération de l'administration québécoise et en divisant le résultat par la moyenne pondérée de la rémunération de l'administration québécoise.

En principe, une valeur de l'écart égale à 0 signifie une égalité des rémunérations. Une valeur négative, par exemple - 3 %, représente pour l'administration québécoise une rémunération inférieure de 3 % à celle du secteur comparé (retard), alors qu'une valeur positive, par exemple 3 %, représente une rémunération supérieure de 3 % dans l'administration québécoise (avance). Dans le cas d'un retard, la valeur de l'écart représente le pourcentage qu'il faut ajouter à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir celle du secteur comparé. Dans le cas d'une avance, l'écart représente le pourcentage qu'il faut enlever à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir la

rémunération du secteur comparé. Comme les données proviennent d'une enquête basée sur un échantillon, l'interprétation des résultats doit tenir compte de leur précision.

Dans le calcul et l'interprétation de l'écart de rémunération, le secteur de base est toujours l'administration québécoise. Les résultats publiés dans les rapports sur la rémunération des salariés sont tous obtenus dans l'optique d'une comparaison de différents secteurs avec cette administration. Il serait donc incorrect d'un point de vue méthodologique de comparer, par exemple, la rémunération des secteurs privé et « autre public » en ce qui concerne l'ensemble des emplois repères ou les catégories d'emplois. En effet, les écarts de rémunération présentés dans le rapport sont calculés sur la base des emplois repères communs à l'administration québécoise et à un secteur, en utilisant la structure de l'effectif de ce même secteur.

Les résultats présentés dans ce rapport portent principalement sur les écarts de salaire, de maximum normal et de rémunération globale¹³. L'écart de salaire, tel qu'il a été défini plus haut, résulte de la comparaison des salaires versés. Quant à l'écart de rémunération globale, il correspond au rapport entre la somme des coûts associés aux salaires et aux avantages sociaux (rémunération annuelle) et les heures de présence au travail.

La précision des résultats

Afin de déterminer la situation comparative de l'administration québécoise quant aux divers écarts de rémunération, l'ISQ doit tenir compte d'un risque d'erreur inhérent à toute donnée provenant d'une enquête basée sur un échantillon. Ce risque d'erreur est obtenu à partir d'une mesure de précision appelée *écart-type*. L'écart-type est calculé à partir de la variabilité de l'échantillon, une mesure couramment utilisée dans l'analyse des résultats de toute enquête basée sur un échantillon.

11. Des renseignements supplémentaires sur le calcul des écarts relativement aux catégories d'emplois et à l'ensemble des emplois repères sont fournis dans le document INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION (1992), *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Calculs des indices de rémunération et des coefficients de variation pour les catégories d'emplois et pour l'ensemble des emplois repères*, Montréal, 45 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient présentées par des indices plutôt que par des écarts.
12. Les résultats sur les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées, exprimés en pourcentage du salaire, sont également pondérés selon cette approche, et ce, pour l'ensemble des catégories d'emplois. Ainsi, les débours moyens dans chacun des secteurs sont calculés en pondérant les débours de chaque catégorie d'emplois par l'effectif de l'administration québécoise.
13. Les écarts du minimum d'échelle et de la rémunération annuelle sont également présentés dans les tableaux et figures, mais ne sont généralement pas mentionnés dans l'analyse.

L'utilisation de la mesure de précision permet de définir un intervalle dans lequel la valeur de l'écart réel devrait se situer¹⁴. À son tour, cet intervalle permet de déterminer si l'écart est significativement différent de la valeur 0, qui symbolise la parité des deux secteurs comparés. En effet, si la valeur 0 n'est pas comprise dans l'intervalle fixé pour un écart, l'ISQ conclura à l'avance ou au retard de l'administration québécoise. À l'inverse, lorsque la valeur 0 est incluse dans l'intervalle, la parité des secteurs comparés est admise, l'avance ou le retard de l'administration québécoise ne pouvant être confirmé. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'un écart différent de 0 puisse être considéré comme marquant la parité. Cette procédure, permettant de déterminer la situation de l'administration québécoise, constitue un test statistique.

Certaines sources d'erreurs ne sont pas prises en compte dans le calcul de la variance des estimations. Il s'agit, entre autres, des sources d'erreurs liées à l'application de taux d'augmentation pour la rémunération des entreprises des groupes de rotation J et K ainsi qu'à l'imputation partielle des avantages sociaux.

Comme les données estimées pour l'administration québécoise sont calculées à partir d'un échantillon d'emplois (à cause de la portion probabiliste du panier d'emplois repères), une erreur d'échantillonnage devrait en principe leur être associée. Cependant, le fait d'avoir deux échantillons à comparer, l'un dans l'administration québécoise et l'autre dans le marché de comparaison, exige la combinaison de deux variances, ce qui complexifie les calculs. De plus, il est nécessaire d'avoir au moins deux emplois probabilistes dans la même catégorie afin de calculer une erreur d'échantillonnage. Or, dans plusieurs catégories et secteurs de comparaison, cette condition n'est pas remplie. Les résultats du rapport de comparaison ne tiennent donc pas compte de la variance due à la portion probabiliste du panier d'emplois repères.

Compte tenu de ces diverses considérations, la variance estimée est plus petite que la variance véritable, et les intervalles de confiance sont plus courts que ce qu'ils devraient normalement être. Pour pallier cette situation, l'ISQ fixe le seuil de confiance du « test de parité » à 5 %.

En plus de servir à déterminer la situation de l'administration québécoise par rapport au secteur comparé, les mesures de précision s'appliquent lorsque l'ISQ tente d'établir s'il y a des différences significatives entre deux écarts de rémunération présentés dans les sections sur la rémunération globale selon la méthode des débours. En effet, un test statistique¹⁵ a été élaboré au moyen des mesures de précision afin de déterminer si les différences observées entre deux écarts sont significatives et donc attribuables aux éléments de rémunération qui les distinguent. Par exemple, une différence jugée significative entre l'écart salarial et celui de la rémunération annuelle s'explique par des avantages sociaux plus ou moins coûteux dans l'administration québécoise, selon le cas. À l'inverse, une différence non significative entre ces mêmes écarts résulte de débours pour les avantages sociaux équivalents dans les deux secteurs de comparaison.

Le test permettant de vérifier s'il y a une différence significative entre deux écarts repose sur une autre base que celle permettant de déterminer le statut de chacun des écarts. Ainsi, d'une composante à l'autre, la situation de parité peut être constatée pour deux écarts, alors qu'il existe une différence significative entre eux. Inversement, un changement de situation peut être observé sans qu'il y ait de différence significative entre les écarts pour autant.

Les secteurs analysés

La comparaison de la rémunération globale effectuée par l'ISQ porte sur l'ensemble des secteurs et des sous-secteurs du marché du travail. Les résultats de la comparaison de 2020 reposent sur les données des entreprises des trois groupes de rotation (L, M et N).

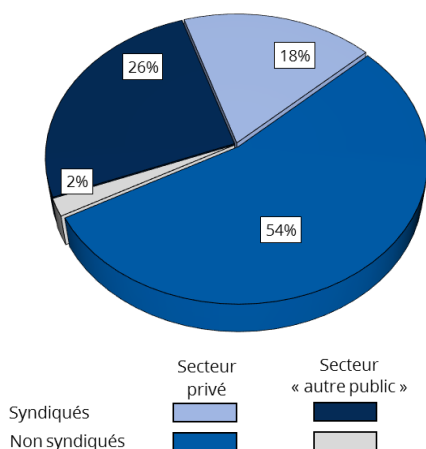
14. L'annexe E de la banque de données fournit, pour chacun des secteurs comparés, les intervalles de confiance associés aux écarts salariaux et aux écarts de rémunération globale.

15. De l'information additionnelle sur le test statistique utilisé par l'ISQ est fournie dans le document INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA RÉMUNÉRATION (1992), *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Test statistique sur la différence d'indices de rémunération*, Montréal, 12 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient exprimées par des indices plutôt que par des écarts.

Il est à noter que tous les emplois repères faisant partie d'une catégorie d'emplois donnée ne se retrouvent pas nécessairement dans chacun des segments du marché du travail. Par exemple, 11 des 13 emplois comparés constituant la catégorie des techniciens ont été apparés dans le secteur « entreprises publiques ».

Figure 1

Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon le statut de syndicalisation et le secteur d'activité, 2020



Les emplois et les employés couverts par la comparaison

Le processus de sélection des emplois repères

Le projet de sélection des emplois repères a donné naissance au panier d'emplois repères à partir duquel la comparaison de la rémunération des salariés de l'administration québécoise est effectuée¹⁶.

Un groupe de travail formé de représentants des parties patronale et syndicales a eu pour mandat de guider l'ISQ dans les choix et les analyses prévus dans son plan d'action. Tous les représentants des parties ont également été consultés par rapport aux principaux choix et orientations recommandés par l'ISQ.

Plus précisément, le but de la sélection des emplois repères est que la rémunération obtenue à partir du panier d'emplois repères soit la plus proche possible de celle qui aurait été constatée pour l'ensemble des emplois de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison. Un panier d'emplois repères peut être qualifié de « pertinent » s'il satisfait aux deux conditions suivantes : 1) il est *comparable*, c'est-à-dire qu'il est composé d'emplois ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois; 2) il est *représentatif*, c'est-à-dire que l'utilisation conjointe d'un emploi repère avec d'autres emplois repères du même regroupement (catégorie d'emplois et sous-secteur de l'administration québécoise) donne un bon portrait de la rémunération de ce groupe.

En ce qui concerne le premier critère de sélection, soit la comparabilité, tous les emplois de l'administration québécoise ont été étudiés afin de déterminer leur admissibilité à titre d'emplois ayant une contrepartie directe et pertinente dans le marché de comparaison. Par exemple, les emplois pour lesquels le gouvernement est l'employeur majoritaire et les emplois non facilement identifiables ont été exclus de la population de référence pour la sélection des emplois repères.

Pour ce qui est du second critère de sélection, soit la représentativité, des cibles concernant le nombre d'emplois à retenir ont été établies pour chaque groupe formé d'une catégorie et d'un sous-secteur. Les cibles ont été calculées à partir de la distribution en pourcentage des unités de sélection¹⁷ de l'administration québécoise par catégories et sous-secteurs.

Une fois les cibles définies, l'analyse de représentativité spécifique a permis de déterminer quels emplois devaient faire partie du panier pour chaque catégorie et sous-secteur. Pour effectuer cette analyse, l'ISQ a retenu une approche hybride qui consiste, dans un premier temps, à choisir une portion importante du panier à partir de critères définis au préalable (approche déterministe) et, dans

16. Pour plus de renseignements sur le processus de sélection des emplois repères, consulter le document *La comparaison de la rémunération des employés de l'administration québécoise. La sélection des emplois repères : orientations, approches et méthodologie* (publié par l'ISQ en). De plus, une série de documents ont été diffusés tout au long de la réalisation du projet : *La sélection des emplois repères : nouvelle classification, enjeux et plan d'action* (paru en octobre 2003), *La sélection des emplois repères : présentation de la structure d'emplois de l'administration québécoise et analyse du panier actuel d'emplois repères avec des critères de représentativité d'ensemble* (paru en décembre 2005), et cinq articles parus dans le bulletin *Flash-info* (septembre 2003, 2004, 2005, 2006 et février 2007). Toutes ces publications sont disponibles sur le site Web de l'ISQ (www.stat.gouv.qc.ca).

17. La notion de « corps d'emplois » présente dans l'administration québécoise, mais qui diffère d'un sous-secteur à l'autre, a été remplacée par celle d'« unité de sélection ». Cette nouvelle notion a permis de regrouper, dans chacun des sous-secteurs, les corps d'emplois d'une même catégorie dont la nature des tâches, le niveau de complexité, le domaine d'activité professionnelle et la rémunération sont similaires.

un deuxième temps, à choisir des emplois de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (approche probabiliste). L'approche hybride mise de l'avant par l'ISQ garantit la présence d'emplois très populaires couvrant l'ensemble de la courbe salariale, tout en permettant l'inférence des résultats à la population de référence.

Les emplois couverts par la comparaison

Le tableau III présente le panier d'emplois repères. Les emplois choisis y sont listés selon la catégorie à laquelle ils appartiennent. L'information sur l'étape à laquelle le choix a été fait (approche déterministe ou probabiliste) est également fournie. Le panier est composé de 43 emplois comparés comportant chacun de un à trois niveaux de complexité¹⁸.

La majorité des corps d'emplois sont présents dans les trois sous-secteurs de l'administration québécoise, alors que les autres sont propres à seulement un ou deux de ces sous-secteurs.

L'utilisation du panier d'emplois repères permet d'atteindre les trois objectifs du projet de sélection : 1) obtenir une meilleure adéquation avec les emplois de l'administration québécoise en termes de répartition entre les catégories et les sous-secteurs; 2) améliorer quantitativement la couverture en ce qui concerne les corps d'emplois et l'effectif; 3) améliorer la comparabilité du panier d'emplois repères¹⁹.

L'utilisation de l'approche déterministe pour la sélection des emplois repères a permis d'atteindre le premier objectif. En effet, la distribution observée par catégories et sous-secteurs des emplois repères choisis de façon déterministe et la distribution visée concordent pour chaque regroupement, et ce, à un emploi repère près. L'utilisation du panier d'emplois repères remplit également la seconde condition, qui est d'améliorer la couverture. Effectivement, grâce à l'introduction des emplois sélectionnés selon l'approche probabiliste, les résultats de la comparaison portent sur tous les emplois permanents à temps plein ayant

une contrepartie directe et pertinente, et non plus exclusivement sur les emplois repères ayant fait l'objet de l'enquête. Le nombre d'employés de l'administration québécoise pris en compte est ainsi augmenté. Finalement, l'amélioration de la comparabilité du panier a été obtenue au moyen d'une analyse méticuleuse de tous les emplois de l'administration québécoise et de leur admissibilité à titre d'emplois ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois.

En ce qui concerne les emplois peu présents dans le marché de comparaison, les approches possibles pour augmenter le nombre d'appariements exigent un effort substantiel. Mais comme ces emplois contribuent très peu à l'estimation d'ensemble, l'ISQ a recommandé aux représentants des parties d'accepter le fait que certains emplois génèrent moins d'appariements, ce qui a été approuvé.

Comme cela a été mentionné, une portion probabiliste a été incorporée au processus de sélection des emplois. Une nouvelle approche a donc été adoptée pour effectuer le calcul des moyennes de catégories et de l'ensemble. À chaque emploi repère est associé le salaire réel correspondant. Dans le cas des emplois choisis selon l'approche déterministe, le poids de l'emploi correspond à son propre effectif. Si l'emploi a été choisi selon l'approche probabiliste, son poids correspond à son effectif divisé par sa probabilité de sélection. En fait, les emplois choisis selon l'approche probabiliste représentent tous les autres emplois non sélectionnés de la catégorie. Leur poids est donc supérieur à leur propre effectif.

18. L'emploi « Professionnel en ressources humaines » n'a pas été sélectionné à l'étape de la représentativité spécifique, les emplois non syndiqués de l'administration québécoise étant exclus de l'univers des emplois visés par la comparaison. Cependant, sans être inclus dans les résultats de la comparaison, cet emploi fait tout de même l'objet de l'enquête, étant donné l'intérêt qu'il a suscité chez les répondants à l'ERG.

19. Pour plus d'informations, consulter l'article « Le nouveau panier d'emplois repères », publié par l'ISQ dans le bulletin *Flash-info* de février 2007. Cet article inclut une comparaison entre les cibles d'emplois repères par regroupement (catégorie ou sous-secteur), déterminées à l'étape de la représentativité d'ensemble, et le nombre d'emplois du nouveau panier choisis selon l'approche déterministe, ainsi qu'une comparaison entre le nouveau panier d'emplois repères et l'ensemble des emplois de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison.

Tableau III

Panier des emplois repères par catégorie d'employés

Catégorie	Nom du corps d'emploi	Code d'emploi	Type d'approche ¹
Professionnels	Professionnel en gestion financière	FI	D
	Professionnel en communication	PC	D
	Analyste des procédés administratifs et informaticien	PI	D
	Avocat ou notaire	AN	D
	Biologiste	BI	P
	Ingénieur	IN	D
	Professionnel en sciences physiques	SP	P
Techniciens	Technicien en documentation	TD	D
	Pilote d'aéronefs – avion d'affaires ²	AV	D
	Pilote d'aéronefs – hélicoptère ²	PH	D
	Technicien de laboratoire	TL	D
	Technicien en génie	TG	D
	Technicien en administration	TA	D
	Technicien en informatique	TI	D
	Technicien en droit	DR	P
	Technicien en loisir	LO	P
	Technicien en hygiène du travail	TH	P
Assistants-techniciens ³ (bureau et paratechnique)	Préposé aux télécommunications	PT	D
	Opérateur de duplicateur offset	OD	D
Personnel de bureau	Personnel de soutien en administration	PS	D
	Personnel de secrétariat	SE	D
	Préposé à la photocopie ²	PP	P
	Magasinier	MG	D
	Préposé aux renseignements	PR	P
	Téléphoniste-réceptionniste	TR	P
	Acheteur	AC	P
	Préposé à l'admission ²	PA	D
Ouvriers	Menuisier d'entretien	ME	D
	Peintre d'entretien	PE	D
	Ouvrier certifié d'entretien	OCE	D
	Machiniste	MA	P
	Électricien d'entretien	EL	D
	Mécanicien de véhicules motorisés	MV	P
	Ouvrier de voirie	VO	D
	Conducteur de véhicules légers	CR	D
	Conducteur de véhicules lourds	CD	D
	Conducteur d'équipements lourds (introduit en 2009)	CE	D
Mécanicien d'entretien (<i>millwright</i>)	MI	P	
Personnel d'entretien et de service	Cuisinier	CU	D
	Préposé à la cuisine et à la cafétéria	CC	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux légers	PER	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux lourds	PED	D
	Gardien	GA	P
	Journalier ou préposé aux terrains	JP	D
	Concierge	CO	D
	Ouvrier d'entretien – maintenance	OM	P
	Préposé à la buanderie	BU	P
Opérateur de machine à laver la vaisselle ²	OV	P	

1. Une portion importante du panier a été choisie selon l'approche déterministe (emplois identifiés par la lettre D), alors que les autres emplois ont été choisis selon l'approche probabiliste, de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (emplois identifiés par la lettre P).

2. Emploi regroupé ou emploi absent ou peu présent dans l'administration québécoise.

3. Dans le rapport *Rémunération des salariés – État et évolution comparés*, les emplois de la catégorie « Assistants-techniciens (bureau et paratechnique) », étant donné la faible proportion d'unités de sélection représentées par cette catégorie, sont reclassés dans la catégorie « Personnel de bureau » aux fins de la comparaison.

L'ISQ présente les résultats de sa comparaison de la rémunération pour 74 emplois regroupés en cinq catégories, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers. La différence entre le nombre d'emplois repères couverts par l'enquête (soit 98) et le nombre d'emplois repères comparés s'explique par le fait que plusieurs emplois repères sont fusionnés avec un autre emploi aux fins de la comparaison (par exemple, les niveaux 1 et 2 des techniciens). De plus, certains emplois n'ont pu être pris en compte puisqu'aucun appariement n'a été réalisé dans le marché du travail.

L'effectif couvert par la comparaison

La population de référence pour la comparaison est constituée des emplois repères à temps plein de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché du travail québécois. Le tableau IV montre que ces emplois regroupent 75 154 employés de l'administration québécoise, soit 17,0 % de l'effectif total de ce secteur (cadres exclus).

Le tableau IV présente l'effectif exclu de l'univers visé. L'ISQ est tenu d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération des salariés régis par une convention collective. Le personnel d'encadrement n'est donc pas ciblé par le mandat de comparaison. Les emplois non syndiqués et les emplois occasionnels ou à temps partiel sont aussi exclus de l'univers visé par la comparaison. Par ailleurs, comme un appariement de qualité implique l'existence d'un point de référence québécois, les emplois dits sans contrepartie ne peuvent pas faire l'objet de l'enquête.

En outre, les emplois se trouvant presque exclusivement dans les secteurs n'ayant pas fait l'objet de l'enquête ne sont pas couverts par la comparaison. Ainsi, le nombre total d'employés occupant des emplois pouvant faire partie de la comparaison est de 75 021.

Tableau IV
Population de référence pour la comparaison¹

	Effectif	Proportion de l'effectif total
	n	%
Administration québécoise (cadres exclus)	443 133	100,0
Emplois non syndiqués ²	- 2 809	0,6
Emplois occasionnels	- 92 321	20,8
Emplois permanents à temps partiel	- 73 262	16,5
Emplois permanents à temps plein	274 741	62,0
Emplois sans contrepartie ³	- 199 587	45,0
Emplois permanents à temps plein avec contrepartie directe et pertinente (visés par la comparaison)	75 154	17,0
Emplois avec contrepartie dans les secteurs n'ayant pas fait l'objet de l'enquête ⁴	- 133	0,03
Emplois pouvant faire partie de la comparaison	75 021	16,9

1. Période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019.

2. Les emplois non syndiqués qui font l'objet d'une exclusion sont : conseiller en gestion des ressources humaines, agent du vérificateur général, secrétaire principale, aumônier, médiateur et conciliateur, procureur aux poursuites criminelles et pénales (tous de la fonction publique), et agent de la gestion du personnel (réseau de la santé et des services sociaux).

3. Les emplois sans contrepartie sont des emplois qui ne sont pas associés à des emplois comparables directs et pertinents dans le marché des autres salariés québécois ou qui ne sont pas facilement identifiables.

4. Le secteur de l'agriculture et des services qui y sont reliés, le secteur de l'exploitation forestière et des services forestiers, celui de la pêche et du piégeage ainsi que celui de la construction ne sont pas visés par l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG).

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, Système d'information sur la rémunération.

Le tableau V montre que les emplois repères retenus (75 021 salariés de l'administration québécoise) couvrent 27 % de l'effectif permanent à temps plein de l'administration québécoise. Lorsque seul l'effectif des emplois permanents à temps plein de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché est pris en compte, l'effectif des emplois repères représente 100 %.

Comme l'indique le tableau V, cette couverture varie selon les catégories d'emplois. Les emplois repères des catégories des employés de bureau, des ouvriers et des employés de service représentent une plus grande part de l'effectif total de ces mêmes catégories dans l'administration québécoise (au moins 69 %). Les catégories des

professionnels et des techniciens, quant à elles, ont une couverture moins importante. En effet, l'effectif rattaché aux emplois repères de ces deux catégories couvre respectivement 26 % et 41 % de l'effectif total de ces mêmes catégories dans l'administration québécoise. Un pourcentage élevé indique que la catégorie contient en majorité des emplois ayant une contrepartie directe et pertinente. En revanche, un pourcentage faible indique que la catégorie contient des emplois sans contrepartie sur le marché des autres salariés québécois.

Tableau V

Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise¹ selon les catégories d'emplois

Catégories d'emplois	Effectif	Effectif	Effectif
	emplois repères	total adm. québ.	couvert par la comparaison
	n		%
Professionnels	12 717	48 207	26,4
Techniciens	18 990	46 417	40,9
Employés de bureau ²	27 031	39 202	69,0
Ouvriers	4 201	4 201	100,0
Employés de service	12 082	16 507	73,2
Autres employés ³	...	120 207	
Total	75 021	274 741	27,3
Emplois sans contrepartie de toutes catégories	...	199 720	
Emplois pouvant être comparés	75 021	75 021	100,0

1. L'effectif couvre les employés permanents à temps plein (période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019).
2. Lorsqu'ils sont appariés à des emplois repères, les corps d'emplois de la catégorie « Assistants-techniciens » de l'administration québécoise sont considérés comme faisant partie de la catégorie « Employés de bureau ».
3. Les autres employés comprennent les enseignants, les agents de la paix et toutes les catégories d'infirmières.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, Système d'information sur la rémunération.

L'évolution de la rémunération

La comparaison des écarts de l'année en cours avec ceux d'une année précédente est une information intéressante. Dans ce rapport, l'ISQ analyse l'évolution des écarts de 2020 par rapport à ceux de 2011. Notons qu'il est possible de remonter jusqu'en 2009 pour mesurer l'évolution des écarts en ce qui a trait aux salaires ou à la rémunération globale, et ce, entre l'administration québécoise et tous les secteurs comparés. L'année 2011 a été retenue afin de permettre l'analyse de l'évolution des écarts sur 10 ans.

Par ailleurs, une nouvelle série de données sur l'évolution de la rémunération s'est amorcée avec le remaniement de l'ERG en 2007. Ce remaniement a apporté des modifications à l'univers visé, au panier d'emplois repères et à certains éléments méthodologiques. Il est donc impossible de mettre en parallèle les données de l'enquête dans sa forme actuelle avec celles de l'enquête dans son ancienne forme.

Les variations entre les écarts de rémunération de deux années différentes sont dues à plusieurs facteurs, notamment les modifications dans la population visée par l'enquête, les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise, les changements en termes d'emplois comparés et l'évolution des salaires. Dans le contexte de l'enquête, l'ISQ cherche à isoler principalement l'effet de l'évolution des salaires. Pour ce faire, la méthode utilisée consiste à comparer les écarts de rémunération de deux années après avoir éliminé les variations résultant des changements en termes d'emplois comparés et les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise. Les résultats ainsi obtenus sont soumis à un test statistique qui prend en compte la variabilité de l'échantillon. Le seuil de signification du test sur la différence des écarts est de 5 %.

Lorsque le test statistique appliqué dans le cadre de l'analyse de l'évolution ne permet pas de détecter de différence entre les deux années de comparaison, on ne peut conclure ni à une amélioration ni à un affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise. L'ISQ parlera alors de stabilité des écarts. Par ailleurs, il pourrait arriver que chacun des écarts des deux années comparées indique la parité, mais aussi que le test statistique conclue à une différence significative. Dans ces cas, l'ISQ parlera de stabilité de la situation comparative.

La rotation de l'échantillon qu'effectue normalement l'ISQ permet d'augmenter la précision de l'estimation du changement d'une année à l'autre, par opposition à une estimation qui serait basée sur deux échantillons tirés de manière complètement indépendante. Exceptionnellement, les résultats de l'ERG 2020 reposent sur les données recueillies auprès des mêmes groupes de rotation qu'en 2019.

Il est à noter qu'un changement dans la composition du secteur de base, soit l'administration québécoise, a une influence sur les résultats de l'évolution des écarts estimés entre l'administration québécoise et le secteur « entreprises publiques ». En effet, entre 2011 et 2020, certains organismes sont passés du secteur « administration québécoise » au secteur « entreprises publiques » (voir la liste des organismes gouvernementaux à l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic). Ces organismes font partie de l'échantillon du secteur « entreprises publiques ». Il faut donc prendre cet élément en considération dans l'analyse de l'évolution 2011-2020.

Le traitement et l'analyse des données

La rémunération globale d'un emploi repère peut être calculée pour chacune des entreprises à partir des données brutes de l'ERG. L'ISQ dispose ainsi de données confidentielles qu'il peut introduire dans ses calculs, tout en respectant les règles de confidentialité dans la présentation des résultats ou dans leur transmission à des tiers.

Les précisions sur les données et périodes de référence

L'édition 2020 de l'ERG prend en compte les données de 267 entreprises, qui correspondent à 345 unités de collecte²⁰. En ce qui concerne l'administration municipale, ce sont les données de 29 municipalités de 25 000 habitants et plus qui sont prises en considération.

Les taux pondérés d'admissibilité à l'enquête varient de 66 %, dans le secteur privé, à 100 % dans les administrations municipale, québécoise et fédérale ainsi que dans le secteur universitaire. Quant au taux de réponse, il est excellent : il est de 100 % dans tous les secteurs, sauf le secteur privé (81,1 %). Pour le volet sur les avantages sociaux, toutes les unités de collecte ont fourni de l'information sur un ou plusieurs d'entre eux, ce qui signifie que le taux de non-réponse totale pour ce volet est nul.

Modes de collecte et approche adoptée pour le traitement des données selon le groupe de rotation

Le tableau VI présente les modes de collecte utilisés selon le groupe de rotation. Lors de la première année du cycle

de participation à l'enquête, les données recueillies auprès des entreprises le sont selon le mode de collecte « standard » et offrent de l'information sur : tous les emplois de l'entreprise qui sont codés selon la Classification nationale des professions (CNP); les employés de l'entreprise, peu importe leur statut (permanent, temps partiel, etc.); les appariements des emplois de l'entreprise aux emplois repères définis dans l'enquête et qui servent à la comparaison de la rémunération; les taux de salaire; la présence ou non d'avantages sociaux ainsi que les caractéristiques des avantages sociaux analysés colligés, les politiques qui les régissent et les coûts qui leur sont associés.

Les unités de collecte du groupe de rotation N (deuxième année du cycle de collecte), celles du groupe de rotation M (troisième année du cycle de collecte) ainsi que celles du groupe de rotation L (quatrième année du cycle de collecte) ont fait l'objet d'une collecte « allégée ». Les données sur les taux d'augmentation des salaires et des échelles ont été recueillies pour chacun des groupes d'emplois présents dans les unités. Pour toutes les unités de collecte, les appariements, l'effectif et les heures de travail n'ont pas été mis à jour.

Par ailleurs, pour toutes les unités de collecte (groupes L, M et N), la non-réponse totale et la non-réponse partielle ont fait l'objet d'une imputation.

Collecte des données sur les avantages sociaux et imputation effectuée

La collecte relative aux avantages sociaux est faite lors de la première année du cycle de participation à l'enquête. Les renseignements ont donc été colligés, selon le groupe de rotation, lors de l'ERG 2017, 2018 ou 2019. Les coûts sont calculés à partir des fichiers de rémunération de 2019. Les données sur les coûts associés à tous les avantages sociaux couverts par l'ERG ont pu être recueillies auprès des groupes de rotation G, H et I (ERG 2012, 2013 et 2014). En ce qui concerne l'imputation de la non-réponse partielle, l'ISQ a utilisé une méthode basée sur les moyennes observées, dans le secteur privé ou le secteur public, selon le type d'entreprise. Ainsi, la valeur manquante est remplacée par la valeur moyenne d'un groupe de répondants possédant les mêmes caractéristiques que le non-répondant.

20. Le groupe de rotation L compte 85 entreprises répondantes (112 unités de collecte), le groupe M, 88 (113 unités de collecte) et le groupe N, 94 (120 unités de collecte).

Tableau VI

Modes de collecte pour chacun des groupes de rotation, ERG 2014 à 2020

Groupe de rotation	ERG 2014 (100 % de l'échantillon)	ERG 2015 (100 % de l'échantillon)	ERG 2016 (100 % de l'échantillon)	ERG 2017 (100 % de l'échantillon)	ERG 2018 (100 % de l'échantillon)	ERG 2019 (100 % de l'échantillon)	ERG 2020 (100 % de l'échantillon)
G (Bloc 1)	Allégée						
H (Bloc 2)	Allégée	Allégée					
I (Bloc 3)	Standard	Allégée	Allégée				
J (Bloc 1)		Standard	Allégée	Allégée			
K (Bloc 2)			Standard	Allégée	Allégée		
L (Bloc 3)				Standard	Allégée	Allégée	Allégée
M (Bloc 1)					Standard	Allégée	Allégée
N (Bloc 2)						Standard	Allégée

Pour le groupe de rotation N, tous les avantages sociaux ont fait l'objet d'une collecte d'information (présence et coût) dans les administrations québécoise et fédérale ainsi que dans les principales entreprises du secteur « autre public ». Pour les entreprises restantes du groupe de rotation N et pour toutes les entreprises des groupes M et L, l'information sur la présence de tous les avantages sociaux a été recueillie, mais seuls les quatre avantages qui sont généralement les plus coûteux ont fait l'objet d'une collecte de données sur les débours, soit les congés annuels, les jours fériés et les congés mobiles, les régimes de retraite et les régimes étatiques. Pour tous les autres avantages sociaux, une imputation a été effectuée. Celle-ci est basée sur les données les plus récentes disponibles pour chacun des secteurs. Elle a été réalisée à partir des données historiques des ERG 2012, 2013 et 2014 (groupes de rotation G, H et I). Dans certains cas, l'unité de collecte a pu être directement liée à une entreprise présente dans le groupe de rotation G, H ou I. Cette donnée historique, propre à l'entreprise a alors été retenue. Pour les autres cas, les coûts moyens du secteur d'appartenance ont été utilisés.

L'ISQ ne diffuse pas d'information sur les coûts associés aux avantages sociaux et aux heures chômées payées ayant fait l'objet d'une imputation. Il s'agit de la même approche que celle utilisée en 2019. Il faut noter que les coûts moyens des avantages sociaux et des heures chômées payées fluctuent peu d'une année à une autre. Pour cette raison, l'utilisation de données imputées dans

le calcul de la rémunération globale est une approche avec laquelle l'ISQ est à l'aise et qui affecte peu les résultats de la comparaison.

Les autres périodes de référence

Pour tous les secteurs, l'information sur les salaires recueillie dans l'ERG 2020 est celle en vigueur en 2020. La période de validité des taux doit inclure le 1^{er} avril 2020.

Dans l'administration québécoise, des données ont été recueillies sur tous les avantages sociaux lors de l'ERG 2020. Pour la fonction publique et le réseau de l'éducation, la période de référence s'étend du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018. Pour le réseau de la santé et des services sociaux, elle va du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018, sauf en ce qui concerne les régimes étatiques et les régimes de retraite. Pour les régimes étatiques, les taux de cotisation de l'employeur de 2019 ont été utilisés. Quant aux régimes de retraite, les débours correspondent au coût du service courant de l'évaluation actuarielle aux fins des états financiers des régimes de retraite. La dernière évaluation actuarielle, déposée en octobre 2019, a été produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2017. Cette évaluation établit les taux de cotisation pour les années 2020, 2021 et 2022. La part de l'employeur est de 10,88 % pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP).

Il est à noter que les débours relatifs aux régimes étatiques sont ajustés selon les dispositions en vigueur pour la période de référence retenue pour les avantages sociaux. Ainsi, dans l'ERG 2020, des ajustements aux régimes étatiques ont été effectués sur la base des dispositions en vigueur en 2019.

En ce qui concerne les heures normales hebdomadaires de travail pour chacun des emplois repères, les données de l'administration québécoise et des autres secteurs sont celles en vigueur en 2020. Le calcul des heures de présence au travail est fait à partir des heures normales de travail de chacun des emplois repères.

Les données relatives à l'effectif sont celles qui étaient en vigueur en 2017, en 2018 ou en 2019 pour tous les secteurs. Dans l'administration québécoise, la période de référence s'étend du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019.

Pour ce qui est des autres salariés québécois, les données concernent les employés permanents à temps plein. Quant aux administrations fédérale et québécoise, ce sont également les employés permanents à temps plein qui sont pris en compte, leur nombre étant toutefois mesuré sous forme d'équivalents à temps complet.

Les poids associés aux emplois repères²¹ sont basés sur l'effectif de l'administration québécoise le plus récent disponible, soit celui de la période de juillet 2018 à juin 2019. Cependant, le choix des emplois repères, pour la partie déterministe comme pour la partie probabiliste, repose sur l'effectif de 2003. Étant donné qu'une probabilité de sélection inversement proportionnelle à l'effectif a été attribuée aux emplois sélectionnés selon l'approche probabiliste, le poids est fonction de l'effectif de 2003.

Par ailleurs, en 2003, au moment de la sélection des emplois pour la partie probabiliste, la donnée sur l'effectif correspondant à chaque emploi repère était disponible. Or, en 2007, il y a eu des regroupements d'emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux. Du coup, l'effectif de certains emplois repères est maintenant dissous dans celui des regroupements. Compte tenu de cette situation, un

ajustement a été fait aux poids. Les emplois échantillonnés dans les catégories des professionnels, des techniciens et des ouvriers ont subi des modifications mineures, alors que ceux échantillonnés dans les catégories des employés de bureau et de service ont été touchés par des changements importants.

Les particularités de l'administration québécoise

Les salaires et les échelles salariales

En ce qui concerne la catégorie des professionnels de l'administration québécoise, les données salariales couvrent les trois sous-secteurs pour les niveaux 1 et 2 de l'enquête. Quant au niveau 3, seules les données relatives à la fonction publique sont disponibles. Les données utilisées pour les professionnels tiennent compte des primes versées pour les emplois de niveaux de complexité « expert » et « émérite »²².

Par ailleurs, les maximums des échelles indiqués pour les emplois professionnels de niveau 1 de l'administration québécoise constituent uniquement des maximums d'appariement. Pour l'enquête, les emplois rémunérés selon les échelons 1 à 7 des échelles salariales sont appariés au niveau 1. L'échelon 7 de chacune des échelles fait donc office de maximum pour le niveau 1 de la catégorie. Le 8^e échelon représente le minimum des échelles pour le niveau 2, et le salaire du 18^e échelon correspond au maximum. Le maximum du niveau 3 équivaut, pour l'administration québécoise, au maximum de l'échelle (18^e échelon) majoré de la prime de 10 % (« expert ») ou de 15 % (« émérite »).

Les événements susceptibles d'affecter la comparaison

L'état des conventions collectives dans l'administration québécoise

Dans l'administration québécoise, les conventions collectives sont arrivées à échéance le 31 mars 2020. Au 1^{er} avril 2020, il n'y a donc pas eu d'augmentation des structures salariales dans l'administration québécoise.

21. Voir la page 30 pour plus d'information à ce sujet.

22. Voir la section *La classification des emplois de la fonction publique* concernant les emplois de complexité supérieure à la page suivante.

Notons toutefois qu'une majoration de 2 % au 18^e échelon est versée aux salariés rattachés au Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) depuis le 31 mars 2020, une décision qui a été prise à la suite des travaux effectués par le comité relatif à l'expertise, l'attraction et la rétention dans la fonction publique. Cette augmentation de 2 % est prise en compte dans le rapport.

En ce qui concerne les avocats et notaires de l'État québécois (LANEQ), ce sont les dispositions prévues par le projet de loi 127²³ qui ont été appliquées. En vertu de ce projet, la convention collective de ces derniers a été reconduite jusqu'en 2020, et les hausses de salaire ont été de 5,25 % sur cinq ans. Les hausses ont été consenties jusqu'au 1^{er} avril 2018 et les échelles sont depuis gelées.

Pour ce qui est de la convention de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ), elle prévoyait en octobre 2019 une majoration de 2 % à tous les échelons. Cette augmentation de 2 % prévue dans une lettre d'engagement n'avait pas été prise en compte dans les résultats du rapport 2019. Elle l'est cependant dans les résultats du rapport de cette année.

Par ailleurs, pour contrer les problèmes d'attraction et de rétention de personnel pour des emplois d'ouvriers spécialisés (électricien, machiniste, électricien principal, mécanicien de machines fixes, menuisier d'atelier ou charpentier-menuisier, peintre, mécanicien en plomberie-chauffage et ouvrier certifié d'entretien [sous certaines conditions]), une prime de 10 % est versée en sus du salaire. Cette prime fait l'objet d'une lettre d'entente et devait venir à échéance le 30 mars 2020. Elle a finalement été prolongée pour une durée de six mois. Conséquemment, cette prime devait arriver de nouveau à échéance le 30 septembre 2020. Le 29 septembre dernier, le gouvernement du Québec a annoncé le maintien des primes que touchent certaines catégories d'employés, mais seulement pour la durée de la négociation des conventions collectives. Ces primes devront donc être négociées de nouveau. Néanmoins, ces primes ne

sont pas prises en compte pour la comparaison en raison de la manière dont elles sont versées. En effet, contrairement à la prime d'attraction et de rétention, qui est intégrée au 18^e échelon des échelles des emplois professionnels rattachés au SPGQ, les primes destinées aux ouvriers spécialisés sont versées sous la forme de montants forfaitaires.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le gouvernement du Québec a bonifié la rémunération des travailleurs de la santé en lui accordant des primes additionnelles afin d'encourager le travail à temps plein et de favoriser la rétention. Ces primes ne sont pas prises en compte dans les résultats du rapport parce qu'elles sont considérées comme étant versées sous la forme de montants forfaitaires.

La classification des emplois de la fonction publique

Le 31 juillet 2006, le Secrétariat du Conseil du trésor a adopté la Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois professionnels et la gestion des emplois de complexité supérieure, laquelle s'applique aux emplois de conseillers en gestion des ressources humaines ainsi qu'à ceux de la catégorie du personnel professionnel, à l'exclusion des ingénieurs, des avocats et notaires, des dentistes, des médecins, des médiateurs et des conciliateurs.

Depuis 2008, les données sur l'effectif fournies par le Secrétariat du Conseil du trésor incluent les primes des niveaux « expert » et « émérite », qui s'établissent respectivement à 10 % et 15 %. La directive prévoit qu'un employé désigné pour occuper un emploi de complexité « expert » doit posséder cinq années d'expérience, alors que la désignation à un emploi de complexité « émérite » exige au moins huit années d'expérience.

23. Projet de loi visant à assurer la continuité de la prestation des services juridiques au sein du gouvernement et permettant la poursuite de la négociation ainsi que le renouvellement de la convention collective des salariés prévoyant la prestation de ces services juridiques. Toutefois, en septembre 2019, la Cour supérieure a déclaré que ce projet de loi était inconstitutionnel. Au cours du mois d'octobre 2019, le gouvernement a porté en appel le jugement. La Cour d'appel du Québec doit entendre le 24 novembre 2020 l'appel du Procureur général du Québec, aux droits du président du Conseil du trésor, relativement au fait que la Cour supérieure a déclaré inconstitutionnelle la Loi spéciale forçant le retour au travail des avocates, avocats et notaires de l'État et fixant leurs conditions de travail.

Une nouvelle classification a été établie pour les ingénieurs. Avant la signature de la présente convention collective (2015-2020), la classification des ingénieurs était composée de quatre classes d'emplois, soit les classes 81, 82, 91 et 96. Chacune d'elles possédait une échelle salariale distincte constituée de 18 échelons.

La convention collective actuelle (2015-2020) prévoit une classe d'emplois composée de deux grades, soit le grade stagiaire (classe 4), qui compte 6 échelons, et le grade I (classe 0), qui compte 14 échelons. Les ingénieurs non stagiaires ont intégré le grade I sans perte de salaire. Quant à ceux qui appartenaient aux anciennes classes 91 et 96, ils ont été désignés pour occuper des emplois de complexité supérieure et reçoivent respectivement une majoration correspondant à 10 % ou 15 % de l'échelle du grade I.

La progression salariale dans l'échelle du grade stagiaire se fait tous les six mois pour les six échelons. Pour les emplois du grade I, les ingénieurs progressent dans leur échelle salariale tous les six mois jusqu'au quatrième échelon. Par la suite, pour les échelons 5 à 14, la progression du salaire est annuelle.

Afin de représenter les niveaux de complexité des emplois repères « Ingénieur 1 » et « Ingénieur 2 », l'ISQ a, d'une part, englobé les six échelons du grade de stagiaire dans le niveau d'entrée et d'apprentissage (niveau 1) et, d'autre part, coupé l'échelle du grade I entre le quatrième et le cinquième échelon. Les quatre premiers échelons représentent le niveau 1, alors que les échelons 5 à 14 correspondent au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Pour les emplois d'ingénieurs, selon la Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois d'ingénieurs et la gestion des emplois de complexité supérieure, l'échelle salariale de l'emploi repère « Ingénieur 3 » débute, sur l'échelle d'ingénieur de grade 1, au 8^e échelon, majoré de 10 %, pour les experts, et au 11^e échelon, majoré de 15 %, pour les émérites.

Une nouvelle classification a aussi été établie pour les avocats et notaires. Dans leur convention collective actuelle (2010-2015), les avocats et notaires de l'État québécois ont intégré une nouvelle échelle qui compte

18 échelons; elle en comptait 21 auparavant. Les avocats qui, au moment de l'intégration, se situaient aux échelons 17, 18, 19, 20 et 21 de l'ancienne échelle ont intégré le dernier échelon de la nouvelle échelle de traitement, soit l'échelon 18.

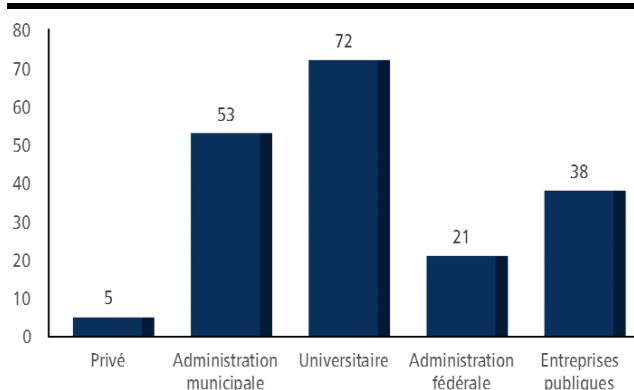
La progression salariale des avocats et notaires se fait de la même manière que celle pour les emplois repères professionnels (voir plus haut). Ainsi, les juristes rattachés aux sept premiers échelons sont appariés au niveau de complexité 1 de l'emploi repère « Avocat et notaire », alors que ceux aux échelons 8 à 18, au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Par ailleurs, après deux ans à l'échelon 18, sous réserve d'un rendement satisfaisant, les employés atteignent le niveau de juriste expert et reçoivent 115 % du traitement de l'échelle correspondant à l'échelon 18. Nonobstant ce qui précède, un juriste qui, au moment de l'intégration, est à l'échelon 21 de l'ancienne échelle accède au niveau d'expert sans délai. Celui qui était à l'échelon 20 avant l'intégration devra, pour sa part, attendre un an avant d'atteindre le même niveau de complexité de tâches. L'ISQ associe tous les avocats et notaires recevant 115 % du salaire de l'échelon 18 au niveau de chef d'équipe ou d'expert (niveau 3) de l'emploi « Avocat et notaire ».

Les taux de salaire échus dans les principaux secteurs comparés

Les taux de salaire pris en compte dans l'ERG 2020 sont ceux qui étaient en vigueur au 1^{er} avril 2020. La figure II présente, pour les principaux secteurs comparés à l'administration québécoise, la proportion d'employés dont la convention collective est arrivée à échéance avant cette date. Dans ces cas, les taux de salaire pris en compte pour la comparaison sont ceux qui étaient en vigueur au moment de la collecte. La proportion d'employés dont la convention est échue varie d'un secteur à un autre. Dans le secteur universitaire, elle est élevée, soit 72 % des employés québécois occupant un emploi apparié à l'un des emplois repères. À l'opposé, dans le secteur privé, la convention de seulement 5 % des employés visés par la comparaison est échue.

Figure II
Proportion d'employés occupant un emploi apparié à un emploi repère et dont la convention collective est échue, par secteur, 2020



Au cours de la collecte 2020, des ententes de principe ont été négociées entre le gouvernement fédéral et deux associations syndicales représentant des emplois appariés aux emplois repères retenus pour la comparaison. Elles ont été entérinées par les membres syndiqués de ces associations. Il s'agit des groupes suivants : les employés du groupe d'emplois des services des programmes et de l'administration (PA) et ceux du groupe d'emplois des services techniques (TC). Le rapport 2020 tient compte des versements rétroactifs de juin 2018 et 2019 prévus à ces ententes de principe : ces derniers ont été respectivement de 2,8 % et de 2,2 %.

Par ailleurs, une nouvelle convention collective a été signée pour les groupes d'emplois suivants : praticien du droit (LP), économique et services de sciences sociales (EC), électronique (EL) et architecture, génie et arpentage (NR). Le rapport prend en compte les taux d'augmentation rétroactifs accordés durant l'été 2018 et l'été 2019.

Au moment de l'ERG 2020, un nombre appréciable d'employés de l'administration municipale rattachés aux emplois repères étaient encore en négociation. En tout, 53 % des employés de ce secteur sont toujours régis par une convention arrivée à échéance (voir figure 1). Dans un tel cas, l'ISQ prend en compte les échelles salariales existantes dans la convention collective échue.

Par ailleurs, au cours des dernières années, des ententes ont été négociées en vertu de la réforme sur le financement des régimes de retraite (Loi 15). La cotisation de l'employeur des villes incluses dans la collecte 2020 (groupes N, M et L) tient compte de ces ententes.

L'environnement économique et le marché du travail

Dans le cadre de la révision du programme de comparaison de la rémunération globale, l'ISQ, avec l'accord des parties à la négociation, a pris la décision de retirer les principaux résultats sur l'économie et le marché du travail du rapport de comparaison. Par conséquent, les sections « environnement économique » et « marché du travail » ne font plus partie des *Faits saillants*. Cependant, ce type d'informations se trouve dans d'autres travaux de l'ISQ, notamment la publication [État du marché du travail au Québec](#) et le bulletin hebdomadaire [Stat-EXPRESS](#), qui porte sur les indicateurs économiques conjoncturels.

Les tendances salariales

Les sources de données

Les données relatives aux tendances salariales sont obtenues à partir d'une banque de conventions collectives pour ce qui est des salariés syndiqués et à partir d'enquêtes de planification salariale pour ce qui est des employés non syndiqués.

Dans le premier cas, les données proviennent des conventions collectives déposées dans la banque du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « Ministère »). En raison de la pandémie de COVID-19, les conventions qui ont été enregistrées dans la banque du Ministère au deuxième trimestre de 2020 sont moins nombreuses qu'habituellement, ce qui entraîne un taux de représentativité plus faible dans certains secteurs. Ces conventions couvrent les salariés syndiqués appartenant à des unités de négociation de 100 cols bleus et plus²⁴, à des unités de 50 cols blancs et plus ou à des unités qui comptent ces deux nombres à la fois, dans le cas de conventions collectives dites « mixtes ». Les conventions de compétence provinciale et fédérale sont prises en compte.

24. Depuis 2013, le nombre de cols bleus dans le secteur manufacturier a été réduit à 75 ou plus afin que l'échantillon soit plus représentatif de ce secteur, où la part de l'emploi a diminué au cours des dernières années.

Les conventions collectives analysées couvrent l'administration québécoise, le secteur privé et le secteur « autre public ». L'administration québécoise fait référence à la fonction publique ainsi qu'au réseau de l'éducation (centres de services scolaires et cégeps) et au réseau de la santé et des services sociaux²⁵. Le regroupement « autre public » comprend les secteurs municipal et fédéral ainsi que les entreprises publiques québécoises et les universités. Le secteur municipal inclut les municipalités et les entreprises locales. Pour sa part, le secteur fédéral comprend l'administration fédérale ainsi que les entreprises fédérales au Québec. Un autre regroupement couvre aussi l'ensemble des salariés québécois autres que ceux de l'administration québécoise, soit les « autres salariés québécois ».

Les enquêtes de planification salariale qui étaient à la disposition de l'ISQ au moment de la rédaction de ce rapport proviennent du Conference Board du Canada, de Normandin Beaudry, de Saucier conseil et de Willis Towers Watson. Les résultats de ces enquêtes portent principalement sur les salariés québécois non syndiqués du secteur privé, et les répondants sont surtout des moyennes et grandes entreprises. Pour les besoins du rapport, les données ayant été utilisées ont trait aux augmentations des échelles versées et projetées pour l'ensemble des catégories d'emplois faisant l'objet des travaux de comparaison de l'ISQ.

Les mesures de croissance salariale utilisées

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur représente, pour une année précise, l'augmentation des taux de salaire pour les employés syndiqués²⁶. Cet indicateur mesure les taux d'augmentation attribués aux échelles salariales dans toutes les conventions collectives en vigueur, sans égard au moment où ces dernières ont été signées.

Pour l'année en cours, les résultats sont toujours préliminaires puisqu'ils couvrent les deux premiers trimestres seulement. Ils se rapportent aux conventions collectives

déposées au Ministère, enregistrées dans la banque de données et comportant une clause salariale en vigueur au 31 décembre. Toutefois, certaines conventions collectives, bien qu'ayant été signées, ne font pas partie de la banque, car elles n'ont pas encore été saisies. Par ailleurs, certaines conventions collectives ne font plus partie de la banque de données du Ministère, car elles ont expiré avant le 31 décembre²⁷. Dans certains cas, la durée de la clause salariale n'est pas équivalente à celle de la convention. C'est le cas notamment de certaines conventions pour lesquelles les augmentations salariales sont négociées chaque année (il n'y a pas de réouverture des clauses normatives, mais seulement des clauses pécuniaires). Pour éviter d'alourdir le texte, les termes « durée de la clause salariale » et « durée de la convention » sont utilisés en tant que synonymes et font référence à la durée de la clause salariale.

Les taux d'augmentation présentés à partir des données des firmes d'experts-conseils sont des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des échelles salariales et des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des salaires versés. Ils donnent une mesure des hausses octroyées aux salariés non syndiqués.

Le taux de croissance réelle est utilisé pour mesurer les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés, sur la base des augmentations aux structures salariales seulement. La croissance réelle est obtenue à l'aide de l'équation de Fisher.

Taux de croissance réelle	=	$\frac{\text{Taux de croissance nominale} + 1}{\text{Taux d'inflation} + 1} - 1$
---------------------------	---	--

Par exemple, si la croissance des échelles salariales est supérieure à celle de l'inflation, cela se traduit généralement par un taux réel de croissance positif reflétant le fait que le pouvoir d'achat des salariés québécois augmente. À l'opposé, si le taux réel de croissance des échelles salariales est négatif, les salariés peuvent s'attendre à voir une perte de leur pouvoir d'achat et à s'appauvrir (s'ils ne bénéficient

25. Pour que le secteur « administration québécoise » soit conforme à la définition de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans le secteur public et parapublic (RLRQ, chapitre R-8.2), l'ISQ a dû ajuster certaines données du Ministère. Tous les organismes gouvernementaux qui ne font pas partie des régimes de négociation des trois sous-secteurs de l'administration québécoise ont été inclus dans le secteur « entreprises publiques québécoises ». À titre d'exemple, le Ministère considère l'organisme Héma-Québec comme faisant partie de l'administration québécoise, alors que l'ISQ l'inclut plutôt dans les entreprises publiques québécoises.

26. Il s'agit de la mesure qui permet de se rapprocher le plus des augmentations d'échelles que l'on retrouve dans les enquêtes de planification salariale.

27. Les conventions dont la date d'expiration précède le 31 décembre de l'année analysée ne sont pas prises en compte, même si, sur le plan légal, l'employeur doit maintenir les conditions de travail qui y sont prévues (Code du travail [RLRQ, chapitre C-27, article 59]).

d'aucun autre ajustement salarial ou versement pécuniaire). En ce qui concerne l'année 2020, la croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) utilisée est celle calculée pour le Québec relativement aux six premiers mois de 2020 par rapport à la même période de l'année précédente. Les données sur l'IPC proviennent de Statistique Canada.

L'ISQ a recours à deux indicateurs pour évaluer les taux d'augmentation annuelle moyens des conventions nouvellement signées : l'indicateur des taux et celui des gains. Ces indicateurs sont obtenus à partir des conventions collectives signées durant l'année, et un taux d'augmentation annuelle moyen est calculé pour la durée des conventions. Les indicateurs tiennent compte de la durée d'application des augmentations. En général, les clauses salariales des conventions collectives consentent des augmentations différentes pour chaque année d'application; c'est pourquoi deux méthodes de calcul sont utilisées.

L'indicateur des taux, en ne comparant que le salaire obtenu à la fin de la convention collective nouvellement signée avec celui obtenu à la fin de la convention collective précédente, reflète l'évolution des structures salariales. Par contre, l'indicateur des gains permet de prendre en considération le moment où les hausses salariales sont consenties dans le calcul des taux d'augmentation. Il est appelé « croissance des gains », parce qu'il se rapproche plus du gain réalisé par les salariés syndiqués que l'indicateur des taux. L'ISQ privilégie l'indicateur des gains pour faire ses constats. Les résultats relatifs à l'indicateur des taux sont présentés à l'annexe K.

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, celui des gains et celui des taux pour les conventions nouvellement signées sont calculés à partir de la classe modale, soit celle qui regroupe le plus grand nombre de salariés. Tous les trois tiennent compte des montants forfaitaires et des divers ajustements salariaux. Le calcul de ces trois indicateurs se fait à partir du maximum des échelles salariales, lorsqu'elles existent, ou du taux unique. Le calcul ne prend pas en compte les coûts de système, c'est-à-dire l'augmentation salariale résultant d'une progression dans l'échelle. Il est important de souligner que, pour chacun des trois indicateurs, les

résultats des années les plus récentes ne sont pas définitifs, puisque d'autres ententes peuvent s'ajouter au fichier du Ministère. Cela est particulièrement vrai pour l'année en cours.

Dans le calcul des moyennes des taux d'augmentation des conventions en vigueur, chaque convention se voit attribuer un poids en fonction du nombre de salariés couverts. Le poids accordé correspond au nombre de salariés régis par l'entente en vigueur pour l'année considérée. Les perspectives salariales sont établies en utilisant les taux de croissance salariale observés dans les conventions en vigueur pour chacun des secteurs analysés (données préliminaires). Les perspectives pour l'ensemble des salariés syndiqués sont calculées en pondérant le résultat pour chaque secteur par le poids de son effectif estimé. Le nombre de salariés utilisé dans le calcul du poids représente une moyenne du nombre enregistré durant les cinq années les plus récentes pour lesquelles les données sont suffisamment représentatives. Dans le cas des employés non syndiqués, l'ISQ utilise les taux d'augmentation prévus dans les enquêtes de planification pour toute l'année en cours et pour l'année suivante. En ce qui concerne l'ensemble des salariés québécois, le taux d'augmentation, lorsque les données disponibles permettent de l'estimer, est obtenu en pondérant les taux pour les syndiqués et les non-syndiqués par le poids de leur effectif respectif sur le marché du travail. Pour cette pondération, c'est le taux de couverture syndicale²⁸ le plus à jour pour l'ensemble des salariés québécois qui est utilisé, soit celui fourni par Statistique Canada, qui est de 40,3 % (six premiers mois de 2020).

Par ailleurs, les prévisions concernant la croissance de l'IPC pour les années 2020 et 2021 sont calculées à partir de données produites par cinq organismes : la Banque Nationale, la Banque Royale du Canada, la Banque de Montréal Groupe financier, la Banque Laurentienne du Canada et le Mouvement des caisses Desjardins du Québec. La période de référence pour les données est le mois d'août, de septembre ou d'octobre 2020, selon l'organisme.

28. Ce taux tient compte des employés qui sont membres d'un syndicat et de ceux qui ne sont pas membres, mais qui sont couverts par une convention collective ou par un contrat de travail négocié par un syndicat.

L'analyse et la couverture des conventions

Le tableau VII donne un aperçu du nombre de conventions collectives ainsi que du nombre de salariés syndiqués couverts par la banque du Ministère à la fin du deuxième trimestre de 2020. Les conventions collectives et les salariés syndiqués de l'administration québécoise sont toutefois exclus. Il présente, tout d'abord, l'information sur les conventions en vigueur en 2019 et en 2020. Une convention est considérée comme étant en vigueur si elle n'est pas expirée le 31 décembre de l'année de référence. Le tableau fournit aussi l'information sur la représentativité des salariés sur lequel sont basés les résultats. Cette donnée exprime en pourcentage le nombre moyen des salariés syndiqués des cinq dernières années. Des renseignements sont également présentés quant aux ententes signées au cours de l'année 2019 et à celles signées au cours des six premiers mois de 2020.

Les conventions de l'administration québécoise sont arrivées à échéance le 31 mars 2020. La majorité de ces conventions collectives, regroupant 509 236 salariés de

l'État, avaient été renouvelées au cours de l'année 2016. Ces conventions accordaient une rémunération additionnelle (non intégrée aux échelles salariales), qui correspondait à environ 1 % du salaire pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016. Les échelles de traitement avaient augmenté de 1,5 % le 1^{er} avril 2016, de 1,75 % le 1^{er} avril 2017 et de 2,0 % le 1^{er} avril 2018. En outre, une rémunération additionnelle (non intégrée aux échelles salariales), qui correspondait à environ 0,5 % du salaire, avait été accordée pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020. De plus, l'exercice des relativités salariales visant la restructuration des échelles salariales dans l'administration québécoise à partir du 2 avril 2019 avait contribué à l'augmentation totale de 3,0 % pour 2019.

En ce qui concerne le secteur fédéral, certaines ententes de l'administration fédérale ont été renouvelées au cours de l'année 2020. Les clauses sur les augmentations des échelles salariales ont un effet rétroactif et les taux accordés font partie des résultats présentés selon l'année pour la durée de ces conventions.

Tableau VII

Nombre de conventions en vigueur, de conventions nouvellement signées¹ et de salariés couverts², Québec, 2019 et 2020

	Élément	Unité	Privé	Entr. publ. québ.	Universitaire	Municipal	Fédéral	« Autre public »	Ensemble des autres salariés québécois
2019									
En vigueur	Conventions	n	866	56	24	90	16	186	1 052
	Salariés	n	382 966	33 235	13 338	32 677	41 804	121 054	504 020
	Représentativité ³	%	96,3	82,3	85,5	62,6	89,0	78,0	91,2
Selon la date de signature	Conventions	n	182	15	6	18	..	39	221
	Salariés	n	33 913	6 928	5 185	11 354	..	23 467	57 380
2020									
En vigueur	Conventions	n	697	18	13	75	15	121	818
	Salariés	n	353 795	23 789	6 883	29 218	41 593	101 483	455 278
	Représentativité ³	%	88,9	58,9	44,1	56,0	88,6	65,4	82,3
Selon la date de signature	Conventions	n	33	3	..	6	..	9	42
	Salariés	n	7 111	483	..	1 425	..	1 908	9 019

1. Les ententes signées pour une première fois sont exclues des données se rapportant aux conventions collectives selon la date de signature, puisqu'aucun taux de croissance salariale ne peut être calculé.
2. Nombre total de salariés couverts par des certificats d'accréditation, sans égard au statut d'emploi ni à la notion d'équivalent à temps complet.
3. Ce pourcentage représente le nombre de salariés couverts par les conventions en vigueur pour une année donnée, par rapport au nombre de salariés potentiellement couverts par la banque de conventions collectives du Ministère pour cette période. Ce dernier nombre constitue la moyenne de salariés couverts par une convention en vigueur au cours des cinq années précédant 2019 ou 2020, selon le cas.

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Banque de données

Annexe A-1

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché		Écarts	Marché		Écarts
			Adm. québ.	Marché		Adm. québ.	Marché	
%	\$	%	\$	%				
Professionnels								
Professionnel communic. 1	59	73,3	54 729	60 283	-10,1 *	45 024	49 351	-9,6 *
Professionnel communic. 2	831	81,7	80 703	86 601	-7,3	56 464	66 888	-18,5
Professionnel communic. 3	117	94,3	93 433	107 148	-14,7	67 230	89 499	-33,1
Professionnel gest. fin. 1	62	90,8	54 579	75 179	-37,7	44 945	53 956	-20,0
Professionnel gest. fin. 2	424	77,7	76 266	87 843	-15,2	55 956	63 650	-13,7
Professionnel gest. fin. 3	15	80,3	93 681	110 673	-18,1	67 876	83 248	-22,6
Analyste proc. adm./inform. 1	332	95,8	55 237	72 820	-31,8	45 277	55 152	-21,8
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	69,5	83 271	89 634	-7,6	57 087	67 118	-17,6
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	86,6	92 705	108 641	-17,2	64 936	82 979	-27,8
Ingénieur 1	193	87,8	54 857	66 834	-21,8	47 690	52 985	-11,1
Ingénieur 2	710	87,6	95 301	95 725	-0,4 *	61 709	73 242	-18,7
Ingénieur 3	418	93,2	106 424	122 178	-14,8	79 033	96 129	-21,6
Professionnel sc. phys. 1	41	62,3	58 017	59 040	-1,8 *	46 858	44 445	5,1 *
Professionnel sc. phys. 2	493	67,5	93 404	90 288	3,3 *	65 193	71 695	-10,0
Professionnel sc. phys. 3	115	96,4	97 871	115 324	-17,8	71 696	96 378	-34,4
Avocat et notaire 1	75	100,0	72 443	92 215	-27,3	56 583	69 263	-22,4
Avocat et notaire 2	569	76,3	114 066	125 188	-9,8	75 555	87 713	-16,1
Biologiste 2	207	98,0	88 320	87 603	0,8 *	59 209	65 487	-10,6
Biologiste 3	31	100,0	97 569	113 901	-16,7	70 920	90 779	-28,0
Moyenne	...	79,0	86 482	94 275	-9,0	60 153	71 360	-18,6
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	8 714	63,0	53 618	61 753	-15,2	39 568	49 312	-24,6
Technicien en administration 3	89	53,5	59 300	75 058	-26,6	41 804	57 113	-36,6
Techn. documentation 1-2	684	61,6	53 273	61 541	-15,5	40 198	45 275	-12,6
Techn. laboratoire 1-2	2 123	73,8	61 116	61 412	-0,5 *	42 097	46 402	-10,2
Techn. laboratoire 3	509	90,8	64 420	71 029	-10,3	42 997	54 281	-26,2
Technicien en droit 1-2	519	79,0	52 013	72 764	-39,9	36 654	57 182	-56,0
Technicien en droit 3	21	88,5	56 761	108 473	-91,1	40 014	74 861	-87,1
Technicien génie 1-2	1 612	88,2	56 137	72 888	-29,8	39 986	54 721	-36,9
Technicien génie 3	232	90,8	61 618	94 579	-53,5	43 440	70 068	-61,3
Techn. informatique 1-2	1 968	42,2	55 101	63 767	-15,7	40 231	47 661	-18,5
Techn. informatique 3	1 091	79,7	61 317	77 330	-26,1	42 211	60 695	-43,8
Technicien en loisir 1-2	492	74,6	53 054	63 965	-20,6	40 599	46 258	-13,9
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	53,9	61 382	70 705	-15,2	42 224	54 565	-29,2
Moyenne	...	64,1	55 862	65 274	-16,8	40 311	50 568	-25,4
Employés de bureau								
Magasinier 1	170	66,5	36 928	45 786	-24,0 *	36 033	32 551	9,7 *
Magasinier 2	1 000	51,2	40 873	58 558	-43,3	37 472	45 087	-20,3
Magasinier 3	27	79,0	46 151	66 963	-45,1	38 864	51 954	-33,7
Op. duplicateur 1-2	66	21,0	39 357	59 007	-49,9	36 891	47 093	-27,7
Personnel soutien adm. 1	4 758	62,9	39 056	44 347	-13,5	36 778	33 663	8,5
Personnel soutien adm. 2	6 218	47,8	42 740	51 193	-19,8	38 121	40 774	-7,0
Personnel soutien adm. 3	2 407	71,4	45 927	56 875	-23,8	38 662	49 007	-26,8
Personnel secrétariat 1	1 474	67,8	40 401	51 367	-27,1	37 348	40 159	-7,5
Personnel secrétariat 2	8 597	78,9	44 140	54 928	-24,4	37 539	42 029	-12,0
Préposé aux renseign. 2	942	55,9	47 648	51 816	-8,7	35 978	38 244	-6,3 *
Préposé aux renseign. 3	25	61,8	52 013	65 710	-26,3	36 654	50 932	-39,0
Préposé télécomm. 1-2	167	2,2	53 021	59 791	-12,8	41 421	48 544	-17,2
Préposé télécomm. 3	41	65,8	56 500	78 095	-38,2	41 225	60 451	-46,6
Téléphoniste-récept. 2	156	45,0	36 928	43 091	-16,7	36 033	33 093	8,2
Acheteur 2	214	48,2	44 780	58 930	-31,6	38 472	45 021	-17,0
Moyenne	...	63,5	42 851	52 250	-21,9	37 604	40 808	-8,5

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
51,6	70,5	91,4	94,7	Professionnels
72,2	78,4	91,6	95,1	Professionnel communic. 1
84,3 *	95,9 *	95,6	99,3	Professionnel communic. 2
43,7 *	50,0 *	90,1 *	85,9 *	Professionnel communic. 3
78,4	73,8	94,2	92,8	Professionnel gest. fin. 1
59,8	89,2	88,9	97,3	Professionnel gest. fin. 2
51,7	65,0	91,3 *	91,5 *	Professionnel gest. fin. 3
67,3	86,5	89,7	96,6	Analyste proc. adm./inform. 1
78,7	93,6	93,6	98,5	Analyste proc. adm./inform. 2
49,2	72,6	93,4 *	94,3 *	Analyste proc. adm./inform. 3
62,5	85,6	86,8	96,6	Ingénieur 1
91,3 *	87,7 *	97,8 *	97,4 *	Ingénieur 2
47,3	79,8	89,9	95,0	Ingénieur 3
53,2	88,8	85,9	97,7	Professionnel sc. phys. 1
75,5 *	85,8 *	93,4	97,7	Professionnel sc. phys. 2
61,3	73,0	91,5 *	93,3 *	Professionnel sc. phys. 3
58,8	75,4	86,1	92,6	Avocat et notaire 1
59,2	77,5	86,5	94,3	Avocat et notaire 2
71,5	x	92,2	x	Biologiste 2
				Biologiste 3
67,6	84,0	90,3	96,1	Moyenne
				Techniciens
84,1 *	86,3 *	95,8	97,3	Technicien en administration 1-2
97,2	84,7	99,2	96,3	Technicien en administration 3
81,2 *	85,9 *	95,4 *	96,3 *	Techn. documentation 1-2
86,6 *	96,7 *	95,8	99,2	Techn. laboratoire 1-2
94,2 *	95,3 *	98,1 *	98,9 *	Techn. laboratoire 3
75,6	78,3	92,8	95,4	Technicien en droit 1-2
105,6	115,0	101,7 *	104,7 *	Technicien en droit 3
63,1	84,6	89,4	96,2	Technicien génie 1-2
80,9	89,3	94,4	97,2	Technicien génie 3
82,3 *	78,9 *	95,2 *	94,7 *	Techn. informatique 1-2
89,3 *	98,5 *	96,7	99,7	Techn. informatique 3
80,3	88,1	95,4 *	96,7 *	Technicien en loisir 1-2
41,1	86,6	81,6	96,9	Techn. hygiène du trav. 1-2
81,0	87,4	94,7	97,2	Moyenne
				Employés de bureau
0,0	81,7	97,6 *	94,7 *	Magasinier 1
62,9	86,8	96,9 *	97,0 *	Magasinier 2
121,5	84,0	103,4	96,4	Magasinier 3
69,2	100,0	98,1	100,0	Op. duplicateur 1-2
62,3	95,9	97,8 *	99,0 *	Personnel soutien adm. 1
88,0 *	87,6 *	98,7	97,5	Personnel soutien adm. 2
102,9	81,7	100,5	97,5	Personnel soutien adm. 3
65,0	97,4	97,4 *	99,4 *	Personnel secrétariat 1
93,6	101,1	99,0	100,3	Personnel secrétariat 2
85,9 *	70,9 *	96,6 *	92,4 *	Préposé aux renseign. 2
100,0	80,8	100,0	95,7	Préposé aux renseign. 3
58,9	89,0	91,0	97,9	Préposé télécomm. 1-2
76,1	103,0	93,5	100,7	Préposé télécomm. 3
33,9	94,4	98,4 *	98,7 *	Téléphoniste-récept. 2
105,7	89,1	100,8	97,4	Acheteur 2
83,6	92,9	98,6 *	98,6 *	Moyenne

Annexe A-2

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	59	73,5	54 729	56 098	-2,5 *	45 024	43 972	2,3 *	
Professionnel communic. 2	831	82,2	80 703	84 367	-4,5 *	56 464	63 814	-13,0	
Professionnel communic. 3	117	94,6	93 433	116 118	-24,3	67 230	87 413	-30,0	
Professionnel gest. fin. 1	62	90,9	54 579	75 623	-38,6	44 945	53 719	-19,5	
Professionnel gest. fin. 2	424	78,1	76 266	86 423	-13,3	55 956	63 792	-14,0	
Professionnel gest. fin. 3	15	80,6	93 681	115 040	-22,8	67 876	86 954	-28,1	
Analyste proc. adm./inform. 1	332	95,9	55 237	74 485	-34,8	45 277	55 729	-23,1	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	70,6	83 271	89 194	-7,1	57 087	67 853	-18,9	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	86,7	92 705	111 030	-19,8	64 936	85 297	-31,4	
Ingénieur 1	193	87,8	54 857	66 350	-21,0	47 690	52 322	-9,7	
Ingénieur 2	710	87,6	95 301	91 550	3,9 *	61 709	69 856	-13,2	
Ingénieur 3	418	93,2	106 424	120 516	-13,2	79 033	92 558	-17,1	
Professionnel sc. phys. 2	493	49,7	93 404	80 335	14,0	65 193	61 202	6,1 *	
Professionnel sc. phys. 3	115	91,2	97 871	105 998	-8,3	71 696	81 063	-13,1	
Avocat et notaire 1	75	100,0	72 443	98 339	-35,7	56 583	70 106	-23,9	
Avocat et notaire 2	569	77,9	114 066	110 663	3,0 *	75 555	83 815	-10,9	
Biologiste 2	207	98,0	88 320	80 577	8,8	59 209	60 321	-1,9 *	
Moyenne	...	78,7	86 482	92 218	-6,6	60 153	70 125	-16,6	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 714	64,8	53 618	59 254	-10,5	39 568	44 571	-12,6	
Technicien en administration 3	89	53,5	59 300	77 548	-30,8	41 804	57 988	-38,7	
Techn. documentation 1-2	684	74,2	53 273	69 231	-30,0	40 198	47 627	-18,5	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	45,4	61 116	60 104	1,7 *	42 097	46 141	-9,6 *	
Techn. laboratoire 3	509	86,6	64 420	72 092	-11,9 *	42 997	54 108	-25,8	
Technicien en droit 1-2	519	79,8	52 013	78 442	-50,8	36 654	56 308	-53,6	
Technicien en droit 3	21	88,5	56 761	112 191	-97,7	40 014	76 733	-91,8	
Technicien génie 1-2	1 612	78,3	56 137	71 846	-28,0	39 986	54 553	-36,4	
Technicien génie 3	232	90,0	61 618	95 338	-54,7	43 440	74 730	-72,0	
Techn. informatique 1-2	1 968	48,1	55 101	63 293	-14,9	40 231	47 573	-18,2	
Techn. informatique 3	1 091	80,1	61 317	79 962	-30,4	42 211	62 173	-47,3	
Technicien en loisir 1-2	492	49,3	53 054	52 761	0,6 *	40 599	38 209	5,9 *	
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	51,1	61 382	69 812	-13,7 *	42 224	54 910	-30,0	
Moyenne	...	63,6	55 862	64 082	-14,7	40 311	48 264	-19,7	
Employés de bureau									
Magasinier 1	170	68,3	36 928	42 738	-15,7 *	36 033	29 453	18,3	
Magasinier 2	1 000	46,5	40 873	60 282	-47,5	37 472	45 725	-22,0	
Magasinier 3	27	68,3	46 151	61 218	-32,6	38 864	47 359	-21,9	
Personnel soutien adm. 1	4 758	60,6	39 056	42 108	-7,8	36 778	31 540	14,2	
Personnel soutien adm. 2	6 218	51,0	42 740	48 698	-13,9	38 121	36 410	4,5	
Personnel soutien adm. 3	2 407	71,6	45 927	51 330	-11,8	38 662	40 631	-5,1 *	
Personnel secrétariat 1	1 474	69,8	40 401	50 331	-24,6	37 348	39 037	-4,5 *	
Personnel secrétariat 2	8 597	79,9	44 140	53 282	-20,7	37 539	40 832	-8,8	
Préposé aux renseign. 2	942	62,1	47 648	51 440	-8,0 *	35 978	36 878	-2,5 *	
Préposé aux renseign. 3	25	77,5	52 013	69 617	-33,8	36 654	52 310	-42,7	
Préposé télécomm. 1-2	167	2,1	53 021	53 229	-0,4 *	41 421	44 472	-7,4 *	
Téléphoniste-récept. 2	156	38,6	36 928	42 011	-13,8	36 033	31 864	11,6	
Acheteur 2	214	48,2	44 780	53 785	-20,1 *	38 472	41 881	-8,9 *	
Moyenne	...	64,5	42 851	50 095	-16,9	37 604	38 135	-1,4 *	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
51,6 *	72,2 *	91,4 *	94,0 *	Professionnels
72,2	59,8	91,6 *	90,2 *	Professionnel communic. 1
84,3 *	99,0 *	95,6 *	99,8 *	Professionnel communic. 2
43,7 *	36,6 *	90,1	81,6	Professionnel communic. 3
78,4 *	72,6 *	94,2 *	92,9 *	Professionnel gest. fin. 1
59,8	81,5	88,9	95,5	Professionnel gest. fin. 2
51,7	64,3	91,3 *	91,0 *	Professionnel gest. fin. 3
67,3	85,0	89,7	96,4	Analyste proc. adm./inform. 1
78,7	94,6	93,6	98,7	Analyste proc. adm./inform. 2
49,2	73,1	93,4 *	94,3 *	Analyste proc. adm./inform. 3
62,5	86,0	86,8	96,7	Ingénieur 1
91,3 *	86,7 *	97,8 *	96,9 *	Ingénieur 2
53,2	98,9	85,9	99,7	Ingénieur 3
75,5 *	80,9 *	93,4 *	95,5 *	Professionnel sc. phys. 2
61,3 *	55,9 *	91,5 *	87,3 *	Professionnel sc. phys. 3
58,8 *	83,8 *	86,1	96,1	Avocat et notaire 1
59,2	x	86,5	x	Avocat et notaire 2
67,6	82,0	90,3	95,7	Biologiste 2
				Moyenne
				Techniciens
84,1 *	84,9 *	95,8 *	96,3 *	Technicien en administration 1-2
97,2	71,8	99,2	92,9	Technicien en administration 3
81,2 *	73,7 *	95,4 *	91,8 *	Techn. documentation 1-2
86,6 *	98,2 *	95,8 *	99,6 *	Techn. laboratoire 1-2
94,2 *	92,8 *	98,1 *	98,2 *	Techn. laboratoire 3
75,6 *	80,6 *	92,8 *	94,5 *	Technicien en droit 1-2
105,6	115,7	101,7	105,0	Technicien en droit 3
63,1	82,3	89,4	95,7	Technicien génie 1-2
80,9 *	78,6 *	94,4 *	95,4 *	Technicien génie 3
82,3 *	73,8 *	95,2 *	93,5 *	Techn. informatique 1-2
89,3 *	98,5 *	96,7 *	99,7 *	Techn. informatique 3
80,3 *	75,9 *	95,4 *	93,4 *	Technicien en loisir 1-2
41,1	85,1	81,6	96,8	Techn. hygiène du trav. 1-2
81,0 *	85,0 *	94,7	96,2	Moyenne
				Employés de bureau
0,0	78,8	97,6 *	93,4 *	Magasinier 1
62,9	83,4	96,9 *	96,0 *	Magasinier 2
121,5	81,1	103,4	95,7	Magasinier 3
62,3	95,5	97,8 *	98,9 *	Personnel soutien adm. 1
88,0 *	83,7 *	98,7	95,9	Personnel soutien adm. 2
102,9	76,0	100,5	95,0	Personnel soutien adm. 3
65,0	108,5	97,4 *	101,9 *	Personnel secrétariat 1
93,6	105,9	99,0	101,4	Personnel secrétariat 2
85,9 *	61,3 *	96,6 *	89,0 *	Préposé aux renseign. 2
100,0	77,2	100,0	94,3	Préposé aux renseign. 3
58,9 *	68,4 *	91,0 *	94,8 *	Préposé télécomm. 1-2
33,9	94,2	98,4 *	98,6 *	Téléphoniste-récept. 2
105,7 *	96,2 *	100,8 *	99,2 *	Acheteur 2
83,6	93,2	98,6 *	98,3 *	Moyenne

Annexe A-3

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	59	95,5	54 729	64 304	-17,5	45 024	54 519	-21,1	
Professionnel communic. 2	831	99,4	80 703	87 784	-8,8	56 464	68 516	-21,3	
Professionnel communic. 3	117	100,0	93 433	103 847	-11,1	67 230	90 266	-34,3	
Professionnel gest. fin. 1	62	98,9	54 579	74 445	-36,4	44 945	54 348	-20,9	
Professionnel gest. fin. 2	424	99,9	76 266	90 014	-18,0	55 956	63 433	-13,4	
Professionnel gest. fin. 3	15	100,0	93 681	108 944	-16,3	67 876	81 781	-20,5	
Analyste proc. adm./inform. 1	332	100,0	55 237	69 535	-25,9	45 277	54 013	-19,3	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	99,6	83 271	90 525	-8,7	57 087	65 624	-15,0	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	100,0	92 705	105 640	-14,0	64 936	80 067	-23,3	
Ingénieur 1	193	100,0	54 857	77 846	-41,9	47 690	68 053	-42,7	
Ingénieur 2	710	100,0	95 301	111 915	-17,4	61 709	86 377	-40,0	
Ingénieur 3	418	99,9	106 424	129 306	-21,5	79 033	111 450	-41,0	
Professionnel sc. phys. 2	493	100,0	93 404	97 302	-4,2	65 193	79 090	-21,3	
Avocat et notaire 1	75	100,0	72 443	91 164	-25,8	56 583	69 118	-22,2	
Avocat et notaire 2	569	96,3	114 066	132 406	-16,1	75 555	89 649	-18,7	
Moyenne	...	98,2	86 536	97 029	-12,1	60 178	73 006	-21,3	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 714	98,4	53 618	63 929	-19,2	39 568	53 449	-35,1	
Technicien en administration 3	89	90,8	59 300	72 482	-22,2	41 804	56 207	-34,5	
Techn. documentation 1-2	684	94,5	53 273	59 325	-11,4	40 198	44 597	-10,9	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	99,1	61 116	65 005	-6,4	42 097	47 121	-11,9	
Techn. laboratoire 3	509	100,0	64 420	70 067	-8,8	42 997	54 438	-26,6	
Technicien en droit 1-2	519	98,8	52 013	69 722	-34,0	36 654	57 650	-57,3	
Technicien en droit 3	21	100,0	56 761	75 578	-33,2	40 014	58 298	-45,7	
Technicien génie 1-2	1 612	88,1	56 137	76 887	-37,0	39 986	55 367	-38,5	
Techn. informatique 1-2	1 968	94,7	55 101	65 259	-18,4	40 231	47 939	-19,2	
Techn. informatique 3	1 091	100,0	61 317	70 795	-15,5	42 211	57 023	-35,1	
Technicien en loisir 1-2	492	95,7	53 054	70 959	-33,7	40 599	51 283	-26,3	
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	100,0	61 382	77 703	-26,6	42 224	51 862	-22,8	
Moyenne	...	97,2	55 862	67 010	-20,0	40 311	52 437	-30,1	
Employés de bureau									
Magasinier 1	170	74,6	36 928	59 885	-62,2	36 033	46 886	-30,1	
Magasinier 2	1 000	31,9	40 873	54 242	-32,7	37 472	43 489	-16,1	
Magasinier 3	27	57,8	46 151	79 616	-72,5	38 864	62 071	-59,7	
Op. duplicateur 1-2	66	80,0	39 357	57 506	-46,1	36 891	44 457	-20,5	
Personnel soutien adm. 1	4 758	95,5	39 056	46 746	-19,7	36 778	35 939	2,3	
Personnel soutien adm. 2	6 218	97,3	42 740	53 343	-24,8	38 121	44 641	-17,1	
Personnel soutien adm. 3	2 407	97,9	45 927	59 496	-29,5	38 662	53 016	-37,1	
Personnel secrétariat 1	1 474	96,8	40 401	52 366	-29,6	37 348	41 243	-10,4	
Personnel secrétariat 2	8 597	91,7	44 140	56 605	-28,2	37 539	43 256	-15,2	
Préposé aux renseign. 2	942	97,9	47 648	52 557	-10,3	35 978	40 937	-13,8	
Préposé aux renseign. 3	25	100,0	52 013	62 809	-20,8	36 654	49 908	-36,2	
Préposé télécomm. 1-2	167	79,6	53 021	60 483	-14,1	41 421	48 973	-18,2	
Préposé télécomm. 3	41	92,9	56 500	69 413	-22,9	41 225	52 959	-28,5	
Téléphoniste-récept. 2	156	88,2	36 928	47 204	-27,8	36 033	37 772	-4,8	
Acheteur 2	214	100,0	44 780	61 493	-37,3	38 472	46 585	-21,1	
Moyenne	...	92,4	42 851	54 062	-26,2	37 604	43 121	-14,7	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
51,6	68,5	91,4	95,2	Professionnels
72,2	89,0	91,6	97,6	Professionnel communic. 1
84,3	93,5	95,6	99,1	Professionnel communic. 2
43,7	74,2	90,1	93,0	Professionnel communic. 3
78,4	75,4	94,2	92,7	Professionnel gest. fin. 1
59,8	92,3	88,9	98,1	Professionnel gest. fin. 2
51,7	66,9	91,3	92,6	Professionnel gest. fin. 3
67,3	89,2	89,7	97,0	Analyste proc. adm./inform. 1
78,7	92,4	93,6	98,2	Analyste proc. adm./inform. 2
49,2	55,0	93,4	94,3	Analyste proc. adm./inform. 3
62,5	84,2	86,8	96,4	Ingénieur 1
91,3	93,8	97,8	99,1	Ingénieur 2
53,2	81,3	85,9	96,5	Ingénieur 3
61,3	76,8	91,5	94,4	Professionnel sc. phys. 2
58,8	72,8	86,1	91,2	Avocat et notaire 1
67,6	86,0	90,3	96,5	Avocat et notaire 2
				Moyenne
				Techniciens
84,1	88,1	95,8	98,0	Technicien en administration 1-2
97,2	100,7	99,2	100,2	Technicien en administration 3
81,2	91,1	95,4	97,8	Techn. documentation 1-2
86,6	93,6	95,8	98,2	Techn. laboratoire 1-2
94,2	97,9	98,1	99,5	Techn. laboratoire 3
75,6 *	76,1 *	92,8	95,9	Technicien en droit 1-2
105,6	103,1	101,7	100,7	Technicien en droit 3
63,1	92,0	89,4	97,8	Technicien génie 1-2
82,3	93,7	95,2	98,3	Techn. informatique 1-2
89,3	98,5	96,7	99,7	Techn. informatique 3
80,3	93,7	95,4	98,2	Technicien en loisir 1-2
41,1	93,4	81,6	97,8	Techn. hygiène du trav. 1-2
81,0	90,7	94,7	98,1	Moyenne
				Employés de bureau
0,0	95,7	97,6	99,1	Magasinier 1
62,9	98,3	96,9	99,7	Magasinier 2
121,5	89,1	103,4	97,6	Magasinier 3
69,2	100,0	98,1	100,0	Op. duplicateur 1-2
62,3	96,2	97,8	99,1	Personnel soutien adm. 1
88,0	92,3	98,7 *	98,7 *	Personnel soutien adm. 2
102,9	86,1	100,5	98,5	Personnel soutien adm. 3
65,0	86,6	97,4 *	97,2 *	Personnel secrétariat 1
93,6	96,6	99,0 *	99,2 *	Personnel secrétariat 2
85,9	94,5	96,6	98,8	Préposé aux renseign. 2
100,0	84,3	100,0	96,8	Préposé aux renseign. 3
58,9	90,6	91,0	98,2	Préposé télécomm. 1-2
76,1	100,2	93,5	100,0	Préposé télécomm. 3
33,9	95,3	98,4 *	99,1 *	Téléphoniste-récept. 2
105,7	86,3	100,8	96,7	Acheteur 2
83,6	93,7	98,6	98,8	Moyenne

Annexe A-4

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	\$	%	\$	\$	%
Professionnels									
Professionnel communic. 2	831	99,2	80 703	91 121	-12,9	56 464	65 076	-15,3	
Professionnel gest. fin. 2	424	98,8	76 266	98 987	-29,8	55 956	66 865	-19,5	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	99,0	83 271	99 068	-19,0	57 087	63 704	-11,6	
Ingénieur 2	710	100,0	95 301	100 261	-5,2	61 709	65 822	-6,7	
Ingénieur 3	418	100,0	106 424	109 843	-3,2	79 033	84 013	-6,3	
Avocat et notaire 2	569	85,2	114 066	117 072	-2,6	75 555	73 989	2,1	
Moyenne	...	97,9	86 413	100 329	-16,1	59 991	68 975	-15,0	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 714	93,2	53 618	66 407	-23,9	39 568	49 643	-25,5	
Technicien en administration 3	89	96,7	59 300	83 228	-40,4	41 804	62 496	-49,5	
Techn. documentation 1-2	684	85,0	53 273	61 129	-14,7	40 198	47 678	-18,6	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	92,5	61 116	62 778	-2,7	42 097	46 884	-11,4	
Technicien en droit 1-2	519	95,4	52 013	65 142	-25,2	36 654	49 590	-35,3	
Technicien génie 1-2	1 612	76,4	56 137	75 815	-35,1	39 986	55 880	-39,8	
Technicien génie 3	232	76,1	61 618	91 096	-47,8	43 440	64 917	-49,4	
Techn. informatique 1-2	1 968	87,0	55 101	70 761	-28,4	40 231	52 044	-29,4	
Techn. informatique 3	1 091	100,0	61 317	83 188	-35,7	42 211	64 597	-53,0	
Technicien en loisirs 1-2	492	97,0	53 054	71 512	-34,8	40 599	51 417	-26,6	
Moyenne	...	91,3	55 626	69 250	-24,5	40 237	51 471	-27,9	
Employés de bureau									
Magasinier 1	170	95,6	36 928	60 760	-64,5	36 033	46 112	-28,0	
Magasinier 2	1 000	75,8	40 873	63 003	-54,1	37 472	47 862	-27,7	
Personnel soutien adm. 1	4 758	93,7	39 056	48 142	-23,3	36 778	35 872	2,5	
Personnel soutien adm. 2	6 218	90,2	42 740	56 602	-32,4	38 121	41 218	-8,1	
Personnel soutien adm. 3	2 407	93,0	45 927	64 595	-40,6	38 662	46 761	-20,9	
Personnel secrétariat 1	1 474	87,2	40 401	54 775	-35,6	37 348	41 834	-12,0	
Personnel secrétariat 2	8 597	84,0	44 140	57 679	-30,7	37 539	43 163	-15,0	
Préposé aux renseign. 2	942	98,7	47 648	59 601	-25,1	35 978	43 657	-21,3	
Préposé aux renseign. 3	25	100,0	52 013	67 012	-28,8	36 654	46 047	-25,6	
Préposé télécomm. 1-2	167	100,0	53 021	61 150	-15,3	41 421	45 491	-9,8	
Téléphoniste-récept. 2	156	77,6	36 928	49 163	-33,1	36 033	36 972	-2,6	
Moyenne	...	89,0	42 851	56 659	-32,2	37 604	42 048	-11,8	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
72,2	88,8	91,6	96,8	Professionnels
78,4	88,7	94,2	96,3	Professionnel communic. 2
67,3	92,3	89,7	97,2	Professionnel gest. fin. 2
62,5	86,3	86,8	95,3	Analyste proc. adm./inform. 2
91,3	93,6	97,8	98,5	Ingénieur 2
58,8	78,4	86,1	92,0	Ingénieur 3
67,6	89,1	90,2	96,9	Avocat et notaire 2
				Moyenne
84,1	93,4	95,8	98,3	Techniciens
97,2	105,5	99,2	101,4	Technicien en administration 1-2
81,2	96,7	95,4	99,3	Technicien en administration 3
86,6	98,6	95,8	99,7	Techn. documentation 1-2
75,6	89,5	92,8	97,5	Techn. laboratoire 1-2
63,1	91,7	89,4	97,8	Technicien en droit 1-2
80,9	98,0	94,4	99,4	Technicien génie 1-2
82,3	97,1	95,2	99,2	Technicien génie 3
89,3	100,0	96,7	100,0	Techn. informatique 1-2
80,3	93,9	95,4	98,3	Techn. informatique 3
80,7	94,8	94,6	98,7	Technicien en loisir 1-2
				Moyenne
0,0	86,7	97,6 *	96,8 *	Employés de bureau
62,9	97,9	96,9	99,5	Magasinier 1
62,3	96,1	97,8	99,0	Magasinier 2
88,0	91,2	98,7	97,6	Personnel soutien adm. 1
102,9	96,9	100,5	99,1	Personnel soutien adm. 2
65,0	95,8	97,4	99,0	Personnel soutien adm. 3
93,6	95,0	99,0	98,7	Personnel secrétariat 1
85,9	98,4	96,6	99,6	Personnel secrétariat 2
100,0	94,4	100,0	98,2	Préposé aux renseign. 2
58,9	91,3	91,0	97,8	Préposé aux renseign. 3
33,9	97,0	98,4	99,3	Préposé télécomm. 1-2
83,6	94,9	98,6 *	98,7 *	Téléphoniste-récept. 2
				Moyenne

Annexe A-5

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
					Écarts			Écarts	
			Marché	Adm. québ.		Marché	Adm. québ.		
			%	\$	%	\$		%	
Professionnels									
Professionnel communic. 1	59	100,0	54 729	59 968	-9,6	45 024	48 164	-7,0	
Professionnel communic. 2	831	100,0	80 703	89 569	-11,0	56 464	61 851	-9,5	
Professionnel communic. 3	117	100,0	93 433	111 342	-19,2	67 230	80 043	-19,1	
Professionnel gest. fin. 2	424	100,0	76 266	87 072	-14,2	55 956	61 171	-9,3	
Analyste proc. adm./inform. 1	332	100,0	55 237	59 729	-8,1	45 277	47 485	-4,9	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	99,8	83 271	90 716	-8,9	57 087	65 081	-14,0	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	100,0	92 705	107 212	-15,6	64 936	76 743	-18,2	
Ingénieur 2	710	100,0	95 301	115 904	-21,6	61 709	89 798	-45,5	
Professionnel sc. phys. 2	493	100,0	93 404	107 044	-14,6	65 193	81 229	-24,6	
Avocat et notaire 2	569	100,0	114 066	120 135	-5,3	75 555	76 525	-1,3	
Moyenne	...	97,9	86 541	97 318	-12,5	60 304	71 198	-18,1	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 714	97,8	53 618	65 567	-22,3	39 568	48 735	-23,2	
Technicien en administration 3	89	84,3	59 300	68 077	-14,8	41 804	52 077	-24,6	
Techn. documentation 1-2	684	99,2	53 273	53 673	-0,7 *	40 198	37 281	7,3	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	100,0	61 116	64 746	-5,9	42 097	43 064	-2,3 *	
Techn. laboratoire 3	509	100,0	64 420	70 141	-8,9	42 997	54 619	-27,0	
Technicien en droit 1-2	519	100,0	52 013	59 353	-14,1	36 654	42 648	-16,4	
Technicien génie 1-2	1 612	89,7	56 137	80 912	-44,1	39 986	51 685	-29,3	
Techn. informatique 1-2	1 968	99,2	55 101	62 073	-12,7	40 231	45 124	-12,2	
Techn. informatique 3	1 091	100,0	61 317	69 436	-13,2	42 211	54 550	-29,2	
Moyenne	...	97,8	55 769	66 596	-19,4	40 230	48 007	-19,3	
Employés de bureau									
Magasinier 2	1 000	32,6	40 873	50 552	-23,7	37 472	41 951	-12,0	
Magasinier 3	27	100,0	46 151	81 516	-76,6	38 864	60 396	-55,4	
Personnel soutien adm. 1	4 758	98,6	39 056	43 996	-12,7	36 778	35 523	3,4 *	
Personnel soutien adm. 2	6 218	96,6	42 740	52 497	-22,8	38 121	42 541	-11,6	
Personnel soutien adm. 3	2 407	83,0	45 927	52 137	-13,5	38 662	45 258	-17,1	
Personnel secrétariat 1	1 474	100,0	40 401	50 594	-25,2	37 348	41 715	-11,7	
Personnel secrétariat 2	8 597	93,6	44 140	55 749	-26,3	37 539	42 743	-13,9	
Préposé aux renseign. 2	942	96,9	47 648	48 981	-2,8 *	35 978	39 406	-9,5	
Préposé aux renseign. 3	25	100,0	52 013	63 243	-21,6	36 654	50 846	-38,7	
Téléphoniste-récept. 2	156	86,4	36 928	40 555	-9,8	36 033	30 601	15,1	
Moyenne	...	92,1	42 851	52 318	-22,1	37 604	41 647	-10,7	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
51,6	73,1	91,4	94,7	Professionnels
72,2	91,1	91,6	97,2	Professionnel communic. 1
84,3	96,7	95,6	99,1	Professionnel communic. 2
78,4	70,2	94,2	91,1	Professionnel communic. 3
51,7	74,1	91,3	94,7	Professionnel gest. fin. 2
67,3	92,1	89,7	97,8	Analyste proc. adm./inform. 1
78,7	99,7	93,6	99,9	Analyste proc. adm./inform. 2
62,5	83,2	86,8	96,2	Analyste proc. adm./inform. 3
53,2	95,9	85,9	99,0	Ingénieur 2
58,8 *	58,1 *	86,1	84,8	Professionnel sc. phys. 2
				Avocat et notaire 2
68,3	89,7	90,5	97,1	Moyenne
				Techniciens
84,1	92,8	95,8	98,2	Technicien en administration 1-2
97,2 *	97,6 *	99,2 *	99,4 *	Technicien en administration 3
81,2	92,2	95,4	97,6	Techn. documentation 1-2
86,6	99,3	95,8	99,8	Techn. laboratoire 1-2
94,2	97,7	98,1	99,5	Techn. laboratoire 3
75,6 *	80,1 *	92,8 *	94,4 *	Technicien en droit 1-2
63,1	94,3	89,4	97,9	Technicien génie 1-2
82,3	91,3	95,2	97,6	Techn. informatique 1-2
89,3	98,2	96,7	99,6	Techn. informatique 3
82,5	93,6	95,2	98,3	Moyenne
				Employés de bureau
62,9	x	96,9	x	Magasinier 2
121,5	81,9	103,4	95,3	Magasinier 3
62,3	97,9	97,8	99,6	Personnel soutien adm. 1
88,0	98,3	98,7	99,7	Personnel soutien adm. 2
102,9	90,0	100,5	98,7	Personnel soutien adm. 3
65,0	118,4	97,4	103,2	Personnel secrétariat 1
93,6	103,0	99,0	100,7	Personnel secrétariat 2
85,9	89,4	96,6	97,9	Préposé aux renseign. 2
100,0	x	100,0	x	Préposé aux renseign. 3
33,9	112,8	98,4	103,1	Téléphoniste-récept. 2
83,6	100,0	98,6	100,1	Moyenne

Annexe A-6

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché		Écarts	Adm. québ.		Écarts
		%	\$	\$	%	\$	%	
Professionnels								
Professionnel communic. 2	831	97,1	80 703	87 083	-7,9	56 464	58 380	-3,4
Professionnel communic. 3	117	100,0	93 433	106 958	-14,5	67 230	79 777	-18,7
Professionnel gest. fin. 2	424	100,0	76 266	89 597	-17,5	55 956	59 092	-5,6
Professionnel gest. fin. 3	15	100,0	93 681	101 359	-8,2	67 876	70 618	-4,0 *
Analyste proc. adm./inform. 1	332	100,0	55 237	71 137	-28,8	45 277	50 784	-12,2
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	98,8	83 271	90 169	-8,3	57 087	60 619	-6,2
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	100,0	92 705	107 632	-16,1	64 936	76 128	-17,2
Ingénieur 2	710	100,0	95 301	90 802	4,7	61 709	64 296	-4,2 *
Professionnel sc. phys. 2	493	100,0	93 404	85 205	8,8	65 193	61 439	5,8
Avocat et notaire 2	569	100,0	114 066	112 426	1,4 *	75 555	75 974	-0,6 *
Moyenne	...	99,2	86 515	91 120	-5,3	60 095	63 108	-5,0
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	8 714	98,9	53 618	61 692	-15,1	39 568	45 498	-15,0
Technicien en administration 3	89	100,0	59 300	68 481	-15,5	41 804	57 326	-37,1
Techn. documentation 1-2	684	100,0	53 273	60 360	-13,3	40 198	44 359	-10,4
Techn. laboratoire 1-2	2 123	100,0	61 116	63 872	-4,5	42 097	47 323	-12,4
Techn. laboratoire 3	509	100,0	64 420	70 008	-8,7	42 997	54 294	-26,3
Technicien en droit 1-2	519	100,0	52 013	65 256	-25,5	36 654	46 193	-26,0
Technicien génie 1-2	1 612	99,7	56 137	64 001	-14,0	39 986	49 661	-24,2
Technicien génie 3	232	100,0	61 618	72 013	-16,9	43 440	61 343	-41,2
Techn. informatique 1-2	1 968	97,1	55 101	64 055	-16,2	40 231	47 497	-18,1
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	100,0	61 382	62 823	-2,3 *	42 224	43 825	-3,8 *
Moyenne	...	98,3	55 860	63 321	-13,4	40 311	47 572	-18,0
Employés de bureau								
Magasinier 2	1 000	100,0	40 873	48 569	-18,8	37 472	40 253	-7,4
Personnel soutien adm. 1	4 758	100,0	39 056	44 357	-13,6	36 778	37 673	-2,4
Personnel soutien adm. 2	6 218	100,0	42 740	52 275	-22,3	38 121	41 666	-9,3
Personnel soutien adm. 3	2 407	100,0	45 927	55 743	-21,4	38 662	46 128	-19,3
Personnel secrétariat 1	1 474	100,0	40 401	51 876	-28,4	37 348	40 912	-9,5
Personnel secrétariat 2	8 597	100,0	44 140	56 095	-27,1	37 539	43 738	-16,5
Préposé aux renseign. 2	942	100,0	47 648	46 643	2,1	35 978	39 392	-9,5
Téléphoniste-récept. 2	156	100,0	36 928	47 045	-27,4	36 033	39 996	-11,0
Moyenne	...	99,9	42 827	52 344	-22,2	37 597	42 144	-12,1

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
72,2	89,8	91,6	96,6	Professionnels
84,3 *	85,3 *	95,6 *	96,3 *	Professionnel communic. 2
78,4 *	77,6 *	94,2 *	92,4 *	Professionnel communic. 3
59,8	97,7	88,9	99,3	Professionnel gest. fin. 2
51,7	70,4	91,3 *	91,5 *	Professionnel gest. fin. 3
67,3	85,4	89,7	95,2	Analyste proc. adm./inform. 1
78,7 *	80,4 *	93,6 *	94,3 *	Analyste proc. adm./inform. 2
62,5	98,0	86,8	99,4	Analyste proc. adm./inform. 3
53,2	87,2	85,9	96,4	Ingénieur 2
58,8	86,1	86,1	95,5	Professionnel sc. phys. 2
				Avocat et notaire 2
67,6	86,5	90,3	95,8	Moyenne
				Techniciens
84,1 *	85,1 *	95,8 *	96,1 *	Technicien en administration 1-2
97,2	98,9	99,2	99,8	Technicien en administration 3
81,2 *	86,8 *	95,4 *	96,5 *	Techn. documentation 1-2
86,6 *	89,0 *	95,8	97,2	Techn. laboratoire 1-2
94,2	98,1	98,1	99,6	Techn. laboratoire 3
75,6	x	92,8	x	Technicien en droit 1-2
63,1	92,3	89,4	98,3	Technicien génie 1-2
80,9	98,4	94,4	99,8	Technicien génie 3
82,3	93,0	95,2	98,2	Techn. informatique 1-2
41,1	89,7	81,6	96,9	Techn. hygiène du trav. 1-2
81,0	88,6	94,7	97,0	Moyenne
				Employés de bureau
62,9	97,3	96,9	99,5	Magasinier 2
62,3	91,8	97,8 *	98,8 *	Personnel soutien adm. 1
88,0 *	86,2 *	98,7	97,2	Personnel soutien adm. 2
102,9	90,9	100,5	98,4	Personnel soutien adm. 3
65,0	77,4	97,4	95,2	Personnel secrétariat 1
93,6 *	93,5 *	99,0 *	98,6 *	Personnel secrétariat 2
85,9	99,1	96,6	99,9	Préposé aux renseign. 2
33,9	87,4	98,4 *	98,1 *	Téléphoniste-récept. 2
83,6	90,9	98,6 *	98,2 *	Moyenne

Annexe A-7

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2020
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ²	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	59	100,0	54 729	64 883	-18,6	45 024	60 169	-33,6	
Professionnel communic. 2	831	100,0	80 703	85 179	-5,5	56 464	78 799	-39,6	
Professionnel communic. 3	117	100,0	93 433	101 349	-8,5	67 230	93 948	-39,7	
Professionnel gest. fin. 1	62	100,0	54 579	80 603	-47,7	44 945	57 485	-27,9	
Professionnel gest. fin. 2	424	100,0	76 266	94 915	-24,5	55 956	69 998	-25,1	
Professionnel gest. fin. 3	15	100,0	93 681	115 239	-23,0	67 876	89 621	-32,0	
Analyste proc. adm./inform. 1	332	100,0	55 237	73 301	-32,7	45 277	56 920	-25,7	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	100,0	83 271	86 181	-3,5	57 087	70 432	-23,4	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	100,0	92 705	103 297	-11,4	64 936	83 142	-28,0	
Ingénieur 1	193	100,0	54 857	80 354	-46,5	47 690	70 300	-47,4	
Ingénieur 2	710	100,0	95 301	115 231	-20,9	61 709	98 070	-58,9	
Ingénieur 3	418	100,0	106 424	135 357	-27,2	79 033	115 782	-46,5	
Professionnel sc. phys. 1	41	100,0	58 017	73 887	-27,4	46 858	60 826	-29,8	
Professionnel sc. phys. 2	493	100,0	93 404	95 796	-2,6	65 193	79 621	-22,1	
Professionnel sc. phys. 3	115	100,0	97 871	118 716	-21,3	71 696	101 026	-40,9	
Avocat et notaire 1	75	100,0	72 443	110 354	-52,3	56 583	80 005	-41,4	
Avocat et notaire 2	569	100,0	114 066	153 800	-34,8	75 555	111 505	-47,6	
Biologiste 2	207	100,0	88 320	96 107	-8,8	59 209	73 056	-23,4	
Biologiste 3	31	100,0	97 569	118 151	-21,1	70 920	99 429	-40,2	
Moyenne	...	100,0	86 536	96 523	-11,5	60 178	78 640	-30,7	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 714	100,0	53 618	63 195	-17,9	39 568	57 818	-46,1	
Techn. documentation 1-2	684	100,0	53 273	62 692	-17,7	40 198	53 933	-34,2	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	100,0	61 116	68 222	-11,6	42 097	56 080	-33,2	
Technicien en droit 1-2	519	100,0	52 013	75 420	-45,0	36 654	66 640	-81,8	
Technicien génie 1-2	1 612	100,0	56 137	80 027	-42,6	39 986	65 594	-64,0	
Technicien génie 3	232	100,0	61 618	92 134	-49,5	43 440	75 541	-73,9	
Moyenne	...	100,0	55 091	66 898	-21,4	39 965	58 947	-47,5	
Employés de bureau									
Personnel soutien adm. 2	6 218	100,0	42 740	53 113	-24,3	38 121	49 208	-29,1	
Personnel soutien adm. 3	2 407	100,0	45 927	59 633	-29,8	38 662	54 823	-41,8	
Personnel secrétariat 1	1 474	100,0	40 401	51 086	-26,4	37 348	47 385	-26,9	
Acheteur 2	214	100,0	44 780	60 248	-34,5	38 472	46 034	-19,7	
Moyenne	...	89,8	43 279	54 810	-26,6	38 162	49 963	-30,9	

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
51,6	82,6	91,4	98,7	Professionnels
72,2	81,2	91,6	98,6	Professionnel communic. 1
84,3	90,4	95,6	99,3	Professionnel communic. 2
43,7	71,5	90,1	91,8	Professionnel communic. 3
78,4	83,0	94,2	95,5	Professionnel gest. fin. 1
59,8	88,7	88,9	97,5	Professionnel gest. fin. 2
51,7	64,3	91,3	92,0	Professionnel gest. fin. 3
67,3	80,2	89,7	96,4	Analyste proc. adm./inform. 1
78,7	80,6	93,6	96,2	Analyste proc. adm./inform. 2
49,2	48,8	93,4	93,6	Analyste proc. adm./inform. 3
62,5	82,2	86,8	97,3	Ingénieur 1
91,3	89,1	97,8	98,4	Ingénieur 2
47,3	54,5	89,9	92,0	Ingénieur 3
53,2	76,8	85,9	96,1	Professionnel sc. phys. 1
75,5	87,0	93,4	98,1	Professionnel sc. phys. 2
61,3	78,7	91,5	94,1	Professionnel sc. phys. 3
58,8	82,5	86,1	95,2	Avocat et notaire 1
59,2	77,0	86,5	94,5	Avocat et notaire 2
71,5	80,6	92,2	96,9	Biologiste 2
67,6	79,7	90,3	96,3	Biologiste 3
				Moyenne
				Techniciens
84,1	80,6	95,8	98,4	Technicien en administration 1-2
81,2	89,5	95,4	98,5	Techn. documentation 1-2
86,6	74,8	95,8	95,5	Techn. laboratoire 1-2
75,6	62,5	92,8	95,6	Technicien en droit 1-2
63,1	83,4	89,4	97,0	Technicien génie 1-2
80,9	93,0	94,4	98,7	Technicien génie 3
81,5	79,9	94,9	97,7	Moyenne
				Employés de bureau
88,0	91,5	98,7	99,4	Personnel soutien adm. 2
102,9	79,9	100,5	98,4	Personnel soutien adm. 3
65,0	99,9	97,4	100,0	Personnel secrétariat 1
105,7	82,1	100,8	95,8	Acheteur 2
89,5	89,4	99,1	99,0	Moyenne

Annexe A-8

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	\$	%	\$	\$	%
Professionnels									
Professionnel communic. 1	59	100,0	54 729	64 575	-18,0	45 024	58 394	-29,7	
Professionnel communic. 2	831	99,6	80 703	87 643	-8,6	56 464	68 963	-22,1	
Professionnel communic. 3	117	100,0	93 433	102 887	-10,1	67 230	90 628	-34,8	
Professionnel gest. fin. 2	424	99,9	76 266	89 606	-17,5	55 956	63 175	-12,9	
Professionnel gest. fin. 3	15	100,0	93 681	108 324	-15,6	67 876	81 707	-20,4	
Analyste proc. adm./inform. 1	332	100,0	55 237	69 740	-26,3	45 277	54 318	-20,0	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	99,8	83 271	89 630	-7,6	57 087	65 219	-14,2	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	100,0	92 705	105 556	-13,9	64 936	80 068	-23,3	
Ingénieur 2	710	100,0	95 301	112 601	-18,2	61 709	86 874	-40,8	
Ingénieur 3	418	100,0	106 424	129 576	-21,8	79 033	111 871	-41,5	
Professionnel sc. phys. 1	41	100,0	58 017	73 887	-27,4	46 858	60 826	-29,8	
Professionnel sc. phys. 2	493	72,6	93 404	97 332	-4,2	65 193	79 181	-21,5	
Avocat et notaire 1	75	100,0	72 443	91 487	-26,3	56 583	69 338	-22,5	
Avocat et notaire 2	569	96,3	114 066	134 460	-17,9	75 555	91 491	-21,1	
Moyenne	...	96,6	86 536	96 734	-11,8	60 178	73 033	-21,4	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 714	96,4	53 618	63 344	-18,1	39 568	53 258	-34,6	
Technicien en administration 3	89	86,1	59 300	70 247	-18,5	41 804	53 402	-27,7	
Techn. documentation 1-2	684	94,8	53 273	60 567	-13,7	40 198	44 727	-11,3	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	32,1	61 116	66 712	-9,2	42 097	49 525	-17,6	
Techn. laboratoire 3	509	95,3	64 420	69 918	-8,5	42 997	54 351	-26,4	
Technicien en droit 1-2	519	98,8	52 013	69 980	-34,5	36 654	58 206	-58,8	
Technicien génie 1-2	1 612	67,6	56 137	78 976	-40,7	39 986	53 373	-33,5	
Techn. informatique 1-2	1 968	94,6	55 101	66 596	-20,9	40 231	48 647	-20,9	
Techn. informatique 3	1 091	99,3	61 317	68 527	-11,8	42 211	55 010	-30,3	
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	53,7	61 382	82 939	-35,1	42 224	62 839	-48,8	
Moyenne	...	84,9	55 862	67 084	-20,1	40 311	52 607	-30,5	
Employés de bureau									
Magasinier 1	170	73,8	36 928	59 135	-60,1	36 033	40 418	-12,2	
Magasinier 2	1 000	37,2	40 873	61 918	-51,5	37 472	48 714	-30,0	
Personnel soutien adm. 1	4 758	85,6	39 056	46 835	-19,9	36 778	36 094	1,9	
Personnel soutien adm. 2	6 218	91,4	42 740	53 411	-25,0	38 121	43 819	-14,9	
Personnel soutien adm. 3	2 407	97,1	45 927	59 730	-30,1	38 662	53 115	-37,4	
Personnel secrétariat 1	1 474	96,9	40 401	52 958	-31,1	37 348	42 074	-12,7	
Personnel secrétariat 2	8 597	90,2	44 140	55 474	-25,7	37 539	42 981	-14,5	
Préposé aux renseign. 2	942	95,8	47 648	54 428	-14,2	35 978	41 963	-16,6	
Préposé aux renseign. 3	25	100,0	52 013	67 344	-29,5	36 654	52 227	-42,5	
Préposé télécomm. 1-2	167	63,5	53 021	60 483	-14,1	41 421	48 973	-18,2	
Téléphoniste-récept. 2	156	40,4	36 928	49 059	-32,9	36 033	39 510	-9,6	
Acheteur 2	214	100,0	44 780	61 651	-37,7	38 472	47 193	-22,7	
Moyenne	...	88,2	42 851	54 149	-26,4	37 604	43 146	-14,7	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
51,6	79,9	91,4	98,1	Professionnels
72,2	89,9	91,6	97,9	Professionnel communic. 1
84,3	93,7	95,6	99,3	Professionnel communic. 2
78,4	73,9	94,2	92,3	Professionnel communic. 3
59,8	91,6	88,9	97,9	Professionnel gest. fin. 2
51,7	66,8	91,3	92,7	Professionnel gest. fin. 3
67,3	87,0	89,7	96,5	Analyste proc. adm./inform. 1
78,7	91,3	93,6	97,9	Analyste proc. adm./inform. 2
62,5	84,4	86,8	96,4	Analyste proc. adm./inform. 3
91,3	93,7	97,8	99,1	Ingénieur 2
47,3	54,5	89,9	92,0	Ingénieur 3
53,2	81,0	85,9	96,5	Professionnel sc. phys. 1
61,3	76,7	91,5	94,4	Professionnel sc. phys. 2
58,8	71,8	86,1	91,0	Avocat et notaire 1
				Avocat et notaire 2
67,6	84,8	90,3	96,2	Moyenne
				Techniciens
84,1	89,1	95,8	98,3	Technicien en administration 1-2
97,2 *	97,3 *	99,2	99,4	Technicien en administration 3
81,2	91,5	95,4	97,8	Techn. documentation 1-2
86,6	93,4	95,8	98,3	Techn. laboratoire 1-2
94,2	98,8	98,1	99,7	Techn. laboratoire 3
75,6 *	75,5 *	92,8	95,9	Technicien en droit 1-2
63,1	94,2	89,4	98,1	Technicien génie 1-2
82,3	90,3	95,2	97,4	Techn. informatique 1-2
89,3	97,4	96,7	99,5	Techn. informatique 3
41,1	92,5	81,6	98,2	Techn. hygiène du trav. 1-2
81,0	90,7	94,7	98,1	Moyenne
				Employés de bureau
0,0	96,7	97,6	98,9	Magasinier 1
62,9	90,3	96,9 *	97,9 *	Magasinier 2
62,3	95,8	97,8	99,0	Personnel soutien adm. 1
88,0	91,5	98,7 *	98,5 *	Personnel soutien adm. 2
102,9	86,7	100,5	98,5	Personnel soutien adm. 3
65,0	84,9	97,4 *	96,9 *	Personnel secrétariat 1
93,6	95,4	99,0 *	99,0 *	Personnel secrétariat 2
85,9 *	85,2 *	96,6 *	96,6 *	Préposé aux renseign. 2
100,0	91,9	100,0	98,2	Préposé aux renseign. 3
58,9	90,6	91,0	98,2	Préposé télécomm. 1-2
33,9	93,6	98,4 *	98,7 *	Téléphoniste-récept. 2
105,7	85,5	100,8	96,6	Acheteur 2
83,6	92,4	98,6 *	98,5 *	Moyenne

Annexe A-9

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	\$	%	\$	\$	%
Professionnels									
Professionnel communic. 1	59	75,7	54 729	57 691	-5,4 *	45 024	43 889	2,5 *	
Professionnel communic. 2	831	84,8	80 703	85 202	-5,6	56 464	64 101	-13,5	
Professionnel communic. 3	117	95,5	93 433	116 153	-24,3	67 230	87 113	-29,6	
Professionnel gest. fin. 1	62	91,1	54 579	75 388	-38,1	44 945	53 487	-19,0	
Professionnel gest. fin. 2	424	79,2	76 266	86 878	-13,9	55 956	63 909	-14,2	
Professionnel gest. fin. 3	15	82,9	93 681	115 448	-23,2	67 876	86 380	-27,3	
Analyste proc. adm./inform. 1	332	95,9	55 237	74 290	-34,5	45 277	55 550	-22,7	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	71,2	83 271	89 635	-7,6	57 087	67 963	-19,1	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	87,1	92 705	110 868	-19,6	64 936	85 081	-31,0	
Ingénieur 1	193	87,8	54 857	66 359	-21,0	47 690	52 332	-9,7	
Ingénieur 2	710	87,7	95 301	91 634	3,8 *	61 709	69 939	-13,3	
Ingénieur 3	418	93,2	106 424	120 494	-13,2	79 033	92 546	-17,1	
Professionnel sc. phys. 1	41	62,3	58 017	58 584	-1,0 *	46 858	43 942	6,2 *	
Professionnel sc. phys. 2	493	67,6	93 404	80 442	13,9	65 193	61 231	6,1 *	
Professionnel sc. phys. 3	115	96,5	97 871	106 003	-8,3	71 696	81 043	-13,0	
Avocat et notaire 1	75	100,0	72 443	95 852	-32,3	56 583	68 887	-21,7	
Avocat et notaire 2	569	80,6	114 066	111 317	2,4 *	75 555	82 060	-8,6	
Biologiste 2	207	98,0	88 320	80 577	8,8	59 209	60 321	-1,9 *	
Moyenne	...	80,3	86 482	92 490	-6,9	60 153	70 080	-16,5	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	8 714	65,6	53 618	59 887	-11,7	39 568	44 691	-12,9	
Technicien en administration 3	89	61,0	59 300	77 203	-30,2	41 804	58 767	-40,6	
Techn. documentation 1-2	684	66,7	53 273	66 936	-25,6	40 198	48 310	-20,2	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	73,8	61 116	59 127	3,3 *	42 097	45 056	-7,0 *	
Techn. laboratoire 3	509	91,0	64 420	72 223	-12,1 *	42 997	54 206	-26,1	
Technicien en droit 1-2	519	80,1	52 013	77 773	-49,5	36 654	55 340	-51,0	
Technicien en droit 3	21	88,9	56 761	110 955	-95,5	40 014	76 152	-90,3	
Technicien génie 1-2	1 612	88,2	56 137	69 876	-24,5	39 986	55 388	-38,5	
Technicien génie 3	232	90,9	61 618	95 215	-54,5	43 440	74 548	-71,6	
Techn. informatique 1-2	1 968	43,0	55 101	61 959	-12,4	40 231	47 032	-16,9	
Techn. informatique 3	1 091	80,2	61 317	80 909	-32,0	42 211	63 005	-49,3	
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	54,2	61 382	68 094	-10,9 *	42 224	52 800	-25,0	
Moyenne	...	65,7	55 965	64 258	-14,8	40 300	48 554	-20,5	
Employés de bureau									
Magasinier 1	170	66,5	36 928	36 123	2,2 *	36 033	26 858	25,5	
Magasinier 2	1 000	52,7	40 873	51 573	-26,2	37 472	37 546	-0,2 *	
Magasinier 3	27	82,4	46 151	67 156	-45,5	38 864	52 334	-34,7	
Personnel soutien adm. 1	4 758	63,6	39 056	41 553	-6,4	36 778	30 934	15,9	
Personnel soutien adm. 2	6 218	48,8	42 740	47 609	-11,4	38 121	35 986	5,6	
Personnel soutien adm. 3	2 407	71,9	45 927	50 533	-10,0	38 662	39 998	-3,5 *	
Personnel secrétariat 1	1 474	68,9	40 401	49 587	-22,7	37 348	38 020	-1,8 *	
Personnel secrétariat 2	8 597	81,0	44 140	54 385	-23,2	37 539	41 088	-9,5	
Préposé aux renseign. 2	942	57,1	47 648	49 416	-3,7 *	35 978	34 827	3,2 *	
Préposé aux renseign. 3	25	65,6	52 013	60 405	-16,1	36 654	46 728	-27,5	
Préposé télécomm. 1-2	167	2,2	53 021	53 229	-0,4 *	41 421	44 472	-7,4 *	
Téléphoniste-récept. 2	156	45,2	36 928	40 704	-10,2	36 033	30 527	15,3	
Acheteur 2	214	42,9	44 780	51 485	-15,0 *	38 472	39 078	-1,6 *	
Moyenne	...	64,8	42 860	49 406	-15,3	37 606	37 338	0,7 *	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
51,6	68,0	91,4 *	92,3 *	Professionnels
72,2 *	64,8 *	91,6 *	91,3 *	Professionnel communic. 1
84,3 *	97,9 *	95,6 *	99,5 *	Professionnel communic. 2
43,7 *	39,0 *	90,1	82,3	Professionnel communic. 3
78,4 *	73,8 *	94,2 *	93,1 *	Professionnel gest. fin. 1
59,8	84,6	88,9	96,1	Professionnel gest. fin. 2
51,7	64,4	91,3 *	91,0 *	Professionnel gest. fin. 3
67,3	86,3	89,7	96,7	Analyste proc. adm./inform. 1
78,7	95,2	93,6	98,9	Analyste proc. adm./inform. 2
49,2	73,1	93,4 *	94,3 *	Analyste proc. adm./inform. 3
62,5	85,9	86,8	96,7	Ingénieur 1
91,3 *	86,8 *	97,8 *	96,9 *	Ingénieur 2
47,3	80,5	89,9	95,1	Ingénieur 3
53,2	98,9	85,9	99,7	Professionnel sc. phys. 1
75,5 *	81,3 *	93,4 *	95,6 *	Professionnel sc. phys. 2
61,3 *	57,9 *	91,5 *	88,1 *	Professionnel sc. phys. 3
58,8	83,4	86,1	95,6	Avocat et notaire 1
59,2	x	86,5	x	Avocat et notaire 2
67,6	83,0	90,3	95,9	Biologiste 2
				Moyenne
84,1 *	84,2 *	95,8 *	96,0 *	Techniciens
97,2	79,5	99,2	95,1	Technicien en administration 1-2
81,2 *	60,0 *	95,4	88,9	Technicien en administration 3
86,6 *	98,5 *	95,8 *	99,6 *	Techn. documentation 1-2
94,2 *	92,1 *	98,1 *	98,0 *	Techn. laboratoire 1-2
75,6 *	81,0 *	92,8 *	94,5 *	Techn. laboratoire 3
105,6	115,6	101,7	104,9	Technicien en droit 1-2
63,1	76,3	89,4	95,1	Technicien en droit 3
80,9 *	78,5 *	94,4 *	95,3 *	Technicien génie 1-2
82,3 *	70,2 *	95,2 *	92,8 *	Technicien génie 3
89,3 *	98,8 *	96,7 *	99,7 *	Techn. informatique 1-2
41,1	84,9	81,6	96,6	Techn. informatique 3
81,1 *	83,7 *	94,7 *	96,0 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
				Moyenne
0,0	59,8	97,6	89,7	Employés de bureau
62,9 *	79,8 *	96,9 *	94,5 *	Magasinier 1
121,5	81,5	103,4	95,9	Magasinier 2
62,3	96,0	97,8 *	99,0 *	Magasinier 3
88,0 *	82,2 *	98,7	95,7	Personnel soutien adm. 1
102,9	74,7	100,5	94,7	Personnel soutien adm. 2
65,0	110,7	97,4 *	102,5 *	Personnel soutien adm. 3
93,6	106,5	99,0	101,6	Personnel secrétariat 1
85,9 *	59,7 *	96,6 *	88,1 *	Personnel secrétariat 2
100,0	40,7	100,0	86,6	Préposé aux renseign. 2
58,9 *	68,4 *	91,0 *	94,8 *	Préposé aux renseign. 3
33,9	94,7	98,4 *	98,7 *	Préposé télécomm. 1-2
105,7 *	100,8 *	100,8 *	100,2 *	Téléphoniste-récept. 2
83,6	92,9	98,6 *	98,3 *	Acheteur 2
				Moyenne

Annexe A-10

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché		Écarts	Adm. québ.		Écarts
		%	\$	\$	%	\$	\$	%
Professionnels								
Professionnel communic. 2	831	92,5	80 703	92 426	-14,5	56 464	71 323	-26,3
Professionnel gest. fin. 2	424	100,0	76 266	90 240	-18,3	55 956	67 265	-20,2
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	99,7	83 271	84 718	-1,7 *	57 087	62 328	-9,2
Moyenne	...	92,6	86 539	92 985	-7,4	59 993	69 200	-15,3
Techniciens								
Technicien en administration 1-2								
Techn. documentation 1-2	684	98,9	53 273	69 591	-30,6	40 198	45 730	-13,8
Technicien génie 1-2	1 612	49,9	56 137	81 794	-45,7	39 986	50 207	-25,6
Techn. informatique 1-2	1 968	93,7	55 101	67 979	-23,4	40 231	49 418	-22,8
Moyenne	...	69,3	55 607	67 595	-21,6	40 229	50 339	-25,1
Employés de bureau								
Magasinier 1	170	73,2	36 928	58 585	-58,6	36 033	35 671	1,0 *
Magasinier 2	1 000	43,6	40 873	66 837	-63,5	37 472	52 045	-38,9
Personnel soutien adm. 1	4 758	47,2	39 056	47 734	-22,2	36 778	36 898	-0,3 *
Personnel soutien adm. 2	6 218	69,0	42 740	53 715	-25,7	38 121	39 029	-2,4 *
Personnel soutien adm. 3	2 407	73,6	45 927	68 506	-49,2	38 662	55 879	-44,5
Personnel secrétariat 1	1 474	100,0	40 401	57 531	-42,4	37 348	49 853	-33,5
Personnel secrétariat 2	8 597	87,6	44 140	52 717	-19,4	37 539	42 425	-13,0
Préposé aux renseign. 2	942	92,3	47 648	56 784	-19,2	35 978	43 302	-20,4
Téléphoniste-récept. 2	156	17,1	36 928	53 096	-43,8	36 033	43 379	-20,4
Moyenne	...	72,9	42 763	55 003	-28,6	37 574	42 971	-14,4

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
72,2	87,6	91,6	97,2	Professionnels
78,4 *	77,7 *	94,2 *	94,3 *	Professionnel communic. 2
67,3	76,8	89,7	93,9	Professionnel gest. fin. 2
				Analyste proc. adm./inform. 2
69,5	83,2	90,7	95,6	Moyenne
				Techniciens
81,2	x	95,4	x	Technicien en administration 1-2
63,1	96,7	89,4	98,7	Techn. documentation 1-2
82,3 *	85,9 *	95,2 *	96,2 *	Technicien génie 1-2
				Techn. informatique 1-2
80,6	89,0	94,6	97,3	Moyenne
				Employés de bureau
0,0	97,1	97,6	98,9	Magasinier 1
62,9 *	86,9 *	96,9 *	97,1 *	Magasinier 2
62,3	93,9	97,8 *	98,6 *	Personnel soutien adm. 1
88,0 *	89,4 *	98,7	97,0	Personnel soutien adm. 2
102,9	93,6	100,5	98,8	Personnel soutien adm. 3
65,0	97,4	97,4	99,7	Personnel secrétariat 1
93,6 *	87,3 *	99,0 *	97,5 *	Personnel secrétariat 2
85,9	70,0	96,6 *	92,9 *	Préposé aux renseign. 2
33,9	93,1	98,4 *	98,7 *	Téléphoniste-récept. 2
83,7	89,7	98,6	97,7	Moyenne

Annexe A-11

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché		Écarts	Adm. québ.		Écarts
		%	\$	%	\$	%	%	
Professionnels								
Professionnel communic. 1	59	73,3	54 729	55 876	-2,1 *	45 024	43 842	2,6 *
Professionnel communic. 2	831	81,7	80 703	83 960	-4,0 *	56 464	63 434	-12,3
Professionnel communic. 3	117	94,3	93 433	116 147	-24,3	67 230	87 531	-30,2
Professionnel gest. fin. 1	62	90,8	54 579	75 591	-38,5	44 945	53 674	-19,4
Professionnel gest. fin. 2	424	77,7	76 266	86 337	-13,2	55 956	63 714	-13,9
Professionnel gest. fin. 3	15	80,3	93 681	114 171	-21,9	67 876	86 361	-27,2
Analyste proc. adm./inform. 1	332	95,8	55 237	74 479	-34,8	45 277	55 735	-23,1
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	69,5	83 271	89 436	-7,4	57 087	68 151	-19,4
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	86,6	92 705	110 949	-19,7	64 936	85 254	-31,3
Ingénieur 2	710	87,6	95 301	91 558	3,9 *	61 709	69 866	-13,2
Ingénieur 3	418	93,2	106 424	120 539	-13,3	79 033	92 575	-17,1
Avocat et notaire 2	569	76,3	114 066	111 838	2,0 *	75 555	84 363	-11,7
Moyenne	...	79,0	86 482	92 333	-6,8	60 153	70 245	-16,8
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	8 714	63,0	53 618	59 097	-10,2	39 568	44 543	-12,6
Techn. documentation 1-2	684	61,6	53 273	68 936	-29,4	40 198	49 185	-22,4
Techn. laboratoire 1-2	2 123	73,8	61 116	59 127	3,3 *	42 097	45 056	-7,0 *
Technicien en droit 1-2	519	79,0	52 013	78 327	-50,6	36 654	55 867	-52,4
Technicien génie 1-2	1 612	88,2	56 137	69 893	-24,5	39 986	55 406	-38,6
Technicien génie 3	232	90,8	61 618	95 327	-54,7	43 440	74 653	-71,9
Techn. informatique 1-2	1 968	42,2	55 101	61 941	-12,4	40 231	47 041	-16,9
Techn. informatique 3	1 091	79,7	61 317	80 626	-31,5	42 211	62 886	-49,0
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	53,9	61 382	68 131	-11,0 *	42 224	52 960	-25,4
Moyenne	...	64,1	55 965	63 961	-14,3	40 300	48 531	-20,4
Employés de bureau								
Magasinier 1	170	66,5	36 928	36 123	2,2 *	36 033	26 858	25,5
Magasinier 2	1 000	51,2	40 873	51 560	-26,1	37 472	37 315	0,4 *
Personnel soutien adm. 1	4 758	62,9	39 056	41 384	-6,0 *	36 778	30 851	16,1
Personnel soutien adm. 2	6 218	47,8	42 740	47 387	-10,9	38 121	35 736	6,3
Personnel soutien adm. 3	2 407	71,4	45 927	50 316	-9,6	38 662	39 744	-2,8 *
Personnel secrétariat 1	1 474	67,8	40 401	49 637	-22,9	37 348	37 996	-1,7 *
Personnel secrétariat 2	8 597	78,9	44 140	53 367	-20,9	37 539	40 594	-8,1
Préposé aux renseign. 2	942	55,9	47 648	49 646	-4,2 *	35 978	34 721	3,5 *
Préposé aux renseign. 3	25	61,8	52 013	60 679	-16,7	36 654	46 924	-28,0
Téléphoniste-récept. 2	156	45,0	36 928	40 745	-10,3	36 033	30 549	15,2
Moyenne	...	63,5	42 860	48 889	-14,1	37 606	37 045	1,5 *

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
51,6 *	71,9 *	91,4 *	94,0 *	Professionnels
72,2	58,4	91,6 *	89,8 *	Professionnel communic. 1
84,3 *	99,2 *	95,6 *	99,8 *	Professionnel communic. 2
43,7 *	36,6 *	90,1	81,6	Professionnel communic. 3
78,4 *	72,5 *	94,2 *	92,8 *	Professionnel gest. fin. 1
59,8	81,0	88,9	95,4	Professionnel gest. fin. 2
51,7	64,1	91,3 *	91,0 *	Professionnel gest. fin. 3
67,3	85,5	89,7	96,5	Analyste proc. adm./inform. 1
78,7	94,6	93,6	98,7	Analyste proc. adm./inform. 2
62,5	86,0	86,8	96,7	Analyste proc. adm./inform. 3
91,3 *	86,7 *	97,8 *	96,9 *	Ingénieur 2
58,8 *	83,3 *	86,1	95,9	Ingénieur 3
67,6	82,1	90,3	95,7	Avocat et notaire 2
				Moyenne
84,1 *	84,1 *	95,8 *	96,1 *	Techniciens
81,2	49,3	95,4	85,5	Technicien en administration 1-2
86,6 *	98,5 *	95,8 *	99,6 *	Techn. documentation 1-2
75,6 *	81,4 *	92,8 *	94,7 *	Techn. laboratoire 1-2
63,1	76,1	89,4	95,0	Technicien en droit 1-2
80,9 *	78,2 *	94,4 *	95,3 *	Technicien génie 1-2
82,3 *	69,4 *	95,2 *	92,6 *	Technicien génie 3
89,3 *	98,8 *	96,7 *	99,7 *	Techn. informatique 1-2
41,1	84,6	81,6	96,6	Techn. informatique 3
81,1 *	83,2 *	94,7 *	95,9 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
				Moyenne
0,0	59,8	97,6	89,7	Employés de bureau
62,9 *	78,5 *	96,9 *	94,1 *	Magasinier 1
62,3	95,8	97,8 *	98,9 *	Magasinier 2
88,0 *	81,7 *	98,7	95,6	Personnel soutien adm. 1
102,9	74,8	100,5	94,7	Personnel soutien adm. 2
65,0	109,2	97,4 *	102,2 *	Personnel soutien adm. 3
93,6	108,2	99,0	102,0	Personnel secrétariat 1
85,9 *	58,7 *	96,6 *	87,6 *	Personnel secrétariat 2
100,0	41,3	100,0	86,7	Préposé aux renseignements 2
33,9	94,3	98,4 *	98,6 *	Préposé aux renseignements 3
83,6	93,1	98,6 *	98,3 *	Téléphoniste-récept. 2
				Moyenne

Annexe B-1

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2020

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	8,75	7,71	8,41	7,71	9,03	7,70	4,97	7,71	10,41	7,72	8,25
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,68	0,61	0,74	0,72	0,74	0,74	0,74 *	0,73 *	0,74	0,71	0,73	0,71
Régime de rentes du Québec	3,82	3,34	5,12	4,56	5,09	5,00	5,07	4,97	5,15	4,45	4,88	4,57
Assurance emploi	0,93	0,86	1,32	1,22	1,36	1,39	1,36	1,58	1,36	1,19	1,28 *	1,28 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,62	1,46	1,09	1,50	1,15	1,96 *	2,18 *	1,43	2,05	1,46	1,26
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,27	23,28	25,88 *	25,74 *	27,48 *	27,00 *	29,50	22,57	26,16	29,63	26,27	25,49
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,12	7,63	8,35	7,61	8,26	7,77	8,80	7,64	8,34 *	8,27 *	8,35	7,71
Jours fériés et congés mobiles	4,82	4,97	4,71	4,92	4,63	5,06	4,58 *	4,47 *	4,71	5,05	4,68	4,91
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,01	14,80	16,08	14,73	15,43	15,04	15,91	13,70	16,17	15,41	15,98	14,73
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,29 *	38,08 *	41,95	40,47	42,91 *	42,04 *	45,41	36,28	42,34	45,04	42,25	40,21

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-2

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé, en 2020

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	7,05	7,71	5,85	7,71	5,77	7,70	4,09	7,71 *	6,92 *	7,72	5,79
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,68	0,61	0,74	0,72	0,74	0,73	0,74	0,73	0,74	0,70	0,73	0,71
Régime de rentes du Québec	3,82	3,43	5,12	4,58	5,09	4,97	5,07	4,95	5,15	4,33	4,88	4,57
Assurance emploi	0,93	0,89	1,32	1,24	1,36	1,42	1,36	1,61	1,36	1,17	1,28	1,30
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,59	1,46	1,22	1,50	1,17	1,96	2,32	1,50	2,49	1,46 *	1,34 *
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,27 *	21,71 *	25,88	22,95	27,48	23,20	29,50	21,50	26,53 *	25,96 *	26,29	22,75
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,12	7,24	8,35	7,29	8,26	7,31	8,80	7,49	8,40 *	8,31 *	8,35	7,37
Jours fériés et congés mobiles	4,82 *	4,81 *	4,71	4,58	4,63 *	4,58 *	4,58	4,32	4,69 *	4,75 *	4,68 *	4,59 *
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,01	13,16	16,08	13,09	15,43	13,06	15,91	13,15	16,00	14,34	15,97	13,16
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,29	34,87	41,95	36,04	42,91	36,26	45,41	34,65	42,53	40,29	42,26	35,91

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-3

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « autre public », en 2020

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	11,87	7,71	12,90	7,71	13,35	7,70	10,44	7,71	16,00	7,72	12,66
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,68	0,60	0,74	0,73	0,74	0,74	0,74 *	0,74 *	0,74	0,73	0,73	0,71
Régime de rentes du Québec	3,82	3,22	5,12	4,53	5,09	5,04	5,07	5,09	5,15	4,57	4,88	4,59
Assurance emploi	0,93	0,84	1,32	1,18	1,36	1,35	1,36	1,40	1,36	1,18	1,28	1,22
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,68	1,46	0,96	1,50	1,10	1,96	1,16	1,43	1,48	1,46	1,02
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,27	26,20	25,88	30,50	27,48	31,96	29,50 *	30,13 *	26,16	35,35	26,27	30,51
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,12	8,22	8,35	8,17	8,26	8,40	8,80 *	8,83 *	8,34 *	8,22 *	8,35 *	8,37 *
Jours fériés et congés mobiles	4,82	5,28	4,71	5,44	4,63	5,71	4,58	5,39	4,71	5,32	4,68	5,50
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,01	17,47	16,08	17,44	15,43	17,59	15,91	17,84	16,17	17,17	15,98	17,55
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,28	43,67	41,95	47,94	42,91	49,55	45,41	47,97	42,34	52,52	42,25	48,06

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-4

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration municipale, en 2020

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	12,59	7,71	16,80	7,71	16,32	7,70	13,60	7,71	20,60	7,72	15,73
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,68	0,57	0,74	0,72	0,74	0,74	0,74 *	0,74 *	0,74	0,73	0,73	0,70
Régime de rentes du Québec	3,83	3,11	5,13	4,41	5,09	4,99	5,07 *	5,08 *	5,15	4,62	4,88	4,49
Assurance emploi	0,93	0,77	1,32	1,11	1,36	1,31	1,36	1,56	1,36	1,17	1,28	1,18
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	1,37	1,44	1,72	1,50	1,74	1,85	1,71	1,43	1,74	1,42	1,67
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,30	28,41	25,84	35,92	27,48	36,28	29,37	32,20	26,16	41,30	26,10	34,62
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,12	7,73	8,34	8,58	8,26	8,75	8,74	9,38	8,34 *	8,37 *	8,32	8,58
Jours fériés et congés mobiles	4,82	7,18	4,71	6,18	4,63	6,21	4,59	5,97	4,71	5,72	4,69	6,32
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,00	16,37	16,09	16,87	15,43	17,09	15,81	17,30	16,17	16,96	15,97	16,92
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,29	44,78	41,93	52,79	42,91	53,36	45,18	49,51	42,34	58,26	42,07	51,54

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-5

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2020

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite Assurances ^{1,2}	7,78	11,86	7,71	11,86	7,71	11,25	7,70	8,44	7,71	11,24	7,72	11,05
Assurance parentale du Québec	0,68	0,59	0,74	0,72	0,74	0,74	0,74 *	0,74 *	0,74	0,73	0,73	0,71
Régime de rentes du Québec	3,81	3,21	5,12	4,52	5,09	4,93	5,07	5,10	5,15	4,36	4,88	4,54
Assurance emploi	0,93	0,80	1,32	1,14	1,36	1,29	1,36 *	1,37 *	1,36	1,09	1,28	1,18
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,93	0,62	1,44	0,97	1,50	0,99	1,94	1,30	1,48 *	1,46 *	1,46	1,00
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,33	24,81	25,72	28,88	27,48	28,91	29,46	27,25	26,46	29,52	26,29	27,98
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,12 *	8,10 *	8,33	8,16	8,26 *	8,24 *	8,80	9,44	8,39	8,23	8,35	8,39
Jours fériés et congés mobiles	4,82	5,02	4,71	5,18	4,63	5,10	4,58	4,79	4,70 *	4,71 *	4,68	5,04
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	16,96	16,73	16,13	17,14	15,43	17,56	15,90	17,39	16,06	17,36	15,96	17,28
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,30	41,54	41,85	46,01	42,91	46,46	45,36	44,64	42,51	46,88	42,26	45,26

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-6

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur universitaire, en 2020

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	10,84	7,71	11,84	7,71	12,23	7,70	13,09	7,71	16,21	7,72	12,19
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,68	0,63	0,74	0,74	0,74 *	0,74 *	0,74 *	0,74 *	0,74 *	0,74 *	0,73	0,72
Régime de rentes du Québec	3,82	3,45	5,12	4,78	5,09	5,11	5,07	5,10	5,14	5,05	4,88	4,73
Assurance emploi	0,93	0,85	1,32	1,19	1,36	1,34	1,36	1,38	1,36	1,29	1,28	1,22
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,46	1,46	0,54	1,50	0,54	1,94	0,55	1,53	0,54	1,46	0,53
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,28	23,63	25,88	27,36	27,49 *	28,27 *	29,46 *	29,89 *	26,65	32,52	26,28	27,68
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,12	8,92	8,35	8,49	8,26	8,45	8,80	8,58	8,43 *	8,56 *	8,35	8,57
Jours fériés et congés mobiles	4,82	5,75	4,71	6,02	4,63	6,04	4,58	6,35	4,69	6,05	4,68	6,04
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,01 *	17,10 *	16,07	17,75	15,43	17,78	15,90	17,20	16,01	19,46	15,97	17,64
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,28	40,74	41,96	45,11	42,92	46,05	45,36	47,09	42,66	51,98	42,25	45,31

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-7

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2020

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,53	0,00	0,98	0,00	1,04	0,00	1,52	0,00	0,71	0,00	0,96	0,00
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	7,78	12,01	7,71	11,33	7,70	11,24	7,71	10,70	7,71	10,70	7,73	11,35
Assurance vie	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00
Assurance maladie	0,07	1,49	0,15	1,90	0,23	2,02	0,35	2,20	0,25	2,20	0,19	1,89
Assurance soins dentaires	0,00	1,85	0,00	1,85	0,00	1,85	0,00	1,85	0,00	1,85	0,00	1,85
Assurance soins optiques	0,00	0,04	0,00	0,05	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,05
Assurance salaire	1,95	0,00	3,60	0,00	4,91	0,00	6,40	0,00	4,05	0,00	4,00	0,00
Assurance invalidité de longue durée	0,02	1,97	0,09	1,97	0,28	1,97	0,37	1,97	0,26	1,97	0,17	1,97
Total des assurances ²	2,07	5,34	3,86	5,77	5,45	5,90	7,15	6,08	4,58	6,08	4,39	5,76
Compensation pour congés parentaux	0,29	0,89	0,28	1,34	0,18	1,28	0,09	3,71	0,08	0,13	0,21	1,56
Assurance parentale du Québec	0,68	0,61	0,74	0,73	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,72	0,70
Régime de rentes du Québec	3,82	3,27	5,14	4,61	5,09	5,14	5,07	5,07	5,15	4,54	4,78	4,47
Assurance emploi	0,93	0,91	1,33	1,29	1,36	1,52	1,36	1,54	1,36	1,29	1,24	1,29
Assurance maladie du Québec	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26
SST	0,92	0,62	1,43	0,62	1,44	0,62	2,20	0,62	1,39	0,62	1,43	0,62
Total des régimes étatiques ²	10,61	9,68	12,90	11,51	12,89	12,28	13,63	12,23	12,89	11,44	12,43	11,35
Total rémunération indirecte ²	20,74	27,93	24,74	29,96	26,22	30,69	28,58	32,72	25,26	28,35	24,76	30,02
Total des avantages sociaux²	21,27	27,93	25,72	29,96	27,26	30,69	30,10	32,72	25,98	28,35	25,72	30,02
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,12	8,32	8,32	7,77	8,25	7,75	8,96	7,52	8,29	7,52	8,36	7,85
Jours fériés et congés mobiles	4,82	4,98	4,72	4,98	4,64	4,98	4,56	4,98	4,72	4,98	4,70	4,98
Congés de maladie utilisés	3,86	3,76	2,84	3,77	2,08	3,77	2,05	3,76	2,85	3,76	2,78	3,77
Congés parentaux	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02
Congés sociaux	0,21	1,55	0,36	1,55	0,35	1,56	0,56	1,55	0,39	1,55	0,36	1,55
Total des heures chômées payées²	17,01	18,63	16,23	18,09	15,33	18,07	16,13	17,83	16,25	17,83	16,19	18,17
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées²	38,28	46,56	41,95	48,05	42,59	48,77	46,23	50,55	42,22	46,17	41,91	48,19

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

Annexe B-8

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2020

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	11,68	7,71	12,05	7,71	12,52	7,70	5,82	7,71	11,21	7,72	11,11
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,68	0,60	0,74	0,72	0,74	0,74	0,74 *	0,73 *	0,74	0,71	0,73	0,71
Régime de rentes du Québec	3,82	3,26	5,12	4,51	5,09	5,01	5,07	4,98	5,15	4,40	4,88	4,55
Assurance emploi	0,93	0,85	1,32	1,18	1,36 *	1,35 *	1,36	1,57	1,36	1,15	1,28	1,25
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,68	1,46	1,07	1,50	1,17	1,96 *	2,14 *	1,43	2,01	1,46	1,26
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,27	26,17	25,88	30,13	27,48	31,30	29,50	23,87	26,16	30,60	26,27	28,90
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,12	8,21	8,35	8,16	8,26	8,43	8,80	8,36	8,34 *	8,47 *	8,35 *	8,31 *
Jours fériés et congés mobiles	4,82	5,29	4,71	5,34	4,63	5,60	4,58	4,79	4,71	5,12	4,68	5,32
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,01	17,50	16,08	16,94	15,43	17,21	15,91	15,13	16,17 *	15,82 *	15,98	16,78
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,28	43,67	41,95	47,08	42,91	48,50	45,41	39,00	42,34	46,42	42,25	45,68

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-9

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2020
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78 *	7,22 *	7,71	5,38	7,71	5,44	7,70	3,30	7,71	3,09	7,72	5,27
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,68	0,61	0,74	0,72	0,74	0,73	0,74 *	0,74 *	0,74	0,73	0,73	0,71
Régime de rentes du Québec	3,82	3,42	5,12	4,62	5,09	4,99	5,07	4,98	5,15	4,83	4,88	4,62
Assurance emploi	0,93	0,88	1,32	1,27	1,36	1,44	1,36	1,58	1,36	1,45	1,28	1,32
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,61	1,46	1,17	1,50	1,12	1,96	2,56	1,51	2,49	1,46 *	1,35 *
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,27 *	21,76 *	25,88	22,11	27,48	22,50	29,50	20,76	26,57	21,00	26,29	21,92
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,12	7,27	8,35	7,12	8,26	7,07	8,80	5,61	8,41	6,51	8,35	6,85
Jours fériés et congés mobiles	4,82 *	4,82 *	4,71	4,50	4,63 *	4,54 *	4,58	3,65	4,69	4,30	4,68	4,42
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,01	13,26	16,08	12,79	15,43	12,76	15,91	10,17	15,99	11,61	15,97	12,38
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,29	35,03	41,95	34,90	42,91	35,26	45,41	30,94	42,56	32,61	42,26	34,30

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-10

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2020

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	10,61	7,71	9,34	7,71 *	8,59 *	7,70	4,74	7,71 *	7,78 *	7,72 *	8,42 *
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,68	0,64	0,74	0,72	0,74	0,73	0,74	0,73	0,74	0,69	0,73	0,71
Régime de rentes du Québec	3,79	3,47	5,12	4,51	5,09	4,81	5,07	4,94	5,15	4,22	4,89	4,52
Assurance emploi	0,92	0,89	1,32	1,17	1,36	1,29	1,36	1,59	1,36	1,11	1,28	1,24
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,94	0,38	1,47 *	1,76 *	1,50 *	1,34 *	1,96 *	2,35 *	1,50	2,48	1,48 *	1,52 *
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,33	26,78	25,90	28,64	27,48 *	27,69 *	29,50	22,54	26,53 *	27,05 *	26,39 *	26,91 *
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,12	8,44	8,35 *	8,33 *	8,26	8,74	8,80	8,30	8,40 *	8,61 *	8,36 *	8,51 *
Jours fériés et congés mobiles	4,82	5,30	4,70	4,97	4,63	4,95	4,58 *	4,63 *	4,69 *	4,83 *	4,67	4,95
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	16,94	15,10	16,07	14,99	15,43 *	15,45 *	15,91	14,59	16,00	14,85	15,94	15,11
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,28	41,88	41,96	43,63	42,91 *	43,14 *	45,41	37,13	42,53 *	41,90 *	42,33 *	42,01 *

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-11

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2020

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.	Adm. québ.	Marché québ.
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,78	6,96	7,71	5,14	7,71	5,17	7,70	3,30	7,71	2,84	7,72	5,05
Assurances ^{1,2}												
Assurance parentale du Québec	0,68	0,61	0,74	0,72	0,74	0,73	0,74 *	0,74 *	0,74	0,73	0,73	0,71
Régime de rentes du Québec	3,82	3,43	5,12	4,63	5,09	5,00	5,07	4,98	5,15	4,83	4,88	4,63
Assurance emploi	0,93	0,89	1,32	1,28	1,36	1,45	1,36	1,58	1,36	1,47	1,28	1,33
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
SST	0,92	0,60	1,46	1,20	1,50	1,12	1,96	2,57	1,50	2,57	1,46 *	1,36 *
Autres avantages ^{2,3}												
Total des avantages sociaux⁴	21,27 *	21,55 *	25,88	21,89	27,48	22,23	29,50	20,76	26,50	20,80	26,29	21,72
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,12	7,20	8,35	7,07	8,26	7,00	8,80	5,61	8,40	6,40	8,35	6,80
Jours fériés et congés mobiles	4,82 *	4,79 *	4,71	4,46	4,63	4,50	4,58	3,65	4,69	4,23	4,68	4,39
Autres congés chômés payés ^{2,5}												
Total des heures chômées payées⁴	17,01	13,08	16,08	12,63	15,43	12,58	15,91	10,15	16,00	11,34	15,97	12,22
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées⁴	38,29	34,63	41,95	34,52	42,91	34,81	45,41	30,92	42,49	32,14	42,26	33,95

1. Comprend les assurances suivantes : assurance vie, assurance maladie, assurance soins dentaires, assurance soins optiques, assurance salaire et assurance invalidité de longue durée.

2. L'Institut a procédé à une imputation historique de ces données. En raison de l'actualité des données, les résultats relatifs aux coûts de ces regroupements ne font pas l'objet d'une diffusion. Cela n'affecte en rien les résultats d'ensemble de la rémunération globale de l'annexe C.

3. Comprend le remboursement de congés de maladie non utilisés et la compensation pour les congés parentaux.

4. Le total peut être différent de la somme des éléments en raison des arrondissements.

5. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Professionnels									
62 308	73 266	-17,6	1 522,2	1 648,7	-8,3	40,93	44,44	-8,6	Professionnel communic. 1
90 506	101 534	-12,2	1 525,2	1 603,1	-5,1	59,34	63,33	-6,7	Professionnel communic. 2
106 530	134 508	-26,3	1 501,0	1 614,1	-7,5	70,97	83,33	-17,4	Professionnel communic. 3
61 886	80 698	-30,4	1 530,8	1 640,4	-7,2	40,43	49,19	-21,7	Professionnel gest. fin. 1
90 042	99 013	-10,0	1 551,9	1 662,1	-7,1	58,02	59,57	-2,7 *	Professionnel gest. fin. 2
99 654	134 441	-34,9	1 501,0	1 594,5	-6,2	66,39	84,32	-27,0	Professionnel gest. fin. 3
62 561	82 381	-31,7	1 518,4	1 615,0	-6,4	41,20	51,01	-23,8	Analyste proc. adm./inform. 1
90 824	105 923	-16,6	1 516,6	1 658,2	-9,3	59,89	63,88	-6,7	Analyste proc. adm./inform. 2
104 242	132 641	-27,2	1 509,2	1 628,3	-7,9	69,07	81,46	-17,9	Analyste proc. adm./inform. 3
62 303	75 761	-21,6	1 501,4	1 762,3	-17,4	41,50	42,99	-3,6 *	Ingénieur 1
98 936	112 752	-14,0	1 503,7	1 731,4	-15,1	65,80	65,12	1,0 *	Ingénieur 2
123 257	142 941	-16,0	1 501,0	1 712,7	-14,1	82,11	83,46	-1,6 *	Ingénieur 3
65 996	64 306	2,6 *	1 536,1	1 745,0	-13,6	42,96	36,85	14,2	Professionnel sc. phys. 1
99 076	101 835	-2,8 *	1 537,7	1 668,5	-8,5	64,43	61,03	5,3 *	Professionnel sc. phys. 2
108 925	137 960	-26,7	1 501,0	1 615,2	-7,6	72,57	85,42	-17,7	Professionnel sc. phys. 3
82 079	108 437	-32,1	1 526,6	1 613,1	-5,7	53,77	67,22	-25,0	Avocat et notaire 1
118 582	143 174	-20,7	1 521,6	1 605,8	-5,5	77,93	89,16	-14,4	Avocat et notaire 2
154 785	175 204	-13,2	1 501,0	1 620,7	-8,0	103,12	108,10	-4,8	Avocat et notaire 3
91 728	101 897	-11,1	1 501,0	1 647,9	-9,8	61,11	61,83	-1,2 *	Biologiste 2
107 205	128 915	-20,3	1 501,0	1 613,2	-7,5	71,42	79,91	-11,9 *	Biologiste 3
96 171	112 591	-17,1	1 515,6	1 652,6	-9,0	63,48	68,22	-7,5	Moyenne
Techniciens									
64 614	74 225	-14,9	1 528,9	1 652,2	-8,1	42,26	44,93	-6,3	Technicien en administration 1-2
72 059	88 477	-22,8	1 507,1	1 659,9	-10,1	47,81	53,30	-11,5	Technicien en administration 3
63 575	76 286	-20,0	1 542,2	1 567,2	-1,6 *	41,22	48,68	-18,1	Techn. documentation 1-2
74 898	75 253	-0,5 *	1 543,6	1 695,9	-9,9	48,52	44,37	8,6	Techn. laboratoire 1-2
80 467	88 414	-9,9	1 544,5	1 618,3	-4,8	52,10	54,63	-4,9	Techn. laboratoire 3
59 241	88 515	-49,4	1 507,1	1 592,2	-5,6	39,31	55,59	-41,4	Technicien en droit 1-2
70 781	137 246	-93,9	1 507,1	1 612,4	-7,0	46,97	85,12	-81,2	Technicien en droit 3
62 488	89 187	-42,7	1 539,1	1 736,7	-12,8	40,60	51,35	-26,5	Technicien génie 1-2
71 261	114 988	-61,4	1 507,1	1 622,1	-7,6	47,28	70,89	-49,9	Technicien génie 3
65 658	70 315	-7,1	1 534,2	1 698,9	-10,7	42,80	41,39	3,3 *	Techn. informatique 1-2
74 860	94 992	-26,9	1 545,8	1 664,3	-7,7	48,43	57,08	-17,9	Techn. informatique 3
64 170	70 961	-10,6	1 548,3	1 615,0	-4,3	41,45	43,94	-6,0 *	Technicien en loisir 1-2
64 742	87 982	-35,9	1 545,8	1 745,0	-12,9	41,88	50,42	-20,4	Techn. hygiène du trav. 1-2
66 604	78 319	-17,6	1 533,9	1 665,3	-8,6	43,41	47,05	-8,4	Moyenne
Employés de bureau									
47 177	58 360	-23,7 *	1 576,9	1 786,5	-13,3	29,92	32,67	-9,2 *	Magasinier 1
50 945	73 063	-43,4	1 550,6	1 730,2	-11,6	32,85	42,23	-28,5	Magasinier 2
59 724	84 565	-41,6	1 558,9	1 760,9	-13,0	38,31	48,02	-25,4	Magasinier 3
48 968	70 657	-44,3	1 548,1	1 658,2	-7,1 *	31,63	42,61	-34,7 *	Op. duplicateur 1-2
49 610	54 908	-10,7	1 549,0	1 655,6	-6,9	32,03	33,16	-3,6 *	Personnel soutien adm. 1
53 526	61 049	-14,1	1 541,7	1 658,6	-7,6	34,72	36,81	-6,0	Personnel soutien adm. 2
58 766	71 361	-21,4	1 549,8	1 633,8	-5,4	37,92	43,68	-15,2	Personnel soutien adm. 3
50 054	61 900	-23,7	1 556,1	1 572,6	-1,1 *	32,17	39,36	-22,4	Personnel secrétariat 1
55 445	69 237	-24,9	1 543,2	1 590,7	-3,1	35,93	43,53	-21,2	Personnel secrétariat 2
57 033	56 852	0,3 *	1 514,6	1 716,2	-13,3	37,66	33,13	12,0 *	Préposé aux renseign. 2
64 497	81 858	-26,9	1 514,6	1 575,6	-4,0 *	42,59	51,95	-22,0	Préposé aux renseign. 3
59 480	62 924	-5,8 *	1 634,7	1 842,5	-12,7	36,39	34,15	6,1 *	Préposé télécomm. 1-2
65 129	91 846	-41,0	1 615,6	1 759,0	-8,9	40,31	52,21	-29,5 *	Préposé télécomm. 3
47 467	48 454	-2,1 *	1 549,1	1 717,1	-10,8	30,64	28,22	7,9	Téléphoniste-récept. 2
57 875	69 322	-19,8	1 551,9	1 673,0	-7,8	37,29	41,44	-11,1 *	Acheteur 2
53 830	64 061	-19,0	1 545,7	1 637,6	-5,9	34,83	39,19	-12,5	Moyenne

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché
		québ.			québ.			québ.			québ.	
		\$	%	\$			\$	%		\$		
Employés de service												
Préposé buanderie 2	573	40 111	41 493	-3,4 *	622	104	40 733	41 597	-2,1 *	11 516	8 489	
Concierge 2	2 158	42 413	52 581	-24,0	221	143	42 634	52 724	-23,7	11 262	12 877	
Cuisinier 1	10	44 888	38 933	13,3	233	64	45 121	38 997	13,6	11 815	8 692	
Cuisinier 2	897	49 745	48 029	3,5 *	713	201	50 459	48 230	4,4 *	13 488	10 715	
Cuisinier 3	18	51 564	56 370	-9,3	192	100	51 756	56 469	-9,1 *	12 649	13 092	
Gardien 2	282	39 970	38 696	3,2	405	130	40 374	38 826	3,8	10 612	6 576	
Journalier/préposé terr. 2	135	40 249	52 647	-30,8	624	235	40 873	52 882	-29,4	11 540	15 196	
Préposé cuisine/café. 2	2 389	39 903	31 264	21,7	605	68	40 508	31 331	22,7	11 424	6 213	
Préposé entretien lourd 2	539	39 813	37 364	6,2	617	166	40 430	37 530	7,2	11 450	9 135	
Ouvrier entret. mainten. 2	311	43 351	50 451	-16,4	672	222	44 023	50 673	-15,1	12 229	12 003	
Préposé entretien léger 2	4 477	39 166	41 719	-6,5 *	605	166	39 771	41 885	-5,3 *	11 301	9 293	
Moyenne	...	41 014	42 363	-3,3 *	544	145	41 558	42 508	-2,3 *	11 533	9 528	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	109	42 553	53 518	-25,8	539	177	43 092	53 695	-24,6	11 762	17 809	
Conducteur véh. lourds 2	100	43 351	47 673	-10,0	400	101	43 751	47 774	-9,2	11 765	10 855	
Électricien entretien 2	373	50 863	67 363	-32,4	401	221	51 264	67 584	-31,8	12 915	21 248	
Électricien entretien 3	67	54 254	71 809	-32,4	782	28	55 036	71 837	-30,5	14 489	20 672	
Mécanicien véh. motor. 1	35	48 756	63 956	-31,2	108	316	48 865	64 272	-31,5	11 639	18 945	
Mécanicien véh. motor. 2	200	52 487	68 061	-29,7	72	444	52 559	68 505	-30,3	12 306	19 172	
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 425	67 866	-34,6	770	99	51 195	67 965	-32,8	13 742	18 007	
Menuisier entretien 2	264	48 533	61 486	-26,7	601	245	49 134	61 732	-25,6	12 985	19 641	
Ouvrier de voirie 2	197	40 379	55 031	-36,3	40	590	40 419	55 622	-37,6	9 347	22 168	
Ouvrier de voirie 3	280	50 711	58 499	-15,4	51	604	50 762	59 103	-16,4	11 785	17 115	
Ouvrier cert. entretien 2	1 064	48 257	70 701	-46,5	436	159	48 693	70 860	-45,5	12 525	18 888	
Peintre entretien 2	124	43 654	62 343	-42,8	550	476	44 204	62 819	-42,1	11 967	21 119	
Machiniste 2	55	52 106	63 110	-21,1	537	160	52 643	63 270	-20,2	13 587	17 441	
Conducteur d'équip. lourds 2	394	43 924	63 444	-44,4	44	354	43 968	63 798	-45,1	10 183	19 445	
Moyenne	...	48 537	65 053	-34,0	377	266	48 914	65 319	-33,5	12 330	18 914	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	51 399	59 889	-16,5	480	181	51 880	60 070	-15,8	12 656	15 018	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Employés de service									
52 248	50 086	4,1 *	1 696,0	1 674,9	1,2 *	30,81	29,90	2,9 *	Préposé buanderie 2
53 896	65 601	-21,7	1 720,2	1 820,8	-5,8 *	31,33	36,03	-15,0	Concierge 2
56 936	47 689	16,2	1 720,3	1 796,1	-4,4	33,10	26,55	19,8	Cuisinier 1
63 947	58 945	7,8	1 694,6	1 748,6	-3,2	37,73	33,71	10,7	Cuisinier 2
64 405	69 561	-8,0 *	1 699,2	1 806,3	-6,3	37,90	38,51	-1,6 *	Cuisinier 3
50 986	45 402	11,0	1 693,6	1 744,0	-3,0	30,11	26,03	13,5	Gardien 2
52 413	68 078	-29,9	1 670,5	1 752,4	-4,9	31,38	38,85	-23,8	Journalier/préposé terr. 2
51 932	37 544	27,7	1 695,7	1 752,3	-3,3	30,63	21,43	30,0	Préposé cuisine/café. 2
51 879	46 665	10,1	1 696,0	1 756,0	-3,5	30,59	26,58	13,1	Préposé entretien lourd 2
56 252	62 676	-11,4	1 696,0	1 735,9	-2,3	33,17	36,11	-8,9	Ouvrier entret. mainten. 2
51 071	51 178	-0,2 *	1 696,1	1 683,9	0,7 *	30,11	30,39	-0,9 *	Préposé entretien léger 2
53 091	52 035	2,0 *	1 699,9	1 734,5	-2,0 *	31,23	29,97	4,1 *	Moyenne
Ouvriers									
54 854	71 504	-30,4	1 701,2	1 741,6	-2,4	32,24	41,06	-27,3	Conducteur véh. légers 2
55 516	58 629	-5,6 *	1 710,8	1 889,2	-10,4	32,45	31,03	4,4 *	Conducteur véh. lourds 2
64 179	88 832	-38,4	1 707,9	1 753,1	-2,6	37,58	50,67	-34,8	Électricien entretien 2
69 525	92 509	-33,1	1 693,9	1 694,2	0,0 *	41,04	54,60	-33,0	Électricien entretien 3
60 503	83 217	-37,5	1 685,7	1 794,4	-6,4	35,89	46,38	-29,2	Mécanicien véh. motor. 1
64 865	87 678	-35,2	1 675,6	1 753,1	-4,6	38,71	50,01	-29,2	Mécanicien véh. motor. 2
64 938	85 973	-32,4	1 696,4	1 792,3	-5,6	38,28	47,97	-25,3	Mécanicien entret. Millwright 2
62 119	81 373	-31,0	1 702,7	1 721,6	-1,1 *	36,48	47,27	-29,6	Menuisier entretien 2
49 766	77 790	-56,3	1 667,5	1 649,1	1,1	29,84	47,17	-58,1	Ouvrier de voirie 2
62 546	76 218	-21,9	1 667,5	1 754,9	-5,2	37,51	43,43	-15,8	Ouvrier de voirie 3
61 218	89 748	-46,6	1 709,9	1 713,3	-0,2 *	35,80	52,38	-46,3	Ouvrier cert. entretien 2
56 171	83 938	-49,4	1 702,4	1 666,5	2,1	32,99	50,37	-52,7	Peintre entretien 2
66 230	80 710	-21,9	1 707,8	1 745,9	-2,2 *	38,78	46,23	-19,2	Machiniste 2
54 151	83 243	-53,7	1 667,5	1 715,9	-2,9	32,47	48,51	-49,4	Conducteur d'équip. lourds 2
61 244	84 233	-37,5	1 694,9	1 735,9	-2,4	36,13	48,58	-34,5	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
64 536	75 088	-16,4	1 570,8	1 668,3	-6,2	41,35	45,14	-9,2	Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Professionnels												
Professionnel communic. 1	59	50 031	50 094	-0,1 *	363	18	50 394	50 113	0,6 *	11 914	19 554	
Professionnel communic. 2	831	73 957	73 094	1,2 *	549	23	74 506	73 117	1,9 *	16 000	17 422	
Professionnel communic. 3	117	89 328	114 011	-27,6	54	395	89 382	114 405	-28,0	17 148	29 307	
Professionnel gest. fin. 1	62	49 159	61 090	-24,3	549	38	49 708	61 128	-23,0	12 178	15 086	
Professionnel gest. fin. 2	424	71 869	78 826	-9,7	1 165	40	73 034	78 865	-8,0	17 008	17 473	
Professionnel gest. fin. 3	15	83 318	108 789	-30,6	50	59	83 368	108 848	-30,6	16 286	26 497	
Analyste proc. adm./inform. 1	332	50 431	67 549	-33,9	328	26	50 759	67 575	-33,1	11 802	14 881	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	74 715	86 011	-15,1	402	26	75 117	86 037	-14,5	15 707	18 301	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	86 799	109 126	-25,7	299	57	87 098	109 183	-25,4	17 145	24 742	
Ingénieur 1	193	51 218	62 348	-21,7	32	30	51 250	62 379	-21,7	11 052	12 642	
Ingénieur 2	710	82 710	88 171	-6,6	65	37	82 775	88 208	-6,6	16 161	19 039	
Ingénieur 3	418	104 033	116 359	-11,8	62	37	104 096	116 396	-11,8	19 161	22 418	
Professionnel sc. phys. 1	41	52 134	51 891	0,5 *	705	15	52 839	51 906	1,8 *	13 157	10 494	
Professionnel sc. phys. 2	493	80 206	73 577	8,3	1 155	288	81 361	73 866	9,2	17 715	15 396	
Professionnel sc. phys. 3	115	91 454	99 926	-9,3	55	338	91 509	100 264	-9,6	17 416	20 193	
Avocat et notaire 1	75	66 298	85 890	-29,6	645	39	66 942	85 928	-28,4	15 137	24 651	
Avocat et notaire 2	569	98 218	105 501	-7,4	820	45	99 039	105 546	-6,6	19 544	25 270	
Avocat et notaire 3	332	131 496	144 991	-10,3	79	137	131 575	145 128	-10,3	23 210	35 032	
Biologiste 2	207	76 429	75 574	1,1 *	46	65	76 475	75 639	1,1 *	15 253	12 978	
Moyenne	...	79 429	89 108	-12,2	404	60	79 832	89 169	-11,7	16 339	19 345	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 714	51 380	55 729	-8,5	483	72	51 863	55 802	-7,6	12 752	12 550	
Technicien en administration 3	89	58 804	70 911	-20,6	29	85	58 833	70 997	-20,7	13 225	14 525	
Techn. documentation 1-2	684	50 810	61 229	-20,5	319	388	51 129	61 617	-20,5	12 446	15 848	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	58 566	59 644	-1,8 *	1 114	345	59 680	59 990	-0,5 *	15 218	13 908	
Techn. laboratoire 3	509	63 183	70 554	-11,7	1 225	272	64 408	70 826	-10,0	16 060	16 441	
Technicien en droit 1-2	519	48 260	74 416	-54,2	24	80	48 284	74 495	-54,3	10 957	16 731	
Technicien en droit 3	21	57 700	114 256	-98,0	29	49	57 729	114 306	-98,0	13 051	26 316	
Technicien génie 1-2	1 612	50 185	70 188	-39,9	294	66	50 478	70 254	-39,2	12 010	16 940	
Technicien génie 3	232	58 144	90 520	-55,7	29	70	58 173	90 590	-55,7	13 088	19 183	
Techn. informatique 1-2	1 968	52 466	56 378	-7,5	403	27	52 869	56 405	-6,7	12 789	11 757	
Techn. informatique 3	1 091	59 263	79 544	-34,2	838	37	60 102	79 581	-32,4	14 759	17 518	
Technicien en loisir 1-2	492	50 602	43 877	13,3	597	289	51 198	44 166	13,7	12 971	9 063	
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	50 097	68 558	-36,9	1 002	20	51 099	68 579	-34,2	13 642	18 589	
Moyenne	...	52 895	60 624	-14,6	562	119	53 457	60 742	-13,6	13 147	13 827	
Employés de bureau												
Magasinier 1	214	37 031	45 542	-23,0 *	337	40	37 369	45 582	-22,0 *	9 808	9 226	
Magasinier 2	1 000	39 612	56 185	-41,8	544	207	40 156	56 392	-40,4	10 790	15 023	
Magasinier 3	27	47 715	63 072	-32,2	210	117	47 924	63 189	-31,9	11 799	15 396	
Op. duplicateur 1-2	66	38 597	57 295	-48,4	255	234	38 852	57 529	-48,1	10 116	13 028	
Personnel soutien adm. 1	4 773	38 182	40 870	-7,0	639	53	38 821	40 923	-5,4	10 789	9 063	
Personnel soutien adm. 2	6 218	42 188	45 937	-8,9	394	67	42 582	46 004	-8,0	10 944	10 318	
Personnel soutien adm. 3	2 407	46 137	50 799	-10,1	561	28	46 698	50 826	-8,8	12 068	12 026	
Personnel secrétariat 1	1 474	39 332	47 784	-21,5	320	100	39 652	47 884	-20,8	10 402	10 722	
Personnel secrétariat 2	8 597	43 717	52 845	-20,9	396	78	44 113	52 922	-20,0	11 332	12 642	
Préposé aux renseign. 2	942	46 008	42 497	7,6 *	28	60	46 036	42 556	7,6 *	10 998	10 188	
Préposé aux renseign. 3	25	52 013	65 457	-25,8	31	166	52 044	65 624	-26,1	12 453	17 347	
Préposé télécomm. 1-2	167	48 256	49 246	-2,1 *	24	70	48 280	49 315	-2,1 *	11 200	8 834	
Téléphoniste-récept. 2	156	36 336	38 214	-5,2	647	89	36 983	38 303	-3,6 *	10 484	8 604	
Acheteur 2	214	45 141	51 206	-13,4 *	628	24	45 769	51 230	-11,9 *	12 106	10 017	
Moyenne	...	42 251	48 238	-14,2	447	70	42 698	48 309	-13,1	11 132	11 158	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie						
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts							
										\$	%	n	%	\$/heure	%
Professionnels															
62 308	69 666	-11,8	1 522,2	1 712,9	-12,5	40,93	40,67	0,6 *	Professionnel communic. 1						
90 506	90 539	0,0 *	1 525,2	1 675,7	-9,9	59,34	54,03	8,9	Professionnel communic. 2						
106 530	143 712	-34,9	1 501,0	1 684,4	-12,2	70,97	85,32	-20,2	Professionnel communic. 3						
61 886	76 214	-23,2	1 530,8	1 678,7	-9,7	40,43	45,40	-12,3	Professionnel gest. fin. 1						
90 042	96 339	-7,0	1 551,9	1 723,9	-11,1	58,02	55,88	3,7 *	Professionnel gest. fin. 2						
99 654	135 346	-35,8	1 501,0	1 695,4	-12,9	66,39	79,83	-20,2	Professionnel gest. fin. 3						
62 561	82 456	-31,8	1 518,4	1 636,6	-7,8	41,20	50,38	-22,3	Analyste proc. adm./inform. 1						
90 824	104 337	-14,9	1 516,6	1 699,7	-12,1	59,89	61,39	-2,5 *	Analyste proc. adm./inform. 2						
104 242	133 926	-28,5	1 509,2	1 682,5	-11,5	69,07	79,60	-15,2	Analyste proc. adm./inform. 3						
62 303	75 021	-20,4	1 501,4	1 769,0	-17,8	41,50	42,41	-2,2 *	Ingénieur 1						
98 936	107 247	-8,4	1 503,7	1 772,6	-17,9	65,80	60,50	8,0	Ingénieur 2						
123 257	138 814	-12,6	1 501,0	1 746,6	-16,4	82,11	79,48	3,2 *	Ingénieur 3						
65 996	62 400	5,4 *	1 536,1	1 756,3	-14,3	42,96	35,53	17,3	Professionnel sc. phys. 1						
99 076	89 262	9,9	1 537,7	1 731,3	-12,6	64,43	51,56	20,0	Professionnel sc. phys. 2						
108 925	120 457	-10,6	1 501,0	1 697,5	-13,1	72,57	70,96	2,2 *	Professionnel sc. phys. 3						
82 079	110 579	-34,7	1 526,6	1 647,6	-7,9	53,77	67,12	-24,8	Avocat et notaire 1						
118 582	130 816	-10,3	1 521,6	1 662,1	-9,2	77,93	78,71	-1,0 *	Avocat et notaire 2						
154 785	180 160	-16,4	1 501,0	1 685,0	-12,3	103,12	106,92	-3,7 *	Avocat et notaire 3						
91 728	88 617	3,4	1 501,0	1 727,5	-15,1	61,11	51,30	16,1	Biologiste 2						
96 171	108 514	-12,8	1 515,6	1 702,7	-12,3	63,48	63,79	-0,5 *	Moyenne						
Techniciens															
64 614	68 352	-5,8	1 528,9	1 722,1	-12,6	42,26	39,69	6,1	Technicien en administration 1-2						
72 059	85 522	-18,7	1 507,1	1 743,0	-15,7	47,81	49,07	-2,6 *	Technicien en administration 3						
63 575	77 465	-21,8	1 542,2	1 749,4	-13,4	41,22	44,28	-7,4 *	Techn. documentation 1-2						
74 898	73 897	1,3 *	1 543,6	1 722,3	-11,6	48,52	42,91	11,6	Techn. laboratoire 1-2						
80 467	87 268	-8,5	1 544,5	1 716,9	-11,2	52,10	50,83	2,4 *	Techn. laboratoire 3						
59 241	91 226	-54,0	1 507,1	1 643,8	-9,1	39,31	55,50	-41,2	Technicien en droit 1-2						
70 781	140 622	-98,7	1 507,1	1 619,4	-7,5	46,97	86,84	-84,9	Technicien en droit 3						
62 488	87 194	-39,5	1 539,1	1 776,1	-15,4	40,60	49,09	-20,9	Technicien génie 1-2						
71 261	109 773	-54,0	1 507,1	1 741,7	-15,6	47,28	63,03	-33,3	Technicien génie 3						
65 658	68 163	-3,8 *	1 534,2	1 727,9	-12,6	42,80	39,45	7,8	Techn. informatique 1-2						
74 860	97 099	-29,7	1 545,8	1 711,7	-10,7	48,43	56,73	-17,1	Techn. informatique 3						
64 170	53 229	17,0	1 548,3	1 697,7	-9,7	41,45	31,35	24,4	Technicien en loisir 1-2						
64 742	87 168	-34,6	1 545,8	1 761,9	-14,0	41,88	49,47	-18,1	Techn. hygiène du trav. 1-2						
66 604	74 569	-12,0	1 533,9	1 725,6	-12,5	43,41	43,21	0,5 *	Moyenne						
Employés de bureau															
47 177	54 808	-16,2 *	1 576,9	1 834,8	-16,4	29,92	29,87	0,2 *	Magasinier 1						
50 945	71 415	-40,2	1 550,6	1 769,6	-14,1	32,85	40,36	-22,8	Magasinier 2						
59 724	78 585	-31,6	1 558,9	1 815,2	-16,4	38,31	43,29	-13,0 *	Magasinier 3						
48 968	70 557	-44,1	1 548,1	1 671,3	-8,0 *	31,63	42,22	-33,5 *	Op. duplicateur 1-2						
49 610	49 985	-0,8 *	1 549,0	1 749,3	-12,9	32,03	28,58	10,8	Personnel soutien adm. 1						
53 526	56 322	-5,2	1 541,7	1 735,0	-12,5	34,72	32,46	6,5	Personnel soutien adm. 2						
58 766	62 852	-7,0	1 549,8	1 709,0	-10,3	37,92	36,78	3,0 *	Personnel soutien adm. 3						
50 054	58 606	-17,1	1 556,1	1 648,1	-9,9	32,17	35,56	-10,5 *	Personnel secrétariat 1						
55 445	65 565	-18,3	1 543,2	1 672,8	-8,4	35,93	39,19	-9,1	Personnel secrétariat 2						
57 033	52 744	7,5 *	1 514,6	1 781,5	-17,6	37,66	29,61	21,4	Préposé aux renseign. 2						
64 497	82 970	-28,6	1 514,6	1 686,1	-11,3	42,59	49,21	-15,6 *	Préposé aux renseign. 3						
59 480	58 149	2,2 *	1 634,7	1 892,4	-15,8	36,39	30,73	15,6	Préposé télécomm. 1-2						
47 467	46 907	1,2 *	1 549,1	1 741,3	-12,4	30,64	26,94	12,1	Téléphoniste-récept. 2						
57 875	61 247	-5,8 *	1 551,9	1 748,2	-12,6	37,29	35,03	6,1 *	Acheteur 2						
53 830	59 466	-10,5	1 545,7	1 716,0	-11,0	34,83	34,72	0,3 *	Moyenne						

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)						Rémunération indirecte (D)			
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	573	40 111	40 946	-2,1 *	622	107	40 733	41 053	-0,8 *	11 516	8 175
Concierge 2	2 158	42 413	53 030	-25,0	221	123	42 634	53 154	-24,7	11 262	12 074
Cuisinier 1	10	44 888	37 950	15,5	233	67	45 121	38 017	15,7	11 815	8 191
Cuisinier 2	897	49 745	47 710	4,1 *	713	167	50 459	47 877	5,1 *	13 488	9 851
Cuisinier 3	18	51 564	56 358	-9,3 *	192	45	51 756	56 403	-9,0 *	12 649	12 638
Gardien 2	282	39 970	37 713	5,6	405	119	40 374	37 833	6,3	10 612	5 946
Journalier/préposé terr. 2	135	40 249	50 172	-24,7	624	15	40 873	50 187	-22,8	11 540	13 917
Préposé cuisine/café. 2	2 389	39 903	30 675	23,1	605	68	40 508	30 743	24,1	11 424	5 914
Préposé entretien lourd 2	539	39 813	36 191	9,1	617	139	40 430	36 330	10,1	11 450	8 134
Ouvrier entret. mainten. 2	311	43 351	48 470	-11,8	672	114	44 023	48 584	-10,4	12 229	10 255
Préposé entretien léger 2	4 477	39 166	41 366	-5,6 *	605	154	39 771	41 520	-4,4 *	11 301	8 992
Moyenne	...	41 014	41 943	-2,3 *	544	125	41 558	42 068	-1,2 *	11 533	8 972
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	109	42 553	52 501	-23,4	539	187	43 092	52 688	-22,3	11 762	17 434
Conducteur véh. lourds 2	100	43 351	46 918	-8,2	400	93	43 751	47 012	-7,5	11 765	10 474
Électricien entretien 2	373	50 863	67 313	-32,3	401	38	51 264	67 351	-31,4	12 915	19 579
Électricien entretien 3	67	54 254	61 883	-14,1	782	13	55 036	61 896	-12,5	14 489	17 227
Mécanicien véh. motor. 1	35	48 756	64 619	-32,5	108	0	48 865	64 619	-32,2	11 639	17 612
Mécanicien véh. motor. 2	200	52 487	67 344	-28,3	72	107	52 559	67 451	-28,3	12 306	16 524
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 425	67 942	-34,7	770	93	51 195	68 034	-32,9	13 742	17 880
Menuisier entretien 2	264	48 533	59 332	-22,2	601	23	49 134	59 355	-20,8	12 985	16 782
Ouvrier cert. entretien 2	1 064	48 257	71 596	-48,4	436	59	48 693	71 654	-47,2	12 525	17 368
Peintre entretien 2	124	43 654	65 546	-50,1	550	212	44 204	65 758	-48,8	11 967	17 775
Machiniste 2	55	52 106	63 073	-21,0	537	160	52 643	63 233	-20,1	13 587	17 400
Conducteur d'équip. lourds 2	394	43 924	67 140	-52,9	44	70	43 968	67 210	-52,9	10 183	14 872
Moyenne	...	48 805	66 387	-36,0	419	82	49 224	66 470	-35,0	12 529	17 090
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	51 431	58 251	-13,3	483	90	51 914	58 342	-12,4	12 668	13 176

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères/ catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Employés de service									
52 248	49 228	5,8 *	1 696,0	1 673,8	1,3 *	30,81	29,41	4,5 *	Préposé buanderie 2
53 896	65 228	-21,0	1 720,2	1 867,1	-8,5 *	31,33	34,94	-11,5 *	Concierge 2
56 936	46 209	18,8	1 720,3	1 802,7	-4,8	33,10	25,63	22,6	Cuisinier 1
63 947	57 728	9,7	1 694,6	1 796,7	-6,0	37,73	32,13	14,9	Cuisinier 2
64 405	69 041	-7,2 *	1 699,2	1 854,7	-9,2	37,90	37,22	1,8 *	Cuisinier 3
50 986	43 779	14,1	1 693,6	1 750,8	-3,4	30,11	25,00	16,9	Gardien 2
52 413	64 103	-22,3	1 670,5	1 788,6	-7,1	31,38	35,84	-14,2	Journalier/préposé terr. 2
51 932	36 657	29,4	1 695,7	1 754,4	-3,5	30,63	20,89	31,8	Préposé cuisine/café. 2
51 879	44 464	14,3	1 696,0	1 770,5	-4,4	30,59	25,11	17,9	Préposé entretien lourd 2
56 252	58 839	-4,6 *	1 696,0	1 771,5	-4,4	33,17	33,21	-0,1 *	Ouvrier entret. mainten. 2
51 071	50 511	1,1 *	1 696,1	1 693,3	0,2 *	30,11	29,83	0,9 *	Préposé entretien léger 2
53 091	51 041	3,9 *	1 699,9	1 753,3	-3,1	31,23	29,05	7,0 *	Moyenne
Ouvriers									
54 854	70 121	-27,8	1 701,2	1 821,7	-7,1	32,24	38,49	-19,4	Conducteur véh. légers 2
55 516	57 486	-3,5 *	1 710,8	1 896,8	-10,9	32,45	30,31	6,6	Conducteur véh. lourds 2
64 179	86 931	-35,5	1 707,9	1 789,0	-4,7	37,58	48,59	-29,3	Electricien entretien 2
69 525	79 123	-13,8	1 693,9	1 793,5	-5,9	41,04	44,12	-7,5	Electricien entretien 3
60 503	82 232	-35,9	1 685,7	1 840,4	-9,2	35,89	44,68	-24,5	Mécanicien véh. motor. 1
64 865	83 975	-29,5	1 675,6	1 819,5	-8,6	38,71	46,15	-19,2	Mécanicien véh. motor. 2
64 938	85 914	-32,3	1 696,4	1 795,1	-5,8	38,28	47,86	-25,0	Mécanicien entret. Millwright 2
62 119	76 137	-22,6	1 702,7	1 784,5	-4,8	36,48	42,67	-16,9	Menuisier entretien 2
61 218	89 022	-45,4	1 709,9	1 748,7	-2,3	35,80	50,91	-42,2	Ouvrier cert. entretien 2
56 171	83 533	-48,7	1 702,4	1 681,0	1,3 *	32,99	49,69	-50,6	Peintre entretien 2
66 230	80 632	-21,7	1 707,8	1 746,3	-2,3 *	38,78	46,17	-19,1	Machiniste 2
54 151	82 082	-51,6	1 667,5	1 816,1	-8,9	32,47	45,20	-39,2	Conducteur d'équip. lourds 2
61 754	83 560	-35,3	1 698,4	1 780,4	-4,8	36,36	47,00	-29,3	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
64 583	71 518	-10,7	1 570,2	1 725,4	-9,9	41,40	41,54	-0,3 *	Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	59	50 031	60 573	-21,1	363	143	50 394	60 716	-20,5	11 914	17 043
Professionnel communic. 2	831	73 957	85 518	-15,6	549	406	74 506	85 924	-15,3	16 000	22 652
Professionnel communic. 3	117	89 328	102 963	-15,3	54	49	89 382	103 012	-15,2	17 148	27 917
Professionnel gest. fin. 1	62	49 159	69 273	-40,9	549	61	49 708	69 334	-39,5	12 178	19 437
Professionnel gest. fin. 2	424	71 869	83 454	-16,1	1 165	296	73 034	83 750	-14,7	17 008	20 519
Professionnel gest. fin. 3	15	83 318	106 857	-28,3	50	184	83 368	107 041	-28,4	16 286	26 956
Analyste proc. adm./inform. 1	332	50 431	64 397	-27,7	328	46	50 759	64 444	-27,0	11 802	17 784
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	74 715	87 798	-17,5	402	398	75 117	88 196	-17,4	15 707	22 266
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	86 799	103 697	-19,5	299	129	87 098	103 826	-19,2	17 145	26 954
Ingénieur 1	193	51 218	73 440	-43,4	32	14	51 250	73 454	-43,3	11 052	21 485
Ingénieur 2	710	82 710	107 882	-30,4	65	481	82 775	108 363	-30,9	16 161	28 768
Ingénieur 3	418	104 033	128 185	-23,2	62	191	104 096	128 376	-23,3	19 161	33 546
Professionnel sc. phys. 2	493	80 206	93 889	-17,1	1 155	102	81 361	93 991	-15,5	17 715	25 685
Avocat et notaire 1	75	66 298	86 042	-29,8	645	197	66 942	86 238	-28,8	15 137	21 831
Avocat et notaire 2	569	98 218	120 478	-22,7	820	575	99 039	121 053	-22,2	19 544	29 712
Avocat et notaire 3	332	131 496	140 364	-6,7	79	54	131 575	140 417	-6,7	23 210	31 350
Moyenne	...	79 481	94 838	-19,3	404	299	79 885	95 136	-19,1	16 348	24 481
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	8 714	51 380	62 680	-22,0	483	280	51 863	62 960	-21,4	12 752	19 045
Technicien en administration 3	89	58 804	72 565	-23,4	29	669	58 833	73 234	-24,5	13 225	20 435
Techn. documentation 1-2	684	50 810	57 985	-14,1	319	462	51 129	58 447	-14,3	12 446	17 407
Techn. laboratoire 1-2	2 123	58 566	63 847	-9,0	1 114	424	59 680	64 271	-7,7	15 218	19 124
Techn. laboratoire 3	509	63 183	69 742	-10,4	1 225	306	64 408	70 048	-8,8	16 060	19 563
Technicien en droit 1-2	519	48 260	66 754	-38,3	24	232	48 284	66 987	-38,7	10 957	19 728
Technicien en droit 3	21	57 700	76 118	-31,9	29	822	57 729	76 940	-33,3	13 051	26 572
Technicien génie 1-2	1 612	50 185	74 504	-48,5	294	564	50 478	75 068	-48,7	12 010	22 718
Techn. informatique 1-2	1 968	52 466	64 139	-22,3	403	568	52 869	64 707	-22,4	12 789	18 954
Techn. informatique 3	1 091	59 263	70 591	-19,1	838	594	60 102	71 186	-18,4	14 759	17 269
Technicien en loisir 1-2	492	50 602	69 317	-37,0	597	781	51 198	70 098	-36,9	12 971	22 361
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	50 097	75 988	-51,7	1 002	988	51 099	76 976	-50,6	13 642	23 488
Moyenne	...	52 895	65 689	-24,2	562	415	53 457	66 105	-23,7	13 147	19 605
Employés de bureau											
Magasinier 1	214	37 031	57 730	-55,9	337	287	37 369	58 017	-55,3	9 808	18 285
Magasinier 2	1 000	39 612	57 907	-46,2	544	476	40 156	58 383	-45,4	10 790	17 507
Magasinier 3	27	47 715	72 434	-51,8	210	857	47 924	73 291	-52,9	11 799	22 426
Op. duplicateur 1-2	66	38 597	55 019	-42,5	255	96	38 852	55 115	-41,9	10 116	16 135
Personnel soutien adm. 1	4 773	38 182	46 462	-21,7	639	641	38 821	47 103	-21,3	10 789	16 108
Personnel soutien adm. 2	6 218	42 188	52 834	-25,2	394	204	42 582	53 039	-24,6	10 944	16 003
Personnel soutien adm. 3	2 407	46 137	58 710	-27,3	561	130	46 698	58 841	-26,0	12 068	18 094
Personnel secrétariat 1	1 474	39 332	50 852	-29,3	320	217	39 652	51 069	-28,8	10 402	15 246
Personnel secrétariat 2	8 597	43 717	56 106	-28,3	396	430	44 113	56 536	-28,2	11 332	17 019
Préposé aux renseign. 2	942	46 008	51 885	-12,8	28	559	46 036	52 443	-13,9	10 998	17 176
Préposé aux renseign. 3	25	52 013	60 788	-16,9	31	557	52 044	61 345	-17,9	12 453	19 447
Préposé télécomm. 1-2	167	48 256	61 327	-27,1	24	484	48 280	61 811	-28,0	11 200	20 274
Préposé télécomm. 3	41	52 842	69 007	-30,6	26	1 044	52 869	70 051	-32,5	12 260	25 588
Téléphoniste-récept. 2	156	36 336	47 255	-30,0	647	351	36 983	47 606	-28,7	10 484	14 316
Acheteur 2	214	45 141	59 450	-31,7	628	171	45 769	59 621	-30,3	12 106	18 040
Moyenne	...	42 251	53 612	-26,9	447	374	42 698	53 987	-26,4	11 132	16 700

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Professionnels									
62 308	77 759	-24,8	1 522,2	1 568,6	-3,0	40,93	49,57	-21,1	Professionnel communic. 1
90 506	108 576	-20,0	1 525,2	1 556,7	-2,1	59,34	69,75	-17,5	Professionnel communic. 2
106 530	130 928	-22,9	1 501,0	1 586,8	-5,7	70,97	82,51	-16,3	Professionnel communic. 3
61 886	88 771	-43,4	1 530,8	1 571,5	-2,7	40,43	56,49	-39,7	Professionnel gest. fin. 1
90 042	104 269	-15,8	1 551,9	1 540,5	0,7	58,02	67,68	-16,7	Professionnel gest. fin. 2
99 654	133 997	-34,5	1 501,0	1 544,9	-2,9	66,39	86,73	-30,6	Professionnel gest. fin. 3
62 561	82 227	-31,4	1 518,4	1 570,5	-3,4	41,20	52,36	-27,1	Analyste proc. adm./inform. 1
90 824	110 462	-21,6	1 516,6	1 539,5	-1,5	59,89	71,75	-19,8	Analyste proc. adm./inform. 2
104 242	130 780	-25,5	1 509,2	1 549,7	-2,7	69,07	84,39	-22,2	Analyste proc. adm./inform. 3
62 303	94 938	-52,4	1 501,4	1 587,6	-5,7	41,50	59,80	-44,1	Ingénieur 1
98 936	137 132	-38,6	1 503,7	1 549,2	-3,0	65,80	88,52	-34,5	Ingénieur 2
123 257	161 922	-31,4	1 501,0	1 556,7	-3,7	82,11	104,02	-26,7	Ingénieur 3
99 076	119 677	-20,8	1 537,7	1 579,5	-2,7	64,43	75,77	-17,6	Professionnel sc. phys. 2
82 079	108 069	-31,7	1 526,6	1 607,2	-5,3	53,77	67,24	-25,1	Avocat et notaire 1
118 582	150 765	-27,1	1 521,6	1 571,2	-3,3	77,93	95,96	-23,1	Avocat et notaire 2
154 785	171 767	-11,0	1 501,0	1 576,1	-5,0	103,12	108,99	-5,7	Avocat et notaire 3
96 234	119 617	-24,3	1 515,6	1 552,8	-2,5	63,52	77,01	-21,2	Moyenne
Techniciens									
64 614	82 005	-26,9	1 528,9	1 559,5	-2,0	42,26	52,58	-24,4	Technicien en administration 1-2
72 059	93 669	-30,0	1 507,1	1 514,0	-0,5 *	47,81	61,87	-29,4	Technicien en administration 3
63 575	75 854	-19,3	1 542,2	1 500,3	2,7	41,22	50,56	-22,6	Techn. documentation 1-2
74 898	83 395	-11,3	1 543,6	1 537,4	0,4	48,52	54,24	-11,8	Techn. laboratoire 1-2
80 467	89 611	-11,4	1 544,5	1 515,4	1,9	52,10	59,13	-13,5	Techn. laboratoire 3
59 241	86 715	-46,4	1 507,1	1 557,9	-3,4	39,31	55,66	-41,6	Technicien en droit 1-2
70 781	103 512	-46,2	1 507,1	1 542,7	-2,4	46,97	67,10	-42,9	Technicien en droit 3
62 488	97 786	-56,5	1 539,1	1 566,8	-1,8	40,60	62,41	-53,7	Technicien génie 1-2
65 658	83 661	-27,4	1 534,2	1 519,3	1,0	42,80	55,07	-28,7	Techn. informatique 1-2
74 860	88 455	-18,2	1 545,8	1 517,3	1,8	48,43	58,30	-20,4	Techn. informatique 3
64 170	92 459	-44,1	1 548,3	1 514,7	2,2	41,45	61,04	-47,3	Technicien en loisir 1-2
64 742	100 464	-55,2	1 545,8	1 486,4	3,8	41,88	67,59	-61,4	Techn. hygiène du trav. 1-2
66 604	85 710	-28,7	1 533,9	1 543,1	-0,6	43,41	55,57	-28,0	Moyenne
Employés de bureau									
47 177	76 302	-61,7	1 576,9	1 542,6	2,2	29,92	49,46	-65,3	Magasinier 1
50 945	75 890	-49,0	1 550,6	1 662,6	-7,2	32,85	45,64	-38,9	Magasinier 2
59 724	95 717	-60,3	1 558,9	1 659,7	-6,5	38,31	57,67	-50,5	Magasinier 3
48 968	71 250	-45,5	1 548,1	1 580,6	-2,1	31,63	45,08	-42,5	Op. duplicateur 1-2
49 610	63 211	-27,4	1 549,0	1 497,7	3,3	32,03	42,21	-31,8	Personnel soutien adm. 1
53 526	69 041	-29,0	1 541,7	1 529,4	0,8	34,72	45,14	-30,0	Personnel soutien adm. 2
58 766	76 934	-30,9	1 549,8	1 584,6	-2,2	37,92	48,55	-28,0	Personnel soutien adm. 3
50 054	66 315	-32,5	1 556,1	1 471,3	5,4	32,17	45,07	-40,1	Personnel secrétariat 1
55 445	73 555	-32,7	1 543,2	1 494,1	3,2	35,93	49,23	-37,0	Personnel secrétariat 2
57 033	69 620	-22,1	1 514,6	1 513,0	0,1 *	37,66	46,01	-22,2	Préposé aux renseign. 2
64 497	80 792	-25,3	1 514,6	1 469,8	3,0	42,59	54,97	-29,1	Préposé aux renseign. 3
59 480	82 085	-38,0	1 634,7	1 642,3	-0,5 *	36,39	49,98	-37,4	Préposé télécomm. 1-2
65 129	95 639	-46,8	1 615,6	1 632,2	-1,0	40,31	58,59	-45,3	Préposé télécomm. 3
47 467	61 921	-30,5	1 549,1	1 507,1	2,7	30,64	41,09	-34,1	Téléphoniste-récept. 2
57 875	77 661	-34,2	1 551,9	1 595,4	-2,8	37,29	48,68	-30,5	Acheteur 2
53 830	70 687	-31,3	1 545,7	1 521,6	1,6	34,83	46,45	-33,4	Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	573	40 111	60 765	-51,5	622	0	40 733	60 765	-49,2	11 516	19 578
Concierge 2	2 158	42 413	50 895	-20,0	221	219	42 634	51 114	-19,9	11 262	15 884
Gardien 2	282	39 970	55 070	-37,8	405	308	40 374	55 378	-37,2	10 612	17 060
Journalier/préposé terr. 2	135	40 249	55 691	-38,4	624	506	40 873	56 197	-37,5	11 540	16 768
Préposé cuisine/café. 2	2 389	39 903	46 560	-16,7	605	65	40 508	46 626	-15,1	11 424	13 974
Préposé entretien lourd 2	539	39 813	48 527	-21,9	617	429	40 430	48 957	-21,1	11 450	18 676
Ouvrier entret. mainten. 2	311	43 351	55 816	-28,8	672	516	44 023	56 332	-28,0	12 229	16 738
Moyenne	...	41 014	48 700	-18,7	544	244	41 558	48 944	-17,8	11 533	14 474
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	100	43 351	61 685	-42,3	400	245	43 751	61 930	-41,6	11 765	17 925
Electricien entretien 2	373	50 863	67 503	-32,7	401	735	51 264	68 238	-33,1	12 915	25 933
Electricien entretien 3	67	54 254	77 601	-43,0	782	36	55 036	77 637	-41,1	14 489	22 682
Mécanicien véh. motor. 1	35	48 756	63 878	-31,0	108	354	48 865	64 232	-31,4	11 639	19 102
Mécanicien véh. motor. 2	200	52 487	68 804	-31,1	72	794	52 559	69 598	-32,4	12 306	21 916
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 425	65 434	-29,8	770	311	51 195	65 744	-28,4	13 742	22 128
Menuisier entretien 2	264	48 533	63 725	-31,3	601	476	49 134	64 201	-30,7	12 985	22 613
Ouvrier de voirie 2	197	40 379	55 031	-36,3	40	590	40 419	55 622	-37,6	9 347	22 168
Ouvrier de voirie 3	280	50 711	58 499	-15,4	51	604	50 762	59 103	-16,4	11 785	17 115
Ouvrier cert. entretien 2	1 064	48 257	67 974	-40,9	436	466	48 693	68 439	-40,6	12 525	23 521
Peintre entretien 2	124	43 654	61 484	-40,8	550	546	44 204	62 031	-40,3	11 967	22 015
Machiniste 2	55	52 106	66 809	-28,2	537	149	52 643	66 958	-27,2	13 587	21 559
Conducteur d'équip. lourds 2	394	43 924	59 801	-36,1	44	634	43 968	60 435	-37,5	10 183	23 952
Moyenne	...	48 537	64 782	-33,5	377	486	48 914	65 268	-33,4	12 330	22 372
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	51 400	63 481	-23,5	480	357	51 880	63 839	-23,1	12 657	18 711

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Employés de service									
52 248	80 343	-53,8	1 696,0	1 715,1	-1,1	30,81	46,84	-52,1	Préposé buanderie 2
53 896	66 998	-24,3	1 720,2	1 647,4	4,2	31,33	40,67	-29,8	Concierge 2
50 986	72 439	-42,1	1 693,6	1 629,6	3,8	30,11	44,45	-47,6	Gardien 2
52 413	72 965	-39,2	1 670,5	1 708,0	-2,2	31,38	42,72	-36,2	Journalier/préposé terr. 2
51 932	60 600	-16,7	1 695,7	1 696,8	-0,1 *	30,63	35,72	-16,6	Préposé cuisine/café. 2
51 879	67 633	-30,4	1 696,0	1 617,8	4,6	30,59	41,81	-36,7	Préposé entretien lourd 2
56 252	73 070	-29,9	1 696,0	1 639,4	3,3	33,17	44,57	-34,4	Ouvrier entret. mainten. 2
53 091	63 418	-19,5	1 699,9	1 631,2	4,0	31,23	38,86	-24,4	Moyenne
Ouvriers									
55 516	79 855	-43,8	1 710,8	1 746,9	-2,1	32,45	45,71	-40,9	Conducteur véh. lourds 2
64 179	94 171	-46,7	1 707,9	1 652,3	3,3	37,58	56,99	-51,7	Électricien entretien 2
69 525	100 318	-44,3	1 693,9	1 636,3	3,4 *	41,04	61,31	-49,4	Électricien entretien 3
60 503	83 333	-37,7	1 685,7	1 789,0	-6,1	35,89	46,58	-29,8	Mécanicien véh. motor. 1
64 865	91 514	-41,1	1 675,6	1 684,3	-0,5 *	38,71	54,33	-40,3	Mécanicien véh. motor. 2
64 938	87 872	-35,3	1 696,4	1 701,0	-0,3 *	38,28	51,66	-35,0	Mécanicien entret. Millwright 2
62 119	86 814	-39,8	1 702,7	1 656,2	2,7	36,48	52,42	-43,7	Menuisier entretien 2
49 766	77 790	-56,3	1 667,5	1 649,1	1,1	29,84	47,17	-58,1	Ouvrier de voirie 2
62 546	76 218	-21,9	1 667,5	1 754,9	-5,2	37,51	43,43	-15,8	Ouvrier de voirie 3
61 218	91 961	-50,2	1 709,9	1 605,4	6,1	35,80	57,28	-60,0	Ouvrier cert. entretien 2
56 171	84 046	-49,6	1 702,4	1 662,6	2,3	32,99	50,55	-53,2	Peintre entretien 2
66 230	88 517	-33,7	1 707,8	1 698,9	0,5	38,78	52,10	-34,4	Machiniste 2
54 151	84 387	-55,8	1 667,5	1 617,2	3,0	32,47	52,18	-60,7	Conducteur d'équip. lourds 2
61 244	87 640	-43,1	1 694,9	1 660,6	2,0	36,13	52,87	-46,3	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
64 537	82 550	-27,9	1 570,8	1 557,8	0,8	41,35	53,07	-28,3	Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Professionnels												
Professionnel communic. 2	831	73 957	87 977	-19,0	549	1 483	74 506	89 459	-20,1	16 000	24 043	
Professionnel gest. fin. 2	424	71 869	95 128	-32,4	1 165	1 612	73 034	96 740	-32,5	17 008	26 014	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	74 715	96 251	-28,8	402	1 942	75 117	98 193	-30,7	15 707	25 080	
Ingénieur 2	710	82 710	95 548	-15,5	65	2 045	82 775	97 593	-17,9	16 161	25 632	
Ingénieur 3	418	104 033	108 199	-4,0	62	2 010	104 096	110 209	-5,9	19 161	29 586	
Avocat et notaire 2	569	98 218	108 497	-10,5	820	2 003	99 039	110 499	-11,6	19 544	28 176	
Avocat et notaire 3	332	131 496	120 450	8,4	79	1 414	131 575	121 863	7,4	23 210	40 397	
Moyenne	...	79 354	97 826	-23,3	410	2 036	79 765	99 862	-25,2	16 341	25 696	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 714	51 380	65 018	-26,5	483	1 020	51 863	66 038	-27,3	12 752	22 526	
Technicien en administration 3	89	58 804	83 879	-42,6	29	1 293	58 833	85 172	-44,8	13 225	27 775	
Techn. documentation 1-2	684	50 810	60 226	-18,5	319	901	51 129	61 127	-19,6	12 446	20 804	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	58 566	62 619	-6,9	1 114	1 133	59 680	63 752	-6,8	15 218	23 870	
Technicien en droit 1-2	519	48 260	63 337	-31,2	24	818	48 284	64 155	-32,9	10 957	21 306	
Technicien génie 1-2	1 612	50 185	73 063	-45,6	294	973	50 478	74 036	-46,7	12 010	25 521	
Technicien génie 3	232	58 144	87 201	-50,0	29	435	58 173	87 637	-50,6	13 088	26 651	
Techn. informatique 1-2	1 968	52 466	69 872	-33,2	403	1 113	52 869	70 985	-34,3	12 789	23 282	
Techn. informatique 3	1 091	59 263	83 184	-40,4	838	2 077	60 102	85 262	-41,9	14 759	23 153	
Technicien en loisir 1-2	492	50 602	70 227	-38,8	597	828	51 198	71 055	-38,8	12 971	22 906	
Moyenne	...	52 612	68 000	-29,2	544	1 092	53 155	69 092	-30,0	13 067	23 236	
Employés de bureau												
Magasinier 1	214	37 031	58 710	-58,5	337	814	37 369	59 524	-59,3	9 808	20 519	
Magasinier 2	1 000	39 612	61 182	-54,5	544	878	40 156	62 060	-54,5	10 790	23 788	
Personnel soutien adm. 1	4 773	38 182	47 783	-25,1	639	796	38 821	48 580	-25,1	10 789	17 994	
Personnel soutien adm. 2	6 218	42 188	55 501	-31,6	394	734	42 582	56 235	-32,1	10 944	18 609	
Personnel soutien adm. 3	2 407	46 137	63 977	-38,7	561	943	46 698	64 920	-39,0	12 068	23 087	
Personnel secrétariat 1	1 474	39 332	53 701	-36,5	320	486	39 652	54 187	-36,7	10 402	16 683	
Personnel secrétariat 2	8 597	43 717	56 943	-30,3	396	815	44 113	57 759	-30,9	11 332	19 438	
Préposé aux renseign. 2	942	46 008	59 214	-28,7	28	944	46 036	60 158	-30,7	10 998	21 630	
Préposé aux renseign. 3	25	52 013	65 839	-26,6	31	213	52 044	66 051	-26,9	12 453	19 880	
Préposé télécomm. 1-2	167	48 256	59 793	-23,9	24	709	48 280	60 503	-25,3	11 200	22 538	
Téléphoniste-récept. 2	156	36 336	49 665	-36,7	647	627	36 983	50 292	-36,0	10 484	15 623	
Moyenne	...	42 251	55 894	-32,3	447	803	42 698	56 697	-32,8	11 132	19 452	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
90 506	113 503	-25,4	1 525,2	1 516,9	0,5	59,34	74,83	-26,1	Professionnels
90 042	122 754	-36,3	1 551,9	1 495,7	3,6	58,02	82,07	-41,4	Professionnel communic. 2
90 824	123 273	-35,7	1 516,6	1 509,6	0,5	59,89	81,66	-36,4	Professionnel gest. fin. 2
98 936	123 225	-24,6	1 503,7	1 550,9	-3,1	65,80	79,45	-20,8	Analyste proc. adm./inform. 2
123 257	139 795	-13,4	1 501,0	1 560,9	-4,0	82,11	89,56	-9,1	Ingénieur 2
118 582	138 675	-16,9	1 521,6	1 521,3	0,0 *	77,93	91,16	-17,0	Ingénieur 3
154 785	162 261	-4,8	1 501,0	1 523,1	-1,5	103,12	106,54	-3,3	Avocat et notaire 2
96 106	125 558	-30,6	1 515,9	1 524,4	-0,6	63,42	82,45	-30,0	Avocat et notaire 3
									Moyenne
64 614	88 565	-37,1	1 528,9	1 495,2	2,2	42,26	59,23	-40,2	Techniciens
72 059	112 947	-56,7	1 507,1	1 536,9	-2,0	47,81	73,49	-53,7	Technicien en administration 1-2
63 575	81 931	-28,9	1 542,2	1 479,4	4,1	41,22	55,38	-34,3	Technicien en administration 3
74 898	87 622	-17,0	1 543,6	1 535,4	0,5 *	48,52	57,07	-17,6	Techn. documentation 1-2
59 241	85 460	-44,3	1 507,1	1 519,6	-0,8	39,31	56,24	-43,1	Techn. laboratoire 1-2
62 488	99 557	-59,3	1 539,1	1 565,1	-1,7	40,60	63,61	-56,7	Technicien en droit 1-2
71 261	114 288	-60,4	1 507,1	1 588,1	-5,4	47,28	71,96	-52,2	Technicien génie 1-2
65 658	94 267	-43,6	1 534,2	1 493,6	2,6	42,80	63,11	-47,5	Technicien génie 3
74 860	108 415	-44,8	1 545,8	1 435,0	7,2	48,43	75,55	-56,0	Techn. informatique 1-2
64 170	93 960	-46,4	1 548,3	1 514,5	2,2	41,45	62,04	-49,7	Techn. informatique 3
66 222	92 327	-39,4	1 533,7	1 503,8	1,9	43,17	61,43	-42,3	Technicien en loisir 1-2
									Moyenne
47 177	80 043	-69,7	1 576,9	1 642,2	-4,1	29,92	48,74	-62,9	Employés de bureau
50 945	85 848	-68,5	1 550,6	1 581,1	-2,0	32,85	54,30	-65,3	Magasinier 1
49 610	66 574	-34,2	1 549,0	1 495,2	3,5	32,03	44,53	-39,0	Magasinier 2
53 526	74 844	-39,8	1 541,7	1 483,5	3,8	34,72	50,45	-45,3	Personnel soutien adm. 1
58 766	88 007	-49,8	1 549,8	1 487,7	4,0	37,92	59,16	-56,0	Personnel soutien adm. 2
50 054	70 870	-41,6	1 556,1	1 477,0	5,1	32,17	47,98	-49,2	Personnel soutien adm. 3
55 445	77 196	-39,2	1 543,2	1 492,6	3,3	35,93	51,72	-44,0	Personnel secrétariat 1
57 033	81 788	-43,4	1 514,6	1 537,2	-1,5 *	37,66	53,21	-41,3	Personnel secrétariat 2
64 497	85 931	-33,2	1 514,6	1 506,1	0,6 *	42,59	57,06	-34,0	Préposé aux renseign. 2
59 480	83 041	-39,6	1 634,7	1 674,2	-2,4	36,39	49,60	-36,3	Préposé aux renseign. 3
47 467	65 915	-38,9	1 549,1	1 483,1	4,3	30,64	44,44	-45,0	Préposé télécomm. 1-2
53 830	76 149	-41,5	1 545,7	1 498,3	3,1	34,83	50,81	-45,9	Téléphoniste-récept. 2
									Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Concierge 2	2 158	42 413	52 431	-23,6	221	275	42 634	52 705	-23,6	11 262	15 695	
Journalier/préposé terr. 2	135	40 249	58 289	-44,8	624	595	40 873	58 884	-44,1	11 540	18 285	
Préposé entretien lourd 2	539	39 813	50 321	-26,4	617	524	40 430	50 844	-25,8	11 450	23 179	
Ouvrier entret. mainten. 2	311	43 351	61 550	-42,0	672	769	44 023	62 319	-41,6	12 229	20 771	
Moyenne	...	40 417	48 315	-19,5	503	265	40 920	48 580	-18,7	11 349	15 387	
Ouvriers												
Conducteur véh. lourds 2	100	43 351	60 731	-40,1	400	614	43 751	61 345	-40,2	11 765	19 204	
Électricien entretien 2	373	50 863	66 735	-31,2	401	754	51 264	67 489	-31,7	12 915	30 688	
Mécanicien véh. motor. 1	35	48 756	62 172	-27,5	108	267	48 865	62 439	-27,8	11 639	20 305	
Mécanicien véh. motor. 2	200	52 487	65 787	-25,3	72	637	52 559	66 424	-26,4	12 306	26 527	
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 425	68 461	-35,8	770	793	51 195	69 253	-35,3	13 742	30 655	
Menuisier entretien 2	264	48 533	64 789	-33,5	601	628	49 134	65 417	-33,1	12 985	25 296	
Ouvrier de voirie 2	197	40 379	55 051	-36,3	40	591	40 419	55 642	-37,7	9 347	22 175	
Ouvrier de voirie 3	280	50 711	58 499	-15,4	51	604	50 762	59 103	-16,4	11 785	17 115	
Ouvrier cert. entretien 2	1 064	48 257	65 988	-36,7	436	736	48 693	66 724	-37,0	12 525	27 007	
Peintre entretien 2	124	43 654	61 075	-39,9	550	562	44 204	61 636	-39,4	11 967	26 540	
Machiniste 2	55	52 106	68 337	-31,1	537	398	52 643	68 734	-30,6	13 587	26 471	
Conducteur d'équip. lourds 2	394	43 924	59 812	-36,2	44	646	43 968	60 457	-37,5	10 183	24 084	
Moyenne	...	48 537	64 388	-32,7	377	652	48 914	65 040	-33,0	12 330	25 975	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	51 671	66 085	-27,9	468	1 025	52 139	67 110	-28,7	12 655	21 462	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 896	68 400	-26,9	1 720,2	1 657,8	3,6	31,33	41,26	-31,7	Employés de service
52 413	77 169	-47,2	1 670,5	1 706,5	-2,2	31,38	45,22	-44,1	Concierge 2
51 879	74 024	-42,7	1 696,0	1 596,9	5,8	30,59	46,35	-51,5	Journalier/préposé terr. 2
56 252	83 090	-47,7	1 696,0	1 642,8	3,1	33,17	50,58	-52,5	Préposé entretien lourd 2
52 269	63 967	-22,4	1 702,0	1 652,6	2,9	30,71	38,76	-26,2	Ouvrier entret. mainten. 2
									Moyenne
55 516	80 549	-45,1	1 710,8	1 702,2	0,5 *	32,45	47,32	-45,8	Ouvriers
64 179	98 177	-53,0	1 707,9	1 599,8	6,3	37,58	61,37	-63,3	Conducteur véh. lourds 2
60 503	82 744	-36,8	1 685,7	1 770,4	-5,0	35,89	46,74	-30,2	Électricien entretien 2
64 865	92 951	-43,3	1 675,6	1 655,7	1,2	38,71	56,14	-45,0	Mécanicien véh. motor. 1
64 938	99 908	-53,9	1 696,4	1 627,7	4,1	38,28	61,38	-60,4	Mécanicien véh. motor. 2
62 119	90 713	-46,0	1 702,7	1 634,7	4,0	36,48	55,49	-52,1	Mécanicien entret. Millwright 2
49 766	77 817	-56,4	1 667,5	1 649,3	1,1	29,84	47,18	-58,1	Menuisier entretien 2
62 546	76 218	-21,9	1 667,5	1 754,9	-5,2	37,51	43,43	-15,8	Ouvrier de voirie 2
61 218	93 731	-53,1	1 709,9	1 626,6	4,9	35,80	57,63	-61,0	Ouvrier de voirie 3
56 171	88 176	-57,0	1 702,4	1 616,7	5,0	32,99	54,54	-65,3	Ouvrier cert. entretien 2
66 230	95 205	-43,7	1 707,8	1 671,8	2,1	38,78	56,95	-46,8	Peintre entretien 2
54 151	84 542	-56,1	1 667,5	1 616,8	3,0	32,47	52,29	-61,0	Machiniste 2
61 244	91 015	-48,6	1 694,9	1 642,8	3,1	36,13	55,48	-53,6	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
64 795	88 572	-36,7	1 564,4	1 531,0	2,1	41,66	58,05	-39,4	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	
		québ.		%	québ.		québ.		%	québ.		
		\$	%	\$		\$		%	\$			
Professionnels												
Professionnel communic. 1	59	50 031	56 794	-13,5	363	55	50 394	56 849	-12,8	11 914	18 534	
Professionnel communic. 2	831	73 957	87 094	-17,8	549	472	74 506	87 566	-17,5	16 000	21 696	
Professionnel communic. 3	117	89 328	110 305	-23,5	54	124	89 382	110 429	-23,5	17 148	28 324	
Professionnel gest. fin. 2	424	71 869	79 345	-10,4	1 165	202	73 034	79 546	-8,9	17 008	17 961	
Analyste proc. adm./inform. 1	332	50 431	56 556	-12,1	328	100	50 759	56 655	-11,6	11 802	13 142	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	74 715	88 649	-18,7	402	307	75 117	88 956	-18,4	15 707	21 594	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	86 799	107 135	-23,4	299	108	87 098	107 243	-23,1	17 145	26 777	
Ingénieur 2	710	82 710	111 521	-34,8	65	90	82 775	111 611	-34,8	16 161	29 802	
Professionnel sc. phys. 2	493	80 206	105 991	-32,1	1 155	354	81 361	106 344	-30,7	17 715	26 474	
Avocat et notaire 2	569	98 218	101 863	-3,7	820	223	99 039	102 086	-3,1	19 544	21 502	
Avocat et notaire 3	332	131 496	133 003	-1,1	79	40	131 575	133 042	-1,1	23 210	28 016	
Moyenne	...	79 804	95 555	-19,7	427	235	80 231	95 790	-19,4	16 435	23 461	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 714	51 380	64 452	-25,4	483	595	51 863	65 046	-25,4	12 752	18 639	
Technicien en administration 3	89	58 804	68 466	-16,4	29	559	58 833	69 025	-17,3	13 225	17 423	
Techn. documentation 1-2	684	50 810	52 395	-3,1 *	319	612	51 129	53 007	-3,7 *	12 446	13 772	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	58 566	64 602	-10,3	1 114	622	59 680	65 223	-9,3	15 218	19 397	
Techn. laboratoire 3	509	63 183	69 778	-10,4	1 225	656	64 408	70 434	-9,4	16 060	16 883	
Technicien en droit 1-2	519	48 260	56 027	-16,1	24	124	48 284	56 150	-16,3	10 957	13 997	
Technicien génie 1-2	1 612	50 185	78 309	-56,0	294	597	50 478	78 906	-56,3	12 010	22 001	
Techn. informatique 1-2	1 968	52 466	60 639	-15,6	403	559	52 869	61 198	-15,8	12 789	15 892	
Techn. informatique 3	1 091	59 263	69 167	-16,7	838	833	60 102	70 000	-16,5	14 759	16 638	
Moyenne	...	53 085	65 421	-23,2	545	586	53 629	66 007	-23,1	13 136	18 313	
Employés de bureau												
Magasinier 1	214	37 031	58 125	-57,0	337	148	37 369	58 273	-55,9	9 808	17 901	
Magasinier 2	1 000	39 612	60 883	-53,7	544	946	40 156	61 828	-54,0	10 790	16 602	
Magasinier 3	27	47 715	77 684	-62,8	210	366	47 924	78 050	-62,9	11 799	18 759	
Personnel soutien adm. 1	4 773	38 182	43 805	-14,7	639	421	38 821	44 226	-13,9	10 789	12 155	
Personnel soutien adm. 2	6 218	42 188	52 604	-24,7	394	259	42 582	52 862	-24,1	10 944	15 313	
Personnel soutien adm. 3	2 407	46 137	53 721	-16,4	561	352	46 698	54 073	-15,8	12 068	13 478	
Personnel secrétariat 1	1 474	39 332	52 231	-32,8	320	669	39 652	52 900	-33,4	10 402	14 477	
Personnel secrétariat 2	8 597	43 717	55 786	-27,6	396	273	44 113	56 058	-27,1	11 332	16 011	
Préposé aux renseign. 2	942	46 008	48 049	-4,4	28	391	46 036	48 439	-5,2	10 998	14 521	
Préposé aux renseign. 3	25	52 013	60 976	-17,2	31	630	52 044	61 606	-18,4	12 453	19 451	
Préposé télécomm. 1-2	167	48 256	67 777	-40,5	24	484	48 280	68 260	-41,4	11 200	18 810	
Téléphoniste-récept. 2	156	36 336	41 502	-14,2	647	465	36 983	41 967	-13,5	10 484	9 827	
Moyenne	...	42 251	52 900	-25,2	447	373	42 698	53 273	-24,8	11 132	14 926	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
62 308	75 383	-21,0	1 522,2	1 612,2	-5,9	40,93	46,76	-14,2	Professionnels
90 506	109 262	-20,7	1 525,2	1 546,2	-1,4	59,34	70,66	-19,1	Professionnel communic. 1
106 530	138 753	-30,2	1 501,0	1 543,2	-2,8	70,97	89,91	-26,7	Professionnel communic. 2
90 042	97 507	-8,3	1 551,9	1 533,6	1,2	58,02	63,58	-9,6	Professionnel communic. 3
62 561	69 797	-11,6	1 518,4	1 543,9	-1,7	41,20	45,21	-9,7	Professionnel gest. fin. 2
90 824	110 550	-21,7	1 516,6	1 534,8	-1,2	59,89	72,03	-20,3	Analyste proc. adm./inform. 1
104 242	134 020	-28,6	1 509,2	1 517,3	-0,5	69,07	88,33	-27,9	Analyste proc. adm./inform. 2
98 936	141 413	-42,9	1 503,7	1 521,8	-1,2	65,80	92,93	-41,2	Analyste proc. adm./inform. 3
99 076	132 819	-34,1	1 537,7	1 505,8	2,1	64,43	88,20	-36,9	Ingénieur 2
118 582	123 587	-4,2	1 521,6	1 596,8	-4,9	77,93	77,40	0,7	Professionnel sc. phys. 2
154 785	161 058	-4,1	1 501,0	1 576,8	-5,0	103,12	102,14	0,9	Avocat et notaire 2
96 666	119 251	-23,4	1 516,5	1 534,7	-1,2	63,77	77,76	-21,9	Avocat et notaire 3
									Moyenne
64 614	83 685	-29,5	1 528,9	1 531,7	-0,2 *	42,26	54,63	-29,3	Techniciens
72 059	86 447	-20,0	1 507,1	1 524,3	-1,1	47,81	56,71	-18,6	Technicien en administration 1-2
63 575	66 779	-5,0 *	1 542,2	1 513,6	1,9	41,22	44,12	-7,0 *	Technicien en administration 3
74 898	84 621	-13,0	1 543,6	1 518,3	1,6	48,52	55,73	-14,9	Techn. documentation 1-2
80 467	87 317	-8,5	1 544,5	1 506,0	2,5	52,10	57,98	-11,3	Techn. laboratoire 1-2
59 241	70 148	-18,4	1 507,1	1 481,1	1,7	39,31	47,36	-20,5	Techn. laboratoire 3
62 488	100 907	-61,5	1 539,1	1 563,4	-1,6	40,60	64,54	-59,0	Technicien en droit 1-2
65 658	77 090	-17,4	1 534,2	1 546,3	-0,8 *	42,80	49,85	-16,5	Technicien génie 1-2
74 860	86 638	-15,7	1 545,8	1 536,5	0,6	48,43	56,39	-16,4	Techn. informatique 1-2
66 765	84 321	-26,3	1 533,0	1 531,3	0,1 *	43,54	55,05	-26,4	Techn. informatique 3
									Moyenne
47 177	76 174	-61,5	1 576,9	1 494,8	5,2	29,92	50,96	-70,3	Employés de bureau
50 945	78 430	-53,9	1 550,6	1 663,9	-7,3	32,85	47,14	-43,5	Magasinier 1
59 724	96 809	-62,1	1 558,9	1 638,2	-5,1	38,31	59,09	-54,2	Magasinier 2
49 610	56 381	-13,6	1 549,0	1 506,7	2,7	32,03	37,42	-16,8	Magasinier 3
53 526	68 176	-27,4	1 541,7	1 496,0	3,0	34,72	45,57	-31,3	Personnel soutien adm. 1
58 766	67 551	-14,9	1 549,8	1 580,5	-2,0	37,92	42,74	-12,7	Personnel soutien adm. 2
50 054	67 377	-34,6	1 556,1	1 542,9	0,9	32,17	43,67	-35,8	Personnel soutien adm. 3
55 445	72 070	-30,0	1 543,2	1 489,3	3,5	35,93	48,39	-34,7	Personnel secrétariat 1
57 033	62 960	-10,4	1 514,6	1 506,3	0,5 *	37,66	41,80	-11,0	Personnel secrétariat 2
64 497	81 058	-25,7	1 514,6	1 471,6	2,8	42,59	55,08	-29,3	Préposé aux renseign. 2
59 480	87 070	-46,4	1 634,7	1 706,8	-4,4	36,39	51,01	-40,2	Préposé aux renseign. 3
47 467	51 794	-9,1	1 549,1	1 546,3	0,2 *	30,64	33,50	-9,3	Préposé télécomm. 1-2
53 830	68 199	-26,7	1 545,7	1 519,3	1,7	34,83	44,87	-28,8	Téléphoniste-récept. 2
									Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché
		québ.			québ.		québ.			québ.	
		\$	%	\$		\$		%	\$		
Employés de service											
Gardien 2	282	39 970	58 216	-45,7	405	365	40 374	58 581	-45,1	10 612	16 230
Journalier/préposé terr. 2	135	40 249	44 408	-10,3	624	279	40 873	44 687	-9,3 *	11 540	10 015
Préposé cuisine/café. 2	2 389	39 903	45 035	-12,9	605	273	40 508	45 308	-11,9	11 424	11 338
Préposé entretien lourd 2	539	39 813	51 664	-29,8	617	719	40 430	52 383	-29,6	11 450	13 198
Ouvrier entret. mainten. 2	311	43 351	53 360	-23,1	672	462	44 023	53 822	-22,3	12 229	13 645
Moyenne	...	41 056	45 936	-11,9	540	290	41 596	46 226	-11,1	11 533	12 220
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	100	43 351	63 166	-45,7	400	91	43 751	63 256	-44,6	11 765	17 615
Mécanicien véh. motor. 2	200	52 487	70 298	-33,9	72	983	52 559	71 282	-35,6	12 306	19 143
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 425	65 705	-30,3	770	189	51 195	65 894	-28,7	13 742	19 151
Moyenne	...	48 412	68 226	-40,9	405	520	48 817	68 746	-40,8	12 403	19 631
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	51 262	62 673	-22,3	481	396	51 742	63 070	-21,9	12 632	16 965

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
50 986	74 811	-46,7	1 693,6	1 632,7	3,6	30,11	45,82	-52,2	Employés de service
52 413	54 702	-4,4 *	1 670,5	1 729,9	-3,6	31,38	31,62	-0,8 *	Gardien 2
51 932	56 646	-9,1 *	1 695,7	1 668,0	1,6	30,63	33,96	-10,9	Journalier/préposé terr. 2
51 879	65 581	-26,4	1 696,0	1 633,2	3,7 *	30,59	40,15	-31,3	Préposé cuisine/café. 2
56 252	67 466	-19,9	1 696,0	1 630,6	3,9	33,17	41,37	-24,7	Préposé entretien lourd 2
53 129	58 447	-10,0	1 700,1	1 588,7	6,6	31,25	36,80	-17,8	Ouvrier entret. mainten. 2
									Moyenne
55 516	80 871	-45,7	1 710,8	1 772,0	-3,6	32,45	45,64	-40,6	Ouvriers
64 865	90 424	-39,4	1 675,6	1 699,2	-1,4	38,71	53,21	-37,5	Conducteur véh. lourds 2
64 938	85 044	-31,0	1 696,4	1 746,4	-2,9	38,28	48,70	-27,2	Mécanicien véh. motor. 2
61 221	88 376	-44,4	1 697,3	1 667,8	1,7	36,07	53,19	-47,5	Mécanicien entret. Millwright 2
									Moyenne
64 375	80 034	-24,3	1 569,7	1 542,9	1,7	41,27	51,94	-25,8	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	
		québ.			québ.		québ.			québ.		
		\$	%	\$		\$		%	\$			
Professionnels												
Professionnel communic. 2	831	73 957	83 468	-12,9	549	29	74 506	83 498	-12,1	16 000	19 725	
Professionnel communic. 3	117	89 328	102 973	-15,3	54	70	89 382	103 042	-15,3	17 148	26 643	
Professionnel gest. fin. 2	424	71 869	82 779	-15,2	1 165	121	73 034	82 900	-13,5	17 008	19 859	
Professionnel gest. fin. 3	15	83 318	100 658	-20,8	50	37	83 368	100 695	-20,8	16 286	23 971	
Analyste proc. adm./inform. 1	332	50 431	65 113	-29,1	328	162	50 759	65 275	-28,6	11 802	16 131	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	74 715	85 739	-14,8	402	84	75 117	85 822	-14,3	15 707	19 822	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	86 799	101 472	-16,9	299	96	87 098	101 567	-16,6	17 145	23 920	
Ingénieur 2	710	82 710	90 268	-9,1	65	10	82 775	90 277	-9,1	16 161	22 209	
Professionnel sc. phys. 2	493	80 206	82 164	-2,4	1 155	0	81 361	82 164	-1,0	17 715	20 439	
Avocat et notaire 2	569	98 218	107 344	-9,3	820	16	99 039	107 360	-8,4	19 544	23 484	
Avocat et notaire 3	332	131 496	140 535	-6,9	79	418	131 575	140 953	-7,1	23 210	28 253	
Moyenne	...	79 461	88 551	-11,4	406	72	79 867	88 623	-11,0	16 348	20 811	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 714	51 380	59 205	-15,2	483	104	51 863	59 309	-14,4	12 752	16 458	
Technicien en administration 3	89	58 804	68 354	-16,2	29	133	58 833	68 487	-16,4	13 225	18 636	
Techn. documentation 1-2	684	50 810	58 244	-14,6	319	42	51 129	58 286	-14,0	12 446	15 944	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	58 566	62 052	-6,0	1 114	92	59 680	62 144	-4,1	15 218	16 137	
Techn. laboratoire 3	509	63 183	69 714	-10,3	1 225	27	64 408	69 741	-8,3	16 060	21 692	
Technicien en droit 1-2	519	48 260	62 534	-29,6	24	158	48 284	62 692	-29,8	10 957	15 332	
Technicien génie 1-2	1 612	50 185	62 867	-25,3	294	87	50 478	62 954	-24,7	12 010	17 294	
Technicien génie 3	232	58 144	71 841	-23,6	29	19	58 173	71 860	-23,5	13 088	19 072	
Techn. informatique 1-2	1 968	52 466	62 449	-19,0	403	75	52 869	62 525	-18,3	12 789	18 105	
Technicien en loisir 1-2	492	50 602	55 253	-9,2 *	597	57	51 198	55 310	-8,0 *	12 971	13 948	
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	50 097	60 861	-21,5	1 002	7	51 099	60 868	-19,1	13 642	14 457	
Moyenne	...	52 889	61 294	-15,9	563	86	53 451	61 380	-14,8	13 147	16 677	
Employés de bureau												
Magasinier 2	1 000	39 612	48 346	-22,1	544	23	40 156	48 369	-20,5	10 790	12 997	
Op. duplicateur 1-2	66	38 597	52 254	-35,4	255	81	38 852	52 335	-34,7	10 116	14 718	
Personnel soutien adm. 1	4 773	38 182	43 810	-14,7	639	46	38 821	43 856	-13,0	10 789	12 801	
Personnel soutien adm. 2	6 218	42 188	50 812	-20,4	394	28	42 582	50 840	-19,4	10 944	14 205	
Personnel soutien adm. 3	2 407	46 137	54 864	-18,9	561	5	46 698	54 869	-17,5	12 068	16 822	
Personnel secrétariat 1	1 474	39 332	49 393	-25,6	320	14	39 652	49 407	-24,6	10 402	14 813	
Personnel secrétariat 2	8 597	43 717	55 297	-26,5	396	66	44 113	55 363	-25,5	11 332	14 749	
Préposé aux renseign. 2	942	46 008	46 574	-1,2	28	108	46 036	46 682	-1,4	10 998	15 589	
Téléphoniste-récept. 2	156	36 336	46 155	-27,0	647	30	36 983	46 185	-24,9	10 484	14 065	
Moyenne	...	42 229	51 395	-21,7	448	42	42 677	51 437	-20,5	11 130	14 425	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
90 506	103 222	-14,1	1 525,2	1 503,9	1,4	59,34	68,64	-15,7	Professionnels
106 530	129 685	-21,7	1 501,0	1 516,3	-1,0 *	70,97	85,53	-20,5	Professionnel communic. 2
90 042	102 759	-14,1	1 551,9	1 500,3	3,3	58,02	68,49	-18,1	Professionnel communic. 3
99 654	124 667	-25,1	1 501,0	1 504,6	-0,2 *	66,39	82,85	-24,8	Professionnel gest. fin. 2
62 561	81 406	-30,1	1 518,4	1 496,0	1,5	41,20	54,41	-32,1	Professionnel gest. fin. 3
90 824	105 644	-16,3	1 516,6	1 495,4	1,4	59,89	70,65	-18,0	Analyste proc. adm./inform. 1
104 242	125 487	-20,4	1 509,2	1 507,1	0,1 *	69,07	83,26	-20,6	Analyste proc. adm./inform. 2
98 936	112 486	-13,7	1 503,7	1 510,5	-0,5 *	65,80	74,47	-13,2	Analyste proc. adm./inform. 3
99 076	102 603	-3,6	1 537,7	1 510,6	1,8	64,43	67,92	-5,4	Ingénieur 2
118 582	130 843	-10,3	1 521,6	1 520,5	0,1 *	77,93	86,05	-10,4	Professionnel sc. phys. 2
154 785	169 206	-9,3	1 501,0	1 496,1	0,3 *	103,12	113,10	-9,7	Avocat et notaire 2
96 214	109 434	-13,7	1 515,7	1 502,0	0,9	63,50	72,83	-14,7	Avocat et notaire 3
									Moyenne
64 614	75 767	-17,3	1 528,9	1 488,5	2,6	42,26	50,90	-20,4	Techniciens
72 059	87 123	-20,9	1 507,1	1 456,2	3,4	47,81	59,83	-25,1	Technicien en administration 1-2
63 575	74 230	-16,8	1 542,2	1 493,0	3,2	41,22	49,72	-20,6	Technicien en administration 3
74 898	78 281	-4,5	1 543,6	1 521,6	1,4	48,52	51,45	-6,0	Techn. documentation 1-2
80 467	91 433	-13,6	1 544,5	1 522,8	1,4	52,10	60,04	-15,2	Techn. laboratoire 1-2
59 241	78 024	-31,7	1 507,1	1 522,7	-1,0	39,31	51,24	-30,4	Techn. laboratoire 3
62 488	80 247	-28,4	1 539,1	1 532,0	0,5 *	40,60	52,38	-29,0	Technicien en droit 1-2
71 261	90 931	-27,6	1 507,1	1 526,6	-1,3	47,28	59,56	-26,0	Technicien génie 1-2
65 658	80 630	-22,8	1 534,2	1 515,2	1,2	42,80	53,21	-24,3	Technicien génie 3
64 170	69 259	-7,9 *	1 548,3	1 516,9	2,0	41,45	45,66	-10,2 *	Techn. informatique 1-2
64 742	75 325	-16,3	1 545,8	1 508,1	2,4	41,88	49,95	-19,3	Technicien en loisir 1-2
66 599	78 057	-17,2	1 534,0	1 503,8	2,0	43,41	51,90	-19,6	Techn. hygiène du trav. 1-2
									Moyenne
50 945	61 366	-20,5	1 550,6	1 555,2	-0,3 *	32,85	39,46	-20,1	Employés de bureau
48 968	67 053	-36,9	1 548,1	1 603,8	-3,6	31,63	41,81	-32,2	Magasinier 2
49 610	56 657	-14,2	1 549,0	1 490,3	3,8	32,03	38,02	-18,7	Op. duplicateur 1-2
53 526	65 045	-21,5	1 541,7	1 479,4	4,0	34,72	43,97	-26,6	Personnel soutien adm. 1
58 766	71 691	-22,0	1 549,8	1 495,4	3,5	37,92	47,94	-26,4	Personnel soutien adm. 2
50 054	64 220	-28,3	1 556,1	1 453,6	6,6	32,17	44,18	-37,3	Personnel soutien adm. 3
55 445	70 112	-26,5	1 543,2	1 499,9	2,8	35,93	46,75	-30,1	Personnel secrétariat 1
57 033	62 271	-9,2	1 514,6	1 465,4	3,2	37,66	42,49	-12,8	Personnel secrétariat 2
47 467	60 250	-26,9	1 549,1	1 522,5	1,7	30,64	39,57	-29,1	Préposé aux renseign. 2
53 807	65 862	-22,4	1 545,6	1 492,2	3,5	34,82	44,14	-26,8	Téléphoniste-récept. 2
									Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	
		québ.			québ.		québ.			québ.		
		\$	%	\$		\$		%	\$			
Employés de service												
Cuisinier 2	897	49 745	53 750	-8,0	713	22	50 459	53 771	-6,6	13 488	14 311	
Gardien 2	282	39 970	51 189	-28,1	405	91	40 374	51 280	-27,0	10 612	15 391	
Journalier/préposé terr. 2	135	40 249	49 244	-22,3	624	123	40 873	49 366	-20,8	11 540	12 022	
Préposé entretien lourd 2	539	39 813	44 209	-11,0	617	147	40 430	44 357	-9,7	11 450	13 656	
Ouvrier entret. mainten. 2	311	43 351	47 230	-8,9	672	22	44 023	47 253	-7,3	12 229	13 576	
Moyenne	...	41 059	44 419	-8,2	540	27	41 599	44 446	-6,8	11 534	13 226	
Ouvriers												
Électricien entretien 2	373	50 863	61 321	-20,6	401	79	51 264	61 400	-19,8	12 915	18 753	
Electricien entretien 3	67	54 254	67 670	-24,7	782	67	55 036	67 737	-23,1	14 489	21 373	
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 425	59 686	-18,4	770	0	51 195	59 686	-16,6	13 742	19 641	
Menuisier entretien 2	264	48 533	57 521	-18,5	601	45	49 134	57 566	-17,2	12 985	16 539	
Ouvrier cert. entretien 2	1 064	48 257	58 069	-20,3	436	64	48 693	58 133	-19,4	12 525	18 055	
Peintre entretien 2	124	43 654	53 455	-22,5	550	131	44 204	53 586	-21,2	11 967	14 636	
Moyenne	...	47 406	56 038	-18,2	428	44	47 834	56 082	-17,2	12 236	18 072	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	51 404	59 422	-15,6	484	56	51 888	59 479	-14,6	12 657	16 068	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
63 947	68 083	-6,5	1 694,6	1 634,3	3,6	37,73	41,66	-10,4	Employés de service
50 986	66 671	-30,8	1 693,6	1 664,9	1,7	30,11	40,05	-33,0	Cuisinier 2
52 413	61 388	-17,1	1 670,5	1 674,6	-0,2 *	31,38	36,66	-16,8	Gardien 2
51 879	58 012	-11,8	1 696,0	1 645,5	3,0	30,59	35,26	-15,3	Journalier/préposé terr. 2
56 252	60 829	-8,1 *	1 696,0	1 649,6	2,7	33,17	36,88	-11,2 *	Préposé entretien lourd 2
53 132	57 672	-8,5	1 700,1	1 595,0	6,2	31,25	36,07	-15,4	Ouvrier entret. mainten. 2
									Moyenne
64 179	80 153	-24,9	1 707,9	1 675,2	1,9	37,58	47,85	-27,3	Ouvriers
69 525	89 110	-28,2	1 693,9	1 629,1	3,8	41,04	54,70	-33,3	Électricien entretien 2
64 938	79 327	-22,2	1 696,4	1 649,7	2,8	38,28	48,09	-25,6	Électricien entretien 3
62 119	74 105	-19,3	1 702,7	1 679,9	1,3	36,48	44,11	-20,9	Mécanicien entret. Millwright 2
61 218	76 188	-24,5	1 709,9	1 616,0	5,5	35,80	47,15	-31,7	Menuisier entretien 2
56 171	68 222	-21,5	1 702,4	1 698,5	0,2 *	32,99	40,17	-21,7	Ouvrier cert. entretien 2
60 070	74 154	-23,4	1 698,3	1 628,2	4,1	35,36	45,55	-28,8	Peintre entretien 2
									Moyenne
64 546	75 547	-17,0	1 568,3	1 518,8	3,2	41,42	49,85	-20,4	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2020
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Professionnels												
Professionnel communic. 1	59	50 031	64 062	-28,0	363	0	50 394	64 062	-27,1	11 914	19 086	
Professionnel communic. 2	831	73 957	83 982	-13,6	549	0	74 506	83 982	-12,7	16 000	23 830	
Professionnel communic. 3	117	89 328	100 639	-12,7	54	0	89 382	100 639	-12,6	17 148	27 706	
Professionnel gest. fin. 1	62	49 159	74 023	-50,6	549	0	49 708	74 023	-48,9	12 178	22 054	
Professionnel gest. fin. 2	424	71 869	90 669	-26,2	1 165	0	73 034	90 669	-24,1	17 008	25 930	
Professionnel gest. fin. 3	15	83 318	112 354	-34,8	50	0	83 368	112 354	-34,8	16 286	31 032	
Analyste proc. adm./inform. 1	332	50 431	67 455	-33,8	328	0	50 759	67 455	-32,9	11 802	19 793	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	74 715	83 067	-11,2	402	0	75 117	83 067	-10,6	15 707	23 623	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	86 799	99 393	-14,5	299	0	87 098	99 393	-14,1	17 145	27 296	
Ingénieur 1	193	51 218	75 205	-46,8	32	0	51 250	75 205	-46,7	11 052	21 604	
Ingénieur 2	710	82 710	112 168	-35,6	65	0	82 775	112 168	-35,5	16 161	29 801	
Ingénieur 3	418	104 033	133 224	-28,1	62	0	104 096	133 224	-28,0	19 161	34 404	
Professionnel sc. phys. 1	41	52 134	67 943	-30,3	705	0	52 839	67 943	-28,6	13 157	19 817	
Professionnel sc. phys. 2	493	80 206	92 043	-14,8	1 155	0	81 361	92 043	-13,1	17 715	25 708	
Professionnel sc. phys. 3	115	91 454	116 422	-27,3	55	0	91 509	116 422	-27,2	17 416	31 265	
Avocat et notaire 1	75	66 298	103 887	-56,7	645	0	66 942	103 887	-55,2	15 137	28 765	
Avocat et notaire 2	569	98 218	146 401	-49,1	820	0	99 039	146 401	-47,8	19 544	38 712	
Avocat et notaire 3	332	131 496	169 741	-29,1	79	0	131 575	169 741	-29,0	23 210	44 116	
Biologiste 2	207	76 429	90 800	-18,8	46	0	76 475	90 800	-18,7	15 253	25 482	
Biologiste 3	31	89 980	114 522	-27,3	54	0	90 034	114 522	-27,2	17 170	30 864	
Moyenne	...	79 481	94 958	-19,5	404	0	79 885	94 958	-18,9	16 348	26 351	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 714	51 380	62 153	-21,0	483	0	51 863	62 153	-19,8	12 752	18 793	
Techn. documentation 1-2	684	50 810	61 770	-21,6	319	0	51 129	61 770	-20,8	12 446	18 608	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	58 566	65 168	-11,3	1 114	0	59 680	65 168	-9,2	15 218	19 619	
Technicien en droit 1-2	519	48 260	72 129	-49,5	24	0	48 284	72 129	-49,4	10 957	21 070	
Technicien génie 1-2	1 612	50 185	77 636	-54,7	294	0	50 478	77 636	-53,8	12 010	22 380	
Technicien génie 3	232	58 144	90 979	-56,5	29	0	58 173	90 979	-56,4	13 088	24 872	
Moyenne	...	52 278	65 299	-24,9	521	0	52 799	65 299	-23,7	12 951	19 525	
Employés de bureau												
Magasinier 1	214	37 031	50 829	-37,3	337	0	37 369	50 829	-36,0	9 808	15 210	
Magasinier 2	1 000	39 612	56 144	-41,7	544	0	40 156	56 144	-39,8	10 790	17 098	
Magasinier 3	27	47 715	65 220	-36,7	210	0	47 924	65 220	-36,1	11 799	19 218	
Personnel soutien adm. 2	6 218	42 188	52 781	-25,1	394	0	42 582	52 781	-24,0	10 944	16 211	
Personnel soutien adm. 3	2 407	46 137	58 666	-27,2	561	0	46 698	58 666	-25,6	12 068	17 924	
Personnel secrétariat 1	1 474	39 332	51 081	-29,9	320	0	39 652	51 081	-28,8	10 402	15 902	
Acheteur 2	214	45 141	57 706	-27,8	628	0	45 769	57 706	-26,1	12 106	17 724	
Moyenne	...	42 531	54 340	-27,8	445	0	42 976	54 340	-26,4	11 148	16 676	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ² / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
62 308	83 148	-33,4	1 522,2	1 602,9	-5,3	40,93	51,87	-26,7	Professionnels
90 506	107 812	-19,1	1 525,2	1 602,9	-5,1	59,34	67,26	-13,3	Professionnel communic. 1
106 530	128 346	-20,5	1 501,0	1 602,9	-6,8	70,97	80,07	-12,8	Professionnel communic. 2
61 886	96 077	-55,2	1 530,8	1 595,0	-4,2	40,43	60,24	-49,0	Professionnel communic. 3
90 042	116 599	-29,5	1 551,9	1 594,9	-2,8	58,02	73,11	-26,0	Professionnel gest. fin. 1
99 654	143 386	-43,9	1 501,0	1 595,0	-6,3	66,39	89,90	-35,4	Professionnel gest. fin. 2
62 561	87 247	-39,5	1 518,4	1 588,6	-4,6	41,20	54,92	-33,3	Professionnel gest. fin. 3
90 824	106 690	-17,5	1 516,6	1 588,6	-4,7	59,89	67,16	-12,1	Analyste proc. adm./inform. 1
104 242	126 690	-21,5	1 509,2	1 588,6	-5,3	69,07	79,75	-15,5	Analyste proc. adm./inform. 2
62 303	96 808	-55,4	1 501,4	1 603,2	-6,8	41,50	60,38	-45,5	Analyste proc. adm./inform. 3
98 936	141 969	-43,5	1 503,7	1 603,2	-6,6	65,80	88,55	-34,6	Ingénieur 1
123 257	167 628	-36,0	1 501,0	1 603,2	-6,8	82,11	104,56	-27,3	Ingénieur 2
65 996	87 760	-33,0	1 536,1	1 595,7	-3,9	42,96	55,00	-28,0	Ingénieur 3
99 076	117 751	-18,8	1 537,7	1 595,7	-3,8	64,43	73,79	-14,5	Professionnel sc. phys. 1
108 925	147 687	-35,6	1 501,0	1 595,7	-6,3	72,57	92,55	-27,5	Professionnel sc. phys. 2
82 079	132 652	-61,6	1 526,6	1 584,7	-3,8	53,77	83,71	-55,7	Professionnel sc. phys. 3
118 582	185 113	-56,1	1 521,6	1 584,7	-4,1	77,93	116,81	-49,9	Avocat et notaire 1
154 785	213 857	-38,2	1 501,0	1 584,7	-5,6	103,12	134,95	-30,9	Avocat et notaire 2
91 728	116 282	-26,8	1 501,0	1 595,7	-6,3	61,11	72,87	-19,2	Avocat et notaire 3
107 205	145 386	-35,6	1 501,0	1 595,7	-6,3	71,42	91,11	-27,6	Biologiste 2
									Biologiste 3
96 234	121 309	-26,1	1 515,6	1 592,2	-5,1	63,52	76,19	-20,0	Moyenne
									Techniciens
64 614	80 946	-25,3	1 528,9	1 602,9	-4,8	42,26	50,50	-19,5	Technicien en administration 1-2
63 575	80 378	-26,4	1 542,2	1 602,9	-3,9	41,22	50,14	-21,6	Techn. documentation 1-2
74 898	84 787	-13,2	1 543,6	1 601,9	-3,8	48,52	52,93	-9,1	Techn. laboratoire 1-2
59 241	93 199	-57,3	1 507,1	1 602,9	-6,4	39,31	58,14	-47,9	Technicien en droit 1-2
62 488	100 016	-60,1	1 539,1	1 602,5	-4,1	40,60	62,41	-53,7	Technicien génie 1-2
71 261	115 851	-62,6	1 507,1	1 603,5	-6,4	47,28	72,25	-52,8	Technicien génie 3
65 750	84 824	-29,0	1 531,6	1 602,7	-4,6	42,92	52,93	-23,3	Moyenne
									Employés de bureau
47 177	66 039	-40,0	1 576,9	1 715,1	-8,8	29,92	38,50	-28,7	Magasinier 1
50 945	73 242	-43,8	1 550,6	1 715,1	-10,6	32,85	42,70	-30,0	Magasinier 2
59 724	84 438	-41,4	1 558,9	1 715,1	-10,0	38,31	49,23	-28,5	Magasinier 3
53 526	68 992	-28,9	1 541,7	1 602,9	-4,0	34,72	43,04	-24,0	Personnel soutien adm. 2
58 766	76 589	-30,3	1 549,8	1 602,9	-3,4	37,92	47,78	-26,0	Personnel soutien adm. 3
50 054	66 984	-33,8	1 556,1	1 602,9	-3,0	32,17	41,79	-29,9	Personnel secrétariat 1
57 875	75 430	-30,3	1 551,9	1 597,7	-3,0	37,29	47,21	-26,6	Acheteur 2
54 124	71 017	-31,2	1 547,1	1 614,0	-4,3	34,99	44,01	-25,8	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2020
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché
		québ.			québ.		québ.			québ.	
		\$	%	\$		\$		%	\$		
Employés de service											
Cuisinier 1	10	44 888	60 307	-34,3	233	0	45 121	60 307	-33,7	11 815	18 516
Cuisinier 2	897	49 745	61 730	-24,1	713	0	50 459	61 730	-22,3	13 488	18 739
Cuisinier 3	18	51 564	65 532	-27,1	192	0	51 756	65 532	-26,6	12 649	20 202
Journalier/préposé terr. 2	135	40 249	48 162	-19,7	624	0	40 873	48 162	-17,8	11 540	14 044
Préposé cuisine/café. 2	2 389	39 903	46 603	-16,8	605	0	40 508	46 603	-15,0	11 424	15 512
Préposé entretien léger 2	4 477	39 166	44 167	-12,8	605	0	39 771	44 167	-11,1	11 301	14 609
Moyenne	...	40 603	47 952	-18,1	617	0	41 220	47 952	-16,3	11 588	15 641
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	109	42 553	51 530	-21,1	539	0	43 092	51 530	-19,6	11 762	15 482
Conducteur véh. lourds 2	100	43 351	53 804	-24,1	400	0	43 751	53 804	-23,0	11 765	15 698
Electricien entretien 2	373	50 863	72 559	-42,7	401	0	51 264	72 559	-41,5	12 915	20 108
Électricien entretien 3	67	54 254	76 725	-41,4	782	0	55 036	76 725	-39,4	14 489	21 036
Mécanicien véh. motor. 1	35	48 756	70 384	-44,4	108	0	48 865	70 384	-44,0	11 639	19 620
Mécanicien véh. motor. 2	200	52 487	72 764	-38,6	72	0	52 559	72 764	-38,4	12 306	20 256
Menuisier entretien 2	264	48 533	68 063	-40,2	601	0	49 134	68 063	-38,5	12 985	19 238
Machiniste 2	55	52 106	65 892	-26,5	537	0	52 643	65 892	-25,2	13 587	18 612
Conducteur d'équip. lourds 2	394	43 924	55 662	-26,7	44	0	43 968	55 662	-26,6	10 183	16 212
Moyenne	...	48 777	65 718	-34,7	350	0	49 127	65 718	-33,8	12 317	18 583
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	54 690	67 250	-23,0	481	0	55 171	67 250	-21,9	13 116	19 865

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
4. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
5. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ² / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
56 936	78 822	-38,4	1 720,3	1 715,1	0,3	33,10	45,96	-38,9	Employés de service
63 947	80 468	-25,8	1 694,6	1 715,1	-1,2	37,73	46,92	-24,3	Cuisinier 1
64 405	85 735	-33,1	1 699,2	1 715,1	-0,9	37,90	49,99	-31,9	Cuisinier 2
52 413	62 206	-18,7	1 670,5	1 715,1	-2,7	31,38	36,27	-15,6	Cuisinier 3
51 932	62 116	-19,6	1 695,7	1 715,1	-1,1	30,63	36,22	-18,3	Journalier/préposé terr. 2
51 071	58 776	-15,1	1 696,1	1 715,1	-1,1	30,11	34,27	-13,8	Préposé cuisine/café. 2
									Préposé entretien léger 2
52 808	63 593	-20,4	1 695,5	1 715,1	-1,2	31,15	37,08	-19,0	Moyenne
									Ouvriers
54 854	67 012	-22,2	1 701,2	1 715,1	-0,8	32,24	39,07	-21,2	Conducteur véh. légers 2
55 516	69 502	-25,2	1 710,8	1 715,1	-0,3	32,45	40,52	-24,9	Conducteur véh. lourds 2
64 179	92 667	-44,4	1 707,9	1 715,1	-0,4	37,58	54,03	-43,8	Électricien entretien 2
69 525	97 761	-40,6	1 693,9	1 715,1	-1,3	41,04	57,00	-38,9	Électricien entretien 3
60 503	90 004	-48,8	1 685,7	1 715,1	-1,7	35,89	52,48	-46,2	Mécanicien véh. motor. 1
64 865	93 020	-43,4	1 675,6	1 715,1	-2,4	38,71	54,24	-40,1	Mécanicien véh. motor. 2
62 119	87 302	-40,5	1 702,7	1 715,1	-0,7	36,48	50,90	-39,5	Menuisier entretien 2
66 230	84 504	-27,6	1 707,8	1 715,1	-0,4	38,78	49,27	-27,0	Machiniste 2
54 151	71 874	-32,7	1 667,5	1 715,1	-2,9	32,47	41,91	-29,0	Conducteur d'équip. lourds 2
61 444	84 301	-37,2	1 693,4	1 715,1	-1,3	36,28	49,15	-35,5	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
68 288	87 115	-27,6	1 566,8	1 627,2	-3,9	43,93	53,81	-22,5	Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Professionnels												
Professionnel communic. 1	59	50 031	63 330	-26,6	363	108	50 394	63 438	-25,9	11 914	18 861	
Professionnel communic. 2	831	73 957	85 702	-15,9	549	414	74 506	86 116	-15,6	16 000	22 765	
Professionnel communic. 3	117	89 328	102 116	-14,3	54	39	89 382	102 155	-14,3	17 148	27 918	
Professionnel gest. fin. 1	62	49 159	69 149	-40,7	549	54	49 708	69 203	-39,2	12 178	19 446	
Professionnel gest. fin. 2	424	71 869	82 695	-15,1	1 165	307	73 034	83 002	-13,6	17 008	20 267	
Professionnel gest. fin. 3	15	83 318	106 089	-27,3	50	205	83 368	106 294	-27,5	16 286	26 884	
Analyste proc. adm./inform. 1	332	50 431	64 617	-28,1	328	23	50 759	64 640	-27,3	11 802	17 855	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	74 715	86 431	-15,7	402	385	75 117	86 816	-15,6	15 707	21 860	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	86 799	103 344	-19,1	299	125	87 098	103 469	-18,8	17 145	26 970	
Ingénieur 2	710	82 710	108 587	-31,3	65	465	82 775	109 052	-31,7	16 161	28 952	
Ingénieur 3	418	104 033	128 455	-23,5	62	185	104 096	128 641	-23,6	19 161	33 596	
Professionnel sc. phys. 1	41	52 134	67 943	-30,3	705	0	52 839	67 943	-28,6	13 157	19 817	
Professionnel sc. phys. 2	493	80 206	87 486	-9,1 *	1 155	245	81 361	87 730	-7,8 *	17 715	23 040	
Avocat et notaire 1	75	66 298	86 325	-30,2	645	172	66 942	86 497	-29,2	15 137	21 675	
Avocat et notaire 2	569	98 218	122 021	-24,2	820	510	99 039	122 531	-23,7	19 544	30 395	
Avocat et notaire 3	332	131 496	142 806	-8,6	79	120	131 575	142 925	-8,6	23 210	31 803	
Moyenne	...	79 481	94 033	-18,3	404	298	79 885	94 331	-18,1	16 348	24 238	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 714	51 380	62 331	-21,3	483	275	51 863	62 605	-20,7	12 752	19 003	
Technicien en administration 3	89	58 804	70 145	-19,3	29	422	58 833	70 567	-19,9	13 225	19 255	
Techn. documentation 1-2	684	50 810	59 169	-16,5	319	539	51 129	59 708	-16,8	12 446	17 909	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	58 566	65 766	-12,3	1 114	505	59 680	66 271	-11,0	15 218	16 698	
Techn. laboratoire 3	509	63 183	69 596	-10,1	1 225	323	64 408	69 919	-8,6	16 060	19 333	
Technicien en droit 1-2	519	48 260	67 009	-38,9	24	244	48 284	67 253	-39,3	10 957	20 094	
Technicien génie 1-2	1 612	50 185	78 460	-56,3	294	337	50 478	78 797	-56,1	12 010	24 078	
Techn. informatique 1-2	1 968	52 466	64 659	-23,2	403	376	52 869	65 035	-23,0	12 789	20 417	
Techn. informatique 3	1 091	59 263	68 208	-15,1	838	549	60 102	68 757	-14,4	14 759	16 739	
Technicien en loisir 1-2	492	50 602	58 859	-16,3	597	631	51 198	59 490	-16,2	12 971	16 822	
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	50 097	81 559	-62,8	1 002	341	51 099	81 900	-60,3	13 642	26 634	
Moyenne	...	52 895	65 845	-24,5	562	356	53 457	66 200	-23,8	13 147	19 482	
Employés de bureau												
Magasinier 1	214	37 031	61 414	-65,8	337	163	37 369	61 577	-64,8	9 808	17 218	
Magasinier 2	1 000	39 612	59 425	-50,0	544	403	40 156	59 828	-49,0	10 790	17 907	
Op. duplicateur 1-2	66	38 597	64 673	-67,6	255	333	38 852	65 006	-67,3	10 116	17 811	
Personnel soutien adm. 1	4 773	38 182	46 185	-21,0	639	547	38 821	46 731	-20,4	10 789	15 305	
Personnel soutien adm. 2	6 218	42 188	53 191	-26,1	394	204	42 582	53 395	-25,4	10 944	15 722	
Personnel soutien adm. 3	2 407	46 137	58 943	-27,8	561	123	46 698	59 067	-26,5	12 068	18 208	
Personnel secrétariat 1	1 474	39 332	51 271	-30,4	320	230	39 652	51 501	-29,9	10 402	15 565	
Personnel secrétariat 2	8 597	43 717	54 941	-25,7	396	436	44 113	55 377	-25,5	11 332	16 557	
Préposé aux renseign. 2	942	46 008	52 863	-14,9	28	411	46 036	53 273	-15,7	10 998	16 973	
Préposé aux renseign. 3	25	52 013	66 122	-27,1	31	530	52 044	66 652	-28,1	12 453	20 449	
Préposé télécomm. 1-2	167	48 256	57 183	-18,5	24	386	48 280	57 569	-19,2	11 200	17 276	
Préposé télécomm. 3	41	52 842	69 502	-31,5	26	1 123	52 869	70 625	-33,6	12 260	26 662	
Téléphoniste-récept. 2	156	36 336	40 045	-10,2	647	303	36 983	40 348	-9,1	10 484	10 138	
Acheteur 2	214	45 141	59 548	-31,9	628	179	45 769	59 727	-30,5	12 106	17 877	
Moyenne	...	42 251	53 371	-26,3	447	350	42 698	53 721	-25,8	11 132	16 315	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
62 308	82 299	-32,1	1 522,2	1 592,4	-4,6	40,93	51,68	-26,3	Professionnels
90 506	108 881	-20,3	1 525,2	1 557,1	-2,1	59,34	69,92	-17,8	Professionnel communic. 1
106 530	130 073	-22,1	1 501,0	1 586,3	-5,7	70,97	82,00	-15,5	Professionnel communic. 2
61 886	88 649	-43,2	1 530,8	1 576,0	-3,0	40,43	56,25	-39,1	Professionnel communic. 3
90 042	103 269	-14,7	1 551,9	1 541,6	0,7	58,02	66,99	-15,5	Professionnel gest. fin. 1
99 654	133 178	-33,6	1 501,0	1 544,0	-2,9	66,39	86,26	-29,9	Professionnel gest. fin. 2
62 561	82 495	-31,9	1 518,4	1 572,5	-3,6	41,20	52,46	-27,3	Professionnel gest. fin. 3
90 824	108 676	-19,7	1 516,6	1 548,0	-2,1	59,89	70,20	-17,2	Analyste proc. adm./inform. 1
104 242	130 439	-25,1	1 509,2	1 547,4	-2,5	69,07	84,30	-22,0	Analyste proc. adm./inform. 2
98 936	138 004	-39,5	1 503,7	1 547,1	-2,9	65,80	89,20	-35,6	Analyste proc. adm./inform. 3
123 257	162 236	-31,6	1 501,0	1 555,7	-3,6	82,11	104,29	-27,0	Ingénieur 2
65 996	87 760	-33,0	1 536,1	1 595,7	-3,9	42,96	55,00	-28,0	Ingénieur 3
99 076	110 770	-11,8	1 537,7	1 607,5	-4,5	64,43	68,91	-7,0 *	Professionnel sc. phys. 1
82 079	108 172	-31,8	1 526,6	1 606,7	-5,2	53,77	67,33	-25,2	Professionnel sc. phys. 2
118 582	152 926	-29,0	1 521,6	1 568,5	-3,1	77,93	97,50	-25,1	Avocat et notaire 1
154 785	174 729	-12,9	1 501,0	1 582,1	-5,4	103,12	110,44	-7,1	Avocat et notaire 2
96 234	118 568	-23,2	1 515,6	1 557,7	-2,8	63,52	76,12	-19,8	Avocat et notaire 3
									Moyenne
64 614	81 608	-26,3	1 528,9	1 568,8	-2,6	42,26	52,02	-23,1	Techniciens
72 059	89 822	-24,7	1 507,1	1 483,8	1,5	47,81	60,54	-26,6	Technicien en administration 1-2
63 575	77 618	-22,1	1 542,2	1 520,9	1,4 *	41,22	51,03	-23,8	Technicien en administration 3
74 898	82 969	-10,8	1 543,6	1 663,8	-7,8	48,52	49,87	-2,8 *	Techn. documentation 1-2
80 467	89 252	-10,9	1 544,5	1 522,1	1,5	52,10	58,64	-12,5	Techn. laboratoire 1-2
59 241	87 348	-47,4	1 507,1	1 558,2	-3,4	39,31	56,06	-42,6	Techn. laboratoire 3
62 488	102 875	-64,6	1 539,1	1 663,4	-8,1	40,60	61,85	-52,3	Technicien en droit 1-2
65 658	85 451	-30,1	1 534,2	1 571,4	-2,4	42,80	54,38	-27,1	Technicien génie 1-2
74 860	85 496	-14,2	1 545,8	1 518,1	1,8	48,43	56,32	-16,3	Techn. informatique 1-2
64 170	76 312	-18,9	1 548,3	1 555,0	-0,4 *	41,45	49,08	-18,4	Techn. informatique 3
64 742	108 534	-67,6	1 545,8	1 610,4	-4,2	41,88	67,40	-60,9	Technicien en loisir 1-2
66 604	85 682	-28,6	1 533,9	1 581,5	-3,1	43,41	54,17	-24,8	Techn. hygiène du trav. 1-2
									Moyenne
47 177	78 795	-67,0	1 576,9	1 679,0	-6,5	29,92	46,93	-56,9	Employés de bureau
50 945	77 735	-52,6	1 550,6	1 697,1	-9,4	32,85	45,80	-39,4	Magasinier 1
48 968	82 817	-69,1	1 548,1	1 607,8	-3,9 *	31,63	51,51	-62,8	Magasinier 2
49 610	62 036	-25,0	1 549,0	1 535,0	0,9 *	32,03	40,42	-26,2	Op. duplicateur 1-2
53 526	69 118	-29,1	1 541,7	1 545,7	-0,3 *	34,72	44,72	-28,8	Personnel soutien adm. 1
58 766	77 275	-31,5	1 549,8	1 583,2	-2,2	37,92	48,81	-28,7	Personnel soutien adm. 2
50 054	67 066	-34,0	1 556,1	1 467,1	5,7	32,17	45,71	-42,1	Personnel soutien adm. 3
55 445	71 934	-29,7	1 543,2	1 497,5	3,0	35,93	48,04	-33,7	Personnel secrétariat 1
57 033	70 247	-23,2	1 514,6	1 552,0	-2,5	37,66	45,26	-20,2	Personnel secrétariat 2
64 497	87 101	-35,0	1 514,6	1 500,3	0,9 *	42,59	58,06	-36,3	Préposé aux renseign. 2
59 480	74 846	-25,8	1 634,7	1 690,6	-3,4 *	36,39	44,27	-21,7 *	Préposé aux renseign. 3
65 129	97 287	-49,4	1 615,6	1 620,7	-0,3	40,31	60,03	-48,9	Préposé télécomm. 1-2
47 467	50 486	-6,4 *	1 549,1	1 652,4	-6,7	30,64	30,55	0,3 *	Préposé télécomm. 3
57 875	77 604	-34,1	1 551,9	1 597,4	-2,9	37,29	48,58	-30,3	Téléphoniste-récept. 2
53 830	70 037	-30,1	1 545,7	1 538,3	0,5	34,83	45,55	-30,8	Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Préposé buanderie 2	573	40 111	43 638	-8,8 *	622	144	40 733	43 782	-7,5 *	11 516	9 469	
Concierge 2	2 158	42 413	54 906	-29,5	221	176	42 634	55 082	-29,2	11 262	14 094	
Cuisinier 1	10	44 888	45 444	-1,2 *	233	148	45 121	45 592	-1,0 *	11 815	9 294	
Cuisinier 2	897	49 745	48 787	1,9 *	713	288	50 459	49 075	2,7 *	13 488	11 606	
Gardien 2	282	39 970	38 280	4,2	405	126	40 374	38 406	4,9	10 612	6 323	
Journalier/préposé terr. 2	135	40 249	53 172	-32,1	624	244	40 873	53 417	-30,7	11 540	15 487	
Préposé cuisine/café. 2	2 389	39 903	40 310	-1,0 *	605	187	40 508	40 497	0,0 *	11 424	9 658	
Préposé entretien lourd 2	539	39 813	38 817	2,5 *	617	221	40 430	39 038	3,4 *	11 450	8 922	
Ouvrier entret. mainten. 2	311	43 351	54 658	-26,1	672	342	44 023	55 000	-24,9	12 229	14 251	
Préposé entretien léger 2	4 477	39 166	42 652	-8,9 *	605	176	39 771	42 828	-7,7 *	11 301	9 473	
Moyenne	...	41 014	45 355	-10,6	544	195	41 558	45 550	-9,6	11 533	10 709	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	109	42 553	56 571	-32,9	539	195	43 092	56 766	-31,7	11 762	19 454	
Conducteur véh. lourds 2	100	43 351	52 424	-20,9	400	144	43 751	52 569	-20,2	11 765	13 644	
Électricien entretien 2	373	50 863	67 048	-31,8	401	242	51 264	67 290	-31,3	12 915	22 021	
Électricien entretien 3	67	54 254	72 561	-33,7	782	28	55 036	72 589	-31,9	14 489	20 801	
Mécanicien véh. motor. 2	200	52 487	72 416	-38,0	72	553	52 559	72 968	-38,8	12 306	21 554	
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 425	69 605	-38,0	770	119	51 195	69 723	-36,2	13 742	19 293	
Menuisier entretien 2	264	48 533	62 356	-28,5	601	257	49 134	62 613	-27,4	12 985	20 443	
Peintre entretien 2	124	43 654	62 368	-42,9	550	472	44 204	62 840	-42,2	11 967	21 333	
Ouvrier cert. entretien 2	1 064	48 257	71 690	-48,6	436	169	48 693	71 859	-47,6	12 525	19 446	
Peintre entretien 2	124	43 654	62 368	-42,9	550	472	44 204	62 840	-42,2	11 967	21 333	
Peintre entretien 2	124	43 654	62 368	-42,9	550	472	44 204	62 840	-42,2	11 967	21 333	
Machiniste 2	55	52 106	67 335	-29,2	537	219	52 643	67 554	-28,3	13 587	19 747	
Conducteur d'équip. lourds 2	394	43 924	65 422	-48,9	44	410	43 968	65 831	-49,7	10 183	20 980	
Moyenne	...	48 537	66 667	-37,4	377	295	48 914	66 962	-36,9	12 330	19 984	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	51 400	62 864	-22,3	480	315	51 880	63 179	-21,8	12 657	17 760	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
52 248	53 251	-1,9 *	1 696,0	1 575,1	7,1 *	30,81	33,81	-9,7 *	Employés de service
53 896	69 176	-28,3	1 720,2	1 820,9	-5,9 *	31,33	37,99	-21,3	Préposé buanderie 2
56 936	54 886	3,6 *	1 720,3	1 756,0	-2,1 *	33,10	31,26	5,6 *	Concierge 2
63 947	60 681	5,1 *	1 694,6	1 675,3	1,1 *	37,73	36,22	4,0 *	Cuisinier 1
50 986	44 728	12,3	1 693,6	1 736,0	-2,5	30,11	25,76	14,4	Cuisinier 2
52 413	68 904	-31,5	1 670,5	1 748,2	-4,7	31,38	39,41	-25,6	Gardien 2
51 932	50 155	3,4 *	1 695,7	1 715,7	-1,2	30,63	29,23	4,6 *	Journalier/préposé terr. 2
51 879	47 959	7,6	1 696,0	1 708,3	-0,7 *	30,59	28,07	8,2	Préposé cuisine/café. 2
56 252	69 252	-23,1	1 696,0	1 694,5	0,1 *	33,17	40,87	-23,2	Préposé entretien lourd 2
51 071	52 301	-2,4 *	1 696,1	1 663,3	1,9 *	30,11	31,44	-4,4 *	Ouvrier entret. mainten. 2
53 091	56 259	-6,0 *	1 699,9	1 704,8	-0,3 *	31,23	32,94	-5,5 *	Préposé entretien léger 2
									Moyenne
54 854	76 220	-38,9	1 701,2	1 725,6	-1,4	32,24	44,17	-37,0	Ouvriers
55 516	66 212	-19,3	1 710,8	1 856,4	-8,5	32,45	35,67	-9,9	Conducteur véh. légers 2
64 179	89 311	-39,2	1 707,9	1 751,2	-2,5	37,58	51,00	-35,7	Conducteur véh. lourds 2
69 525	93 391	-34,3	1 693,9	1 694,9	-0,1 *	41,04	55,10	-34,2	Electricien entretien 2
64 865	94 523	-45,7	1 675,6	1 726,2	-3,0	38,71	54,76	-41,4	Electricien entretien 3
64 938	89 016	-37,1	1 696,4	1 778,5	-4,8	38,28	50,05	-30,8	Mécanicien véh. motor. 2
62 119	83 056	-33,7	1 702,7	1 717,9	-0,9 *	36,48	48,35	-32,5	Mécanicien entret. Millwright 2
56 171	84 173	-49,9	1 702,4	1 666,2	2,1	32,99	50,52	-53,1	Menuisier entretien 2
61 218	91 304	-49,1	1 709,9	1 703,3	0,4 *	35,80	53,60	-49,7	Peintre entretien 2
56 171	84 173	-49,9	1 702,4	1 666,2	2,1	32,99	50,52	-53,1	Ouvrier cert. entretien 2
56 171	84 173	-49,9	1 702,4	1 666,2	2,1	32,99	50,52	-53,1	Peintre entretien 2
66 230	87 301	-31,8	1 707,8	1 722,5	-0,9 *	38,78	50,68	-30,7	Peintre entretien 2
54 151	86 811	-60,3	1 667,5	1 696,9	-1,8 *	32,47	51,16	-57,5	Machiniste 2
61 244	86 946	-42,0	1 694,9	1 724,1	-1,7	36,13	50,47	-39,7	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
64 537	80 939	-25,4	1 570,8	1 589,7	-1,2	41,35	51,15	-23,7	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Professionnels												
Professionnel communic. 1	59	50 031	50 836	-1,6 *	363	58	50 394	50 895	-1,0 *	11 914	18 243	
Professionnel communic. 2	831	73 957	74 908	-1,3 *	549	76	74 506	74 984	-0,6 *	16 000	18 145	
Professionnel communic. 3	117	89 328	114 005	-27,6	54	361	89 382	114 367	-28,0	17 148	29 089	
Professionnel gest. fin. 1	62	49 159	61 369	-24,8	549	42	49 708	61 411	-23,5	12 178	15 196	
Professionnel gest. fin. 2	424	71 869	79 390	-10,5	1 165	48	73 034	79 438	-8,8	17 008	17 737	
Professionnel gest. fin. 3	15	83 318	109 859	-31,9	50	39	83 368	109 898	-31,8	16 286	26 671	
Analyste proc. adm./inform. 1	332	50 431	67 389	-33,6	328	37	50 759	67 426	-32,8	11 802	14 903	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	74 715	86 487	-15,8	402	38	75 117	86 526	-15,2	15 707	18 522	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	86 799	109 152	-25,8	299	62	87 098	109 214	-25,4	17 145	24 812	
Ingénieur 1	193	51 218	62 354	-21,7	32	30	51 250	62 384	-21,7	11 052	12 649	
Ingénieur 2	710	82 710	88 234	-6,7	65	45	82 775	88 279	-6,6	16 161	19 105	
Ingénieur 3	418	104 033	116 354	-11,8	62	39	104 096	116 393	-11,8	19 161	22 456	
Professionnel sc. phys. 1	41	52 134	52 970	-1,6 *	705	15	52 839	52 985	-0,3 *	13 157	10 873	
Professionnel sc. phys. 2	493	80 206	74 800	6,7 *	1 155	168	81 361	74 968	7,9 *	17 715	15 237	
Professionnel sc. phys. 3	115	91 454	101 646	-11,1	55	312	91 509	101 958	-11,4	17 416	20 505	
Avocat et notaire 1	75	66 298	84 492	-27,4	645	179	66 942	84 671	-26,5	15 137	25 089	
Avocat et notaire 2	569	98 218	105 714	-7,6	820	202	99 039	105 917	-6,9	19 544	25 052	
Avocat et notaire 3	332	131 496	141 775	-7,8	79	59	131 575	141 834	-7,8	23 210	33 791	
Biologiste 2	207	76 429	75 574	1,1 *	46	65	76 475	75 639	1,1 *	15 253	12 978	
Moyenne	...	79 429	89 452	-12,6	404	70	79 832	89 523	-12,1	16 339	19 457	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 714	51 380	55 839	-8,7	483	72	51 863	55 910	-7,8	12 752	12 426	
Technicien en administration 3	89	58 804	71 942	-22,3	29	258	58 833	72 200	-22,7	13 225	15 852	
Techn. documentation 1-2	684	50 810	57 634	-13,4	319	65	51 129	57 699	-12,8	12 446	13 406	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	58 566	54 778	6,5 *	1 114	210	59 680	54 988	7,9 *	15 218	12 628	
Techn. laboratoire 3	509	63 183	70 732	-11,9	1 225	254	64 408	70 986	-10,2	16 060	16 569	
Technicien en droit 1-2	519	48 260	73 899	-53,1	24	65	48 284	73 964	-53,2	10 957	16 253	
Technicien en droit 3	21	57 700	113 143	-96,1	29	48	57 729	113 191	-96,1	13 051	26 126	
Technicien génie 1-2	1 612	50 185	66 178	-31,9	294	45	50 478	66 224	-31,2	12 010	14 116	
Technicien génie 3	232	58 144	90 543	-55,7	29	76	58 173	90 618	-55,8	13 088	19 071	
Techn. informatique 1-2	1 968	52 466	55 364	-5,5 *	403	23	52 869	55 387	-4,8 *	12 789	10 533	
Techn. informatique 3	1 091	59 263	80 365	-35,6	838	50	60 102	80 415	-33,8	14 759	17 693	
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	50 097	66 311	-32,4	1 002	23	51 099	66 334	-29,8	13 642	17 221	
Moyenne	...	52 895	59 408	-12,3	562	80	53 457	59 488	-11,3	13 147	13 081	
Employés de bureau												
Magasinier 1	214	37 031	38 523	-4,0 *	337	28	37 369	38 550	-3,2 *	9 808	6 489	
Magasinier 2	1 000	39 612	49 159	-24,1	544	22	40 156	49 181	-22,5	10 790	10 147	
Magasinier 3	27	47 715	64 817	-35,8	210	336	47 924	65 153	-35,9	11 799	15 714	
Personnel soutien adm. 1	4 773	38 182	40 256	-5,4	639	42	38 821	40 298	-3,8	10 789	8 668	
Personnel soutien adm. 2	6 218	42 188	44 561	-5,6	394	45	42 582	44 606	-4,8	10 944	9 667	
Personnel soutien adm. 3	2 407	46 137	50 113	-8,6	561	35	46 698	50 148	-7,4	12 068	11 605	
Personnel secrétariat 1	1 474	39 332	47 365	-20,4	320	87	39 652	47 452	-19,7	10 402	10 341	
Personnel secrétariat 2	8 597	43 717	53 813	-23,1	396	65	44 113	53 878	-22,1	11 332	12 964	
Préposé aux renseign. 2	942	46 008	40 354	12,3 *	28	55	46 036	40 409	12,2 *	10 998	9 103	
Préposé aux renseign. 3	25	52 013	56 583	-8,8 *	31	16	52 044	56 600	-8,8 *	12 453	14 101	
Préposé télécomm. 1-2	167	48 256	49 811	-3,2 *	24	74	48 280	49 885	-3,3 *	11 200	9 060	
Téléphoniste-récept. 2	156	36 336	38 744	-6,6	647	32	36 983	38 776	-4,8 *	10 484	8 769	
Acheteur 2	214	45 141	50 235	-11,3 *	628	0	45 769	50 235	-9,8 *	12 106	9 374	
Moyenne	...	42 251	47 584	-12,6	447	50	42 698	47 635	-11,6	11 132	10 705	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Professionnels									
62 308	69 138	-11,0	1 522,2	1 674,5	-10,0	40,93	41,29	-0,9 *	Professionnel communic. 1
90 506	93 129	-2,9 *	1 525,2	1 655,8	-8,6	59,34	56,25	5,2 *	Professionnel communic. 2
106 530	143 456	-34,7	1 501,0	1 670,3	-11,3	70,97	85,89	-21,0	Professionnel communic. 3
61 886	76 607	-23,8	1 530,8	1 673,5	-9,3	40,43	45,78	-13,2	Professionnel gest. fin. 1
90 042	97 175	-7,9	1 551,9	1 714,0	-10,4	58,02	56,69	2,3 *	Professionnel gest. fin. 2
99 654	136 569	-37,0	1 501,0	1 679,5	-11,9	66,39	81,31	-22,5	Professionnel gest. fin. 3
62 561	82 329	-31,6	1 518,4	1 634,5	-7,6	41,20	50,37	-22,3	Analyste proc. adm./inform. 1
90 824	105 048	-15,7	1 516,6	1 693,3	-11,6	59,89	62,04	-3,6 *	Analyste proc. adm./inform. 2
104 242	134 027	-28,6	1 509,2	1 679,1	-11,3	69,07	79,82	-15,6	Analyste proc. adm./inform. 3
62 303	75 033	-20,4	1 501,4	1 769,1	-17,8	41,50	42,41	-2,2 *	Ingénieur 1
98 936	107 384	-8,5	1 503,7	1 770,6	-17,8	65,80	60,65	7,8	Ingénieur 2
123 257	138 848	-12,6	1 501,0	1 746,0	-16,3	82,11	79,52	3,2 *	Ingénieur 3
65 996	63 857	3,2 *	1 536,1	1 747,9	-13,8	42,96	36,53	15,0	Professionnel sc. phys. 1
99 076	90 205	9,0 *	1 537,7	1 748,1	-13,7	64,43	51,60	19,9	Professionnel sc. phys. 2
108 925	122 464	-12,4	1 501,0	1 696,1	-13,0	72,57	72,20	0,5 *	Professionnel sc. phys. 3
82 079	109 760	-33,7	1 526,6	1 645,1	-7,8	53,77	66,72	-24,1	Avocat et notaire 1
118 582	130 968	-10,4	1 521,6	1 652,3	-8,6	77,93	79,26	-1,7 *	Avocat et notaire 2
154 785	175 625	-13,5	1 501,0	1 654,8	-10,2	103,12	106,13	-2,9 *	Avocat et notaire 3
91 728	88 617	3,4	1 501,0	1 727,5	-15,1	61,11	51,30	16,1	Biologiste 2
96 171	108 980	-13,3	1 515,6	1 697,0	-12,0	63,48	64,31	-1,3 *	Moyenne
Techniciens									
64 614	68 336	-5,8	1 528,9	1 718,7	-12,4	42,26	39,76	5,9	Technicien en administration 1-2
72 059	88 053	-22,2	1 507,1	1 715,5	-13,8	47,81	51,33	-7,3	Technicien en administration 3
63 575	71 105	-11,8	1 542,2	1 747,2	-13,3	41,22	40,70	1,3 *	Techn. documentation 1-2
74 898	67 616	9,7 *	1 543,6	1 727,7	-11,9	48,52	39,14	19,3	Techn. laboratoire 1-2
80 467	87 554	-8,8	1 544,5	1 717,0	-11,2	52,10	50,99	2,1 *	Techn. laboratoire 3
59 241	90 217	-52,3	1 507,1	1 641,8	-8,9	39,31	54,95	-39,8	Technicien en droit 1-2
70 781	139 317	-96,8	1 507,1	1 619,5	-7,5	46,97	86,02	-83,2	Technicien en droit 3
62 488	80 340	-28,6	1 539,1	1 784,1	-15,9	40,60	45,03	-10,9 *	Technicien génie 1-2
71 261	109 690	-53,9	1 507,1	1 743,2	-15,7	47,28	62,93	-33,1	Technicien génie 3
65 658	65 920	-0,4 *	1 534,2	1 735,9	-13,1	42,80	37,97	11,3	Techn. informatique 1-2
74 860	98 108	-31,1	1 545,8	1 712,3	-10,8	48,43	57,30	-18,3	Techn. informatique 3
64 742	83 555	-29,1	1 545,8	1 774,0	-14,8	41,88	47,10	-12,5 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
66 604	72 570	-9,0	1 533,9	1 732,4	-12,9	43,41	41,95	3,4 *	Moyenne
Employés de bureau									
47 177	45 040	4,5 *	1 576,9	1 856,7	-17,7	29,92	24,26	18,9 *	Magasinier 1
50 945	59 328	-16,5	1 550,6	1 827,5	-17,9	32,85	32,46	1,2 *	Magasinier 2
59 724	80 867	-35,4	1 558,9	1 801,1	-15,5	38,31	44,90	-17,2 *	Magasinier 3
49 610	48 966	1,3 *	1 549,0	1 756,2	-13,4	32,03	27,88	12,9	Personnel soutien adm. 1
53 526	54 273	-1,4 *	1 541,7	1 753,4	-13,7	34,72	30,95	10,8	Personnel soutien adm. 2
58 766	61 754	-5,1	1 549,8	1 715,9	-10,7	37,92	35,99	5,1	Personnel soutien adm. 3
50 054	57 793	-15,5	1 556,1	1 656,4	-6,4	32,17	34,89	-8,5 *	Personnel secrétariat 1
55 445	66 841	-20,6	1 543,2	1 673,5	-8,4	35,93	39,94	-11,2	Personnel secrétariat 2
57 033	49 512	13,2 *	1 514,6	1 806,1	-19,2	37,66	27,41	27,2	Préposé aux renseign. 2
64 497	70 700	-9,6 *	1 514,6	1 736,0	-14,6	42,59	40,73	4,4 *	Préposé aux renseign. 3
59 480	58 946	0,9 *	1 634,7	1 893,2	-15,8	36,39	31,14	14,4	Préposé télécomm. 1-2
47 467	47 546	-0,2 *	1 549,1	1 746,1	-12,7	30,64	27,23	11,1	Téléphoniste-récept. 2
57 875	59 609	-3,0 *	1 551,9	1 761,7	-13,5	37,29	33,84	9,3 *	Acheteur 2
53 830	58 339	-8,4	1 545,7	1 726,6	-11,7	34,83	33,90	2,7 *	Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Concierge 2	2 158	42 413	43 767	-3,2 *	221	20	42 634	43 786	-2,7 *	11 262	8 265	
Cuisinier 1	10	44 888	34 030	24,2	233	0	45 121	34 030	24,6	11 815	8 238	
Cuisinier 2	897	49 745	46 661	6,2	713	44	50 459	46 705	7,4	13 488	9 105	
Cuisinier 3	18	51 564	53 998	-4,7 *	192	0	51 756	53 998	-4,3 *	12 649	12 213	
Gardien 2	282	39 970	43 246	-8,2 *	405	172	40 374	43 419	-7,5 *	10 612	9 338	
Journalier/préposé terr. 2	135	40 249	44 369	-10,2	624	92	40 873	44 461	-8,8	11 540	10 597	
Préposé cuisine/café. 2	2 389	39 903	27 698	30,6	605	21	40 508	27 718	31,6	11 424	4 854	
Préposé entretien lourd 2	539	39 813	34 262	13,9	617	49	40 430	34 311	15,1	11 450	9 592	
Ouvrier entret. mainten. 2	311	43 351	44 155	-1,9 *	672	43	44 023	44 198	-0,4 *	12 229	8 639	
Préposé entretien léger 2	4 477	39 166	34 361	12,3	605	88	39 771	34 448	13,4	11 301	7 875	
Moyenne	...	41 014	36 545	10,9	544	53	41 558	36 598	11,9	11 533	7 534	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	109	42 553	33 900	20,3	539	61	43 092	33 961	21,2	11 762	7 240	
Conducteur véh. lourds 2	100	43 351	44 669	-3,0 *	400	74	43 751	44 743	-2,3 *	11 765	9 092	
Electricien entretien 2	373	50 863	69 996	-37,6	401	46	51 264	70 042	-36,6	12 915	14 787	
Mécanicien véh. motor. 2	200	52 487	52 537	-0,1 *	72	58	52 559	52 595	-0,1 *	12 306	10 681	
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 425	63 608	-26,1	770	52	51 195	63 660	-24,3	13 742	14 858	
Menuisier entretien 2	264	48 533	52 875	-8,9 *	601	129	49 134	53 004	-7,9 *	12 985	11 705	
Ouvrier cert. entretien 2	1 064	48 257	56 055	-16,2	436	18	48 693	56 074	-15,2	12 525	10 632	
Machiniste 2	55	52 106	51 783	0,6 *	537	0	52 643	51 783	1,6 *	13 587	11 258	
Conducteur d'équip. lourds 2	394	43 924	50 775	-15,6	44	0	43 968	50 775	-15,5	10 183	9 612	
Moyenne	...	48 806	55 697	-14,1	425	55	49 231	55 752	-13,2	12 545	11 646	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	51 433	56 355	-9,6	483	62	51 917	56 417	-8,7	12 669	12 337	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Employés de service									
53 896	52 051	3,4 *	1 720,2	1 820,1	-5,8	31,33	28,60	8,7	Concierge 2
56 936	42 268	25,8	1 720,3	1 826,2	-6,2	33,10	23,14	30,1	Cuisinier 1
63 947	55 810	12,7	1 694,6	1 880,9	-11,0	37,73	29,67	21,4	Cuisinier 2
64 405	66 211	-2,8 *	1 699,2	1 885,7	-11,0	37,90	35,11	7,4 *	Cuisinier 3
50 986	52 757	-3,5 *	1 693,6	1 830,6	-8,1	30,11	28,82	4,3 *	Gardien 2
52 413	55 058	-5,0 *	1 670,5	1 819,2	-8,9	31,38	30,27	3,5 *	Journalier/préposé terr. 2
51 932	32 573	37,3	1 695,7	1 766,7	-4,2	30,63	18,44	39,8	Préposé cuisine/cafét. 2
51 879	43 903	15,4	1 696,0	1 857,8	-9,5	30,59	23,63	22,7	Préposé entretien lourd 2
56 252	52 837	6,1 *	1 696,0	1 797,7	-6,0	33,17	29,39	11,4	Ouvrier entret. mainten. 2
51 071	42 323	17,1	1 696,1	1 846,5	-8,9	30,11	22,92	23,9	Préposé entretien léger 2
53 091	44 132	16,9	1 699,9	1 830,1	-7,7	31,23	24,08	22,9	Moyenne
Ouvriers									
54 854	41 201	24,9	1 701,2	1 844,5	-8,4	32,24	22,34	30,7	Conducteur véh. légers 2
55 516	53 835	3,0 *	1 710,8	1 909,9	-11,6	32,45	28,19	13,1	Conducteur véh. lourds 2
64 179	84 829	-32,2	1 707,9	1 769,0	-3,6 *	37,58	47,95	-27,6	Electricien entretien 2
64 865	63 276	2,4 *	1 675,6	1 849,2	-10,4	38,71	34,22	11,6	Mécanicien véh. motor. 2
64 938	78 518	-20,9	1 696,4	1 826,0	-7,6	38,28	43,00	-12,3	Mécanicien entret. Millwright 2
62 119	64 709	-4,2 *	1 702,7	1 758,0	-3,3 *	36,48	36,81	-0,9 *	Menuisier entretien 2
61 218	66 705	-9,0 *	1 709,9	1 861,0	-8,8	35,80	35,84	-0,1 *	Ouvrier cert. entretien 2
66 230	63 041	4,8 *	1 707,8	1 808,4	-5,9	38,78	34,86	10,1	Machiniste 2
54 151	60 387	-11,5 *	1 667,5	1 838,0	-10,2	32,47	32,85	-1,2 *	Conducteur d'équip. lourds 2
61 776	67 397	-9,1	1 698,7	1 822,0	-7,3	36,36	37,08	-2,0 *	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
64 586	68 754	-6,5	1 570,1	1 744,5	-11,1	41,40	39,71	4,1	Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	
		québ.			québ.		québ.			québ.		
		\$	%	\$		\$		%	\$			
Professionnels												
Professionnel communic. 2	831	73 957	88 790	-20,1	549	122	74 506	88 912	-19,3	16 000	26 169	
Professionnel gest. fin. 2	424	71 869	85 121	-18,4	1 165	143	73 034	85 264	-16,7	17 008	24 064	
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	74 715	79 440	-6,3	402	60	75 117	79 500	-5,8	15 707	19 127	
Moyenne	...	80 268	89 728	-11,8	436	358	80 704	90 086	-11,6	16 527	24 478	
Techniciens												
Technicien en administration 1-2	8 714	51 380	60 054	-16,9	483	250	51 863	60 304	-16,3	12 752	16 406	
Techn. documentation 1-2	684	50 810	69 483	-36,8	319	1 090	51 129	70 573	-38,0	12 446	21 738	
Techn. laboratoire 1-2	2 123	58 566	66 539	-13,6	1 114	537	59 680	67 076	-12,4	15 218	15 721	
Technicien génie 1-2	1 612	50 185	81 758	-62,9	294	139	50 478	81 897	-62,2	12 010	25 107	
Technicien génie 3	232	58 144	88 903	-52,9	29	152	58 173	89 055	-53,1	13 088	24 454	
Techn. informatique 1-2	1 968	52 466	64 732	-23,4	403	100	52 869	64 832	-22,6	12 789	21 762	
Technicien en loisir 1-2	492	50 602	45 565	10,0	597	437	51 198	46 002	10,1	12 971	9 786	
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	50 097	83 596	-66,9	1 002	0	51 099	83 596	-63,6	13 642	27 692	
Moyenne	...	52 861	64 773	-22,5	565	319	53 426	65 092	-21,8	13 147	18 392	
Employés de bureau												
Magasinier 1	214	37 031	64 069	-73,0	337	73	37 369	64 143	-71,6	9 808	16 448	
Magasinier 2	1 000	39 612	60 744	-53,3	544	325	40 156	61 069	-52,1	10 790	18 181	
Personnel soutien adm. 1	4 773	38 182	45 254	-18,5 *	639	124	38 821	45 378	-16,9 *	10 789	11 974	
Personnel soutien adm. 2	6 218	42 188	54 496	-29,2	394	224	42 582	54 719	-28,5	10 944	14 439	
Personnel soutien adm. 3	2 407	46 137	64 950	-40,8	561	51	46 698	65 001	-39,2	12 068	20 350	
Personnel secrétariat 1	1 474	39 332	57 333	-45,8	320	325	39 652	57 657	-45,4	10 402	19 393	
Personnel secrétariat 2	8 597	43 717	51 691	-18,2	396	371	44 113	52 062	-18,0	11 332	13 354	
Préposé aux renseign. 2	942	46 008	53 607	-16,5	28	113	46 036	53 720	-16,7	10 998	15 707	
Téléphoniste-récept. 2	156	36 336	36 467	-0,4 *	647	276	36 983	36 744	0,6 *	10 484	8 052	
Moyenne	...	42 235	53 518	-26,7	448	240	42 682	53 758	-25,9	11 130	14 675	

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
90 506	115 081	-27,2	1 525,2	1 482,2	2,8	59,34	77,64	-30,8	Professionnels
90 042	109 328	-21,4	1 551,9	1 624,2	-4,7	58,02	67,31	-16,0 *	Professionnel communic. 2
90 824	98 627	-8,6	1 516,6	1 630,5	-7,5	59,89	60,49	-1,0 *	Professionnel gest. fin. 2
									Analyste proc. adm./inform. 2
97 231	114 564	-17,8	1 516,9	1 595,4	-5,2	64,13	72,33	-12,8	Moyenne
									Techniciens
64 614	76 710	-18,7	1 528,9	1 642,0	-7,4	42,26	46,72	-10,5	Technicien en administration 1-2
63 575	92 311	-45,2	1 542,2	1 700,7	-10,3	41,22	54,28	-31,7	Techn. documentation 1-2
74 898	82 797	-10,5	1 543,6	1 714,6	-11,1	48,52	48,29	0,5 *	Techn. laboratoire 1-2
62 488	107 004	-71,2	1 539,1	1 749,6	-13,7	40,60	61,16	-50,6	Technicien génie 1-2
71 261	113 509	-59,3	1 507,1	1 661,6	-10,3	47,28	68,31	-44,5	Technicien génie 3
65 658	86 594	-31,9	1 534,2	1 645,5	-7,3	42,80	52,63	-23,0	Techn. informatique 1-2
64 170	55 788	13,1	1 548,3	1 604,6	-3,6 *	41,45	34,77	16,1	Technicien en loisir 1-2
64 742	111 288	-71,9	1 545,8	1 666,6	-7,8	41,88	66,78	-59,4	Techn. hygiène du trav. 1-2
66 573	83 484	-25,4	1 534,1	1 654,1	-7,8	43,39	50,41	-16,2	Moyenne
									Employés de bureau
47 177	80 591	-70,8	1 576,9	1 777,2	-12,7	29,92	45,35	-51,6	Magasinier 1
50 945	79 250	-55,6	1 550,6	1 729,7	-11,5	32,85	45,82	-39,5	Magasinier 2
49 610	57 351	-15,6 *	1 549,0	1 687,4	-8,9	32,03	33,99	-6,1 *	Personnel soutien adm. 1
53 526	69 158	-29,2	1 541,7	1 615,2	-4,8	34,72	42,82	-23,3	Personnel soutien adm. 2
58 766	85 351	-45,2	1 549,8	1 546,3	0,2 *	37,92	55,20	-45,6	Personnel soutien adm. 3
50 054	77 050	-53,9	1 556,1	1 460,5	6,1	32,17	52,76	-64,0	Personnel secrétariat 1
55 445	65 416	-18,0	1 543,2	1 534,8	0,5 *	35,93	42,62	-18,6	Personnel secrétariat 2
57 033	69 427	-21,7	1 514,6	1 642,1	-8,4	37,66	42,28	-12,3 *	Préposé aux renseign. 2
47 467	44 796	5,6 *	1 549,1	1 724,4	-11,3	30,64	25,98	15,2	Téléphoniste-récept. 2
53 813	68 433	-27,2	1 545,6	1 598,4	-3,4	34,82	42,99	-23,5	Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Préposé buanderie 2	573	40 111	42 956	-7,1 *	622	150	40 733	43 106	-5,8 *	11 516	9 066	
Concierge 2	2 158	42 413	56 362	-32,9	221	160	42 634	56 522	-32,6	11 262	13 444	
Cuisinier 1	10	44 888	44 068	1,8 *	233	172	45 121	44 240	2,0 *	11 815	8 119	
Cuisinier 2	897	49 745	48 665	2,2 *	713	278	50 459	48 943	3,0 *	13 488	10 531	
Gardien 2	282	39 970	37 204	6,9	405	115	40 374	37 318	7,6	10 612	5 627	
Préposé cuisine/café. 2	2 389	39 903	39 368	1,3 *	605	205	40 508	39 573	2,3 *	11 424	9 007	
Préposé entretien lourd 2	539	39 813	37 308	6,3 *	617	189	40 430	37 497	7,3	11 450	7 368	
Ouvrier entret. mainten. 2	311	43 351	53 712	-23,9	672	200	44 023	53 912	-22,5	12 229	12 218	
Préposé entretien léger 2	4 477	39 166	42 347	-8,1 *	605	163	39 771	42 510	-6,9 *	11 301	9 148	
Moyenne	...	41 014	45 117	-10,0	544	179	41 558	45 297	-9,0	11 533	10 043	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	109	42 553	59 531	-39,9	539	234	43 092	59 766	-38,7	11 762	21 281	
Conducteur véh. lourds 2	100	43 351	51 005	-17,7	400	129	43 751	51 134	-16,9	11 765	12 984	
Electricien entretien 2	373	50 863	66 845	-31,4	401	38	51 264	66 883	-30,5	12 915	20 376	
Electricien entretien 3	67	54 254	63 232	-16,5	782	14	55 036	63 246	-14,9	14 489	17 320	
Mécanicien véh. motor. 2	200	52 487	78 537	-49,6	72	143	52 559	78 681	-49,7	12 306	20 942	
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 425	69 789	-38,4	770	110	51 195	69 899	-36,5	13 742	19 168	
Ouvrier cert. entretien 2	1 064	48 257	72 988	-51,3	436	64	48 693	73 052	-50,0	12 525	17 976	
Machiniste 2	55	52 106	67 342	-29,2	537	220	52 643	67 562	-28,3	13 587	19 722	
Conducteur d'équip. lourds 2	394	43 924	73 256	-66,8	44	97	43 968	73 353	-66,8	10 183	16 838	
Moyenne	...	48 805	69 588	-42,6	419	99	49 224	69 687	-41,6	12 529	18 636	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	51 071	61 528	-20,5	491	262	51 562	61 790	-19,8	12 634	16 607	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
52 248	52 173	0,1 *	1 696,0	1 569,6	7,5 *	30,81	33,24	-7,9 *	Employés de service
53 896	69 966	-29,8	1 720,2	1 883,9	-9,5 *	31,33	37,14	-18,5 *	Préposé buanderie 2
56 936	52 359	8,0 *	1 720,3	1 766,0	-2,7 *	33,10	29,65	10,4 *	Concierge 2
63 947	59 474	7,0 *	1 694,6	1 720,0	-1,5 *	37,73	34,58	8,4 *	Cuisinier 1
50 986	42 945	15,8	1 693,6	1 743,0	-2,9	30,11	24,64	18,2	Cuisinier 2
51 932	48 580	6,5 *	1 695,7	1 718,6	-1,4	30,63	28,27	7,7 *	Gardien 2
51 879	44 865	13,5	1 696,0	1 722,6	-1,6 *	30,59	26,05	14,9	Préposé cuisine/café. 2
56 252	66 130	-17,6 *	1 696,0	1 739,6	-2,6	33,17	38,01	-14,6 *	Préposé entretien lourd 2
51 071	51 658	-1,1 *	1 696,1	1 671,9	1,4 *	30,11	30,90	-2,6 *	Ouvrier entret. mainten. 2
53 091	55 340	-4,2 *	1 699,9	1 726,4	-1,6 *	31,23	31,96	-2,3 *	Préposé entretien léger 2
									Moyenne
54 854	81 046	-47,7	1 701,2	1 812,4	-6,5	32,24	44,72	-38,7	Ouvriers
55 516	64 117	-15,5	1 710,8	1 873,4	-9,5	32,45	34,23	-5,5 *	Conducteur véh. légers 2
64 179	87 259	-36,0	1 707,9	1 792,1	-4,9	37,58	48,69	-29,6	Conducteur véh. lourds 2
69 525	80 566	-15,9	1 693,9	1 803,6	-6,5	41,04	44,67	-8,8	Electricien entretien 2
64 865	99 622	-53,6	1 675,6	1 797,1	-7,3	38,71	55,43	-43,2	Electricien entretien 3
64 938	89 067	-37,2	1 696,4	1 781,9	-5,0	38,28	49,98	-30,6	Mécanicien véh. motor. 2
61 218	91 028	-48,7	1 709,9	1 738,2	-1,7	35,80	52,37	-46,3	Mécanicien entret. Millwright 2
66 230	87 284	-31,8	1 707,8	1 722,9	-0,9 *	38,78	50,66	-30,6	Ouvrier cert. entretien 2
54 151	90 191	-66,6	1 667,5	1 807,9	-8,4	32,47	49,89	-53,6	Machiniste 2
61 754	88 323	-43,0	1 698,4	1 770,4	-4,2	36,36	49,93	-37,4	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
64 196	78 397	-22,1	1 571,4	1 642,2	-4,5	41,11	48,03	-16,8	Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/ catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	59	50 031	49 903	0,3 *	363	19	50 394	49 922	0,9 *	11 914	19 563
Professionnel communic. 2	831	73 957	72 393	2,1 *	549	18	74 506	72 411	2,8 *	16 000	17 032
Professionnel communic. 3	117	89 328	114 005	-27,6	54	338	89 382	114 344	-27,9	17 148	28 751
Professionnel gest. fin. 1	62	49 159	61 057	-24,2	549	39	49 708	61 095	-22,9	12 178	15 100
Professionnel gest. fin. 2	424	71 869	78 716	-9,5	1 165	38	73 034	78 754	-7,8	17 008	17 358
Professionnel gest. fin. 3	15	83 318	108 010	-29,6	50	23	83 368	108 033	-29,6	16 286	26 028
Analyste proc. adm./inform. 1	332	50 431	67 509	-33,9	328	27	50 759	67 536	-33,1	11 802	14 850
Analyste proc. adm./inform. 2	5 275	74 715	86 258	-15,5	402	24	75 117	86 283	-14,9	15 707	18 270
Analyste proc. adm./inform. 3	1 554	86 799	109 050	-25,6	299	51	87 098	109 101	-25,3	17 145	24 666
Ingénieur 2	710	82 710	88 178	-6,6	65	37	82 775	88 215	-6,6	16 161	19 039
Ingénieur 3	418	104 033	116 378	-11,9	62	37	104 096	116 415	-11,8	19 161	22 421
Professionnel sc. phys. 2	493	80 206	74 689	6,9 *	1 155	169	81 361	74 858	8,0 *	17 715	15 190
Professionnel sc. phys. 3	115	91 454	101 565	-11,1	55	322	91 509	101 887	-11,3	17 416	20 401
Avocat et notaire 2	569	98 218	106 156	-8,1	820	46	99 039	106 201	-7,2	19 544	24 728
Avocat et notaire 3	332	131 496	144 606	-10,0	79	44	131 575	144 651	-9,9	23 210	34 176
Moyenne	...	79 429	89 242	-12,4	404	50	79 832	89 292	-11,8	16 339	19 233
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	8 714	51 380	55 273	-7,6	483	54	51 863	55 327	-6,7	12 752	12 144
Techn. documentation 1-2	684	50 810	57 005	-12,2	319	29	51 129	57 033	-11,5	12 446	12 834
Techn. laboratoire 1-2	2 123	58 566	54 778	6,5 *	1 114	210	59 680	54 988	7,9 *	15 218	12 628
Techn. laboratoire 3	509	63 183	70 739	-12,0	1 225	257	64 408	70 996	-10,2	16 060	16 557
Technicien en droit 1-2	519	48 260	74 424	-54,2	24	63	48 284	74 487	-54,3	10 957	16 247
Technicien génie 1-2	1 612	50 185	66 172	-31,9	294	41	50 478	66 213	-31,2	12 010	14 106
Technicien génie 3	232	58 144	90 581	-55,8	29	67	58 173	90 647	-55,8	13 088	18 985
Techn. informatique 1-2	1 968	52 466	55 292	-5,4 *	403	18	52 869	55 310	-4,6 *	12 789	10 457
Techn. informatique 3	1 091	59 263	80 130	-35,2	838	22	60 102	80 152	-33,4	14 759	17 587
Techn. hygiène du trav. 1-2	173	50 097	66 318	-32,4	1 002	23	51 099	66 342	-29,8	13 642	17 233
Moyenne	...	52 895	59 112	-11,8	562	67	53 457	59 179	-10,7	13 147	12 906
Employés de bureau											
Magasinier 1	214	37 031	38 523	-4,0 *	337	28	37 369	38 550	-3,2 *	9 808	6 489
Magasinier 2	1 000	39 612	49 052	-23,8	544	23	40 156	49 075	-22,2	10 790	10 081
Magasinier 3	27	47 715	60 302	-26,4	210	96	47 924	60 398	-26,0	11 799	13 828
Personnel soutien adm. 1	4 773	38 182	40 119	-5,1	639	40	38 821	40 160	-3,4 *	10 789	8 564
Personnel soutien adm. 2	6 218	42 188	44 410	-5,3	394	39	42 582	44 449	-4,4	10 944	9 583
Personnel soutien adm. 3	2 407	46 137	49 999	-8,4	561	26	46 698	50 025	-7,1	12 068	11 556
Personnel secrétariat 1	1 474	39 332	47 160	-19,9	320	86	39 652	47 246	-19,2	10 402	10 155
Personnel secrétariat 2	8 597	43 717	53 000	-21,2	396	38	44 113	53 038	-20,2	11 332	12 546
Préposé aux renseign. 2	942	46 008	40 236	12,5 *	28	49	46 036	40 285	12,5 *	10 998	9 065
Préposé aux renseign. 3	25	52 013	57 242	-10,1 *	31	0	52 044	57 242	-10,0 *	12 453	14 399
Préposé télécomm. 1-2	167	48 256	49 811	-3,2 *	24	74	48 280	49 885	-3,3 *	11 200	9 060
Téléphoniste-récept. 2	156	36 336	38 740	-6,6	647	33	36 983	38 772	-4,8 *	10 484	8 769
Acheteur 2	214	45 141	48 705	-7,9 *	628	0	45 769	48 705	-6,4 *	12 106	8 701
Moyenne	...	42 251	47 189	-11,7	447	39	42 698	47 228	-10,6	11 132	10 495

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
62 308	69 485	-11,5	1 522,2	1 714,4	-12,6	40,93	40,53	1,0 *	Professionnels
90 506	89 443	1,2 *	1 525,2	1 684,3	-10,4	59,34	53,10	10,5	Professionnel communic. 1
106 530	143 095	-34,3	1 501,0	1 691,6	-12,7	70,97	84,59	-19,2	Professionnel communic. 2
61 886	76 195	-23,1	1 530,8	1 680,6	-9,8	40,43	45,34	-12,1	Professionnel communic. 3
90 042	96 112	-6,7	1 551,9	1 725,6	-11,2	58,02	55,70	4,0	Professionnel gest. fin. 1
99 654	134 061	-34,5	1 501,0	1 697,9	-13,1	66,39	78,96	-18,9	Professionnel gest. fin. 2
62 561	82 386	-31,7	1 518,4	1 637,8	-7,9	41,20	50,30	-22,1	Professionnel gest. fin. 3
90 824	104 552	-15,1	1 516,6	1 702,3	-12,2	59,89	61,42	-2,6 *	Analyste proc. adm./inform. 1
104 242	133 767	-28,3	1 509,2	1 683,0	-11,5	69,07	79,48	-15,1	Analyste proc. adm./inform. 2
98 936	107 254	-8,4	1 503,7	1 772,7	-17,9	65,80	60,50	8,0	Analyste proc. adm./inform. 3
123 257	138 836	-12,6	1 501,0	1 746,7	-16,4	82,11	79,48	3,2 *	Ingénieur 2
99 076	90 047	9,1 *	1 537,7	1 749,4	-13,8	64,43	51,47	20,1	Ingénieur 3
108 925	122 288	-12,3	1 501,0	1 701,6	-13,4	72,57	71,87	1,0 *	Professionnel sc. phys. 2
118 582	130 930	-10,4	1 521,6	1 679,0	-10,3	77,93	77,98	-0,1 *	Professionnel sc. phys. 3
154 785	178 827	-15,5	1 501,0	1 692,9	-12,8	103,12	105,64	-2,4 *	Avocat et notaire 2
96 171	108 525	-12,8	1 515,6	1 706,5	-12,6	63,48	63,66	-0,3 *	Avocat et notaire 3
									Moyenne
64 614	67 470	-4,4	1 528,9	1 730,5	-13,2	42,26	38,99	7,7	Techniciens
63 575	69 867	-9,9	1 542,2	1 774,4	-15,1	41,22	39,38	4,5 *	Technicien en administration 1-2
74 898	67 616	9,7 *	1 543,6	1 727,7	-11,9	48,52	39,14	19,3	Techn. documentation 1-2
80 467	87 553	-8,8	1 544,5	1 719,5	-11,3	52,10	50,92	2,3 *	Techn. laboratoire 1-2
59 241	90 734	-53,2	1 507,1	1 645,5	-9,2	39,31	55,14	-40,3	Techn. laboratoire 3
62 488	80 319	-28,5	1 539,1	1 785,3	-16,0	40,60	44,99	-10,8 *	Technicien en droit 1-2
71 261	109 632	-53,8	1 507,1	1 744,7	-15,8	47,28	62,84	-32,9	Technicien génie 1-2
65 658	65 767	-0,2 *	1 534,2	1 738,6	-13,3	42,80	37,83	11,6	Technicien génie 3
74 860	97 739	-30,6	1 545,8	1 717,4	-11,1	48,43	56,91	-17,5	Techn. informatique 1-2
64 742	83 575	-29,1	1 545,8	1 776,1	-14,9	41,88	47,06	-12,4 *	Techn. informatique 3
66 604	72 084	-8,2	1 533,9	1 740,3	-13,5	43,41	41,49	4,4	Techn. hygiène du trav. 1-2
									Moyenne
47 177	45 040	4,5 *	1 576,9	1 856,7	-17,7	29,92	24,26	18,9 *	Employés de bureau
50 945	59 155	-16,1	1 550,6	1 832,0	-18,1	32,85	32,29	1,7 *	Magasinier 1
59 724	74 226	-24,3	1 558,9	1 831,7	-17,5	38,31	40,52	-5,8 *	Magasinier 2
49 610	48 724	1,8 *	1 549,0	1 759,9	-13,6	32,03	27,69	13,6	Magasinier 3
53 526	54 032	-0,9 *	1 541,7	1 756,4	-13,9	34,72	30,76	11,4	Personnel soutien adm. 1
58 766	61 581	-4,8	1 549,8	1 718,2	-10,9	37,92	35,84	5,5	Personnel soutien adm. 2
50 054	57 401	-14,7 *	1 556,1	1 660,4	-6,7	32,17	34,57	-7,5 *	Personnel soutien adm. 3
55 445	65 585	-18,3	1 543,2	1 691,4	-9,6	35,93	38,77	-7,9	Personnel secrétariat 1
57 033	49 350	13,5 *	1 514,6	1 809,9	-19,5	37,66	27,27	27,6	Personnel secrétariat 2
64 497	71 641	-11,1 *	1 514,6	1 746,2	-15,3	42,59	41,03	3,7 *	Préposé aux renseign. 2
59 480	58 946	0,9 *	1 634,7	1 893,2	-15,8	36,39	31,14	14,4	Préposé aux renseign. 3
47 467	47 542	-0,2 *	1 549,1	1 746,3	-12,7	30,64	27,22	11,2	Préposé télécomm. 1-2
57 875	57 405	0,8 *	1 551,9	1 762,5	-13,6	37,29	32,57	12,7 *	Téléphoniste-récept. 2
53 830	57 722	-7,2	1 545,7	1 734,4	-12,2	34,83	33,37	4,2	Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)			Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Concierge 2	2 158	42 413	43 767	-3,2 *	221	20	42 634	43 786	-2,7 *	11 262	8 265	
Cuisinier 1	10	44 888	34 030	24,2	233	0	45 121	34 030	24,6	11 815	8 238	
Cuisinier 2	897	49 745	46 661	6,2	713	44	50 459	46 705	7,4	13 488	9 105	
Cuisinier 3	18	51 564	53 998	-4,7 *	192	0	51 756	53 998	-4,3 *	12 649	12 213	
Gardien 2	282	39 970	43 015	-7,6 *	405	167	40 374	43 182	-7,0 *	10 612	9 270	
Journalier/préposé terr. 2	135	40 249	43 576	-8,3 *	624	47	40 873	43 623	-6,7 *	11 540	10 391	
Préposé cuisine/café. 2	2 389	39 903	27 698	30,6	605	21	40 508	27 718	31,6	11 424	4 854	
Préposé entretien lourd 2	539	39 813	34 097	14,4	617	44	40 430	34 141	15,6	11 450	9 570	
Ouvrier entret. mainten. 2	311	43 351	44 155	-1,9 *	672	43	44 023	44 198	-0,4 *	12 229	8 639	
Préposé entretien léger 2	4 477	39 166	34 361	12,3	605	88	39 771	34 448	13,4	11 301	7 875	
Moyenne	...	41 014	36 524	10,9	544	52	41 558	36 576	12,0	11 533	7 529	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	109	42 553	33 758	20,7	539	61	43 092	33 819	21,5	11 762	7 178	
Conducteur véh. lourds 2	100	43 351	44 671	-3,0 *	400	74	43 751	44 745	-2,3 *	11 765	9 094	
Electricien entretien 2	373	50 863	70 130	-37,9	401	37	51 264	70 167	-36,9	12 915	14 791	
Mécanicien véh. motor. 2	200	52 487	52 537	-0,1 *	72	58	52 559	52 595	-0,1 *	12 306	10 681	
Mécanicien entret. Millwright 2	238	50 425	63 608	-26,1	770	52	51 195	63 660	-24,3	13 742	14 858	
Menuisier entretien 2	264	48 533	52 875	-8,9 *	601	129	49 134	53 004	-7,9 *	12 985	11 705	
Ouvrier cert. entretien 2	1 064	48 257	55 877	-15,8	436	0	48 693	55 877	-14,8	12 525	10 504	
Machiniste 2	55	52 106	51 783	0,6 *	537	0	52 643	51 783	1,6 *	13 587	11 258	
Conducteur d'équip. lourds 2	394	43 924	50 775	-15,6	44	0	43 968	50 775	-15,5	10 183	9 612	
Moyenne	...	48 987	55 447	-13,2	421	30	49 407	55 477	-12,3	12 565	11 504	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	51 446	56 085	-9,0	483	49	51 930	56 135	-8,1	12 670	12 171	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures normales.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent pour le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Employés de service									
53 896	52 051	3,4 *	1 720,2	1 820,1	-5,8	31,33	28,60	8,7	Concierge 2
56 936	42 268	25,8	1 720,3	1 826,2	-6,2	33,10	23,14	30,1	Cuisinier 1
63 947	55 810	12,7	1 694,6	1 880,9	-11,0	37,73	29,67	21,4	Cuisinier 2
64 405	66 211	-2,8 *	1 699,2	1 885,7	-11,0	37,90	35,11	7,4 *	Cuisinier 3
50 986	52 452	-2,9 *	1 693,6	1 832,8	-8,2	30,11	28,62	4,9 *	Gardien 2
52 413	54 014	-3,1 *	1 670,5	1 835,4	-9,9	31,38	29,43	6,2 *	Journalier/préposé terr. 2
51 932	32 573	37,3	1 695,7	1 766,7	-4,2	30,63	18,44	39,8	Préposé cuisine/café. 2
51 879	43 710	15,7	1 696,0	1 860,3	-9,7	30,59	23,50	23,2	Préposé entretien lourd 2
56 252	52 837	6,1 *	1 696,0	1 797,7	-6,0	33,17	29,39	11,4	Ouvrier entret. mainten. 2
51 071	42 323	17,1	1 696,1	1 846,5	-8,9	30,11	22,92	23,9	Préposé entretien léger 2
53 091	44 105	16,9	1 699,9	1 830,4	-7,7	31,23	24,06	22,9	Moyenne
Ouvriers									
54 854	40 997	25,3	1 701,2	1 846,7	-8,6	32,24	22,20	31,2	Conducteur véh. légers 2
55 516	53 839	3,0 *	1 710,8	1 909,8	-11,6	32,45	28,19	13,1	Conducteur véh. lourds 2
64 179	84 958	-32,4	1 707,9	1 770,5	-3,7 *	37,58	47,99	-27,7	Electricien entretien 2
64 865	63 276	2,4 *	1 675,6	1 849,2	-10,4	38,71	34,22	11,6	Mécanicien véh. motor. 2
64 938	78 518	-20,9	1 696,4	1 826,0	-7,6	38,28	43,00	-12,3	Mécanicien entret. Millwright 2
62 119	64 709	-4,2 *	1 702,7	1 758,0	-3,3 *	36,48	36,81	-0,9 *	Menuisier entretien 2
61 218	66 381	-8,4 *	1 709,9	1 867,1	-9,2	35,80	35,55	0,7 *	Ouvrier cert. entretien 2
66 230	63 041	4,8 *	1 707,8	1 808,4	-5,9	38,78	34,86	10,1	Machiniste 2
54 151	60 387	-11,5 *	1 667,5	1 838,0	-10,2	32,47	32,85	-1,2 *	Conducteur d'équip. lourds 2
61 972	66 980	-8,1	1 698,5	1 829,2	-7,7	36,48	36,68	-0,5 *	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
64 600	68 305	-5,7	1 569,9	1 751,2	-11,6	41,41	39,27	5,2	Moyenne

Annexe D-1

Distribution des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2020

Secteur	Nombre d'emplois repères utilisés		Distribution des emplois repères selon le statut					
			Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	74	74	4	9	8	20	62	45
Privé	72	72	6	22	15	24	51	26
« Autre public »	73	73	0	0	1	1	72	72
Administration municipale	64	64	1	0	0	0	63	64
« Entreprises publiques »	64	64	2	2	1	4	61	58
Universitaire	63	63	4	1	2	2	57	60
Administration fédérale	50	50	0	0	0	0	50	50
Autres salariés québécois syndiqués	73	73	1	2	7	9	65	62
Autres salariés québécois non syndiqués	71	71	9	30	22	26	40	15
Privé syndiqué	63	63	6	10	10	13	47	40
Privé non syndiqué	70	70	9	32	23	25	38	13

Annexe D-2

Distribution de l'effectif utilisé pour l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2020

Secteur	% de l'effectif utilisé		Distribution en % selon le statut ¹					
			Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	100	100	4	9	13	24	83	67
Privé	100	100	6	45	16	29	78	26
« Autre public »	100	100	0	0	1	1	99	99
Administration municipale	100	100	0	0	0	0	100	100
« Entreprises publiques »	100	100	4	1	1	3	95	96
Universitaire	100	100	8	1	1	2	91	97
Administration fédérale	100	100	0	0	0	0	100	100
Autres salariés québécois syndiqués	100	100	0	1	13	15	87	84
Autres salariés québécois non syndiqués	100	100	13	58	17	23	70	18
Privé syndiqué	100	100	3	6	21	34	76	60
Privé non syndiqué	100	100	13	60	18	22	69	18

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

Annexe E-1

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	59	-9,4	(-18,8 ; 0,0)	-8,6	(-13,3 ; -3,8)
Professionnel communic. 2	PC2	831	-9,1	(-11,9 ; -6,3)	-6,7	(-10,6 ; -2,8)
Professionnel communic. 3	PC3	117	-18,7	(-24,9 ; -12,5)	-17,4	(-22,2 ; -12,7)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	62	-30,2	(-35,2 ; -25,3)	-21,7	(-27,7 ; -15,6)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	424	-11,9	(-14,0 ; -9,7)	-2,7 *	(-5,4 ; 0,1)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-29,0	(-31,8 ; -26,3)	-27,0	(-30,4 ; -23,7)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	332	-31,9	(-35,3 ; -28,5)	-23,8	(-27,7 ; -19,9)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 275	-15,7	(-17,8 ; -13,7)	-6,7	(-9,3 ; -4,1)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 554	-23,2	(-25,1 ; -21,3)	-17,9	(-20,8 ; -15,1)
Ingénieur 1	IN1	193	-22,5	(-25,9 ; -19,2)	-3,6 *	(-7,6 ; 0,4)
Ingénieur 2	IN3	710	-11,0	(-15,0 ; -7,0)	1,0 *	(-3,0 ; 5,1)
Ingénieur 3	IN3	418	-13,9	(-20,4 ; -7,4)	-1,6 *	(-9,3 ; 6,0)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	41	-2,1 *	(-8,7 ; 4,4)	14,2	(6,6 ; 21,8)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	493	-2,2 *	(-8,6 ; 4,2)	5,3 *	(-2,8 ; 13,4)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	115	-22,0	(-28,3 ; -15,7)	-17,7	(-26,0 ; -9,4)
Avocat et notaire 1	AN1	75	-29,7	(-35,3 ; -24,1)	-25,0	(-31,9 ; -18,1)
Avocat et notaire 2	AN2	569	-16,9	(-18,5 ; -15,3)	-14,4	(-16,4 ; -12,5)
Avocat et notaire 3	AN3	332	-8,2	(-10,2 ; -6,2)	-4,8	(-7,3 ; -2,4)
Biologiste 2	BI2	207	-8,3	(-14,4 ; -2,1)	-1,2 *	(-13,6 ; 11,2)
Biologiste 3	BI3	31	-15,7	(-26,4 ; -5,1)	-11,9 *	(-24,6 ; 0,8)
Moyenne	..	..	-15,0	(-16,4 ; -13,6)	-7,5	(-9,4 ; -5,6)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 714	-14,3	(-15,8 ; -12,8)	-6,3	(-8,4 ; -4,2)
Technicien en administration 3	TA3	89	-21,6	(-23,4 ; -19,8)	-11,5	(-15,5 ; -7,5)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	684	-15,8	(-20,6 ; -11,1)	-18,1	(-23,1 ; -13,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 123	-2,9 *	(-10,6 ; 4,9)	8,6	(0,7 ; 16,4)
Techn. laboratoire 3	TL3	509	-11,0	(-14,7 ; -7,3)	-4,9	(-9,4 ; -0,3)
Techniciens en droit 1-2	DR1-2	519	-44,7	(-51,7 ; -37,7)	-41,4	(-46,1 ; -36,7)
Technicien en droit 3	DR3	21	-92,0	(-130,6 ; -53,4)	-81,2	(-112,9 ; -49,6)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 612	-41,5	(-51,3 ; -31,7)	-26,5	(-38,4 ; -14,5)
Technicien génie 3	TG3	232	-57,7	(-63,2 ; -52,1)	-49,9	(-56,4 ; -43,4)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 968	-9,5	(-14,4 ; -4,6)	3,3 *	(-2,5 ; 9,1)
Techn. informatique 3	TI3	1 091	-30,5	(-38,2 ; -22,9)	-17,9	(-27,6 ; -8,1)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	492	-9,4	(-15,3 ; -3,6)	-6,0 *	(-14,3 ; 2,2)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	173	-37,8	(-53,4 ; -22,1)	-20,4	(-37,4 ; -3,4)
Moyenne	..	..	-17,8	(-19,6 ; -16,0)	-8,4	(-10,7 ; -6,1)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-28,4 *	(-61,1 ; 4,3)	-9,2 *	(-43,5 ; 25,1)
Magasinier 2	MG2	1 000	-43,4	(-50,2 ; -36,7)	-28,5	(-36,4 ; -20,7)
Magasinier 3	MG3	27	-39,0	(-54,7 ; -23,4)	-25,4	(-42,5 ; -8,2)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	66	-47,6	(-76,5 ; -18,7)	-34,7 *	(-74,3 ; 4,9)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 773	-12,5	(-15,8 ; -9,2)	-3,6 *	(-9,7 ; 2,6)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 218	-15,0	(-17,3 ; -12,7)	-6,0	(-10,1 ; -2,0)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 407	-20,5	(-22,5 ; -18,4)	-15,2	(-18,2 ; -12,2)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 474	-24,8	(-32,5 ; -17,1)	-22,4	(-31,4 ; -13,4)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 597	-24,3	(-26,6 ; -22,0)	-21,2	(-24,4 ; -17,9)
Préposé aux renseign. 2	PR2	942	2,7 *	(-9,3 ; 14,6)	12,0 *	(-4,1 ; 28,2)
Préposé aux renseign. 3	PR3	25	-21,3	(-29,9 ; -12,6)	-22,0	(-35,8 ; -8,2)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	167	-7,0	(-13,1 ; -1,0)	6,1 *	(-0,6 ; 12,9)
Préposé télécomm. 3	PT3	41	-35,1	(-59,9 ; -10,2)	-29,5 *	(-63,6 ; 4,5)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	156	-7,7	(-12,2 ; -3,3)	7,9	(2,6 ; 13,3)
Acheteur 2	AC2	214	-22,4	(-33,2 ; -11,6)	-11,1 *	(-26,2 ; 4,0)
Moyenne	..	..	-19,4	(-21,0 ; -17,8)	-12,5	(-15,2 ; -9,8)

Annexe E-1

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	573	-3,4 *	(-16,1 ; 9,2)	2,9 *	(-22,1 ; 27,9)
Concierge 2	CO2	2 158	-24,0	(-34,7 ; -13,2)	-15,0	(-29,3 ; -0,7)
Cuisinier 1	CU1	10	13,3	(1,7 ; 24,9)	19,8	(7,3 ; 32,2)
Cuisinier 2	CU2	897	3,5 *	(-3,4 ; 10,3)	10,7	(3,7 ; 17,7)
Cuisinier 3	CU3	18	-9,3	(-18,5 ; -0,2)	-1,6 *	(-12,0 ; 8,8)
Gardien 2	GA2	282	3,2	(0,0 ; 6,3)	13,5	(10,3 ; 16,7)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	135	-30,8	(-34,7 ; -26,9)	-23,8	(-29,8 ; -17,8)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 389	21,7	(12,4 ; 30,9)	30,0	(20,5 ; 39,6)
Préposé entretien lourd 2	PED2	539	6,2	(0,2 ; 12,1)	13,1	(6,8 ; 19,4)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	311	-16,4	(-23,9 ; -8,9)	-8,9	(-17,5 ; -0,3)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 477	-6,5 *	(-16,7 ; 3,7)	-0,9 *	(-10,8 ; 8,9)
Moyenne	..	..	-3,3 *	(-9,2 ; 2,6)	4,1 *	(-2,6 ; 10,7)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	109	-25,8	(-29,9 ; -21,6)	-27,3	(-32,6 ; -22,1)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	100	-10,0	(-15,2 ; -4,8)	4,4 *	(-1,1 ; 9,8)
Électricien entretien 2	EL2	373	-32,4	(-42,7 ; -22,2)	-34,8	(-48,1 ; -21,6)
Électricien entretien 3	EL3	67	-32,4	(-42,6 ; -22,1)	-33,0	(-50,4 ; -15,7)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	35	-31,2	(-33,9 ; -28,4)	-29,2	(-32,4 ; -26,1)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	200	-29,7	(-39,5 ; -19,9)	-29,2	(-39,7 ; -18,6)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-34,6	(-43,7 ; -25,5)	-25,3	(-35,4 ; -15,3)
Menuisier entretien 2	ME2	264	-26,7	(-33,5 ; -19,9)	-29,6	(-42,2 ; -17,0)
Ouvrier de voirie 2	VO2	197	-36,3	(-38,2 ; -34,4)	-58,1	(-60,0 ; -56,1)
Ouvrier de voirie 3	VO3	280	-15,4	(-23,4 ; -7,3)	-15,8	(-29,3 ; -2,3)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 064	-46,5	(-65,9 ; -27,2)	-46,3	(-63,0 ; -29,7)
Peintre entretien 2	PE2	124	-42,8	(-48,8 ; -36,8)	-52,7	(-61,4 ; -43,9)
Machiniste 2	MA2	55	-21,1	(-33,9 ; -8,4)	-19,2	(-36,2 ; -2,2)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	394	-44,4	(-59,5 ; -29,3)	-49,4	(-63,5 ; -35,3)
Moyenne	..	..	-34,0	(-41,2 ; -26,8)	-34,5	(-40,9 ; -28,0)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..	..	-16,5	(-17,9 ; -15,1)	-9,2	(-10,9 ; -7,4)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-2

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	59	-0,1 *	(-10,2 ; 9,9)	0,6 *	(-8,2 ; 9,5)
Professionnel communic. 2	PC2	831	1,2 *	(-5,5 ; 7,9)	8,9	(0,7 ; 17,2)
Professionnel communic. 3	PC3	117	-27,6	(-45,2 ; -10,1)	-20,2	(-35,3 ; -5,2)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	62	-24,3	(-33,0 ; -15,5)	-12,3	(-23,0 ; -1,6)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	424	-9,7	(-12,9 ; -6,4)	3,7 *	(-0,2 ; 7,5)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-30,6	(-38,2 ; -22,9)	-20,2	(-29,2 ; -11,3)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	332	-33,9	(-37,7 ; -30,2)	-22,3	(-29,0 ; -15,6)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 275	-15,1	(-18,0 ; -12,3)	-2,5 *	(-6,5 ; 1,5)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 554	-25,7	(-28,8 ; -22,7)	-15,2	(-20,0 ; -10,5)
Ingénieur 1	IN1	193	-21,7	(-25,0 ; -18,5)	-2,2 *	(-5,8 ; 1,4)
Ingénieur 2	IN3	710	-6,6	(-11,3 ; -1,9)	8,0	(3,9 ; 12,2)
Ingénieur 3	IN3	418	-11,8	(-19,1 ; -4,6)	3,2 *	(-4,0 ; 10,5)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	41	0,5 *	(-5,1 ; 6,0)	17,3	(10,7 ; 23,9)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	493	8,3	(1,9 ; 14,6)	20,0	(12,9 ; 27,1)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	115	-9,3	(-16,0 ; -2,5)	2,2 *	(-3,3 ; 7,7)
Avocat et notaire 1	AN1	75	-29,6	(-39,3 ; -19,8)	-24,8	(-35,5 ; -14,2)
Avocat et notaire 2	AN2	569	-7,4	(-11,6 ; -3,2)	-1,0 *	(-5,9 ; 3,9)
Avocat et notaire 3	AN3	332	-10,3	(-14,3 ; -6,2)	-3,7 *	(-9,7 ; 2,4)
Biologiste 2	BI2	207	1,1 *	(-0,8 ; 3,0)	16,1	(14,7 ; 17,4)
Moyenne	..	..	-12,2	(-14,3 ; -10,1)	-0,5 *	(-3,2 ; 2,2)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 714	-8,5	(-10,9 ; -6,0)	6,1	(3,3 ; 8,8)
Technicien en administration 3	TA3	89	-20,6	(-23,2 ; -18,0)	-2,6 *	(-6,4 ; 1,1)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	684	-20,5	(-34,1 ; -6,9)	-7,4 *	(-23,7 ; 8,8)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 123	-1,8 *	(-11,1 ; 7,4)	11,6	(2,1 ; 21,1)
Techn. laboratoire 3	TL3	509	-11,7	(-18,4 ; -4,9)	2,4 *	(-3,7 ; 8,6)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	519	-54,2	(-63,2 ; -45,2)	-41,2	(-51,8 ; -30,6)
Technicien en droit 3	DR3	21	-98,0	(-134,0 ; -62,0)	-84,9	(-115,8 ; -54,0)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 612	-39,9	(-51,7 ; -28,0)	-20,9	(-34,0 ; -7,8)
Technicien génie 3	TG3	232	-55,7	(-68,6 ; -42,7)	-33,3	(-44,8 ; -21,8)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 968	-7,5	(-12,9 ; -2,0)	7,8	(1,9 ; 13,8)
Techn. informatique 3	TI3	1 091	-34,2	(-43,6 ; -24,9)	-17,1	(-29,7 ; -4,6)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	492	13,3	(7,2 ; 19,4)	24,4	(12,9 ; 35,8)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	173	-36,9	(-53,0 ; -20,7)	-18,1	(-34,9 ; -1,4)
Moyenne	..	..	-14,6	(-17,1 ; -12,2)	0,5 *	(-2,4 ; 3,3)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-23,0 *	(-58,9 ; 12,9)	0,2 *	(-33,8 ; 34,2)
Magasinier 2	MG2	1 000	-41,8	(-52,4 ; -31,3)	-22,8	(-34,9 ; -10,8)
Magasinier 3	MG3	27	-32,2	(-52,8 ; -11,6)	-13,0 *	(-31,7 ; 5,6)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	66	-48,4	(-81,9 ; -15,0)	-33,5 *	(-79,6 ; 12,6)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 773	-7,0	(-11,6 ; -2,4)	10,8	(4,9 ; 16,6)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 218	-8,9	(-11,9 ; -5,9)	6,5	(2,3 ; 10,7)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 407	-10,1	(-15,1 ; -5,1)	3,0 *	(-2,3 ; 8,4)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 474	-21,5	(-34,6 ; -8,3)	-10,5 *	(-23,6 ; 2,5)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 597	-20,9	(-24,9 ; -16,9)	-9,1	(-13,3 ; -4,8)
Préposé aux renseign. 2	PR2	942	7,6 *	(-5,8 ; 21,0)	21,4	(6,0 ; 36,8)
Préposé aux renseign. 3	PR3	25	-25,8	(-43,9 ; -7,8)	-15,6 *	(-37,0 ; 5,9)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	167	-2,1 *	(-8,6 ; 4,5)	15,6	(10,2 ; 20,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	156	-5,2	(-9,9 ; -0,5)	12,1	(6,6 ; 17,6)
Acheteur 2	AC2	214	-13,4 *	(-29,1 ; 2,2)	6,1 *	(-10,9 ; 23,0)
Moyenne	..	..	-14,2	(-16,7 ; -11,7)	0,3 *	(-2,9 ; 3,5)

Annexe E-2

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	573	-2,1 *	(-15,2 ; 11,1)	4,5 *	(-21,2 ; 30,3)
Concierge 2	CO2	2 158	-25,0	(-38,2 ; -11,8)	-11,5 *	(-28,6 ; 5,6)
Cuisinier 1	CU1	10	15,5	(2,4 ; 28,5)	22,6	(8,6 ; 36,5)
Cuisinier 2	CU2	897	4,1 *	(-5,1 ; 13,2)	14,9	(5,6 ; 24,1)
Cuisinier 3	CU3	18	-9,3 *	(-20,5 ; 1,9)	1,8 *	(-10,6 ; 14,2)
Gardien 2	GA2	282	5,6	(2,6 ; 8,7)	16,9	(13,8 ; 20,0)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	135	-24,7	(-29,3 ; -20,0)	-14,2	(-20,2 ; -8,3)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 389	23,1	(13,9 ; 32,3)	31,8	(22,3 ; 41,2)
Préposé entretien lourd 2	PED2	539	9,1	(3,1 ; 15,1)	17,9	(12,0 ; 23,8)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	311	-11,8	(-21,6 ; -2,0)	-0,1 *	(-10,5 ; 10,2)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 477	-5,6 *	(-17,0 ; 5,7)	0,9 *	(-10,2 ; 12,1)
Moyenne	..	..	-2,3 *	(-9,0 ; 4,5)	7,0 *	(-0,7 ; 14,7)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	109	-23,4	(-31,7 ; -15,0)	-19,4	(-28,5 ; -10,3)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	100	-8,2	(-13,2 ; -3,3)	6,6	(1,4 ; 11,9)
Électricien entretien 2	EL2	373	-32,3	(-46,2 ; -18,5)	-29,3	(-44,9 ; -13,7)
Électricien entretien 3	EL3	67	-14,1	(-17,7 ; -10,4)	-7,5	(-10,9 ; -4,1)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	35	-32,5	(-53,1 ; -12,0)	-24,5	(-48,0 ; -1,0)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	200	-28,3	(-47,5 ; -9,1)	-19,2	(-38,4 ; -0,1)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-34,7	(-44,1 ; -25,4)	-25,0	(-35,4 ; -14,7)
Menuisier entretien 2	ME2	264	-22,2	(-31,2 ; -13,2)	-16,9	(-26,8 ; -7,1)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 064	-48,4	(-74,0 ; -22,7)	-42,2	(-63,7 ; -20,6)
Peintre entretien 2	PE2	124	-50,1	(-68,9 ; -31,4)	-50,6	(-78,0 ; -23,2)
Machiniste 2	MA2	55	-21,0	(-33,9 ; -8,2)	-19,1	(-36,2 ; -1,9)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	394	-52,9	(-80,6 ; -25,1)	-39,2	(-67,7 ; -10,7)
Moyenne	..	..	-36,0	(-47,3 ; -24,8)	-29,3	(-39,6 ; -18,9)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..	..	-13,3	(-15,2 ; -11,4)	-0,3 *	(-2,6 ; 1,9)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-3

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	59	-21,1	(-24,2 ; -17,9)	-21,1	(-24,3 ; -17,9)
Professionnel communic. 2	PC2	831	-15,6	(-16,4 ; -14,8)	-17,5	(-18,6 ; -16,5)
Professionnel communic. 3	PC3	117	-15,3	(-15,5 ; -15,1)	-16,3	(-16,7 ; -15,8)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	62	-40,9	(-41,5 ; -40,3)	-39,7	(-40,1 ; -39,4)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	424	-16,1	(-17,1 ; -15,2)	-16,7	(-17,9 ; -15,4)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-28,3	(-29,8 ; -26,7)	-30,6	(-32,3 ; -28,9)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	332	-27,7	(-28,3 ; -27,1)	-27,1	(-27,7 ; -26,4)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 275	-17,5	(-18,2 ; -16,8)	-19,8	(-20,6 ; -19,0)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 554	-19,5	(-19,7 ; -19,2)	-22,2	(-22,4 ; -22,0)
Ingénieur 1	IN1	193	-43,4	(-43,5 ; -43,3)	-44,1	(-44,5 ; -43,7)
Ingénieur 2	IN3	710	-30,4	(-31,2 ; -29,7)	-34,5	(-35,4 ; -33,7)
Ingénieur 3	IN3	418	-23,2	(-23,7 ; -22,7)	-26,7	(-27,2 ; -26,2)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	493	-17,1	(-17,4 ; -16,7)	-17,6	(-17,9 ; -17,3)
Avocat et notaire 1	AN1	75	-29,8	(-36,1 ; -23,4)	-25,1	(-33,0 ; -17,1)
Avocat et notaire 2	AN2	569	-22,7	(-23,6 ; -21,8)	-23,1	(-24,4 ; -21,9)
Avocat et notaire 3	AN3	332	-6,7	(-7,3 ; -6,2)	-5,7	(-6,4 ; -4,9)
Moyenne	..	..	-19,3	(-19,7 ; -18,9)	-21,2	(-21,7 ; -20,8)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 714	-22,0	(-22,5 ; -21,5)	-24,4	(-25,2 ; -23,6)
Technicien en administration 3	TA3	89	-23,4	(-24,4 ; -22,4)	-29,4	(-31,3 ; -27,5)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	684	-14,1	(-17,0 ; -11,3)	-22,6	(-26,7 ; -18,6)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 123	-9,0	(-10,4 ; -7,6)	-11,8	(-13,8 ; -9,8)
Techn. laboratoire 3	TL3	509	-10,4	(-13,1 ; -7,7)	-13,5	(-17,1 ; -9,9)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	519	-38,3	(-42,0 ; -34,6)	-41,6	(-45,0 ; -38,2)
Technicien en droit 3	DR3	21	-31,9	(-31,9 ; -31,9)	-42,9	(-42,9 ; -42,9)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 612	-48,5	(-50,4 ; -46,5)	-53,7	(-56,1 ; -51,3)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 968	-22,3	(-23,8 ; -20,7)	-28,7	(-30,9 ; -26,5)
Techn. informatique 3	TI3	1 091	-19,1	(-22,0 ; -16,2)	-20,4	(-23,7 ; -17,0)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	492	-37,0	(-41,1 ; -32,8)	-47,3	(-52,0 ; -42,6)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	173	-51,7	(-55,4 ; -47,9)	-61,4	(-67,3 ; -55,4)
Moyenne	..	..	-24,2	(-24,8 ; -23,5)	-28,0	(-28,9 ; -27,1)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-55,9	(-58,7 ; -53,1)	-65,3	(-69,7 ; -61,0)
Magasinier 2	MG2	1 000	-46,2	(-49,2 ; -43,1)	-38,9	(-41,4 ; -36,4)
Magasinier 3	MG3	27	-51,8	(-52,7 ; -50,9)	-50,5	(-53,0 ; -48,1)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	66	-42,5	(-46,4 ; -38,7)	-42,5	(-45,7 ; -39,4)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 773	-21,7	(-23,3 ; -20,1)	-31,8	(-34,5 ; -29,1)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 218	-25,2	(-25,7 ; -24,7)	-30,0	(-30,7 ; -29,3)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 407	-27,3	(-27,5 ; -27,0)	-28,0	(-28,5 ; -27,6)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 474	-29,3	(-30,3 ; -28,3)	-40,1	(-42,3 ; -37,9)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 597	-28,3	(-29,4 ; -27,3)	-37,0	(-38,5 ; -35,5)
Préposé aux renseign. 2	PR2	942	-12,8	(-15,7 ; -9,8)	-22,2	(-25,5 ; -18,9)
Préposé aux renseign. 3	PR3	25	-16,9	(-21,8 ; -11,9)	-29,1	(-38,5 ; -19,6)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	167	-27,1	(-36,8 ; -17,4)	-37,4	(-41,1 ; -33,7)
Préposé télécomm. 3	PT3	41	-30,6	(-30,6 ; -30,6)	-45,3	(-45,3 ; -45,3)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	156	-30,0	(-34,1 ; -26,0)	-34,1	(-39,2 ; -29,0)
Acheteur 2	AC2	214	-31,7	(-35,2 ; -28,2)	-30,5	(-33,5 ; -27,5)
Moyenne	..	..	-26,9	(-27,5 ; -26,3)	-33,4	(-34,2 ; -32,5)

Annexe E-3

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	573	-51,5	(.. ; ..)	-52,1	(.. ; ..)
Concierge 2	CO2	2 158	-20,0	(-27,7 ; -12,3)	-29,8	(-44,6 ; -15,0)
Gardien 2	GA2	282	-37,8	(-41,7 ; -33,9)	-47,6	(-52,4 ; -42,9)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	135	-38,4	(-42,8 ; -33,9)	-36,2	(-41,9 ; -30,5)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 389	-16,7	(-19,3 ; -14,1)	-16,6	(-19,3 ; -13,9)
Préposé entretien lourd 2	PED2	539	-21,9	(-25,9 ; -17,9)	-36,7	(-38,9 ; -34,5)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	311	-28,8	(-33,4 ; -24,1)	-34,4	(-41,5 ; -27,3)
Moyenne		..	-18,7	(-20,8 ; -16,7)	-24,4	(-27,4 ; -21,5)
Ouvriers						
Conducteur véh. lourds 2	CD2	100	-42,3	(-44,2 ; -40,4)	-40,9	(-43,3 ; -38,5)
Électricien entretien 2	EL2	373	-32,7	(-34,0 ; -31,5)	-51,7	(-54,2 ; -49,2)
Électricien entretien 3	EL3	67	-43,0	(-46,7 ; -39,4)	-49,4	(-60,7 ; -38,1)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	35	-31,0	(-32,9 ; -29,1)	-29,8	(-31,8 ; -27,8)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	200	-31,1	(-32,8 ; -29,4)	-40,3	(-42,2 ; -38,5)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-29,8	(-32,2 ; -27,3)	-35,0	(-39,0 ; -30,9)
Menuisier entretien 2	ME2	264	-31,3	(-33,3 ; -29,3)	-43,7	(-48,4 ; -38,9)
Ouvrier de voirie 2	VO2	197	-36,3	(-38,2 ; -34,4)	-58,1	(-60,0 ; -56,1)
Ouvrier de voirie 3	VO3	280	-15,4	(-23,4 ; -7,3)	-15,8	(-29,3 ; -2,3)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 064	-40,9	(-42,6 ; -39,1)	-60,0	(-62,2 ; -57,8)
Peintre entretien 2	PE2	124	-40,8	(-45,8 ; -35,9)	-53,2	(-61,6 ; -44,8)
Machiniste 2	MA2	55	-28,2	(-28,2 ; -28,2)	-34,4	(-34,4 ; -34,4)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	394	-36,1	(-37,1 ; -35,2)	-60,7	(-62,2 ; -59,2)
Moyenne		..	-33,5	(-34,4 ; -32,6)	-46,3	(-47,7 ; -44,9)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-23,5	(-23,9 ; -23,1)	-28,3	(-28,9 ; -27,7)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	831	-19,0	(-21,6 ; -16,3)	-26,1	(-28,5 ; -23,7)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	424	-32,4	(-36,1 ; -28,6)	-41,4	(-47,1 ; -35,8)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 275	-28,8	(-29,7 ; -27,9)	-36,4	(-37,6 ; -35,1)
Ingénieur 2	IN2	710	-15,5	(-16,3 ; -14,8)	-20,8	(-22,1 ; -19,4)
Ingénieur 3	IN3	418	-4,0	(-4,6 ; -3,5)	-9,1	(-10,0 ; -8,1)
Avocat et notaire 2	AN2	569	-10,5	(-11,1 ; -9,9)	-17,0	(-17,7 ; -16,2)
Avocat et notaire 3	AN3	332	8,4	(8,4 ; 8,4)	-3,3	(-3,3 ; -3,3)
Moyenne	..	..	-23,3	(-23,7 ; -22,8)	-30,0	(-30,6 ; -29,4)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 714	-26,5	(-28,2 ; -24,9)	-40,2	(-42,2 ; -38,1)
Technicien en administration 3	IN3	89	-42,6	(-43,9 ; -41,3)	-53,7	(-54,6 ; -52,7)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	684	-18,5	(-20,1 ; -16,9)	-34,3	(-36,2 ; -32,5)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 123	-6,9	(-7,9 ; -6,0)	-17,6	(-18,0 ; -17,2)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	519	-31,2	(-32,7 ; -29,8)	-43,1	(-45,5 ; -40,6)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 612	-45,6	(-47,0 ; -44,1)	-56,7	(-59,4 ; -53,9)
Technicien génie 3	TG3	232	-50,0	(-51,6 ; -48,3)	-52,2	(-55,4 ; -49,0)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 968	-33,2	(-35,0 ; -31,4)	-47,5	(-49,8 ; -45,2)
Techn. informatique 3	TI3	1 091	-40,4	(-58,9 ; -21,9)	-56,0	(-78,9 ; -33,1)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	492	-38,8	(-43,0 ; -34,5)	-49,7	(-54,4 ; -44,9)
Moyenne	..	..	-29,2	(-30,7 ; -27,8)	-42,3	(-44,2 ; -40,3)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-58,5	(-65,7 ; -51,3)	-62,9	(-67,4 ; -58,4)
Magasinier 2	MG2	1 000	-54,5	(-58,6 ; -50,4)	-65,3	(-68,9 ; -61,7)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 773	-25,1	(-26,0 ; -24,3)	-39,0	(-40,0 ; -38,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 218	-31,6	(-32,9 ; -30,2)	-45,3	(-46,8 ; -43,8)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 407	-38,7	(-39,6 ; -37,7)	-56,0	(-57,0 ; -55,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 474	-36,5	(-38,4 ; -34,7)	-49,2	(-51,4 ; -46,9)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 597	-30,3	(-31,6 ; -28,9)	-44,0	(-46,0 ; -41,9)
Préposé aux renseign. 2	PR2	942	-28,7	(-33,8 ; -23,6)	-41,3	(-45,1 ; -37,5)
Préposé aux renseign. 3	PR3	25	-26,6	(-29,4 ; -23,8)	-34,0	(-37,7 ; -30,2)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	167	-23,9	(-27,5 ; -20,3)	-36,3	(-39,0 ; -33,6)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	156	-36,7	(-41,8 ; -31,5)	-45,0	(-51,6 ; -38,5)
Moyenne	..	..	-32,3	(-33,1 ; -31,4)	-45,9	(-47,1 ; -44,7)

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 158	-23,6	(-36,0 ; -11,2)	-31,7	(-51,7 ; -11,7)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	135	-44,8	(-47,7 ; -41,9)	-44,1	(-48,5 ; -39,7)
Préposé entretien lourd 2	PED2	539	-26,4	(-29,6 ; -23,1)	-51,5	(-52,6 ; -50,5)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	311	-42,0	(-45,2 ; -38,8)	-52,5	(-56,0 ; -49,0)
Moyenne		..	-19,5	(-22,9 ; -16,2)	-26,2	(-31,4 ; -21,0)
Ouvriers						
Conducteur véh. lourds 2	CD2	100	-40,1	(-46,0 ; -34,2)	-45,8	(-52,6 ; -39,0)
Électricien entretien 2	EL2	373	-31,2	(-32,2 ; -30,2)	-63,3	(-64,5 ; -62,1)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	35	-27,5	(-28,4 ; -26,6)	-30,2	(-32,6 ; -27,9)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	200	-25,3	(-27,2 ; -23,4)	-45,0	(-49,6 ; -40,4)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-35,8	(-35,8 ; -35,8)	-60,4	(-60,4 ; -60,4)
Menuisier entretien 2	ME2	264	-33,5	(-34,6 ; -32,4)	-52,1	(-56,0 ; -48,2)
Ouvrier de voirie 2	VO2	197	-36,3	(-38,2 ; -34,4)	-58,1	(-60,1 ; -56,1)
Ouvrier de voirie 3	VO3	280	-15,4	(-23,4 ; -7,3)	-15,8	(-29,3 ; -2,3)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 064	-36,7	(-41,0 ; -32,5)	-61,0	(-65,4 ; -56,5)
Peintre entretien 2	PE2	124	-39,9	(-42,5 ; -37,3)	-65,3	(-70,3 ; -60,3)
Machiniste 2	MA2	55	-31,1	(-31,1 ; -31,1)	-46,8	(-46,8 ; -46,8)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	394	-36,2	(-37,1 ; -35,2)	-61,0	(-62,6 ; -59,5)
Moyenne		..	-32,7	(-34,2 ; -31,1)	-53,6	(-55,4 ; -51,7)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-27,9	(-28,5 ; -27,3)	-39,4	(-40,2 ; -38,5)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	59	-13,5	(-17,6 ; -9,4)	-14,2	(-23,6 ; -4,9)
Professionnel communic. 2	PC2	831	-17,8	(-20,0 ; -15,5)	-19,1	(-22,4 ; -15,7)
Professionnel communic. 3	PC3	117	-23,5	(-24,8 ; -22,2)	-26,7	(-29,5 ; -23,9)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	424	-10,4	(-11,8 ; -9,0)	-9,6	(-11,1 ; -8,1)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	332	-12,1	(-13,4 ; -10,9)	-9,7	(-11,1 ; -8,3)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 275	-18,7	(-19,9 ; -17,4)	-20,3	(-21,7 ; -18,9)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 554	-23,4	(-23,8 ; -23,1)	-27,9	(-28,2 ; -27,6)
Ingénieur 2	IN2	710	-34,8	(-36,4 ; -33,3)	-41,2	(-43,2 ; -39,3)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	493	-32,1	(-38,1 ; -26,2)	-36,9	(-43,3 ; -30,5)
Avocat et notaire 2	AN2	569	-3,7	(-4,1 ; -3,3)	0,7	(0,0 ; 1,3)
Avocat et notaire 3	IN3	332	-1,1	(-1,6 ; -0,7)	0,9	(0,4 ; 1,5)
Moyenne	..	..	-19,7	(-20,5 ; -18,9)	-21,9	(-22,9 ; -21,0)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 714	-25,4	(-26,9 ; -24,0)	-29,3	(-31,7 ; -26,9)
Technicien en administration 3	TA3	89	-16,4	(-17,8 ; -15,1)	-18,6	(-22,5 ; -14,7)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	684	-3,1 *	(-8,3 ; 2,1)	-7,0 *	(-14,6 ; 0,6)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 123	-10,3	(-13,2 ; -7,4)	-14,9	(-20,0 ; -9,8)
Techn. laboratoire 3	TL3	509	-10,4	(-15,8 ; -5,1)	-11,3	(-17,6 ; -4,9)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	519	-16,1	(-25,4 ; -6,8)	-20,5	(-29,4 ; -11,6)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 612	-56,0	(-60,6 ; -51,5)	-59,0	(-64,3 ; -53,7)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 968	-15,6	(-18,1 ; -13,0)	-16,5	(-20,2 ; -12,8)
Techn. informatique 3	TI3	1 091	-16,7	(-21,0 ; -12,5)	-16,4	(-20,3 ; -12,5)
Moyenne	..	..	-23,2	(-24,4 ; -22,0)	-26,4	(-28,4 ; -24,4)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-57,0	(-60,0 ; -53,9)	-70,3	(-77,3 ; -63,4)
Magasinier 2	MG2	1 000	-53,7	(-58,2 ; -49,2)	-43,5	(-46,9 ; -40,1)
Magasinier 3	MG3	27	-62,8	(-72,0 ; -53,7)	-54,2	(-66,3 ; -42,2)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 773	-14,7	(-19,5 ; -10,0)	-16,8	(-24,6 ; -9,1)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 218	-24,7	(-25,8 ; -23,6)	-31,3	(-32,9 ; -29,7)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 407	-16,4	(-17,2 ; -15,7)	-12,7	(-13,4 ; -12,0)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 474	-32,8	(-36,0 ; -29,6)	-35,8	(-40,5 ; -31,0)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 597	-27,6	(-29,3 ; -25,9)	-34,7	(-36,5 ; -32,8)
Préposé aux renseign. 2	PR2	942	-4,4	(-7,7 ; -1,1)	-11,0	(-19,3 ; -2,7)
Préposé aux renseign. 3	PR3	25	-17,2	(-22,7 ; -11,7)	-29,3	(-40,4 ; -18,3)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	167	-40,5	(-49,9 ; -31,0)	-40,2	(-46,5 ; -33,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	156	-14,2	(-19,5 ; -8,9)	-9,3	(-12,4 ; -6,2)
Moyenne	..	..	-25,2	(-26,3 ; -24,1)	-28,8	(-30,8 ; -26,9)

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Gardien 2	GA2	282	-45,7	(-48,7 ; -42,6)	-52,2	(-54,5 ; -49,9)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	135	-10,3	(-19,9 ; -0,7)	-0,8 *	(-11,4 ; 9,9)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 389	-12,9	(-21,7 ; -4,0)	-10,9	(-20,7 ; -1,1)
Préposé entretien lourd 2	PED2	539	-29,8	(-46,8 ; -12,7)	-31,3	(-43,6 ; -19,0)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	311	-23,1	(-26,6 ; -19,6)	-24,7	(-31,9 ; -17,6)
Moyenne		..	-11,9	(-14,5 ; -9,3)	-17,8	(-20,4 ; -15,1)
Ouvriers						
Conducteur véh. lourds 2	CD2	100	-45,7	(-47,3 ; -44,2)	-40,6	(-41,7 ; -39,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	200	-33,9	(-36,6 ; -31,3)	-37,5	(-39,5 ; -35,4)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-30,3	(-34,5 ; -26,1)	-27,2	(-33,2 ; -21,2)
Moyenne		..	-40,9	(-42,7 ; -39,1)	-47,5	(-50,6 ; -44,4)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-22,3	(-23,0 ; -21,5)	-25,8	(-27,1 ; -24,6)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-6

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	831	-12,9	(-15,2 ; -10,5)	-15,7	(-17,8 ; -13,5)
Professionnel communic. 3	PC3	117	-15,3	(-17,6 ; -13,0)	-20,5	(-22,7 ; -18,3)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	424	-15,2	(-20,0 ; -10,4)	-18,1	(-23,4 ; -12,7)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-20,8	(-27,0 ; -14,6)	-24,8	(-31,1 ; -18,5)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	332	-29,1	(-37,0 ; -21,3)	-32,1	(-40,4 ; -23,7)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 275	-14,8	(-16,7 ; -12,8)	-18,0	(-19,7 ; -16,3)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 554	-16,9	(-20,3 ; -13,5)	-20,6	(-23,7 ; -17,4)
Ingénieur 2	IN2	710	-9,1	(-12,5 ; -5,8)	-13,2	(-15,8 ; -10,6)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	493	-2,4	(-3,4 ; -1,5)	-5,4	(-6,8 ; -4,0)
Avocat et notaire 2	AN2	569	-9,3	(-17,6 ; -0,9)	-10,4	(-19,3 ; -1,5)
Avocat et notaire 3	IN3	332	-6,9	(-11,0 ; -2,8)	-9,7	(-13,4 ; -6,0)
Moyenne	..	..	-11,4	(-12,4 ; -10,5)	-14,7	(-15,7 ; -13,7)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 714	-15,2	(-17,3 ; -13,1)	-20,4	(-22,9 ; -17,9)
Technicien en administration 3	TA3	89	-16,2	(-17,9 ; -14,6)	-25,1	(-27,9 ; -22,4)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	684	-14,6	(-18,4 ; -10,9)	-20,6	(-25,4 ; -15,8)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 123	-6,0	(-9,3 ; -2,6)	-6,0	(-9,3 ; -2,8)
Techn. laboratoire 3	TL3	509	-10,3	(-12,5 ; -8,2)	-15,2	(-18,7 ; -11,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	519	-29,6	(-38,8 ; -20,4)	-30,4	(-37,9 ; -22,8)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 612	-25,3	(-29,5 ; -21,0)	-29,0	(-33,5 ; -24,5)
Technicien génie 3	TG3	232	-23,6	(-24,1 ; -23,0)	-26,0	(-27,6 ; -24,3)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 968	-19,0	(-22,2 ; -15,9)	-24,3	(-28,9 ; -19,7)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	492	-9,2 *	(-18,9 ; 0,5)	-10,2 *	(-21,0 ; 0,6)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	173	-21,5	(-32,1 ; -10,9)	-19,3	(-28,4 ; -10,2)
Moyenne	..	..	-15,9	(-18,0 ; -13,8)	-19,6	(-22,0 ; -17,1)
Employés de Bureau						
Magasinier 2	MG2	1 000	-22,1	(-24,1 ; -20,0)	-20,1	(-24,4 ; -15,8)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	66	-35,4	(-39,7 ; -31,1)	-32,2	(-35,7 ; -28,7)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 773	-14,7	(-16,3 ; -13,1)	-18,7	(-20,7 ; -16,7)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 218	-20,4	(-21,7 ; -19,2)	-26,6	(-28,6 ; -24,7)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 407	-18,9	(-23,3 ; -14,5)	-26,4	(-29,5 ; -23,3)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 474	-25,6	(-26,3 ; -24,9)	-37,3	(-40,6 ; -34,1)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 597	-26,5	(-28,6 ; -24,4)	-30,1	(-32,3 ; -27,9)
Préposé aux renseign. 2	PR2	942	-1,2	(-2,4 ; -0,1)	-12,8	(-16,2 ; -9,5)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	156	-27,0	(-33,4 ; -20,6)	-29,1	(-35,9 ; -22,3)
Moyenne	..	..	-21,7	(-23,0 ; -20,4)	-26,8	(-28,3 ; -25,3)

Annexe E-6

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Cuisinier 2	CU2	897	-8,0	(-12,2 ; -3,9)	-10,4	(-13,7 ; -7,1)
Gardien 2	GA2	282	-28,1	(-37,8 ; -18,4)	-33,0	(-43,4 ; -22,6)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	135	-22,3	(-24,8 ; -19,9)	-16,8	(-19,2 ; -14,5)
Préposé entretien lourd 2	PED2	539	-11,0	(-13,1 ; -9,0)	-15,3	(-16,1 ; -14,4)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	311	-8,9	(-16,4 ; -1,5)	-11,2 *	(-22,6 ; 0,2)
Moyenne	..	..	-8,2	(-10,3 ; -6,0)	-15,4	(-17,3 ; -13,5)
Ouvriers						
Électricien entretien 2	EL2	373	-20,6	(-22,1 ; -19,1)	-27,3	(-30,6 ; -24,0)
Électricien entretien 3	EL3	67	-24,7	(-30,4 ; -19,1)	-33,3	(-36,3 ; -30,2)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-18,4	(-18,7 ; -18,0)	-25,6	(-28,6 ; -22,6)
Menuisier entretien 2	ME2	264	-18,5	(-20,8 ; -16,2)	-20,9	(-22,9 ; -18,9)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 064	-20,3	(-22,3 ; -18,3)	-31,7	(-35,1 ; -28,3)
Peintre entretien 2	PE2	124	-22,5	(-27,9 ; -17,0)	-21,7	(-30,9 ; -12,6)
Moyenne	..	..	-18,2	(-19,2 ; -17,2)	-28,8	(-30,6 ; -27,1)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..	..	-15,6	(-16,5 ; -14,7)	-20,4	(-21,4 ; -19,3)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-7

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ³	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	59	-28,0	(.. ; ..)	-26,7	(.. ; ..)
Professionnel communic. 2	PC2	831	-13,6	(.. ; ..)	-13,3	(.. ; ..)
Professionnel communic. 3	PC3	117	-12,7	(.. ; ..)	-12,8	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	62	-50,6	(.. ; ..)	-49,0	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	424	-26,2	(.. ; ..)	-26,0	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-34,8	(.. ; ..)	-35,4	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	332	-33,8	(.. ; ..)	-33,3	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 275	-11,2	(.. ; ..)	-12,1	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 554	-14,5	(.. ; ..)	-15,5	(.. ; ..)
Ingénieur 1	IN1	193	-46,8	(.. ; ..)	-45,5	(.. ; ..)
Ingénieur 2	IN3	710	-35,6	(.. ; ..)	-34,6	(.. ; ..)
Ingénieur 3	IN3	418	-28,1	(.. ; ..)	-27,3	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	41	-30,3	(.. ; ..)	-28,0	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	493	-14,8	(.. ; ..)	-14,5	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	115	-27,3	(.. ; ..)	-27,5	(.. ; ..)
Avocat et notaire 1	AN1	75	-56,7	(.. ; ..)	-55,7	(.. ; ..)
Avocat et notaire 2	AN2	569	-49,1	(.. ; ..)	-49,9	(.. ; ..)
Avocat et notaire 3	AN3	332	-29,1	(.. ; ..)	-30,9	(.. ; ..)
Biologiste 2	BI2	207	-18,8	(.. ; ..)	-19,2	(.. ; ..)
Biologiste 3	BI3	31	-27,3	(.. ; ..)	-27,6	(.. ; ..)
Moyenne		..	-19,5	(.. ; ..)	-20,0	(.. ; ..)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 714	-21,0	(.. ; ..)	-19,5	(.. ; ..)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	684	-21,6	(.. ; ..)	-21,6	(.. ; ..)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 123	-11,3	(.. ; ..)	-9,1	(.. ; ..)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	519	-49,5	(.. ; ..)	-47,9	(.. ; ..)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 612	-54,7	(.. ; ..)	-53,7	(.. ; ..)
Technicien génie 3	TG3	232	-56,5	(.. ; ..)	-52,8	(.. ; ..)
Moyenne		..	-24,9	(.. ; ..)	-23,3	(.. ; ..)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-37,3	(.. ; ..)	-28,7	(.. ; ..)
Magasinier 2	MG2	1 000	-41,7	(.. ; ..)	-30,0	(.. ; ..)
Magasinier 3	MG3	27	-36,7	(.. ; ..)	-28,5	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 218	-25,1	(.. ; ..)	-24,0	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 407	-27,2	(.. ; ..)	-26,0	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 474	-29,9	(.. ; ..)	-29,9	(.. ; ..)
Acheteur 2	AC2	214	-27,8	(.. ; ..)	-26,6	(.. ; ..)
Moyenne		..	-27,8	(.. ; ..)	-25,8	(.. ; ..)

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ³	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	573	-51,5	(.. ; ..)	-52,1	(.. ; ..)
Cuisinier 1	CU1	10	-34,3	(.. ; ..)	-38,9	(.. ; ..)
Cuisinier 2	CU2	897	-24,1	(.. ; ..)	-24,3	(.. ; ..)
Cuisinier 3	CU3	18	-27,1	(.. ; ..)	-31,9	(.. ; ..)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	135	-19,7	(.. ; ..)	-15,6	(.. ; ..)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 389	-16,8	(.. ; ..)	-18,3	(.. ; ..)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 477	-12,8	(.. ; ..)	-13,8	(.. ; ..)
Moyenne		..	-18,1	(.. ; ..)	-19,0	(.. ; ..)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	109	-21,1	(.. ; ..)	-21,2	(.. ; ..)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	100	-24,1	(.. ; ..)	-24,9	(.. ; ..)
Électricien entretien 2	EL2	373	-42,7	(.. ; ..)	-43,8	(.. ; ..)
Électricien entretien 3	EL3	67	-41,4	(.. ; ..)	-38,9	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	35	-44,4	(.. ; ..)	-46,2	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	200	-38,6	(.. ; ..)	-40,1	(.. ; ..)
Menuisier entretien 2	ME2	264	-40,2	(.. ; ..)	-39,5	(.. ; ..)
Machiniste 2	MA2	55	-26,5	(.. ; ..)	-27,0	(.. ; ..)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	394	-26,7	(.. ; ..)	-29,0	(.. ; ..)
Moyenne		..	-34,7	(.. ; ..)	-35,5	(.. ; ..)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-23,0	(.. ; ..)	-22,5	(.. ; ..)

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-8

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	59	-26,6	(-27,2 ; -26,0)	-26,3	(-27,1 ; -25,4)
Professionnel communic. 2	PC2	831	-15,9	(-16,8 ; -14,9)	-17,8	(-19,0 ; -16,7)
Professionnel communic. 3	PC3	117	-14,3	(-14,6 ; -14,0)	-15,5	(-16,0 ; -15,1)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	62	-40,7	(-41,1 ; -40,2)	-39,1	(-39,6 ; -38,6)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	424	-15,1	(-15,9 ; -14,2)	-15,5	(-16,9 ; -14,0)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-27,3	(-28,1 ; -26,5)	-29,9	(-31,0 ; -28,9)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	332	-28,1	(-29,0 ; -27,3)	-27,3	(-28,1 ; -26,6)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 275	-15,7	(-16,4 ; -14,9)	-17,2	(-18,4 ; -16,0)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 554	-19,1	(-19,2 ; -18,9)	-22,0	(-22,2 ; -21,9)
Ingénieur 2	IN2	710	-31,3	(-32,1 ; -30,5)	-35,6	(-36,5 ; -34,7)
Ingénieur 3	IN3	418	-23,5	(-24,0 ; -23,0)	-27,0	(-27,5 ; -26,5)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	41	-30,3	(.. ; ..)	-28,0	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	493	-9,1 *	(-19,2 ; 1,0)	-7,0 *	(-20,1 ; 6,2)
Avocat et notaire 1	AN1	75	-30,2	(-36,8 ; -23,6)	-25,2	(-33,4 ; -17,1)
Avocat et notaire 2	AN2	569	-24,2	(-25,4 ; -23,1)	-25,1	(-26,5 ; -23,7)
Avocat et notaire 3	AN3	332	-8,6	(-9,1 ; -8,1)	-7,1	(-8,0 ; -6,2)
Moyenne		..	-18,3	(-18,9 ; -17,7)	-19,8	(-20,7 ; -19,0)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 714	-21,3	(-22,1 ; -20,5)	-23,1	(-24,5 ; -21,7)
Technicien en administration 3	TA3	89	-19,3	(-20,3 ; -18,2)	-26,6	(-29,3 ; -23,9)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	684	-16,5	(-22,1 ; -10,8)	-23,8	(-28,5 ; -19,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 123	-12,3	(-14,1 ; -10,4)	-2,8 *	(-8,7 ; 3,1)
Techn. laboratoire 3	TL3	509	-10,1	(-12,7 ; -7,6)	-12,5	(-16,3 ; -8,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	519	-38,9	(-42,7 ; -35,0)	-42,6	(-46,1 ; -39,1)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 612	-56,3	(-61,4 ; -51,2)	-52,3	(-57,2 ; -47,4)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 968	-23,2	(-25,0 ; -21,5)	-27,1	(-29,9 ; -24,2)
Techn. informatique 3	TI3	1 091	-15,1	(-17,6 ; -12,6)	-16,3	(-18,9 ; -13,7)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	492	-16,3	(-25,0 ; -7,6)	-18,4	(-29,2 ; -7,6)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	173	-62,8	(-77,2 ; -48,4)	-60,9	(-82,8 ; -39,0)
Moyenne		..	-24,5	(-25,5 ; -23,5)	-24,8	(-26,4 ; -23,2)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-65,8	(-82,4 ; -49,3)	-56,9	(-69,3 ; -44,4)
Magasinier 2	MG2	1 000	-50,0	(-56,6 ; -43,5)	-39,4	(-46,1 ; -32,7)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	66	-67,6	(-86,5 ; -48,6)	-62,8	(-95,9 ; -29,8)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 773	-21,0	(-25,9 ; -16,1)	-26,2	(-33,9 ; -18,5)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 218	-26,1	(-27,8 ; -24,4)	-28,8	(-30,7 ; -26,9)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 407	-27,8	(-28,7 ; -26,8)	-28,7	(-30,0 ; -27,4)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 474	-30,4	(-31,9 ; -28,8)	-42,1	(-45,0 ; -39,2)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 597	-25,7	(-27,5 ; -23,8)	-33,7	(-36,4 ; -31,0)
Préposé aux renseign. 2	PR2	942	-14,9	(-20,5 ; -9,3)	-20,2	(-27,5 ; -12,9)
Préposé aux renseign. 3	PR3	25	-27,1	(-35,4 ; -18,8)	-36,3	(-45,0 ; -27,6)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	167	-18,5	(-33,1 ; -3,9)	-21,7 *	(-44,1 ; 0,8)
Préposé télécomm. 3	PT3	41	-31,5	(-31,5 ; -31,5)	-48,9	(-48,9 ; -48,9)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	156	-10,2	(-18,9 ; -1,5)	0,3 *	(-10,3 ; 10,9)
Acheteur 2	AC2	214	-31,9	(-35,0 ; -28,8)	-30,3	(-35,1 ; -25,5)
Moyenne		..	-26,3	(-27,7 ; -25,0)	-30,8	(-32,7 ; -28,8)

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	573	-8,8 *	(-20,7 ; 3,1)	-9,7 *	(-31,0 ; 11,5)
Concierge 2	CO2	2 158	-29,5	(-41,8 ; -17,1)	-21,3	(-38,4 ; -4,1)
Cuisinier 1	CU1	10	-1,2 *	(-11,5 ; 9,0)	5,6 *	(-9,5 ; 20,7)
Cuisinier 2	CU2	897	1,9 *	(-7,9 ; 11,7)	4,0 *	(-4,8 ; 12,8)
Gardien 2	GA2	282	4,2	(1,6 ; 6,9)	14,4	(11,7 ; 17,1)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	135	-32,1	(-36,8 ; -27,4)	-25,6	(-33,0 ; -18,3)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 389	-1,0 *	(-9,5 ; 7,4)	4,6 *	(-3,3 ; 12,4)
Préposé entretien lourd 2	PED2	539	2,5 *	(-3,5 ; 8,5)	8,2	(0,7 ; 15,7)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	311	-26,1	(-35,7 ; -16,4)	-23,2	(-33,6 ; -12,8)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 477	-8,9 *	(-19,8 ; 2,0)	-4,4 *	(-14,6 ; 5,8)
Moyenne	..	..	-10,6	(-17,0 ; -4,1)	-5,5 *	(-12,5 ; 1,5)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	109	-32,9	(-34,3 ; -31,6)	-37,0	(-39,9 ; -34,0)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	100	-20,9	(-27,9 ; -13,9)	-9,9	(-17,0 ; -2,9)
Électricien entretien 2	EL2	373	-31,8	(-42,8 ; -20,9)	-35,7	(-50,7 ; -20,7)
Électricien entretien 3	EL3	67	-33,7	(-44,2 ; -23,3)	-34,2	(-52,0 ; -16,5)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	200	-38,0	(-47,3 ; -28,6)	-41,4	(-49,1 ; -33,8)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-38,0	(-49,8 ; -26,3)	-30,8	(-43,1 ; -18,4)
Menuisier entretien 2	ME2	264	-28,5	(-36,3 ; -20,7)	-32,5	(-47,8 ; -17,3)
Ouvrier de voirie 2	VO2	197	-36,3	(-38,2 ; -34,4)	-58,1	(-60,0 ; -56,1)
Ouvrier de voirie 3	VO3	280	-15,4	(-23,4 ; -7,3)	-15,8	(-29,3 ; -2,3)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 064	-48,6	(-68,9 ; -28,2)	-49,7	(-67,3 ; -32,1)
Peintre entretien 2	PE2	124	-42,9	(-49,1 ; -36,6)	-53,1	(-62,2 ; -44,0)
Machiniste 2	MA2	55	-29,2	(-44,1 ; -14,4)	-30,7	(-49,4 ; -12,0)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	394	-48,9	(-63,6 ; -34,3)	-57,5	(-67,3 ; -47,8)
Moyenne	..	..	-37,4	(-45,1 ; -29,6)	-39,7	(-46,5 ; -33,0)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..	..	-22,3	(-23,5 ; -21,1)	-23,7	(-25,1 ; -22,3)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-9

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	59	-1,6 *	(-10,6 ; 7,4)	-0,9 *	(-7,8 ; 6,0)
Professionnel communic. 2	PC2	831	-1,3 *	(-6,7 ; 4,1)	5,2 *	(-1,5 ; 12,0)
Professionnel communic. 3	PC3	117	-27,6	(-42,5 ; -12,8)	-21,0	(-33,6 ; -8,4)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	62	-24,8	(-33,2 ; -16,4)	-13,2	(-23,5 ; -3,0)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	424	-10,5	(-13,6 ; -7,4)	2,3 *	(-1,5 ; 6,0)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-31,9	(-38,9 ; -24,8)	-22,5	(-30,9 ; -14,0)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	332	-33,6	(-37,4 ; -29,9)	-22,3	(-28,5 ; -16,0)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 275	-15,8	(-18,5 ; -13,1)	-3,6 *	(-7,3 ; 0,1)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 554	-25,8	(-28,7 ; -22,8)	-15,6	(-20,1 ; -11,0)
Ingénieur 1	IN1	193	-21,7	(-25,0 ; -18,5)	-2,2 *	(-5,8 ; 1,4)
Ingénieur 2	IN2	710	-6,7	(-11,3 ; -2,0)	7,8	(3,7 ; 12,0)
Ingénieur 3	IN3	418	-11,8	(-19,0 ; -4,7)	3,2 *	(-4,1 ; 10,4)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	41	-1,6 *	(-8,0 ; 4,8)	15,0	(7,6 ; 22,3)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	493	6,7 *	(-1,8 ; 15,3)	19,9	(10,4 ; 29,5)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	115	-11,1	(-18,2 ; -4,0)	0,5 *	(-5,3 ; 6,3)
Avocat et notaire 1	AN1	75	-27,4	(-38,1 ; -16,8)	-24,1	(-34,2 ; -14,0)
Avocat et notaire 2	AN2	569	-7,6	(-11,2 ; -4,1)	-1,7 *	(-5,8 ; 2,4)
Avocat et notaire 3	AN3	332	-7,8	(-11,6 ; -4,0)	-2,9 *	(-7,8 ; 2,0)
Biologiste 2	BI2	207	1,1 *	(-0,8 ; 3,0)	16,1	(14,7 ; 17,4)
Moyenne	..	..	-12,6	(-14,6 ; -10,6)	-1,3 *	(-3,9 ; 1,3)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 714	-8,7	(-11,2 ; -6,2)	5,9	(3,1 ; 8,7)
Technicien en administration 3	TA3	89	-22,3	(-24,7 ; -20,0)	-7,3	(-11,4 ; -3,3)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	684	-13,4	(-20,3 ; -6,5)	1,3 *	(-5,2 ; 7,8)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 123	6,5 *	(-6,3 ; 19,2)	19,3	(5,4 ; 33,3)
Techn. laboratoire 3	TL3	509	-11,9	(-18,9 ; -5,0)	2,1 *	(-4,2 ; 8,4)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	519	-53,1	(-62,7 ; -43,5)	-39,8	(-51,2 ; -28,4)
Technicien en droit 3	DR3	21	-96,1	(-132,9 ; -59,3)	-83,2	(-114,8 ; -51,5)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 612	-31,9	(-45,4 ; -18,3)	-10,9 *	(-25,2 ; 3,4)
Technicien génie 3	TG3	232	-55,7	(-69,0 ; -42,4)	-33,1	(-44,8 ; -21,3)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 968	-5,5 *	(-11,3 ; 0,2)	11,3	(5,2 ; 17,3)
Techn. informatique 3	TI3	1 091	-35,6	(-44,6 ; -26,6)	-18,3	(-30,8 ; -5,8)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	173	-32,4	(-47,5 ; -17,2)	-12,5 *	(-27,0 ; 2,1)
Moyenne	..	..	-12,3	(-15,3 ; -9,3)	3,4 *	(0,0 ; 6,7)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-4,0 *	(-31,3 ; 23,2)	18,9 *	(-5,6 ; 43,4)
Magasinier 2	MG2	1 000	-24,1	(-34,6 ; -13,6)	1,2 *	(-8,2 ; 10,6)
Magasinier 3	MG3	27	-35,8	(-57,4 ; -14,3)	-17,2 *	(-37,4 ; 3,0)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 773	-5,4	(-9,0 ; -1,8)	12,9	(8,1 ; 17,8)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 218	-5,6	(-8,4 ; -2,8)	10,8	(7,0 ; 14,7)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 407	-8,6	(-13,4 ; -3,9)	5,1	(0,4 ; 9,7)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 474	-20,4	(-33,9 ; -7,0)	-8,5 *	(-21,6 ; 4,7)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 597	-23,1	(-27,0 ; -19,1)	-11,2	(-15,6 ; -6,7)
Préposé aux renseign. 2	PR2	942	12,3 *	(-0,5 ; 25,1)	27,2	(13,4 ; 41,0)
Préposé aux renseign. 3	PR3	25	-8,8 *	(-22,7 ; 5,1)	4,4 *	(-6,0 ; 14,7)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	167	-3,2 *	(-9,8 ; 3,3)	14,4	(9,3 ; 19,6)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	156	-6,6	(-11,7 ; -1,5)	11,1	(4,9 ; 17,4)
Acheteur 2	AC2	214	-11,3 *	(-27,6 ; 5,0)	9,3 *	(-6,8 ; 25,4)
Moyenne	..	..	-12,6	(-14,9 ; -10,3)	2,7 *	(-0,1 ; 5,5)

Annexe E-9

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 158	-3,2 *	(-8,8 ; 2,4)	8,7	(3,7 ; 13,7)
Cuisinier 1	CU1	10	24,2	(11,6 ; 36,7)	30,1	(19,2 ; 40,9)
Cuisinier 2	CU2	897	6,2	(0,7 ; 11,7)	21,4	(16,0 ; 26,7)
Cuisinier 3	CU3	18	-4,7 *	(-15,4 ; 6,0)	7,4 *	(-2,6 ; 17,4)
Gardien 2	GA2	282	-8,2 *	(-29,0 ; 12,6)	4,3 *	(-16,1 ; 24,6)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	135	-10,2	(-19,2 ; -1,3)	3,5 *	(-5,5 ; 12,6)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 389	30,6	(24,6 ; 36,5)	39,8	(34,3 ; 45,3)
Préposé entretien lourd 2	PED2	539	13,9	(4,9 ; 23,0)	22,7	(16,3 ; 29,2)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	311	-1,9 *	(-8,2 ; 4,5)	11,4	(5,2 ; 17,6)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 477	12,3	(5,7 ; 18,9)	23,9	(17,3 ; 30,4)
Moyenne	..	..	10,9	(8,1 ; 13,7)	22,9	(19,8 ; 26,0)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	109	20,3	(12,6 ; 28,1)	30,7	(22,5 ; 38,9)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	100	-3,0 *	(-8,6 ; 2,5)	13,1	(8,2 ; 18,1)
Électricien entretien 2	EL2	373	-37,6	(-60,2 ; -15,1)	-27,6	(-42,0 ; -13,2)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	200	-0,1 *	(-2,6 ; 2,4)	11,6	(9,0 ; 14,2)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-26,1	(-35,4 ; -16,9)	-12,3	(-24,1 ; -0,6)
Menuisier entretien 2	ME2	264	-8,9 *	(-29,7 ; 11,8)	-0,9 *	(-17,9 ; 16,2)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 064	-16,2	(-26,8 ; -5,5)	-0,1 *	(-11,8 ; 11,5)
Machiniste 2	MA2	55	0,6 *	(-5,1 ; 6,3)	10,1	(6,2 ; 14,0)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	394	-15,6	(-27,5 ; -3,7)	-1,2 *	(-13,7 ; 11,3)
Moyenne	..	..	-14,1	(-19,1 ; -9,1)	-2,0 *	(-6,5 ; 2,6)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..	..	-9,6	(-11,2 ; -7,9)	4,1	(2,1 ; 6,1)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	831	-20,1	(-31,0 ; -9,2)	-30,8	(-41,6 ; -20,1)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	424	-18,4	(-33,4 ; -3,5)	-16,0 *	(-37,7 ; 5,7)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 275	-6,3	(-9,0 ; -3,7)	-1,0 *	(-4,8 ; 2,8)
Moyenne		..	-11,8	(-13,4 ; -10,2)	-12,8	(-14,6 ; -11,0)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 714	-16,9	(-22,1 ; -11,7)	-10,5	(-15,3 ; -5,8)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	684	-36,8	(-53,5 ; -20,0)	-31,7	(-44,1 ; -19,2)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 123	-13,6	(-17,1 ; -10,1)	0,5 *	(-3,7 ; 4,7)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 612	-62,9	(-72,1 ; -53,7)	-50,6	(-59,1 ; -42,2)
Technicien génie 3	TG3	232	-52,9	(-70,4 ; -35,4)	-44,5	(-67,8 ; -21,1)
Techn. informatique 1-2	IN3	1 968	-23,4	(-26,9 ; -19,8)	-23,0	(-28,4 ; -17,6)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	492	10,0	(2,8 ; 17,1)	16,1	(4,0 ; 28,3)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	173	-66,9	(-88,5 ; -45,3)	-59,4	(-89,9 ; -29,0)
Moyenne		..	-22,5	(-25,7 ; -19,4)	-16,2	(-19,3 ; -13,0)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-73,0	(-98,6 ; -47,4)	-51,6	(-73,2 ; -29,9)
Magasinier 2	MG2	1 000	-53,3	(-66,0 ; -40,7)	-39,5	(-52,0 ; -26,9)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 773	-18,5 *	(-41,4 ; 4,4)	-6,1 *	(-32,6 ; 20,4)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 218	-29,2	(-37,1 ; -21,2)	-23,3	(-31,8 ; -14,8)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 407	-40,8	(-62,2 ; -19,4)	-45,6	(-76,3 ; -14,8)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 474	-45,8	(-62,7 ; -28,8)	-64,0	(-92,9 ; -35,1)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 597	-18,2	(-26,9 ; -9,6)	-18,6	(-28,4 ; -8,8)
Préposé aux renseign. 2	PR2	942	-16,5	(-30,6 ; -2,5)	-12,3 *	(-31,2 ; 6,7)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	156	-0,4 *	(-10,7 ; 10,0)	15,2	(4,8 ; 25,6)
Moyenne		..	-26,7	(-33,4 ; -20,0)	-23,5	(-32,1 ; -14,8)

Annexe E-10

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	573	-7,1 *	(-19,9 ; 5,8)	-7,9 *	(-30,6 ; 14,8)
Concierge 2	CO2	2 158	-32,9	(-48,1 ; -17,7)	-18,5 *	(-40,5 ; 3,4)
Cuisinier 1	CU1	10	1,8 *	(-11,0 ; 14,7)	10,4 *	(-8,3 ; 29,2)
Cuisinier 2	CU2	897	2,2 *	(-13,9 ; 18,2)	8,4 *	(-6,2 ; 22,9)
Gardien 2	GA2	282	6,9	(4,4 ; 9,5)	18,2	(15,6 ; 20,8)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 389	1,3 *	(-8,9 ; 11,6)	7,7 *	(-2,1 ; 17,5)
Préposé entretien lourd 2	PED2	539	6,3 *	(0,0 ; 12,6)	14,9	(7,5 ; 22,3)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	311	-23,9	(-41,2 ; -6,6)	-14,6 *	(-32,5 ; 3,3)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 477	-8,1 *	(-20,3 ; 4,1)	-2,6 *	(-14,3 ; 9,1)
Moyenne	..	..	-10,0	(-17,9 ; -2,1)	-2,3 *	(-11,2 ; 6,5)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	109	-39,9	(-44,1 ; -35,7)	-38,7	(-46,1 ; -31,3)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	100	-17,7	(-23,8 ; -11,5)	-5,5 *	(-11,2 ; 0,2)
Électricien entretien 2	EL2	373	-31,4	(-46,7 ; -16,1)	-29,6	(-47,7 ; -11,4)
Électricien entretien 3	EL3	67	-16,5	(-20,3 ; -12,8)	-8,8	(-12,9 ; -4,8)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	200	-49,6	(-71,1 ; -28,1)	-43,2	(-62,5 ; -23,9)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-38,4	(-50,7 ; -26,1)	-30,6	(-43,4 ; -17,7)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 064	-51,3	(-78,9 ; -23,6)	-46,3	(-69,1 ; -23,4)
Machiniste 2	MA2	55	-29,2	(-44,3 ; -14,2)	-30,6	(-49,6 ; -11,7)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	394	-66,8	(-89,8 ; -43,8)	-53,6	(-77,6 ; -29,7)
Moyenne	..	..	-42,6	(-54,6 ; -30,6)	-37,4	(-48,1 ; -26,6)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..	..	-20,5	(-23,4 ; -17,6)	-16,8	(-20,4 ; -13,3)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	59	0,3 *	(-9,7 ; 10,2)	1,0 *	(-8,1 ; 10,0)
Professionnel communic. 2	PC2	831	2,1 *	(-5,0 ; 9,2)	10,5	(1,8 ; 19,2)
Professionnel communic. 3	PC3	117	-27,6	(-46,1 ; -9,2)	-19,2	(-35,3 ; -3,1)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	62	-24,2	(-33,1 ; -15,3)	-12,1	(-23,0 ; -1,3)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	424	-9,5	(-12,8 ; -6,2)	4,0	(0,1 ; 7,9)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-29,6	(-37,5 ; -21,8)	-18,9	(-28,1 ; -9,8)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	332	-33,9	(-37,6 ; -30,1)	-22,1	(-28,7 ; -15,5)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	5 275	-15,5	(-18,4 ; -12,5)	-2,6 *	(-6,6 ; 1,5)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 554	-25,6	(-28,7 ; -22,6)	-15,1	(-19,8 ; -10,3)
Ingénieur 3	IN3	418	-11,9	(-19,1 ; -4,6)	3,2 *	(-4,0 ; 10,4)
Professionnel sc. phys. 2	IN3	493	6,9 *	(-1,7 ; 15,4)	20,1	(10,6 ; 29,6)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	115	-11,1	(-18,3 ; -3,8)	1,0 *	(-4,8 ; 6,8)
Avocat et notaire 2	AN2	569	-8,1	(-12,4 ; -3,8)	-0,1 *	(-5,4 ; 5,3)
Avocat et notaire 3	AN3	332	-10,0	(-14,3 ; -5,6)	-2,4 *	(-9,1 ; 4,2)
Moyenne		..	-12,4	(-14,5 ; -10,2)	-0,3 *	(-3,1 ; 2,5)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	8 714	-7,6	(-10,3 ; -4,9)	7,7	(4,8 ; 10,7)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	684	-12,2	(-20,3 ; -4,1)	4,5 *	(-2,9 ; 11,8)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 123	6,5 *	(-6,3 ; 19,2)	19,3	(5,4 ; 33,3)
Techn. laboratoire 3	TL3	509	-12,0	(-19,0 ; -5,0)	2,3 *	(-4,1 ; 8,7)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	519	-54,2	(-63,5 ; -44,9)	-40,3	(-51,9 ; -28,6)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 612	-31,9	(-45,5 ; -18,2)	-10,8 *	(-25,2 ; 3,5)
Technicien génie 3	TG3	232	-55,8	(-69,2 ; -42,4)	-32,9	(-44,8 ; -21,0)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	1 968	-5,4 *	(-11,2 ; 0,4)	11,6	(5,5 ; 17,7)
Techn. informatique 3	TI3	1 091	-35,2	(-44,5 ; -25,9)	-17,5	(-30,4 ; -4,7)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	173	-32,4	(-47,6 ; -17,1)	-12,4 *	(-26,9 ; 2,2)
Moyenne		..	-11,8	(-14,8 ; -8,7)	4,4	(1,0 ; 7,9)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-4,0 *	(-31,3 ; 23,2)	18,9 *	(-5,6 ; 43,4)
Magasinier 2	MG2	1 000	-23,8	(-34,5 ; -13,1)	1,7 *	(-7,8 ; 11,2)
Magasinier 3	MG3	27	-26,4	(-47,2 ; -5,6)	-5,8 *	(-22,9 ; 11,3)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 773	-5,1	(-8,7 ; -1,4)	13,6	(8,8 ; 18,3)
Personnel soutien adm. 2	PS2	6 218	-5,3	(-8,1 ; -2,4)	11,4	(7,6 ; 15,2)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 407	-8,4	(-13,2 ; -3,5)	5,5	(0,8 ; 10,2)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 474	-19,9	(-33,8 ; -6,0)	-7,5 *	(-21,0 ; 6,1)
Personnel secrétariat 2	SE2	8 597	-21,2	(-25,6 ; -16,9)	-7,9	(-12,6 ; -3,3)
Préposé aux renseign. 2	PR2	942	12,5 *	(-0,5 ; 25,6)	27,6	(13,6 ; 41,5)
Préposé aux renseign. 3	PR3	25	-10,1 *	(-25,7 ; 5,6)	3,7 *	(-8,1 ; 15,4)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	167	-3,2 *	(-9,8 ; 3,3)	14,4	(9,3 ; 19,6)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	156	-6,6	(-11,7 ; -1,5)	11,2	(4,9 ; 17,4)
Acheteur 2	AC2	214	-7,9 *	(-22,4 ; 6,6)	12,7 *	(-1,4 ; 26,8)
Moyenne		..	-11,7	(-14,1 ; -9,3)	4,2	(1,3 ; 7,1)

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2020

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 158	-3,2 *	(-8,8 ; 2,4)	8,7	(3,7 ; 13,7)
Cuisinier 1	CU1	10	24,2	(11,6 ; 36,7)	30,1	(19,2 ; 40,9)
Cuisinier 2	CU2	897	6,2	(0,7 ; 11,7)	21,4	(16,0 ; 26,7)
Cuisinier 3	CU3	18	-4,7 *	(-15,4 ; 6,0)	7,4 *	(-2,6 ; 17,4)
Gardien 2	GA2	282	-7,6 *	(-28,8 ; 13,5)	4,9 *	(-15,7 ; 25,6)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	135	-8,3 *	(-17,8 ; 1,3)	6,2 *	(-3,1 ; 15,5)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 389	30,6	(24,6 ; 36,5)	39,8	(34,3 ; 45,3)
Préposé entretien lourd 2	PED2	539	14,4	(5,3 ; 23,4)	23,2	(16,8 ; 29,5)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	311	-1,9 *	(-8,2 ; 4,5)	11,4	(5,2 ; 17,6)
Préposé entretien léger 2	PER2	4 477	12,3	(5,7 ; 18,9)	23,9	(17,3 ; 30,4)
Moyenne	..	..	10,9	(8,1 ; 13,8)	22,9	(19,9 ; 26,0)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	109	20,7	(13,0 ; 28,3)	31,2	(23,0 ; 39,3)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	100	-3,0 *	(-8,6 ; 2,5)	13,1	(8,1 ; 18,1)
Électricien entretien 2	EL2	373	-37,9	(-60,8 ; -15,0)	-27,7	(-42,3 ; -13,1)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	200	-0,1 *	(-2,6 ; 2,4)	11,6	(9,0 ; 14,2)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	238	-26,1	(-35,4 ; -16,9)	-12,3	(-24,1 ; -0,6)
Menuisier entretien 2	ME2	264	-8,9 *	(-29,7 ; 11,8)	-0,9 *	(-17,9 ; 16,2)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	1 064	-15,8	(-26,8 ; -4,8)	0,7 *	(-11,3 ; 12,7)
Machiniste 2	MA2	55	0,6 *	(-5,1 ; 6,3)	10,1	(6,2 ; 14,0)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	394	-15,6	(-27,5 ; -3,7)	-1,2 *	(-13,7 ; 11,3)
Moyenne	..	..	-13,2	(-18,4 ; -8,0)	-0,5 *	(-5,3 ; 4,2)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..	..	-9,0	(-10,7 ; -7,3)	5,2	(3,1 ; 7,2)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe F

Heures hebdomadaires moyennes de travail par catégorie d'emplois, administration québécoise et secteurs de comparaison, en 2020

Secteur	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau	
	Heures normales hebdom.	Heures présence au travail	Heures normales hebdom.	Heures présence au travail	Heures normales hebdom.	Heures présence au travail
	h					
Administration québécoise ¹	35,0	29,0	35,0	29,4	35,0	29,6
Autres salariés québécois (ASQ)	37,1	31,7	37,3	31,9	36,8	31,4
Privé	37,5	32,6	38,0	33,1	37,7	32,9
« Autre public »	36,1	29,8	35,8	29,6	35,4	29,2
Administration municipale	34,9	29,2	34,7	28,8	34,6	28,7
« Entreprises publiques »	35,3	29,4	35,4	29,3 *	35,2	29,1
Universitaire	34,7	28,8	35,0 *	28,8	34,8	28,6
Administration fédérale	37,5	30,5	37,5	30,7	37,8	30,9
ASQ syndiqués	36,2	29,9	36,5	30,3	35,6	29,5
ASQ non syndiqués	37,5	32,5	38,0	33,2	37,8	33,1
Privé syndiqué	36,0	30,6	37,2	31,7	36,1	30,6
Privé non syndiqué	37,6	32,7	38,1	33,4	37,9	33,2

1. Les heures de travail correspondent à la moyenne de celles de l'ensemble des emplois retenus dans la comparaison de l'administration québécoise avec les autres salariés québécois.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Employés de service		Ouvriers		Ensemble des emplois		Secteurs
Heures normales hebdom.	Heures présence au travail	Heures normales hebdom.	Heures présence au travail	Heures normales hebdom.	Heures présence au travail	
h						
38,7 *	32,6 *	38,8	32,5	35,8	30,1	Administration québécoise ¹
38,3 *	33,2 *	39,2	33,3	37,4	32,0	Autres salariés québécois (ASQ)
38,5 *	33,6	39,7	34,1	38,0	33,1	Privé
38,0	31,3	38,4	31,8	35,8	29,9	« Autre public »
38,3	31,7	37,9	31,5	35,3	29,3	Administration municipale
36,9	30,4	38,6 *	32,0	35,7	29,6	« Entreprises publiques »
36,9	30,6	38,8 *	31,2	35,3	29,1	Universitaire
40,0	32,9	40,0	32,9	38,1	31,2	Administration fédérale
38,4 *	32,7 *	39,2	33,0	36,5	30,5	ASQ syndiqués
39,0 *	35,1	39,5	34,9	38,1	33,4	ASQ non syndiqués
38,6 *	33,1 *	39,8	33,9	37,0	31,5	Privé syndiqué
39,0 *	35,1	39,5	35,1	38,2	33,6	Privé non syndiqué

Annexe G-1

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2020 et 2011

Secteur	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2020	2011	Statut	2020	2011	Statut
	%	%		%	%	
Ensemble des autres salariés québécois	-16,5	-11,3	Affaiblissement	-9,2	-6,1	Affaiblissement
Privé	-13,3	-8,3	Affaiblissement	-0,3 *	2,2 *	Stabilité
« Autre public »	-23,5	-17,7	Affaiblissement	-28,3	-23,0	Affaiblissement
Administration municipale	-27,9	-16,1	Affaiblissement	-39,4	-29,2	Affaiblissement
« Entreprises publiques »	-22,3	-20,9	Affaiblissement	-25,8	-30,8	Amélioration
Universitaire	-15,6	-7,7	Affaiblissement	-20,4	-8,3	Affaiblissement
Administration fédérale	-23,0	-18,5	Affaiblissement	-22,5	-18,5	Affaiblissement
Secteurs et syndicalisation						
Autres salariés québécois syndiqués	-22,3	-16,0	Affaiblissement	-23,7	-18,7	Affaiblissement
Autres salariés québécois non syndiqués	-9,6	-5,2	Affaiblissement	4,1	6,2	Stabilité
Privé syndiqué	-20,5	-12,7	Affaiblissement	-16,8	-9,4	Affaiblissement
Privé non syndiqué	-9,0	-4,8	Affaiblissement	5,2	7,3	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années différent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2020 et 2011**Comparaison avec l'ensemble des autres salariés québécois**

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2020	2011	Statut	2020	2011	Statut
%	%	%				
Ensemble des emplois repères	-16,5	-11,3	Affaiblissement	-9,2	-6,1	Affaiblissement
Professionnels	-15,0	-12,9	Affaiblissement	-7,5	-7,6	Stabilité
Techniciens	-17,8	-14,0	Affaiblissement	-8,4	-7,4	Stabilité
Employés de bureau	-19,4	-11,8	Affaiblissement	-12,5	-7,1	Stabilité
Employés de service	-3,3 *	3,0 *	Stabilité	4,1 *	9,1	Stabilité
Ouvriers	-34,0	-27,8	Stabilité	-34,5	-28,3	Stabilité

Comparaison avec le secteur privé

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2020	2011	Statut	2020	2011	Statut
%	%	%				
Ensemble des emplois repères	-13,3	-8,3	Affaiblissement	-0,3 *	2,2 *	Stabilité
Professionnels	-12,2	-10,9	Stabilité	-0,5 *	1,1 *	Stabilité
Techniciens	-14,6	-11,0	Stabilité	0,5 *	0,7 *	Stabilité
Employés de bureau	-14,2	-7,7	Stabilité	0,3 *	2,9 *	Stabilité
Employés de service	-2,3 *	5,6 *	Affaiblissement	7,0 *	13,5	Stabilité
Ouvriers	-36,0	-28,9	Stabilité	-29,3	-24,1	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

Note : La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années différent, l'Institut peut conclure à une stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance (non présentés ici). Par conséquent, l'Institut ne statue que sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Annexe H

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2020

Année	Type de croissance	Autres salariés québécois								
		Administration québécoise ¹	Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »	Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	nominale	3,3	4,1	3,5	5,8	4,2	3,5	3,8	4,0	3,7
	réelle	-1,4	-0,7	-1,2	1,0	-0,6	-1,2	-1,0	-0,8	-1,0
1987	nominale	4,0	4,0	3,1	5,0	4,2	3,6	3,7	3,9	3,9
	réelle	-0,3	-0,3	-1,2	0,7	-0,1	-0,7	-0,6	-0,4	-0,4
1988	nominale	4,8	4,7	4,5	4,1	4,5	3,2	3,9	4,4	4,6
	réelle	1,1	1,0	0,8	0,4	0,8	-0,5	0,2	0,7	0,9
1989	nominale	4,1	4,3	4,0	5,2	4,4	4,9	4,6	4,4	4,2
	réelle	-0,2	0,0	-0,3	0,9	0,1	0,6	0,3	0,1	-0,1
1990	nominale	6,9	4,9	5,6	5,3	5,3	4,7	5,1	5,0	5,9
	réelle	2,5	0,6	1,2	1,0	1,0	0,4	0,8	0,7	1,5
1991	nominale	7,3	4,9	4,8	0,9	4,7	1,6	3,1	4,2	5,9
	réelle	0,0	-2,2	-2,3	-6,0	-2,4	-5,3	-3,9	-2,9	-1,3
1992	nominale	2,5	3,9	3,9	1,5	2,8	3,0	3,2	3,6	3,0
	réelle	0,6	2,0	2,0	-0,4	0,9	1,1	1,3	1,7	1,1
1993	nominale	1,0	1,4	0,4	0,8	0,8	0,8	0,7	1,2	1,1
	réelle	-0,3	0,1	-0,9	-0,5	-0,5	-0,5	-0,6	-0,1	-0,2
1994	nominale	0,0	1,3	0,3	0,0	-0,2	0,5	0,2	0,9	0,4
	réelle	1,3	2,6	1,6	1,3	1,1	1,8	1,5	2,2	1,7
1995	nominale	0,0	1,5	0,0	-0,1	1,8	0,2	0,7	1,2	0,6
	réelle	-1,7	-0,2	-1,7	-1,8	0,1	-1,5	-1,0	-0,5	-1,1
1996	nominale	0,2	1,6	0,6	0,4	1,9	0,1	0,8	1,3	0,7
	réelle	-1,4	0,0	-1,0	-1,2	0,3	-1,5	-0,8	-0,3	-0,9
1997	nominale	1,1	2,1	0,3	0,5	2,9	2,2	1,8	2,0	1,4
	réelle	-0,4	0,6	-1,2	-1,0	1,4	0,7	0,3	0,5	-0,1
1998	nominale	1,1	1,4	1,6	1,3	1,1	1,4	1,3	1,4	1,2
	réelle	-0,3	0,0	0,2	-0,1	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,2
1999	nominale	2,2	2,1	1,6	1,9	1,5	2,1	1,8	2,0	2,1
	réelle	0,7	0,6	0,1	0,4	0,0	0,6	0,3	0,5	0,6
2000	nominale	2,8	2,2	2,7	2,9	1,5	3,2	2,5	2,3	2,6
	réelle	0,3	-0,3	0,2	0,4	-1,0	0,7	0,0	-0,2	0,1
2001	nominale	2,8	3,1	2,7	2,8	2,4	3,0	2,8	3,0	2,9
	réelle	0,5	0,8	0,4	0,5	0,1	0,7	0,5	0,7	0,6
2002	nominale	2,5 ^{2,3}	2,6	2,9	2,3	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6
	réelle	0,5	0,6	0,9	0,3	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
2003	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,8	1,6	0,8	3,2	2,2	2,4	2,2
	réelle	-0,5	0,0	0,3	-0,9	-1,7	0,7	-0,3	-0,1	-0,3
2004	nominale	0,0 ^{2,3}	1,9	1,9	3,8	2,2	2,4	2,4	2,0	0,9
	réelle	-2,0	-0,1	-0,1	1,8	0,2	0,4	0,4	0,0	-1,1

Annexe H

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2020

Année	Type de croissance	Autres salariés québécois								
		Administration québécoise ¹	Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »	Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral			
2005	nominale réelle	0,0 ^{2,3} -2,2	2,4 0,1	1,9 -0,4	1,4 -0,9	2,4 0,1	2,5 0,2	2,2 -0,1	2,4 0,1	1,1 -1,2
2006	nominale réelle	2,0 ^{2,3} 0,3	2,7 1,0	2,2 0,5	3,0 1,3	2,5 0,8	2,6 0,9	2,5 0,8	2,6 0,9	2,3 0,6
2007	nominale réelle	2,0 ^{2,3} 0,4	2,5 0,9	2,3 0,7	3,1 1,5	1,0 -0,6	2,9 1,3	2,0 0,4	2,4 0,8	2,2 0,6
2008	nominale réelle	2,0 ² -0,1	2,6 0,5	2,1 0,0	2,9 0,8	2,0 -0,1	1,7 -0,4	2,1 0,0	2,4 0,3	2,2 0,1
2009	nominale réelle	2,0 ² 1,4	2,5 1,9	2,3 1,7	2,3 1,7	2,2 1,6	1,5 0,9	2,0 1,4	2,3 1,7	2,2 1,6
2010	nominale réelle	0,5 ² -0,7	2,4 1,2	2,5 1,3	2,4 1,2	2,6 1,4	1,6 0,4	2,3 1,1	2,3 1,1	1,4 0,2
2011	nominale réelle	0,8 ² -2,1	2,4 -0,6	1,9 -1,1	1,6 -1,4	2,7 -0,3	1,8 -1,2	2,2 -0,8	2,3 -0,7	1,6 -1,4
2012	nominale réelle	1,5 ² -0,6	2,3 0,2	2,0 -0,1	1,6 -0,5	2,1 0,0	1,8 -0,3	1,9 -0,2	2,2 0,1	1,9 -0,2
2013	nominale réelle	1,8 ² 1,1	2,1 1,4	2,0 1,3	2,1 1,4	2,4 1,7	2,2 1,5	2,2 1,5	2,1 1,4	1,9 1,2
2014	nominale réelle	2,0 ² 0,6	2,2 0,8	1,3 -0,1	2,3 0,9	2,3 0,9	1,5 0,1	1,8 0,4	2,1 0,7	2,0 0,6
2015	nominale réelle	2,3 ^{2,4} 1,2	2,1 1,0	3,1 2,0	1,5 0,4	2,2 1,1	1,4 0,3	2,1 1,0	2,1 1,0	2,1 1,0
2016	nominale réelle	1,5 ² 0,8	2,2 1,5	2,1 1,4	1,3 0,6	2,3 1,6	2,7 2,0	2,2 1,5	2,2 1,5	1,9 1,2
2017	nominale réelle	1,8 ² 0,8	2,0 1,0	2,2 1,2	1,8 0,8	2,2 1,2	1,3 0,3	1,9 0,9	1,9 0,9	1,9 0,9
2018	nominale réelle	2,0 ² 0,3	2,3 0,6	2,3 0,6	2,6 0,9	2,1 0,4	2,7 1,0	2,4 0,7	2,3 0,6	2,2 0,5
2019	nominale réelle	3,0 ⁵ 0,9	2,3 0,2	1,6 -0,5	2,5 0,4	2,1 0,0	2,2 0,1	2,0 -0,1	2,2 0,1	2,6 0,5
2020 ⁶	nominale réelle	... ...	2,2 1,1	1,4 ⁷ 0,3 ⁷	1,6 ⁷ 0,5 ⁷	2,1 ⁷ 1,0 ⁷	1,4 0,3	1,6 0,5	2,1 1,0	2,1 ⁷ 1,0 ⁷
2021 ⁶	nominale	...	2,2 ⁷	2,0 ⁷	1,4 ⁷	2,0 ⁷	1,5 ⁷	1,8 ⁷	2,0 ⁷	..

1. Les taux « sans relativités salariales », excluant les divers rajustements, sont respectivement de 4,0 %, 5,1 %, 6,0 % et 2,0 % pour 1989, 1990, 1991 et 1992.

2. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

3. Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte tous les rajustements dont ont bénéficié les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

4. Les anciennes conventions de l'administration québécoise prévoyaient une augmentation de 1,0 % le 31 mars 2015. Les conventions collectives renouvelées en 2016 accordent une rémunération additionnelle correspondant à trente cents (0,30 \$) pour chaque heure rémunérée du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

5. Inclut l'exercice de relativités salariales et le montant forfaitaire.

6. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2020 (données préliminaires).

7. Le taux de représentativité de ce secteur est inférieur à 60 %.

Annexe I

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2020

Année	Type de croissance	Administration québécoise ²	Autres salariés québécois							Ensemble des autres salariés québécois	Ensemble du Québec
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral				
1986	Gel ou baisse	0,0	6,9	3,4	0,0	4,3	1,1	2,6	5,4	3,1	
	> 0 et < IPC	99,7	54,6	93,2	78,4	63,9	94,3	84,3	65,0	79,7	
	≥ IPC	0,3	38,5	3,4	21,6	31,9	4,6	13,1	29,6	17,2	
1987	Gel ou baisse	4,6	5,8	33,1	0,0	0,4	0,3	8,6	6,8	5,7	
	> 0 et < IPC	62,0	60,4	38,6	0,0	79,1	70,1	60,9	60,6	61,3	
	≥ IPC	33,4	33,7	28,3	100,0	20,5	29,6	30,5	32,6	33,0	
1988	Gel ou baisse	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	23,8	10,2	7,5	3,7	
	> 0 et < IPC	0,0	20,6	13,2	0,0	3,6	37,5	20,1	20,4	10,2	
	≥ IPC	100,0	73,5	86,8	100,0	96,4	38,8	69,7	72,1	86,1	
1989	Gel ou baisse	0,0	6,1	1,1	0,0	3,4	1,4	1,9	4,6	2,3	
	> 0 et < IPC	100,0	28,9	92,6	0,0	29,3	9,2	35,6	31,2	63,5	
	≥ IPC	0,0	65,1	6,3	100,0	67,3	89,4	62,5	64,2	34,2	
1990	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,7	
	> 0 et < IPC	0,0	22,7	13,7	0,0	7,6	14,7	11,7	18,7	9,4	
	≥ IPC	100,0	75,0	86,3	100,0	92,4	85,3	88,3	79,8	89,9	
1991	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,3	10,1	0,0	59,8	25,1	10,7	5,2	
	> 0 et < IPC	100,0	94,0	98,3	89,9	95,0	39,7	72,9	86,2	70,3	
	≥ IPC	0,0	3,7	1,3	0,0	5,1	0,5	2,0	3,1	24,3	
1992	Gel ou baisse	0,0	7,9	0,6	15,1	22,6	3,0	9,1	8,4	4,2	
	> 0 et < IPC	0,0	7,6	2,3	20,6	0,4	0,0	1,9	5,5	3,0	
	≥ IPC	100,0	84,4	97,1	64,3	77,0	97,0	89,0	86,1	92,9	
1993	Gel ou baisse	0,0 ³	43,9	77,4	23,6	67,3	72,5	68,9	53,4	24,4	
	> 0 et < IPC	99,7	6,6	12,5	76,4	4,8	0,0	8,6	7,4	57,6	
	≥ IPC	0,3	49,5	10,1	0,0	27,9	27,5	22,5	39,2	18,0	
1994	Gel ou baisse	100,0	39,1	80,5	100,0	84,1	81,9	83,2	53,3	79,6	
	augmentation	0,0	60,9	19,5	0,0	15,9	18,1	16,8	44,7	20,4	
1995	Gel ou baisse	100,0	37,5	93,5	100,0	34,8	92,3	71,9	48,9	76,2	
	> 0 et < IPC	0,0	17,3	3,5	0,0	4,0	0,9	2,6	12,4	5,8	
	≥ IPC	0,0	45,2	3,0	0,0	61,2	6,9	25,6	38,7	18,0	
1996	Gel ou baisse	77,3	33,9	47,0	55,8	14,9	92,3	56,5	42,3	62,3	
	> 0 et < IPC	22,7	15,1	48,2	44,2	38,6	0,9	24,7	18,7	21,0	
	≥ IPC	0,0	51,0	4,9	0,0	46,5	6,8	18,8	39,1	16,7	
1997	Gel ou baisse	3,1	14,3	42,3	50,5	8,7	19,4	23,9	17,5	8,6	
	> 0 et < IPC	96,9	15,8	48,5	46,8	45,2	0,0	35,5	22,4	68,5	
	≥ IPC	0,0	69,9	9,2	2,7	46,1	80,6	40,5	60,1	22,9	
1998	Gel ou baisse	0,0	31,9	8,0	20,7	40,7	21,6	24,8	29,3	15,5	
	> 0 et < IPC	99,1	9,0	38,5	12,8	12,9	40,4	28,3	16,1	55,3	
	≥ IPC	0,9	59,1	53,5	66,5	46,4	38,0	46,9	54,6	29,2	
1999	Gel ou baisse	0,3	9,9	1,9	11,5	23,0	2,3	10,6	10,2	4,5	
	> 0 et < IPC	0,2	9,5	4,8	7,7	10,9	0,0	5,9	8,2	3,6	
	≥ IPC	99,5	80,5	93,3	80,8	66,1	97,7	83,5	81,6	91,9	
2000	Gel ou baisse	0,0	7,4	0,0	1,4	31,5	1,9	10,9	8,7	3,9	
	> 0 et < IPC	10,5	59,4	16,5	4,1	46,3	25,8	27,8	48,3	27,2	
	≥ IPC	89,5	33,1	83,5	94,5	22,2	72,4	61,2	43,1	68,9	
2001	Gel ou baisse	0,2	4,6	0,0	0,0	1,2	0,7	0,5	3,3	1,6	
	> 0 et < IPC	0,0	33,9	11,5	4,1	55,6	6,0	19,3	29,3	13,2	
	≥ IPC	99,8	61,4	88,5	95,9	43,2	93,3	80,1	67,4	85,1	
2002	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,6	2,7	0,6	0,9	4,7	2,1	
	> 0 et < IPC	0,0	17,0	4,8	25,7	7,2	3,8	6,7	14,0	6,2	
	≥ IPC	100,0	76,7	95,2	73,7	90,1	95,6	92,4	81,2	91,7	

Annexe I

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2020

Année	Type de croissance	Administration québécoise ²	Autres salariés québécois							Ensemble des autres salariés québécois	Ensemble du Québec
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral				
2003	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,8	0,0	39,3	64,0	0,0	22,5	11,5	5,2	
	> 0 et < IPC	100,0	38,3	33,6	37,8	25,9	4,9	23,0	33,6	70,3	
	≥ IPC	0,0	55,0	66,4	22,9	10,0	95,1	54,5	54,8	24,5	
2004	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	25,5	12,6	33,3	0,3	0,0	7,1	19,9	63,2	
	> 0 et < IPC	0,0	10,6	1,8	10,4	8,6	0,8	4,6	8,8	4,0	
	≥ IPC	0,0	63,9	85,6	56,4	91,1	99,2	88,4	71,3	32,8	
2005	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	13,5	16,2	36,6	0,2	0,0	8,4	11,9	59,9	
	> 0 et < IPC	0,0	23,8	50,9	43,7	23,6	12,3	30,1	25,8	11,7	
	≥ IPC	0,0	62,7	32,9	19,7	76,2	87,7	61,5	62,3	28,3	
2006	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	5,6	0,0	0,0	1,4	0,0	0,6	4,1	1,9	
	> 0 et < IPC	0,0	7,7	19,2	0,8	12,9	0,0	10,1	8,4	3,9	
	≥ IPC	100,0	86,7	80,8	99,2	85,7	100,0	89,3	87,5	94,3	
2007	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,0	54,0	0,0	21,0	10,9	5,1	
	> 0 et < IPC	0,0	4,8	5,9	0,0	0,4	0,0	1,6	3,8	1,8	
	≥ IPC	100,0	88,9	94,1	100,0	45,7	100,0	77,4	85,3	93,1	
2008	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,2	0,9	0,0	5,1	0,0	2,1	5,5	2,6	
	> 0 et < IPC	100,0	20,2	83,9	36,3	74,2	82,4	74,2	38,2	70,7	
	≥ IPC	0,0	72,6	15,2	63,7	20,7	17,6	23,7	56,3	26,7	
2009	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,3	0,5	11,9	1,3	0,0	1,9	5,5	2,6	
	> 0 et < IPC	0,0	0,9	0,0	0,0	0,5	0,0	0,2	0,7	0,3	
	≥ IPC	100,0	91,9	99,5	88,1	98,2	100,0	97,9	93,9	97,1	
2010	Gel ou baisse	0,0 ⁴	6,9	0,0	10,7	0,3	0,0	1,3	5,0	2,4	
	> 0 et < IPC	100,0	3,4	11,3	13,5	5,9	1,6	6,9	4,6	54,6	
	≥ IPC	0,0	89,7	88,7	75,7	93,8	98,4	91,9	90,4	43,1	
2011	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,7	0,1	5,3	1,0	0,0	1,0	3,6	1,9	
	> 0 et < IPC	100,0	70,3	97,4	87,3	76,9	91,6	87,3	75,1	87,1	
	≥ IPC	0,0	25,0	2,5	7,4	22,0	8,4	11,7	21,2	11,0	
2012	Gel ou baisse	0,0 ⁴	5,3	0,0	6,7	10,2	0,0	4,3	5,0	2,6	
	> 0 et < IPC	100,0	20,7	85,0	73,6	49,7	88,7	72,5	36,5	67,0	
	≥ IPC	0,0	74,0	15,0	19,7	40,1	11,3	23,2	58,5	30,4	
2013	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,2	2,1	0,0	0,4	0,4	0,8	3,1	1,6	
	> 0 et < IPC	0,0	0,4	0,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2	
	≥ IPC	100,0	95,4	97,4	100,0	99,6	99,6	99,1	96,6	98,3	
2014	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,2	40,8	1,1	0,0	0,0	9,9	5,8	3,1	
	> 0 et < IPC	0,0	3,4	1,6	2,2	0,0	78,2	23,7	9,2	4,9	
	≥ IPC	100,0	92,5	57,6	96,7	100,0	21,8	66,4	85,0	92,0	
2015	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,5	1,6	1,4	0,0	0,0	0,5	2,0	1,4	
	> 0 et < IPC	0,0	2,8	6,8	60,4	0,0	0,0	7,2	4,0	2,9	
	≥ IPC	100,0	94,7	91,6	38,3	100,0	100,0	92,3	94,0	95,7	
2016	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,8	0,9	6,0	4,6	0,0	2,5	2,7	1,4	
	> 0 et < IPC	0,0	1,2	27,0	17,0	0,0	0,0	8,7	3,4	1,8	
	≥ IPC	100,0	96,0	72,1	77,0	95,4	100,0	88,9	93,9	96,8	
2017	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,3	1,8	4,3	4,1	0,0	0,2	1,8	0,9	
	> 0 et < IPC	0,0	0,9	2,1	0,0	0,5	8,3	5,7	8,8	4,6	
	≥ IPC	100,0	96,8	96,1	95,7	95,4	91,7	94,1	89,4	94,5	
2018	Gel ou baisse	0,0 ⁴	2,4	0,0	1,8	0,1	0,0 ⁶	0,3	1,9	1,0	
	> 0 et < IPC	0,0	10,0	0,5	18,8	3,8	21,4	7,0	9,3	4,7	
	≥ IPC	100,0	87,6	99,5	79,4	96,1	78,6	92,7	88,8	94,4	

Annexe I

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2020

Année	Type de croissance	Administration québécoise ²	Autres salariés québécois							Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral				
2019	Gel ou baisse	0,0 ⁴	1,0	2,9	0,5	0,1	0,0	0,9	1,0	0,5	
	> 0 et < IPC	1,5	38,0	67,0	67,2	81,9	7,7	50,6	41,0	21,2	
	≥ IPC	98,5	61,0	30,1	32,3	17,9	92,3	48,5	58,0	78,3	
2020 ⁶	Gel ou baisse	..	0,7	0,0 ⁷	0,0 ⁷	0,0 ⁷	0,0	0,0	0,5	0,5 ⁷	
	> 0 et < IPC	..	1,9	63,5	30,9	0,4	0,0	17,1	5,3	5,3	
	≥ IPC	..	97,4	36,5	69,1	99,6	100,0	82,9	94,2	94,2	

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

2. Les données de l'administration québécoise incluses dans la moyenne comprennent, s'il y a lieu, des rajustements liés aux relativités salariales (années 1989 à 1992).

3. Ce résultat est un arrondissement d'une proportion inférieure à 0,05 %.

4. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi no 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

5. Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte tous les rajustements dont ont bénéficié les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

6. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2020 (données préliminaires).

7. Le taux de représentativité de ce secteur est inférieur à 60 %.

Annexe J

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2020

Année	Autres salariés québécois								
	Administration québécoise ¹	Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »	Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec
			« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	..	4,4	3,3	27,3	4,3	3,8	3,8	3,8	4,2
1987	4,0	3,9	4,9	4,3	4,4	3,7	4,3	4,3	4,0
1988	4,0	4,3	4,1	5,5	4,3	4,0	4,2	4,2	4,3
1989	6,0	4,7	4,5	..	4,7	4,5	4,6	4,6	5,2
1990	5,3	5,0	5,0	4,6	5,1	7,3	5,1	5,1	5,2
1991	1,6	4,3	2,5	4,8	3,2	1,7	2,2	2,2	2,0
1992	2,2	2,4	2,5	1,9	2,8	3,3	2,9	2,9	2,3
1993	0,4	0,6	0,3	0,2	0,5	0,0	0,2	0,2	0,4
1994	..	1,2	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,3	0,7
1995	0,3	2,0	0,1	0,3	1,7	1,8	1,6	1,9	0,6
1996	0,3	1,8	0,6	0,1	2,1	1,4	1,3	1,7	1,0
1997	0,4	2,1	0,5	0,4	2,2	2,0	1,7	2,0	1,9
1998	..	1,8	2,0	0,9	0,8	2,4	1,8	1,8	1,8
1999	4,2 ²	2,4	2,0	0,7	2,0	3,9	2,8	2,5	2,5
2000	2,3	2,6	2,1	2,9	2,1	1,9	2,0	2,3	2,3
2001	3,1	3,0	2,4	2,4	2,5	3,5	3,2	3,0	3,0
2002	2,3	2,6	4,0	2,3	2,3	2,6	3,3	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,5	3,1	2,2	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,2	2,4	5,6	1,6	3,1	3,7	2,4	2,4
2005	1,5	2,4	1,9	2,2	2,7	2,7	2,6	2,4	2,4
2006	0,8 ³	2,1	1,6	3,0	2,8	2,5	2,6	2,2	1,0
2007	... ⁴	2,7	2,2	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,8	2,8
2008	... ⁴	2,9	2,1	3,6	1,8	2,3	2,1	2,6	2,6
2009	... ⁴	1,9	2,4	2,6	1,7	1,8	1,8	1,9	1,9
2010	... ⁴	2,3	2,8	2,5	2,0	2,3	2,3	2,3	2,3
2011	1,2	2,1	1,3	2,1	2,3	1,7	1,9	2,0	1,3
2012	... ⁴	2,3	1,8	2,2	2,7	2,6	2,5	2,4	2,4
2013	... ⁴	2,1	2,3	2,1	2,4	2,0	2,3	2,2	2,2
2014	... ⁴	2,6	1,5	3,2	2,7	2,7 ⁵	2,6	2,6	2,6
2015	... ⁴	2,2	2,3	2,0	2,3	... ⁴	2,1	2,1	2,1
2016	1,6	1,9	1,2	2,5 ²	2,1	... ⁴	1,8	1,9	1,6
2017	1,5	2,2	1,6	1,7	2,0	1,5	1,6	2,0	2,0
2018	1,7	2,1	1,6	1,7	2,2	2,8	1,9	2,1	2,1
2019	... ⁴	2,7	2,0	2,3	2,1	... ⁴	2,1	2,5	2,5
2020 ⁶	... ⁴	2,7	1,2	...	2,2	... ⁴	1,9	2,6	2,6

1. Le taux « sans relativités salariales », excluant les divers rajustements, est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi no 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec.

5. Ce taux est basé sur deux conventions collectives.

6. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2020 et prennent en compte un nombre de conventions collectives/un effectif limité.

Annexe K

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2020

Année	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble autres salariés québécois	Ensemble du Québec
		Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
			« Entreprises publiques québécoises »	Universitaire	Municipal	Fédéral				
1986	..	4,2	3,3	20,9	4,3	3,7	3,7	4,0	4,0	
1987	4,1	4,0	4,6	4,4	4,4	3,8	4,2	4,1	4,1	
1988	4,0	4,5	4,0	5,1	4,4	3,9	4,2	4,4	4,3	
1989	6,4	4,6	4,5	..	4,8	4,4	4,5	4,6	5,3	
1990	5,7	4,9	5,2	4,1	4,9	6,6	5,0	5,0	5,4	
1991	2,4	4,3	2,4	4,3	3,1	2,0	2,3	3,2	2,6	
1992	2,3	2,4	2,7	2,5	2,7	3,2	2,9	2,6	2,3	
1993	0,3	0,6	0,3	0,0	0,5	0,0	0,2	0,5	0,4	
1994	..	1,3	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,8	0,8	
1995	0,5	1,6	0,7	0,1	1,4	3,7	1,0	1,5	1,3	
1996	0,5	1,7	0,7	0,1	1,4	0,8	0,9	1,6	1,4	
1997	0,5	2,1	0,7	0,8	1,4	1,9	1,3	1,9	1,9	
1998	..	2,0	1,9	0,9	0,9	2,3	1,7	1,9	1,9	
1999	3,5 ²	2,4	2,1	0,9	2,0	3,7	2,8	2,4	2,5	
2000	2,5	2,6	2,3	2,8	2,3	2,1	2,2	2,4	2,5	
2001	2,8	2,9	2,3	2,5	2,5	3,3	3,1	2,9	2,9	
2002	2,3	2,6	3,7	2,2	2,5	2,7	3,2	2,7	2,4	
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,8	3,0	2,3	2,4	2,4	
2004	2,3 ²	2,5	2,3	5,4	1,9	3,0	3,6	2,7	2,5	
2005	1,7	2,4	2,1	2,3	2,6	2,6	2,5	2,4	2,4	
2006	1,2 ³	2,1	1,8	3,0	2,7	2,5	2,6	2,2	1,3	
2007	... ⁴	2,7	2,3	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,7	2,7	
2008	... ⁴	2,8	2,1	3,4	2,0	2,3	2,2	2,5	2,5	
2009	... ⁴	2,0	2,5	3,3	1,8	1,7	1,9	1,9	1,9	
2010	... ⁴	2,4	2,7	2,7	2,1	2,4	2,3	2,4	2,4	
2011	1,4	2,1	1,0	2,0	2,3	1,8	1,9	2,0	1,5	
2012	... ⁴	2,2	1,8	2,1	2,5	2,5	2,4	2,3	2,3	
2013	... ⁴	2,1	2,4	2,0	2,4	2,0	2,3	2,2	2,2	
2014	... ⁴	2,4	1,5	3,0	2,6	2,8 ⁵	2,5	2,4	2,4	
2015	... ⁴	2,1	2,4	1,9	2,3	... ⁴	2,1	2,1	2,1	
2016	1,4	2,0	1,4	2,1 ²	1,9	... ⁴	1,8	1,9	1,5	
2017	1,6	2,2	1,5	1,7	2,6	1,5	1,7	2,1	2,1	
2018	1,9	2,1	2,0	1,7	3,3	3,3	2,4	2,2	2,1	
2019	... ⁴	2,6	2,1	2,2	2,1	... ⁴	2,1	2,4	2,4	
2020 ⁶	... ⁴	2,5	1,1	... ⁴	2,2	... ⁴	1,9	2,4	2,4	

1. Le taux « sans relativités salariales », excluant les divers rajustements, est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, les salariés retenus pour les années 2002 à 2009 sont ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi no 142, 2005, chapitre 43). Pour les années suivantes, ce sont ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et en 2016.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec.

5. Ce taux est basé sur deux conventions collectives.

6. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2020 et prennent en compte un nombre de conventions collectives/un effectif limité.

Ce rapport contient des résultats détaillés de la comparaison des salaires, des avantages sociaux et de la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec ceux de l'ensemble des autres salariés québécois travaillant dans des entreprises de 200 employés et plus. La comparaison est effectuée avec le secteur privé et le secteur « autre public » et ses sous-secteurs (administrations municipale et fédérale, « entreprises publiques » et secteur universitaire).

Le rapport fait également le point sur l'évolution des écarts salariaux et de rémunération globale de 2011 à 2020. Il présente par ailleurs des résultats relatifs aux tendances salariales dans l'administration québécoise et les divers secteurs de l'économie. Il y est question de la croissance salariale de même que des perspectives salariales pour 2020 et 2021.

Grâce à ce rapport, les décideurs du Québec disposent de données facilitant leurs prises de décisions en matière de rémunération.

« La statistique au service de la société : la référence au Québec »

stat.gouv.qc.ca